

***ANNUAIRE STATISTIQUE
DE LA DÉFENSE 2008/2009***



L'annuaire statistique a pour objet de rassembler les principales données concernant la défense, qu'elles soient de nature économique, budgétaire, humaine et physique. Il vise notamment à replacer l'outil de défense, et plus particulièrement le budget de la défense, dans l'environnement économique national et international. À travers une description des aspects industriels et une présentation des moyens qui associent personnels militaires, personnels civils et réservistes, il rappelle que les crédits consacrés à la défense ont un impact qui dépasse largement les fonctions régaliennes du ministère.

L'annuaire statistique est une publication annuelle du ministère de la défense. Il a été élaboré par l'Observatoire économique de la défense associant les différents services du ministère. Instrument de travail s'adressant à tous ceux qui souhaitent disposer d'une information sur la contribution de la défense à la vie et au développement de notre pays, il s'efforce de retracer au mieux les transformations profondes de notre outil de défense actuellement engagées.

Avertissement: compte tenu du transfert du budget de la gendarmerie au ministère de l'intérieur à compter du PLF 2009, les données budgétaires sont présentées « hors gendarmerie » ; seul le chapitre 2 est concerné par cette modification.

Sommaire

1 LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE.....	07
1.1 L'activité économique.....	08
1.1.1 L'évolution du produit intérieur brut.....	08
1.1.2 L'évolution de la production de la branche « construction navale », « construction aéronautique et spatiale » et « fabrication d'armes et munitions ».....	09
1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense.....	11
1.3 Les effectifs et l'emploi.....	15
1.3.1 L'évolution de l'emploi total, de celui des administrations publiques (APU) et de la défense.....	15
1.3.2 L'évolution de l'emploi dans les branches d'armement et dans l'économie nationale.....	16
1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense.....	19
1.4.1 La production du service de défense.....	19
1.4.2 Les achats de l'État en armement en 2007.....	21
1.4.3 Les achats en armement de 2003 à 2007.....	22
1.4.4 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le tableau des entrées-sorties.....	23
2 LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	25
2.1 Le poids de la défense.....	26
2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales	28
2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement, titre III) et les dépenses d'équipement (titres v et vi).....	28
2.2.2 les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement, titre III) et les dépenses d'équipement (titres v et vi) des trois armées et des services communs	29
2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement.....	30
2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs	32
2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement	33
2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs.....	34
2.2.7 Historique du budget de la défense et lois de programmation militaire.....	35
2.3 La présentation du budget au format Lolf.....	36
2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget de la défense.....	36
2.3.2 Le budget de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres).....	37
2.3.3 La répartition des crédits de paiement du ministère de la défense par mission (pensions comprises).....	39
2.3.4 La répartition des crédits de paiement du ministère de la défense par programme.....	40
2.4 L'exécution du budget de la défense au format Lolf.....	41
2.4.1 L'exécution du budget de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres).....	41
2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État.....	43
2.6 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2008.....	45
2.6.1 Les principaux équipements de l'armée de l'air.....	45
2.6.2 Les principaux équipements de l'armée de terre.....	46
2.6.3 Les principaux équipements de la marine.....	47
2.7 Le domaine immobilier de la défense en métropole.....	48
2.7.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31/12/2008.....	48
2.7.2 La répartition du domaine par attributaire au 31/12/2008.....	49
2.7.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31/12/2008	50
3 LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE	51
3.1 L'évolution des effectifs de la défense en France.....	52
3.1.1 Les effectifs de la défense : personnel civil, personnel militaire en activité et appelés	52
3.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité.....	53
3.1.3 Les effectifs civils	55
3.2 La démographie du personnel militaire de la défense	56
3.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2007.....	56
3.2.2 L'âge moyen du personnel militaire en activité.....	58
3.3 Les rémunérations.....	59
3.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité.....	59
3.3.2 Cartographie des rémunérations du personnel militaire en activité	62
3.4 Les retraites et les pensions	65
3.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit).....	65
3.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs.....	66
3.5 La réserve militaire.....	67
3.5.1 La réserve opérationnelle.....	67
3.5.2 La réserve citoyenne	69

1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ce chapitre présente la place de la défense dans l'économie nationale à travers quelques grandeurs macroéconomiques telles que le produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques et l'emploi.

L'industrie de défense au sens large (activités civiles et militaires confondues) est étudiée à travers trois branches des comptes nationaux : la construction navale, la construction aéronautique et spatiale et la fabrication d'armes et munitions. La production effective de cet ensemble s'élève en 2006 à 55 milliards d'euros, ce qui représente 8,5 % de la production manufacturière. Sur ce total, le chiffre d'affaires des produits d'armement est évalué à environ 14,2 milliards d'euros (voir chapitre 4).

Le compte satellite de la défense recense les masses dépensées par l'État dans l'exécution du budget de la défense (1.4). Il retrace donc des données exclusivement militaires.

Le tableau des entrées-sorties (TES) permet de comparer la défense au reste de l'économie, les valeurs macroéconomiques des marges correspondent à celles des comptes nationaux.

1.1 L'activité économique

1.1.1 L'évolution du produit intérieur brut (PIB)

Les comptes nationaux présentent les agrégats dans **deux systèmes de prix** (valeur et volume).
On dispose ainsi de :

- séries en **valeur**,
- séries en **volume**, que l'Insee calcule aux prix de l'année précédente et auxquelles est appliquée une opération de « chaînage » à partir d'une année de référence choisie (ici 2000), pour laquelle les données en volume sont, par convention, égales aux données en valeur. De telles séries sont alors dites « **aux prix de l'année précédente, chaînés** » (voir le glossaire pour plus de détails sur ces questions).

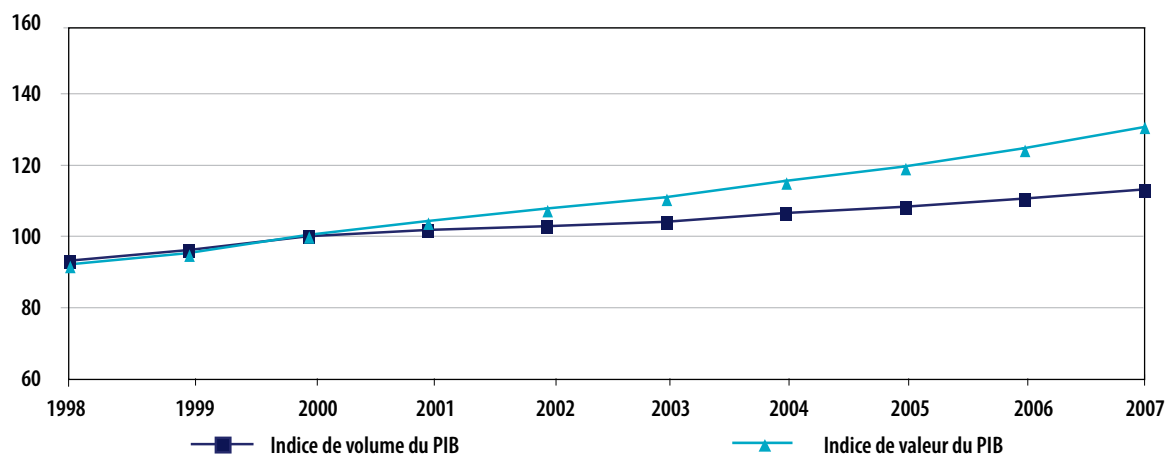
Dans la suite de cet ouvrage, on se contentera de la mention « volume » ou « volume aux prix de l'année n-1 ». Les données agrégées présentées ici le sont dans le système de comptabilité nationale en base 2000, mis en application par l'Insee en mai 2005. Les chiffres des comptes nationaux sont révisés tous les ans par l'Insee, sur une période plus ou moins longue. Aussi les chiffres présentés ici diffèrent parfois de ceux publiés dans l'annuaire statistique précédent.

Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en valeur et en volume

Année	PIB en valeur (en M€)	PIB en volume (aux prix n-1, référence 2000) (en M€)	Indice de valeur du PIB (2000 = 100)	Indice de volume du PIB (2000 = 100)	Évolution en volume du PIB (taux de « croissance ») année n/n-1	Indice de prix du PIB (2000 = 100)
1998	1 323 654	1 342 808	91,8	93,2	3,5 %	98,6
1999	1 367 966	1 387 132	94,9	96,2	3,3 %	98,6
2000	1 441 372	1 441 372	100,0	100,0	3,9 %	100,0
2001	1 497 185	1 468 101	103,9	101,9	1,9 %	102,0
2002	1 548 555	1 483 171	107,4	102,9	1,0 %	104,4
2003	1 594 814	1 499 299	110,6	104,0	1,1 %	106,4
2004	1 660 189	1 536 336	115,2	106,6	2,5 %	108,1
2005	1 726 068	1 565 465	119,8	108,6	1,9 %	110,3
2006	1 807 462	1 599 449	125,4	111,0	2,2 %	113,0
2007	1 892 241	1 634 203	131,3	113,4	2,2 %	115,8

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

Évolution du PIB en indices base 100 en 2000 (indices de valeur et de volume aux prix de l'année précédente)



1.1.2 L'évolution de la production des branches « construction navale », « construction aéronautique et spatiale » et « fabrication d'armes et munitions »

Dans les nomenclatures utilisées par les comptes nationaux, il n'y a pas de regroupement d'activités économiques qui correspondent à une branche d'armement. On peut néanmoins constituer un regroupement à un niveau agrégé des trois branches traditionnellement retenues pour définir un périmètre de l'industrie d'armement. Ces trois branches sont la construction navale (GE11), la construction aéronautique et spatiale (GE13) et la fabrication d'armes et munitions (GE28).

On appellera par la suite ce regroupement d'activités « **BA2000** » (pour branche d'armement en base 2000, année dite de « base » des comptes nationaux actuellement en vigueur), mais il ne faut pas perdre de vue que ces activités sont à la fois civiles et militaires.

Évolution de la production effective des branches d'armement et de leur regroupement BA2000

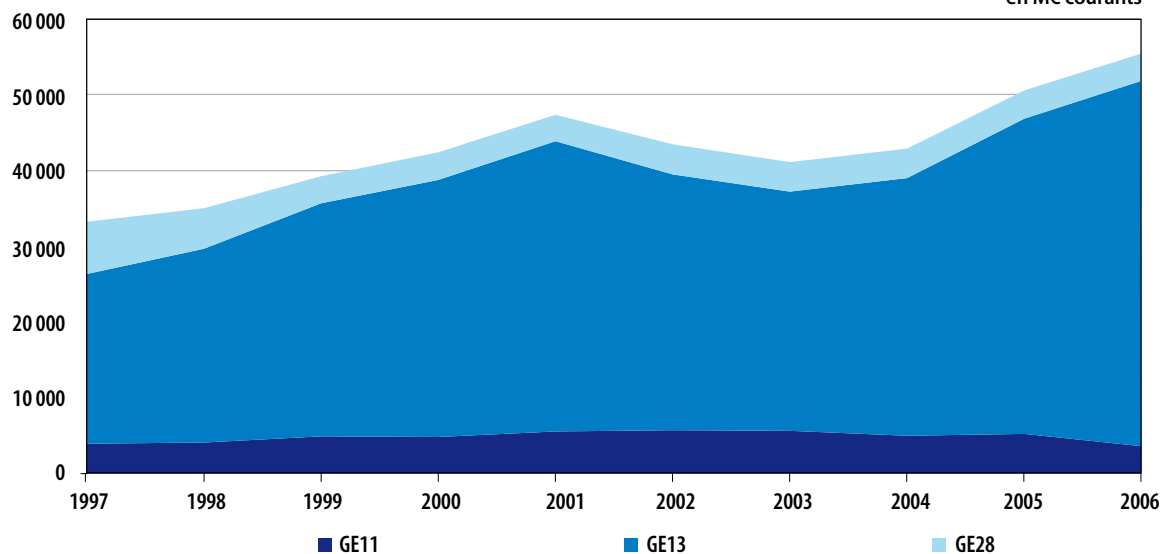
en M€ courants

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1997	3 962	22 474	6 916	33 353
1998	4 162	25 619	5 422	35 202
1999	4 928	30 869	3 585	39 382
2000	4 953	33 998	3 656	42 607
2001	5 601	38 483	3 437	47 521
2002	5 793	33 868	3 984	43 645
2003	5 663	31 750	3 877	41 290
2004	5 059	34 124	3 923	43 106
2005	5 421	41 107	4 217	50 745
2006	4 661	46 487	4 353	55 501

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Évolution de la production effective de la branche BA2000

en M€ courants



Évolution du poids de la branche BA2000 dans la production de l'industrie manufacturière

en M€ courants

Année	Production BA2000	Production manufacturière	Part de la production de la branche BA2000 et de ses sous-branches dans celle de l'industrie manufacturière (en % de la production effective, en valeur)			
			GE 11	GE13	GE28	BA2000
1997	33 353	500 514	0,8 %	4,5 %	1,4 %	6,7 %
1998	35 202	534 452	0,8 %	4,8 %	1,0 %	6,6 %
1999	39 382	559 699	0,9 %	5,5 %	0,6 %	7,0 %
2000	42 607	614 205	0,8 %	5,5 %	0,6 %	6,9 %
2001	47 521	629 868	0,9 %	6,1 %	0,5 %	7,5 %
2002	43 645	614 678	0,9 %	5,5 %	0,6 %	7,1 %
2003	41 290	598 133	0,9 %	5,3 %	0,6 %	6,9 %
2004	43 106	616 562	0,8 %	5,5 %	0,6 %	7,0 %
2005	50 745	633 746	0,9 %	6,5 %	0,7 %	8,0 %
2006	55 501	654 554	0,7 %	7,1 %	0,7 %	8,5 %

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense

Les dépenses publiques peuvent être évaluées selon deux méthodes : les **comptes nationaux**, où elles sont retraitées de façon à être rendues homogènes avec les autres agrégats macroéconomiques des comptes, et l'**approche budgétaire** classique où elles représentent les dépenses exécutées. Pour mémoire, l'écart de plus de 100 Md€ entre les montants de dépenses de l'État tels qu'ils figurent dans les comptes nationaux et dans les budgets exécutés correspond aux cotisations sociales imputées (fictives), aux dotations globales de fonctionnement (transférées aux collectivités locales), et aux comptes spéciaux du Trésor.

Dépenses et recettes publiques au sens des comptes nationaux

en Md€ courants

Année	Administrations publiques (APU)			État		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
1998	697,3	662,7	-34,6	303,0	264,3	-38,7
1999	719,2	694,9	-24,3	318,2	282,1	-36,1
2000	744,3	723,0	-21,2	320,3	285,0	-35,3
2001	772,1	748,8	-23,3	330,3	294,6	-35,7
2002	815,1	766,1	-49,0	349,9	293,5	-56,4
2003	849,6	783,9	-65,7	355,6	293,6	-62,0
2004	883,1	822,9	-60,2	376,6	323,9	-52,8
2005	921,5	870,3	-51,1	387,8	335,6	-52,2
2006	952,5	909,1	-43,4	379,1	331,7	-47,4
2007	991,0	940,4	-50,6	377,3	338,1	-39,2

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

Le solde des dépenses et des recettes des administrations publiques est le déficit public au sens de Maastricht : en 2007, il s'établit à 50,6 Md€, soit 2,7 % du PIB.

Dépenses et recettes des budgets exécutés (opérations définitives hors FMI)

en Md€ courants

Année	Budget de l'État			Budget de la défense (hors pensions)(1)			Budget défense / Budget État
	Dépenses	Recettes	Solde	Fonction ^t	Equip ^t	Total	
1998	251,6	213,2	-38,5	16,7	10,5	27,2	10,8 %
1999	260,7	227,8	-32,8	16,7	10,5	27,2	10,4 %
2000	259,3	230,0	-29,3	16,9	10,7	27,6	10,7 %
2001	266,0	234,4	-31,6	17,0	10,8	27,8	10,5 %
2002	277,5	227,5	-50,0	17,9	11,3	29,2	10,5 %
2003	278,3	221,6	-56,7	18,4	11,8	30,2	10,8 %
2004	288,4	243,0	-45,4	18,9	12,4	31,3	10,9 %
2005 *	294,3	249,1	-45,2	18,9	14,3	33,2	11,3 %
2006 **	272,9	230,4	-42,5	19,8	14,7	34,5	12,6 %
2007 ***	270,6	232,5	-38,2	20,4	15,6	36,0	13,3 %

Sources : ministère de l'économie des finances et de l'emploi, ministère de la défense

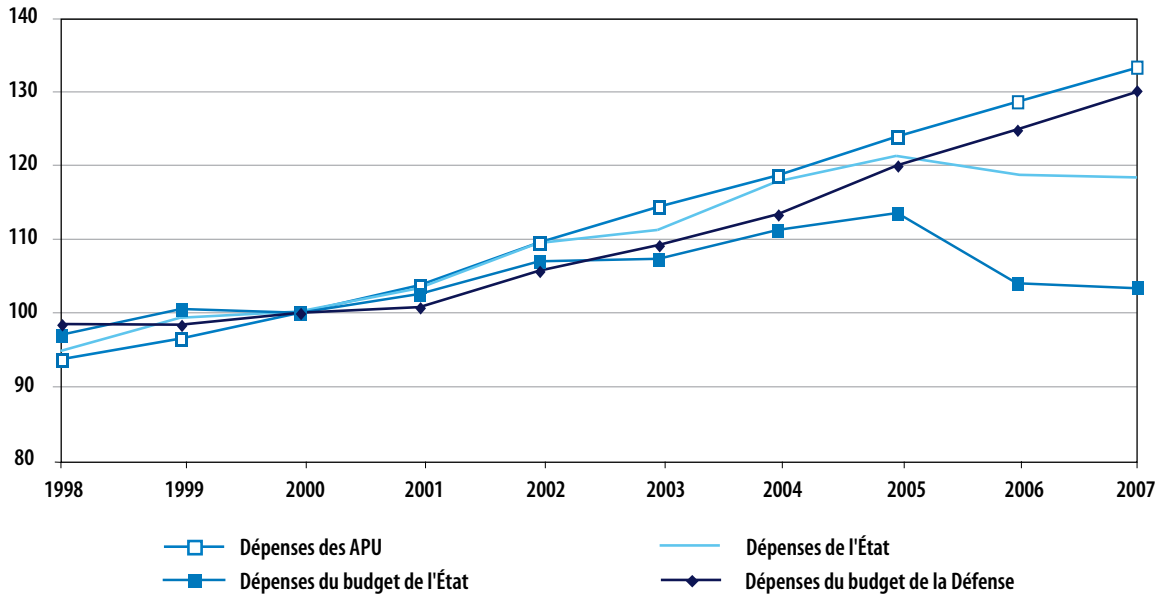
(1) Reconstitution du périmètre défense (hors anciens combattants) conformément à l'ordonnance de 1959.

* Hors opérations d'ordre relatives à la dette.

** Y compris mesure de régularisation comptable en 2006 des dépenses de pensions versées en décembre 2005.

*** Hors produit de cession des titres EDF.

Évolution des dépenses publiques en euros courants
(Indices base 100 en 2000)



En comptabilité nationale, les données relatives à la défense figurent dans les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale et leurs extensions) réparties par « fonction » ou domaine d'intervention des pouvoirs publics. Au niveau le plus agrégé, la classification fonctionnelle des administrations publiques (CFAP)* identifie un poste « Défense » ainsi qu'un poste « Ordre et Sécurité publics » parmi une dizaine d'objectifs de politique publique.

(*) Cette nomenclature est plus connue sous son acronyme anglais de COFOG pour « Classification of the Functions of Government ».

Dépenses des administrations publiques par fonction de dépense

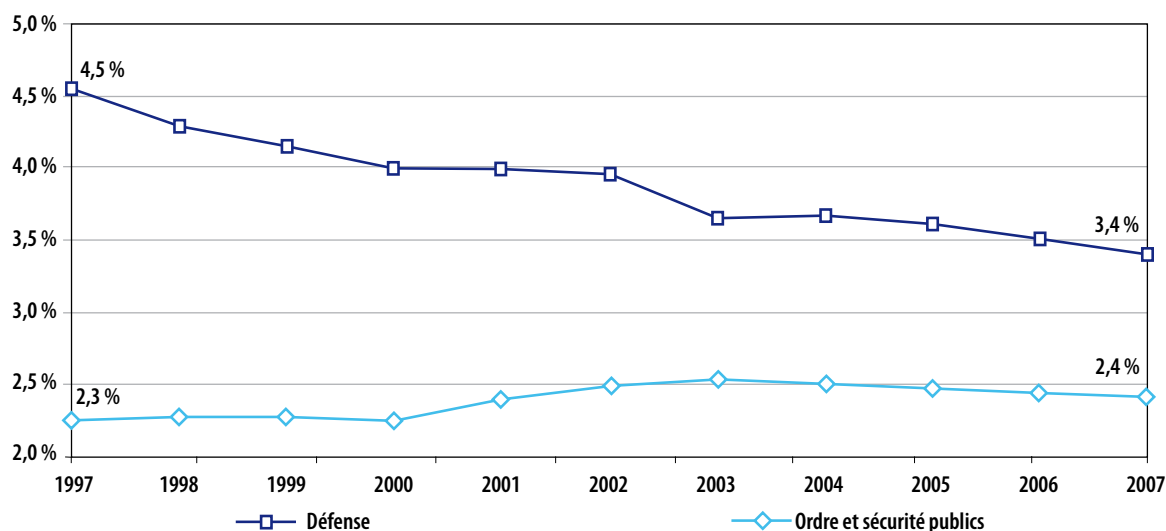
en Md€ courants

Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Services généraux des administrations publiques	105,0	107,4	109,7	111,8	113,3	117,8	119,8	125,9	125,5	131,6
Défense (*)	29,9	29,7	29,7	30,8	32,2	31,0	32,4	33,2	33,3	33,6
Ordre et sécurité publics (*)	15,9	16,4	16,8	18,5	20,2	21,5	22,1	22,8	23,2	23,9
Affaires économiques	42,2	43,7	46,7	45,8	50,1	49,8	49,8	51,6	52,8	53,1
Protection de l'environnement	8,2	8,5	10,0	10,8	11,5	12,5	13,7	14,6	15,2	16,4
Logements et équipements collectifs	20,0	20,9	24,2	25,4	27,5	28,3	29,9	31,1	33,9	35,9
Santé	87,2	89,8	94,6	100,4	108,6	115,5	121,2	126,7	130,1	136,0
Loisirs, culture et culte	15,2	15,8	16,0	18,1	20,7	22,4	23,6	25,3	27,1	28,7
Enseignement	85,2	90,1	91,0	94,6	99,1	101,3	102,4	105,4	108,0	111,4
Protection sociale	288,5	296,9	305,6	315,8	332,0	349,4	368,3	385,0	403,2	420,3
Total	697,3	719,2	744,3	772,1	815,1	849,6	883,1	921,5	952,5	991,0

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La gendarmerie est entièrement incluse dans la fonction « Ordre et sécurité publics ».

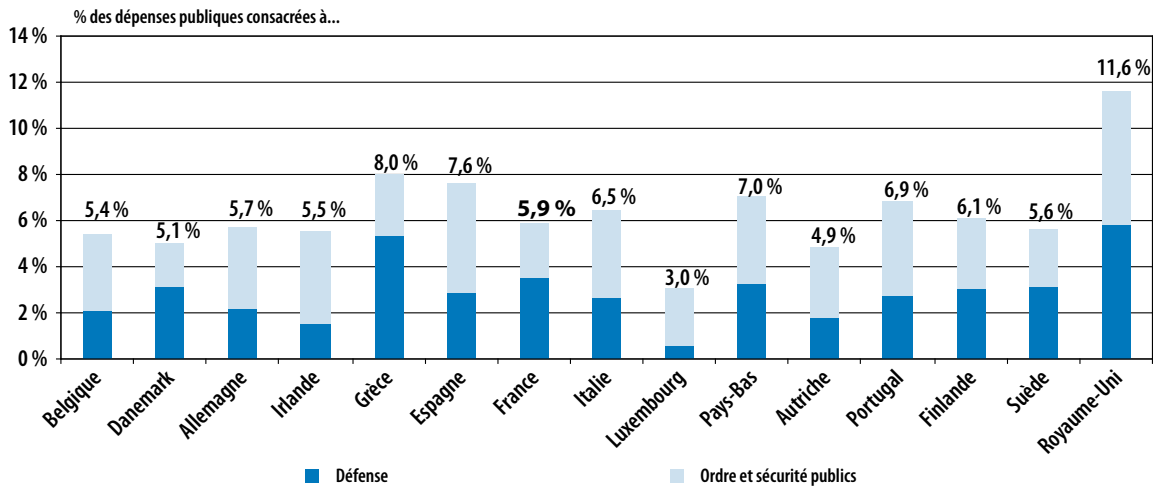
Poids des dépenses de défense et de Sécurité dans la dépense publique



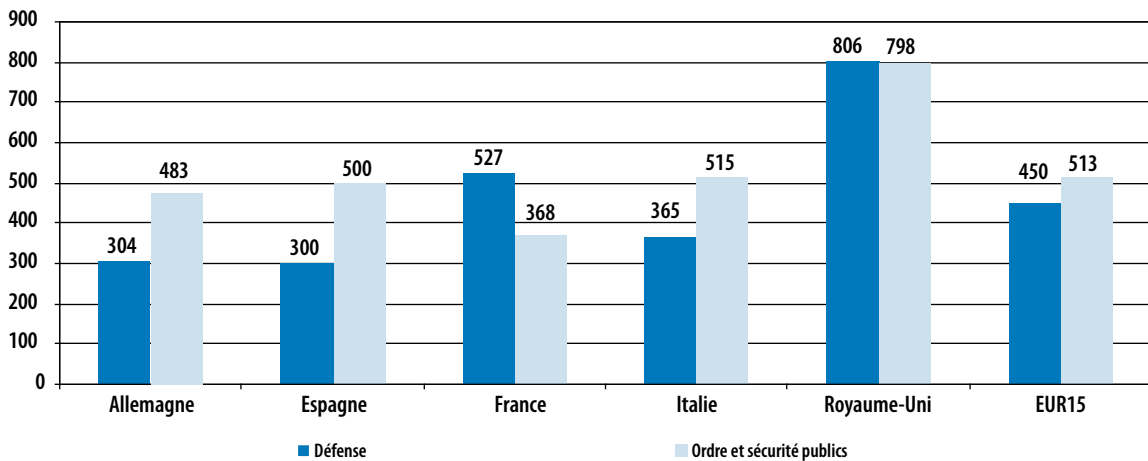
En 2006*, l'ensemble des dépenses pour la « Défense et Sécurité » représentaient 5,9 % du total de la dépense publique française, moins que la moyenne européenne des 15 pays de l'ancienne UE (7,1 %) : dans ce groupe de pays, le Royaume-Uni est celui qui consacre la part la plus importante de ses dépenses publiques aux fonctions de « Défense et Sécurité » (11,6 %) ; puis viennent les pays du Sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Portugal, Italie) de 8 % à 6,5 %. Le coefficient de dépense de la France s'explique par le niveau relativement faible de ses dépenses de Sécurité (2,4 %), contre 3,8 % dans l'UE15 et 5,8 % au Royaume-Uni.

(* Les données 2007 ne sont pas encore disponibles pour l'ensemble des pays européens.

Les dépenses publiques consacrées à la « Défense et Sécurité » dans l'Europe des Quinze



Dépenses publiques de « Défense et Sécurité » par habitant en 2006 dans les principaux pays européens (montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, en euros français)



1.3 Les effectifs et l'emploi

1.3.1 L'évolution de l'emploi total, de celui des administrations publiques (APU) et de la défense

Pour les comptes nationaux, on parle à propos d'effectifs employés de l'**emploi intérieur**, c'est-à-dire de l'ensemble des personnes physiques, résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente (voir glossaire). Il s'entend pour la France entière, DOM compris.

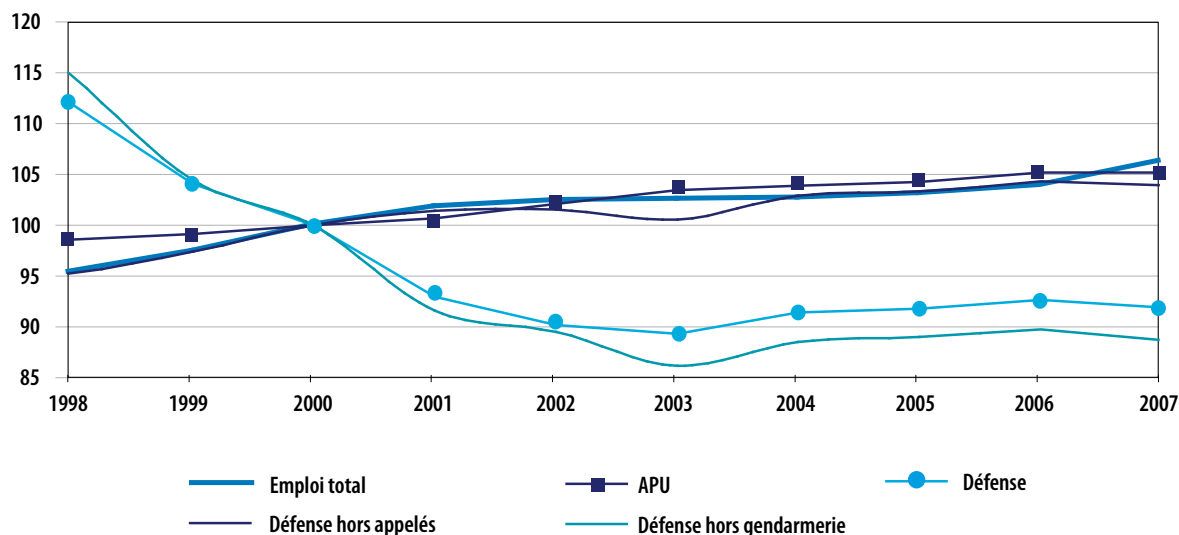
L'emploi intérieur est mesuré en moyenne annuelle, comme la plupart des agrégats issus des comptes. L'emploi de la défense est calculé à partir des statistiques de rémunérations, et comprend l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère (y compris les appelés du contingent). La présentation détaillée de ce dernier figure dans le chapitre 3.

Évolution de l'emploi intérieur total, des administrations publiques et de la défense
(Milliers de personnes en moyenne annuelle - sauf indication contraire)

Années	Emploi intérieur total	Emploi des administrations publiques	Emploi de la défense (effectifs réels et appelés)	dont appelés
1998	23 227,3	5 360,5	537,1	130,6
1999	23 696,5	5 389,6	499,6	84,3
2000	24 332,1	5 437,2	480,0	53,6
2001	24 764,6	5 489,9	446,2	13,7
2002	24 918,8	5 557,1	433,0	0
2003	24 950,2	5 642,9	428,7	0
2004	24 976,7	5 660,9	438,9	0
2005	25 115,6	5 646,7	440,6	0
2006	25 356,2	5 654,3	444,7	0
2007	25 695,5	5 706,8	442,1	0

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee et ministère de la défense

Évolution de l'emploi total, des administrations publiques et de la défense
(Indices base 100 en 2000)



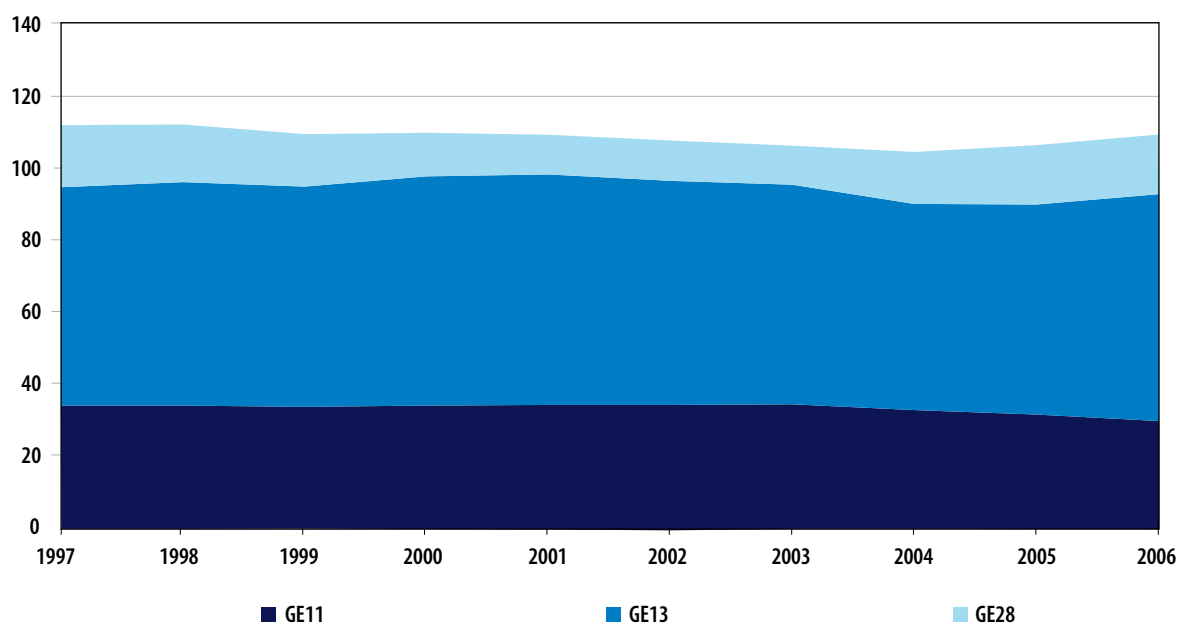
1.3.2 L'évolution de l'emploi dans les branches d'armement et dans l'économie nationale

Évolution de l'emploi dans les branches d'armement
Emploi intérieur total salarié (milliers de personnes en équivalent temps plein)

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1997	34,0	61,0	17,4	112,4
1998	34,1	62,3	16,1	112,6
1999	33,8	61,5	14,5	109,8
2000	34,1	63,8	12,3	110,2
2001	34,4	64,1	12,0	110,5
2002	34,5	63,1	11,7	109,3
2003	33,3	62,5	11,7	107,5
2004	30,7	60,2	14,3	105,2
2005	29,9	61,2	16,0	107,0
2006	29,4	64,2	16,2	109,8

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

Évolution de l'emploi salarié dans les branches d'armement
(milliers de personnes en équivalent temps plein)

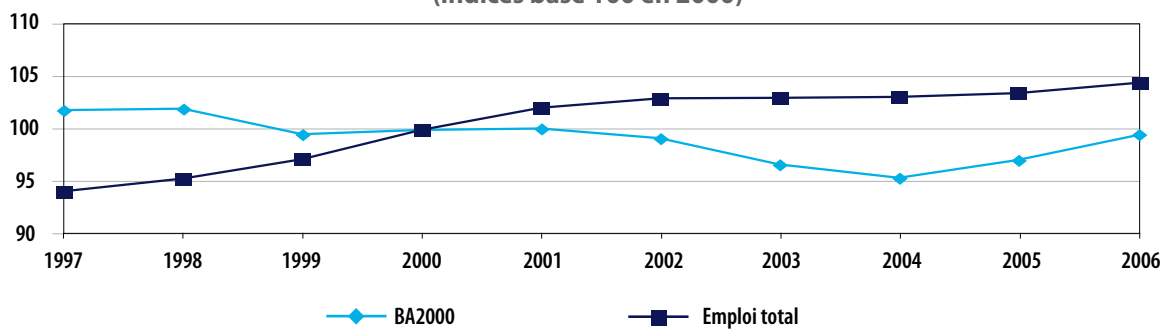


**Évolution de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi intérieur total (salarié + non salarié)
(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement	Emploi total
1997	34,9	61,3	17,5	113,7	22 470
1998	35,0	62,6	16,2	113,8	22 759
1999	34,6	61,8	14,6	111,1	23 205
2000	35,0	64,1	12,4	111,4	23 867
2001	35,3	64,4	12,0	111,7	24 369
2002	35,3	63,4	11,8	110,5	24 577
2003	34,1	62,8	10,8	107,8	24 599
2004	31,5	60,5	14,4	106,4	24 629
2005	30,7	61,5	16,0	108,2	24 775
2006	30,3	64,5	16,3	111,1	24 973

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

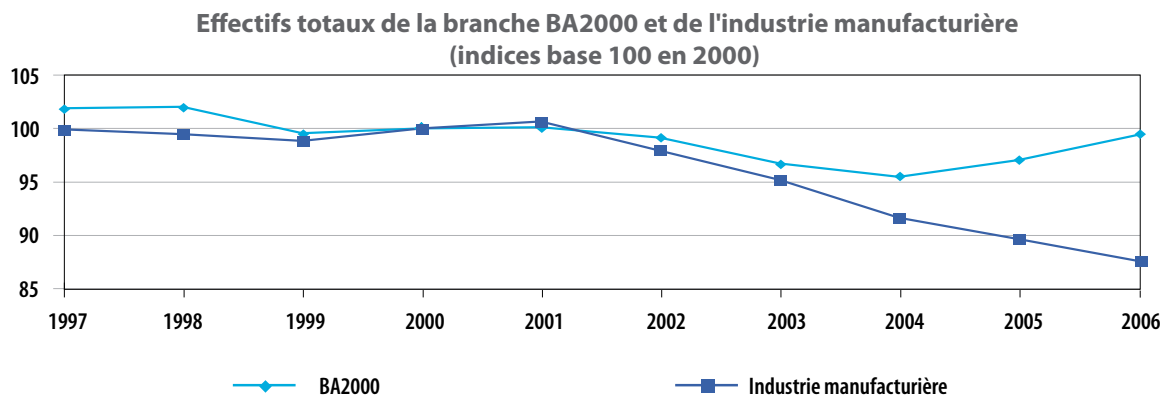
**Évolution de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi intérieur total
(indices base 100 en 2000)**



**Comparaison de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi manufacturier
(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	BA2000	Emploi manufacturier	BA2000/manuf. en %
1997	113,7	3 123	3,6 %
1998	113,8	3 110	3,7 %
1999	111,1	3 093	3,6 %
2000	111,4	3 122	3,6 %
2001	111,7	3 148	3,5 %
2002	110,5	3 061	3,6 %
2003	107,8	2 975	3,6 %
2004	106,4	2 864	3,7 %
2005	108,2	2 798	3,9 %
2006	111,1	2 734	4,1 %

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee



1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense

1.4.1 La production du service de défense

Au sens des comptes nationaux, la défense est un service public financé par le budget de l'État. Comme pour tout service non marchand produit par les administrations publiques, la production de ce service est mesurée par son coût de production. Le compte satellite transcrit les masses d'exécution du budget de la défense, selon les ventilations des nomenclatures de comptabilité nationale effectuées par la Direction générale de la comptabilité publique (DGCP).

La production du service de défense équilibre la consommation intermédiaire⁽¹⁾ et la valeur ajoutée, constituée presque en totalité par la rémunération des salariés.

La comptabilité nationale ne considère pas encore les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Leur acquisition reste comptabilisée comme une consommation intermédiaire : en effet, d'une part, ils ne servent pas à fabriquer d'autres biens, comme les biens d'équipement classiques, et d'autre part, ils sont destructibles par nature. Cela revient à les considérer comme entièrement consommés pour produire le service de défense dès leur achat, même s'ils peuvent servir plusieurs fois. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement.

La Formation brute de capital fixe (FBCF - c'est la notion d'investissement en comptabilité nationale) de la défense se limite aux acquisitions d'équipements duaux, c'est-à-dire à ceux qui peuvent servir aussi bien dans la sphère civile que militaire (ex. : les aérodromes, les installations portuaires ou la construction de logements). Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire, et beaucoup plus faibles d'investissements.

La production du service de défense atteint au total 30,0 milliards d'euros en 2006. Ce chiffre est repris dans l'élaboration du Tableau des entrées-sorties (TES) à la fin du chapitre.

Les investissements (limités aux seuls investissements duaux) se montent à 2,4 milliards d'euros et ne rentrent pas en compte dans la production.

Les dépenses exécutées hors pensions s'élèvent à 33,7 milliards d'euros en 2006 et à 43,3 milliards d'euros pensions comprises.

Le tableau ci-dessous donne l'éclatement du budget exécuté selon différentes rubriques en 2006⁽²⁾. Il a été constitué à partir des données de comptabilité nationale en base 2000.

Le budget de la défense ventilé selon les rubriques de comptabilité nationale (année 2006)

	en M€ courants
Consommation intermédiaire	14 289
Rémunération des salariés	15 608
Impôts sur la production	116
Production du service de défense	30 013
FBCF (investissements duaux)	2 430
Transferts courants	957
Transferts en capital	283
Remboursement ONU/Coopération internationale	-17
Total	33 665
Pensions militaires et civiles	9 593
Total (y compris pensions)	43 258

Source : Comptabilité publique, traitement Observatoire économique de la défense

1 Cf. glossaire, définition du compte satellite

2 Dernière année disponible

Au début de la décennie quatre-vingt-dix, les commandes de l'État dépassaient la valeur ajoutée dans la composition de la production en volume, c'est-à-dire hors effet prix, alors que, après 1997, année qui correspond au début de la professionnalisation des armées, la répartition s'est inversée. Depuis cette date, les salaires dépassent les commandes de l'État et cela de façon permanente. En fin de période cependant, l'écart tend à se réduire, en raison de la mise en application de la Loi de programmation militaire (LPM) 2003-2008.

Production du service de défense (en volume, euros constants 2006)

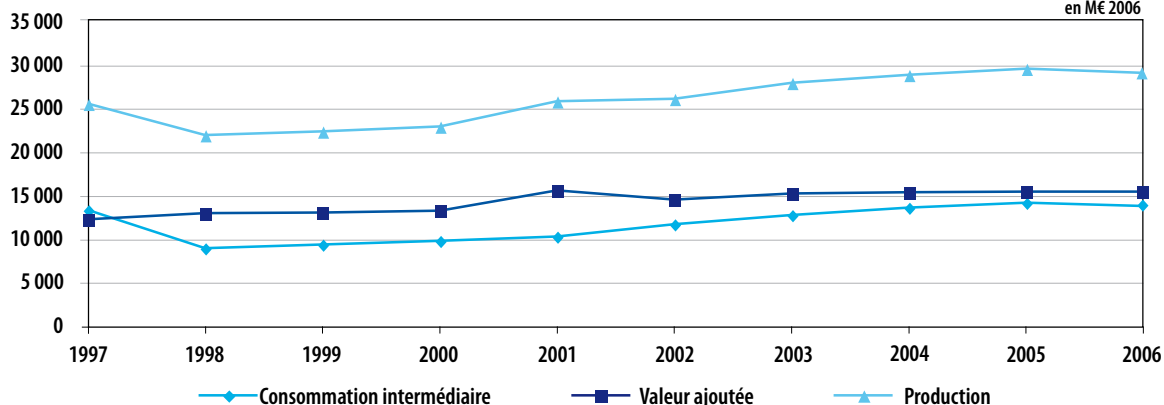
en M€ 2006

Année	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée	Production
1997	13 640	12 517	26 157
1998	9 158	13 262	22 420
1999	9 587	13 323	22 910
2000	9 987	13 516	23 503
2001	10 512	15 929	26 441
2002	11 939	14 822	26 761
2003	13 033	15 558	28 591
2004	13 882	15 701	29 583
2005	14 511	15 776	30 287
2006	14 289	15 724	30 013

Source : Comptabilité publique, traitement Observatoire économique de la défense

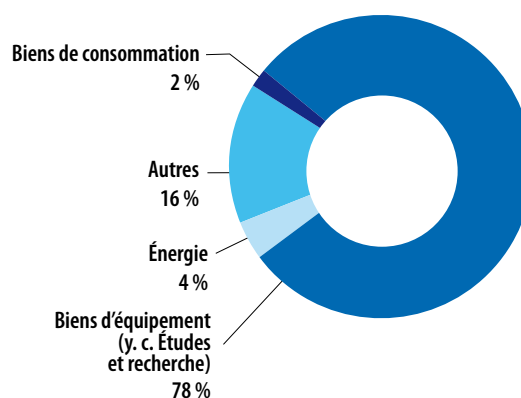
Production du service de défense de 1997 à 2006

en M€ 2006



La ventilation des consommations intermédiaires en 2006

Les consommations intermédiaires de la défense se montent à **14,3 milliards d'euros en 2006**. Elles se concentrent à près de 78 % sur les postes des biens d'équipement et des études et recherche⁽¹⁾.



¹ Pour des raisons liées aux nomenclatures, la comptabilité publique réaffecte directement les dépenses de développement expérimental aux domaines spécifiques qui leur correspondent. La Lolf a modifié les nomenclatures, les dépenses sont ventilées autrement, aussi reste-t-il peu de recherche développement (au sens des définitions de l'OCDE) dans un poste isolé.

Source : Comptabilité publique, traitement Observatoire économique de la défense

1.4.2 Les achats de l'État en armement en 2007

Le compte satellite de la défense présentait jusqu'à présent la répartition des dépenses exécutées par l'État pour l'équipement des différentes armées : navires de guerre pour la marine, matériel aéronautique pour l'armée de l'air, matériel de transport, armes et munitions pour l'armée de terre, ainsi que la fabrication d'appareils d'émission et de transmission et de matériels de mesure et de contrôle.

Les données utilisées pour mettre à jour le compte proviennent de la Direction générale de la comptabilité publique (DGCP) et sont conformes à la Lolf depuis 2006. La nouvelle présentation des lois de finances abandonne l'ancienne déclinaison en chapitres et articles au profit d'une nomenclature regroupée en programmes, actions et sous-actions dans laquelle la notion d'armée disparaît progressivement. Le regroupement, par la DGCP, des postes de dépenses détaillés à un niveau fin ne permet pas de retrouver directement la composition des postes de dépenses de 2005. Ainsi un nouveau poste de matériel militaire est apparu, qui inclut non seulement du matériel ventilé auparavant dans les divers autres postes, mais également une partie des dépenses d'études et de recherche.

Avant la reprise des mises à jour du compte, ces deux pages donnent de nouvelles indications sur les dépenses d'armement établies à partir des données publiées dans le Rapport annuel de performance (RAP).

Les achats du ministère de la défense en équipements spécifiquement militaires

en M€

	2007
Navires	386
Matériel aéronautique	2 216
Véhicules	593
Armes et munitions	954
Système d'information et de communication	1 106
Dissuasion	1 173
Divers	405
Total	6 832
Total du budget exécuté de la défense (hors pensions)	33 665
Part de l'équipement militaire dans le budget total de la défense en %	20,3

Source : Observatoire économique de la défense

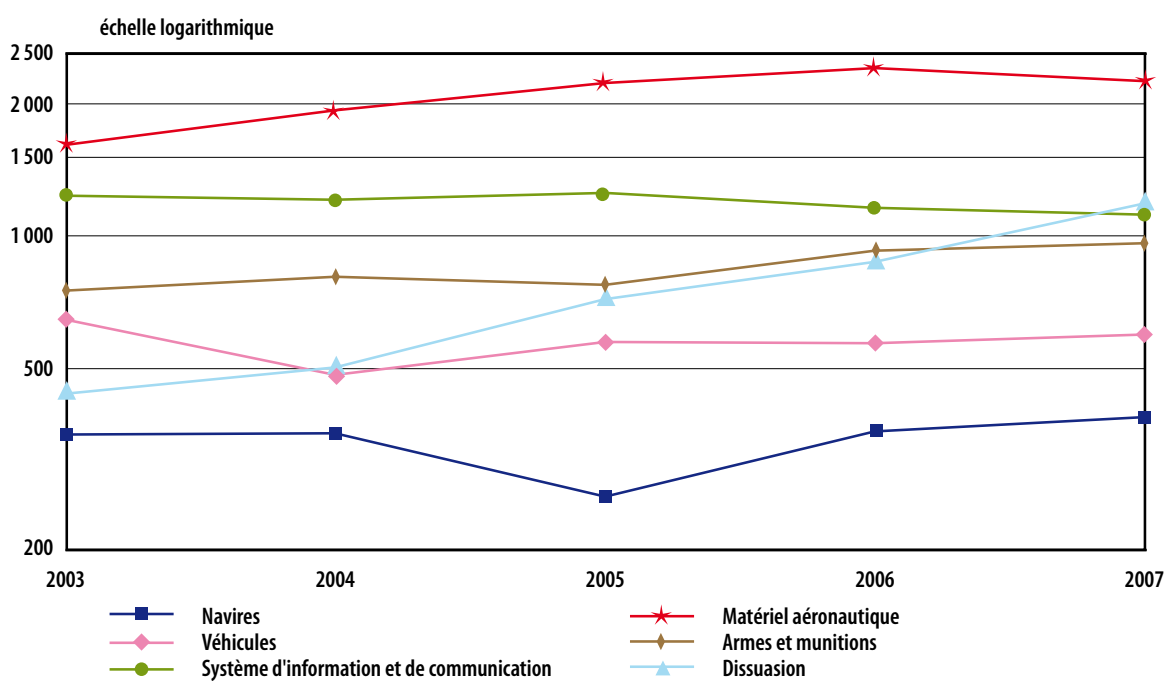
Les données du tableau ci-dessus ne comprennent pas les dépenses d'études et de recherche ; sont aussi exclues de ces montants les dépenses d'Entretien programmé du matériel (EPM). Toutefois, des prestations de Maintien en condition opérationnelle (MCO) qui figurent dans la dépense initiale sont bien comptées dans les données du tableau ci-dessus.

1.4.3 Les achats en armement de 2003 à 2007

	en M€ constants 2007				
	2003	2004	2005	2006	2007
Navires	353	355	255	358	386
Matériel aéronautique	1 593	1 903	2 196	2 371	2 216
Véhicules	641	481	572	568	593
Armes et munitions	747	802	768	919	954
Système d'information et de communication	1 222	1 198	1 241	1 148	1 106
Dissuasion	436	500	714	865	1 173
Divers	561	581	523	422	405
Total	5 552	5 819	6 268	6 651	6 832

Source : Observatoire économique de la défense

Achats en armement de l'État à partir du budget exécuté de la défense



1.4.4 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le tableau des entrées-sorties

Le Tableau des entrées-sorties (TES), qui retrace l'équilibre macroéconomique en ressources et en emplois des biens et des services, se décompose en trois tableaux :

- le tableau des ressources en produits donne la production des diverses branches sur le territoire national, complétée des importations ;
- le tableau des emplois finals reflète les consommations des différents secteurs institutionnels. Elles correspondent à des consommations finales, à des achats de biens d'équipement duaux (FBCF), à des exportations ou à des variations de stocks (classées en « autres ») ;
- entre les deux, le tableau des entrées intermédiaires détaille la consommation intermédiaire des branches en divers produits. Il permet de déterminer les « coefficients techniques », c'est-à-dire la proportion de chaque produit nécessaire à la production d'une branche.

Un TES spécifique à la défense a été construit par l'Observatoire économique de la défense (OED). Il identifie trois acteurs : le ministère de la défense, en tant qu'Administration publique (APU), qui fournit un service de défense non marchand, les industries d'armement qui fournissent à l'État le matériel militaire commandé, et enfin le reste de l'économie, dont les données se déterminent par solde entre l'ensemble de l'économie et les acteurs de la défense. À titre d'illustration, le TES présenté ici porte sur l'année 2006.

**Compte satellite de la défense, Tableau des entrées-sorties (TES)
(année 2006)**

en base 2000					en Md€								
Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	TOTAL	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois	
Services de défense	30,0			30,0					30,0			30,0	
Produits d'armement	14,4	1,3	0,5	16,3	10,6	6,2		16,9		-4,7	4,1	16,3	
Reste de l'économie	3 231,7	506,0	192,2	3 929,8	3,7	5,0	1 635,8	1 644,5	392,6	1 412,3	480,4	3 929,8	
TOTAL	3 276,1	507,3	192,7	3 976,1	14,3	11,3	1 635,8	1 661,4	422,6	1 407,6	484,5	3 976,1	
					* Consommations finales des administrations publiques								
Valeur ajoutée					15,7	3,1	1 595,8	1 614,7	Valeurs ajoutées		1 614,7		
dont valeur ajoutée de défense					18,9				Impôts sur produits		192,7		
Production disponible					30,0	14,4	3 231,7	3 276,1	PIB		1 807,4		
dont production de défense					44,4								

Source : Insee - traitement OED

La part du domaine défense dans le PIB peut être appréhendée à partir de la somme des valeurs ajoutées des deux acteurs économiques « défense », que sont le ministère de la défense et les industries d'armement. La valeur ajoutée s'élève à 18,9 Md€ : 15,7 Md€ pour le ministère, et 3,1 Md€ pour l'industrie d'armement. La part de cette somme dans le PIB est passée de 1,8 % en 1992 à 1 % en 2006. La production de l'ensemble du domaine défense s'élève à 44,4 Md€.

Le TES peut être utilisé pour identifier les branches d'activité les plus impliquées en cas d'augmentation (ou de diminution) des crédits alloués à la défense. En particulier, il fait apparaître la répartition des dépenses de consommation intermédiaire de défense (soit les commandes de l'État) :

- 10,6 Md€ à l'industrie d'armement (soit 74,1 %) - les dépenses en Études et recherche sont passées dans ce poste ;
- 3,7 Md€ au reste de l'économie (soit 25,9 %).

2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Les données budgétaires françaises figurant aux paragraphes 2.1 et 2.2 sont celles des lois de finances initiales (ou du projet de loi de finances - PLF - pour 2009). Elles sont présentées dans ces deux paragraphes selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors anciens combattants).

Le budget est présenté au format de la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) aux paragraphes 2.3 et 2.4.

Les deux nomenclatures coexistent dans ce document afin de conserver la pertinence des séries longues sur dix ans.

Pour 2009, 41 milliards d'euros sont mis à la disposition du ministre de la défense. Les quatre programmes de la mission « Défense », mobilisent plus de 91 % des crédits de paiement.

Le paragraphe (2.5) présente les principaux équipements des trois armées.

Avertissement : à compter du PLF 2009, le budget de la gendarmerie est transféré au ministère de l'intérieur et n'apparaît plus dans le périmètre du ministère de la défense. Les séries historiques ont donc été entièrement rétropolées « hors gendarmerie » ; elles ne sont pas directement comparables à celles figurant dans les éditions précédentes de cet annuaire.

2.1 Le poids de la défense

L'évolution du périmètre défense en France (hors gendarmerie)

Année	Périmètre défense LFI (hors pensions)		Périmètre défense LFI (y compris pensions)		Indice de prix du PIB*
	Valeur	Volume (aux prix n-1, référence 2000)	Valeur	Volume (aux prix n-1, référence 2000)	
2000	25 120	25 120	actuellement non disponible hors gendarmerie		100,0
2001	25 179	24 690			102,0
2002	24 985	23 930			104,4
2003	26 814	25 208			106,4
2004	28 064	25 970			108,1
2005	28 438	25 792			110,3
2006 ¹	29 619	26 211	35 929	31 794	113,0
2007 ¹	30 313	26 179	36 780	31 764	115,8
2008 ¹	30 675	25 852	37 383	31 505	118,7
2009 ^{**}	32 350	26 701	39 413	32 530	121,2

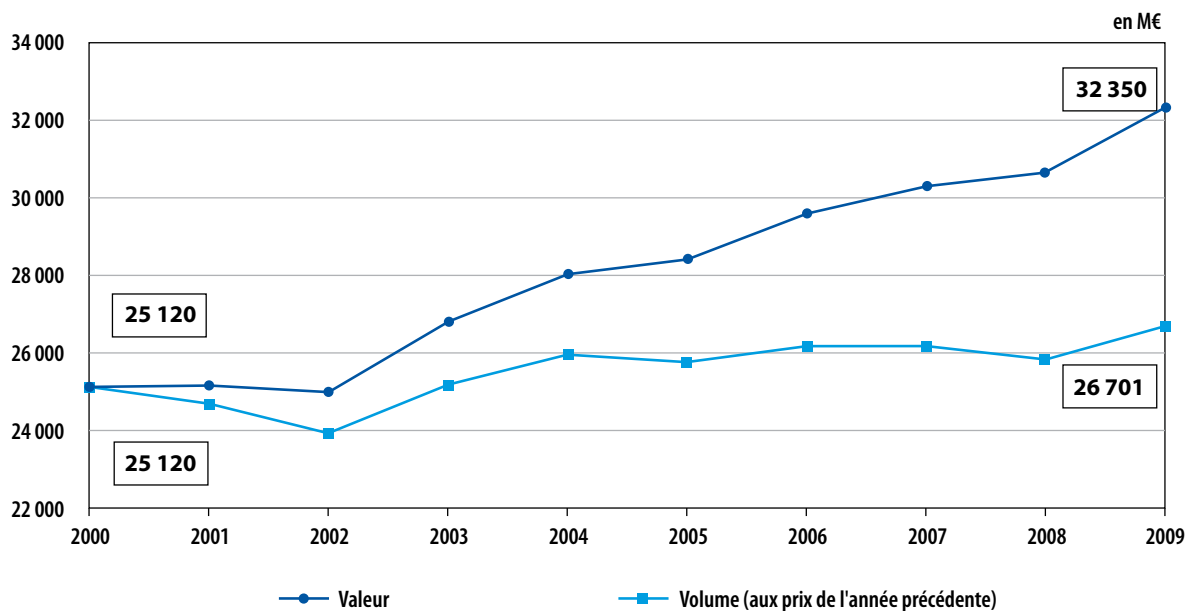
Sources : lois de finances initiales, Comptes nationaux - base 2000, Insee

¹ À périmètre ordonnance de 1959 (hors anciens combattants).

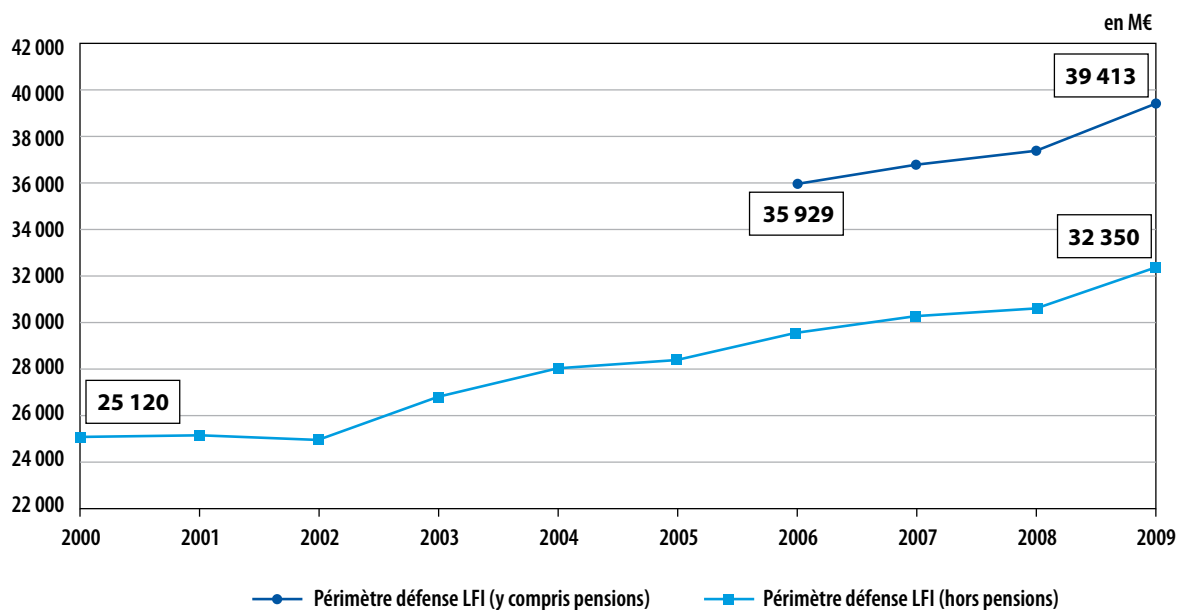
* Le déflateur utilisé pour le calcul des données en volume est l'indice de prix du PIB aux prix de l'année précédente. Il est présenté ici en prenant pour référence l'année 2000 (2000 = 100)

** Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extra budgétaires)

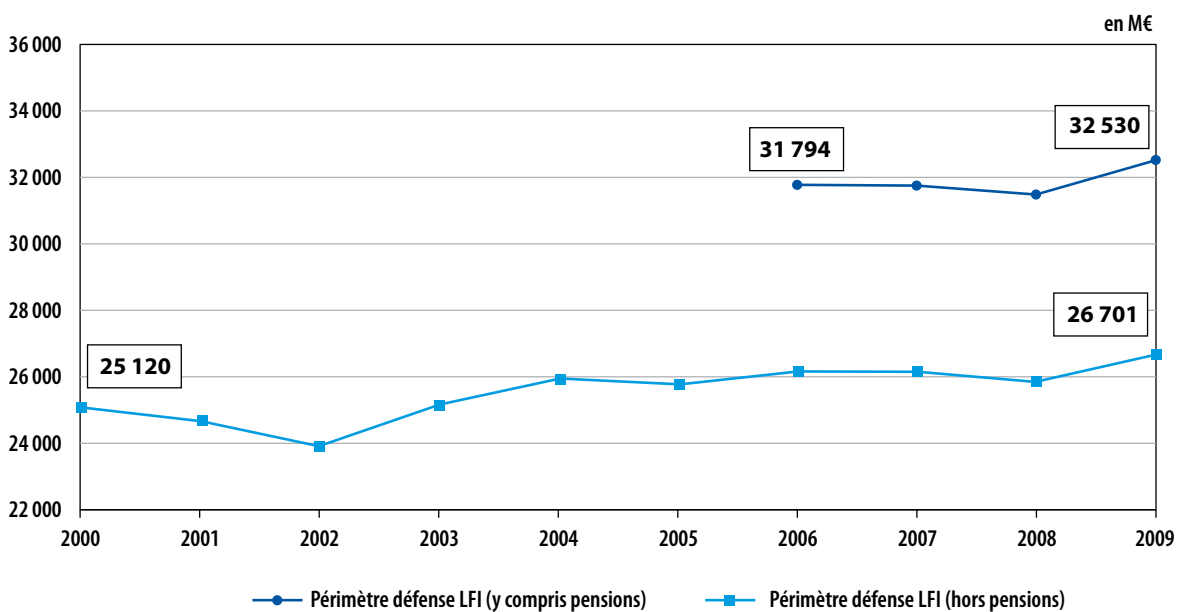
Évolution du périmètre défense (LFI - hors pensions)



**Périmètre défense avec et hors pensions
(en valeur)**



**Périmètre défense avec et hors pensions
(en volume aux prix n-1, référence 2000)**



2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales

2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement, titre III) et les dépenses d'équipement (titres V et VI)

Dépenses hors équipement et équipement

en M€ courants

Année	Hors équipement titre III (hors pensions)	Équipement (Titres V et VI)	Total (hors pensions)
2000	12 652	12 468	25 120
2001	12 676	12 503	25 179
2002	12 983	12 002	24 985
2003	13 538	13 276	26 814
2004	13 611	14 453	28 064
2005	13 699	14 739	28 438
2006 ¹	14 516	15 103	29 619
2007 ¹	14 936	15 378	30 313
2008 ¹	15 124	15 551	30 675
2009* ¹	15 241	17 109	32 350

Source : lois de finances initiales

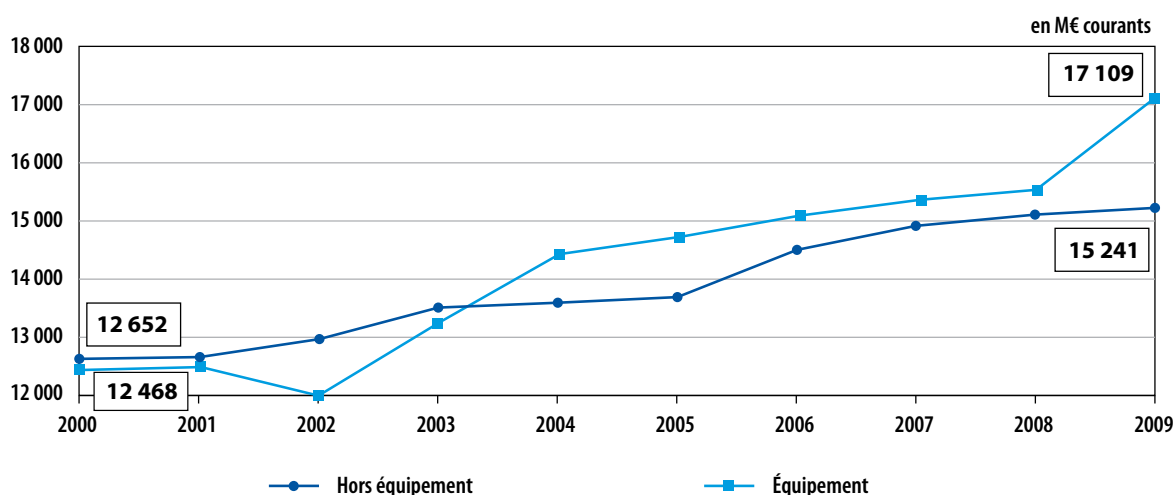
1 À périmètre ordonnance de 1959 (hors anciens combattants)

* Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

Depuis 2006, les rémunérations et charges sociales, comptabilisées ici en titre III, font l'objet avec la mise en place de la Lolf du nouveau titre II

Nomenclature ordonnance de 1959
Hors équipement (Titre III Moyens des armes et services)
Rémunérations et charges sociales
Alimentation
Fonctionnement résiduel
Carburant et produits pétroliers
Équipement (Titre V)
Études et recherche
Investissements industriels
Fabrication de matériels
Infrastructures
Soutien des forces et entretien du matériel
Entretien du matériel
Équipement (Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'État)
Équipements culturel et social
Équipements administratif et divers

Évolution des dépenses hors équipement et équipement



2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement, titre III) et les dépenses d'équipement (titres V et VI) des trois armées et des services communs

Dépenses hors équipement (héqt) hors pensions et dépenses d'équipement (éqt)
des trois armées et des services communs

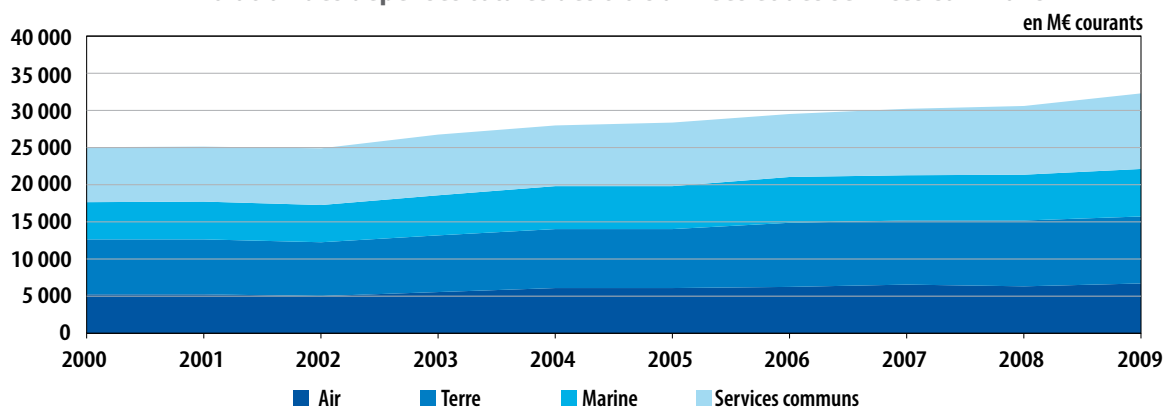
		en M€ courants									
Dépenses		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
Air	héqt	2 306	2 338	2 394	2 465	2 455	2 470	2 588	2 629	2 597	2 558
	éqt	2 956	2 924	2 665	3 102	3 615	3 635	3 654	3 975	3 730	4 184
	Total	5 262	5 262	5 059	5 567	6 070	6 105	6 242	6 604	6 327	6 743
Terre	héqt	4 690	4 693	4 785	5 016	4 958	4 972	5 570	5 497	5 568	5 560
	éqt	2 739	2 701	2 464	2 627	2 997	3 015	3 099	3 102	3 301	3 489
	Total	7 429	7 394	7 248	7 644	7 955	7 988	8 670	8 599	8 869	9 049
Marine	héqt	1 904	1 890	1 903	1 994	1 996	1 975	2 233	2 248	2 246	2 154
	éqt	3 127	3 209	3 075	3 436	3 838	3 799	3 917	3 856	3 961	4 258
	Total	5 031	5 099	4 978	5 430	5 834	5 774	6 150	6 104	6 207	6 412
Services communs	héqt	3 751	3 756	3 901	4 062	4 202	4 282	4 125	4 562	4 713	4 969
	éqt	3 646	3 668	3 798	4 110	4 003	4 290	4 433	4 444	4 559	5 178
	Total	7 397	7 424	7 699	8 172	8 205	8 572	8 558	9 006	9 272	10 147
Total	héqt	12 652	12 676	12 983	13 538	13 611	13 699	14 516	14 936	15 124	15 241
	éqt	12 468	12 503	12 002	13 276	14 453	14 739	15 103	15 378	15 551	17 109
	Total	25 120	25 179	24 985	26 814	28 064	28 438	29 619	30 313	30 675	32 350

Source : lois de finances initiales

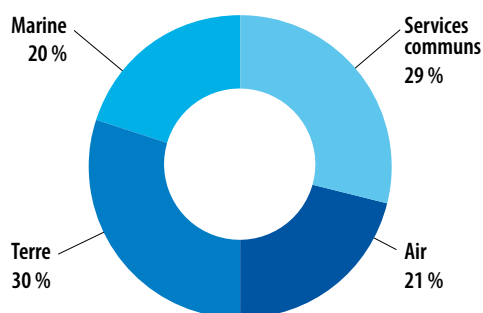
* Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extra budgétaires)

NB : à partir de 2006, la ventilation s'effectue entre dépenses LPM (Loi de programmation militaire) et hors LPM, ce qui correspond au découpage dépenses ordinaires/dépenses en capital de l'ordonnance de 1959

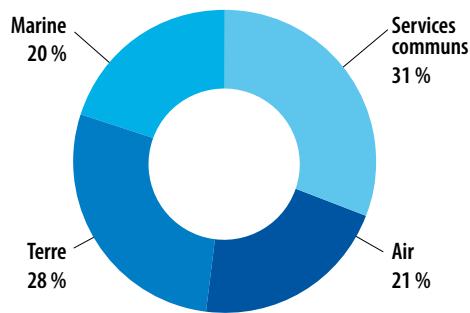
Évolution des dépenses totales des trois armées et des services communs



Structure en 2000



Structure en 2009



2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement

Évolution des dépenses hors équipement

en M€ courants

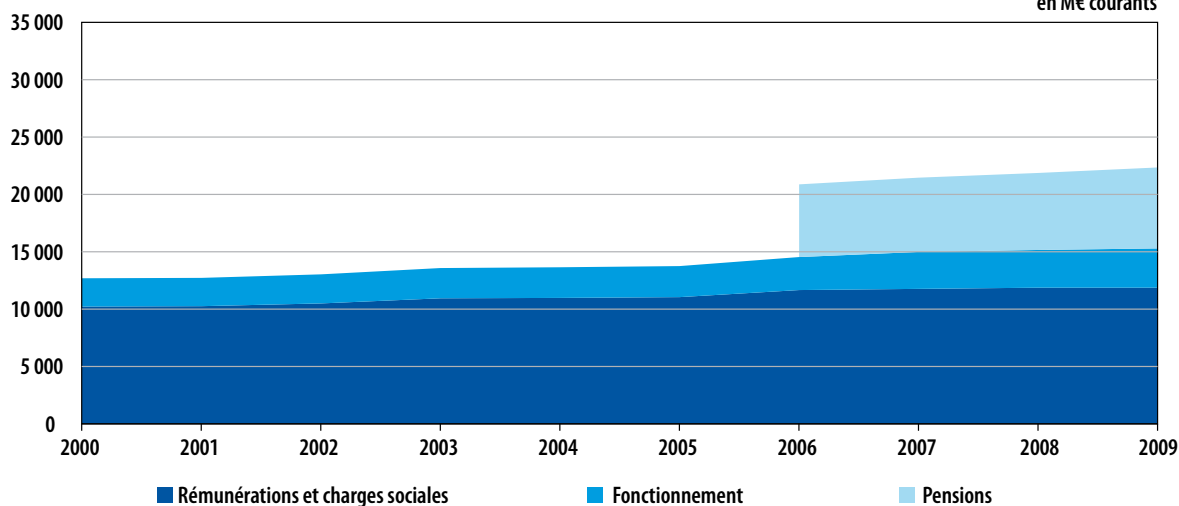
Année	Rémunérations et charges sociales	Fonctionnement	Total (hors pensions)	Pensions	Total (yc pensions)
2000	10 206	2 445	12 652	actuellement non disponible hors gendarmerie	
2001	10 240	2 437	12 676		
2002	10 470	2 512	12 983		
2003	10 913	2 625	13 538		
2004	10 941	2 670	13 611		
2005	11 001	2 699	13 699		
2006	11 625	2 891	14 516	6 310	20 826
2007	11 732	3 204	14 936	6 467	21 402
2008	11 839	3 285	15 124	6 708	21 832
2009*	11 818	3 423	15 241	7 062	22 304

Source : lois de finances initiales

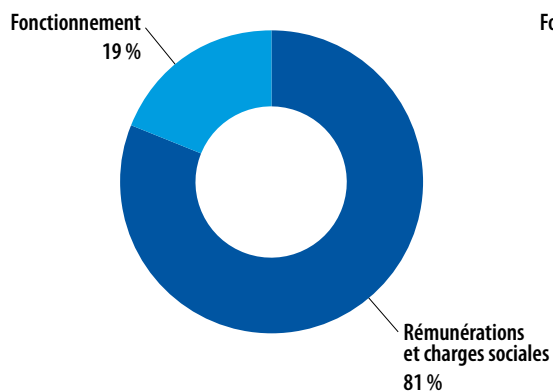
* Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

Évolution cumulée des dépenses hors équipement

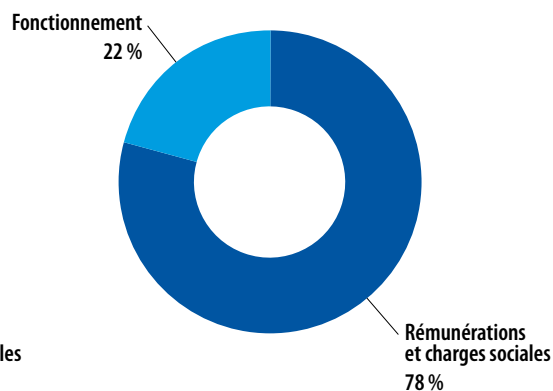
en M€ courants



Structure en 2000 (hors pensions)



Structure en 2009 (hors pensions)



Évolution des dépenses de fonctionnement

en M€ courants

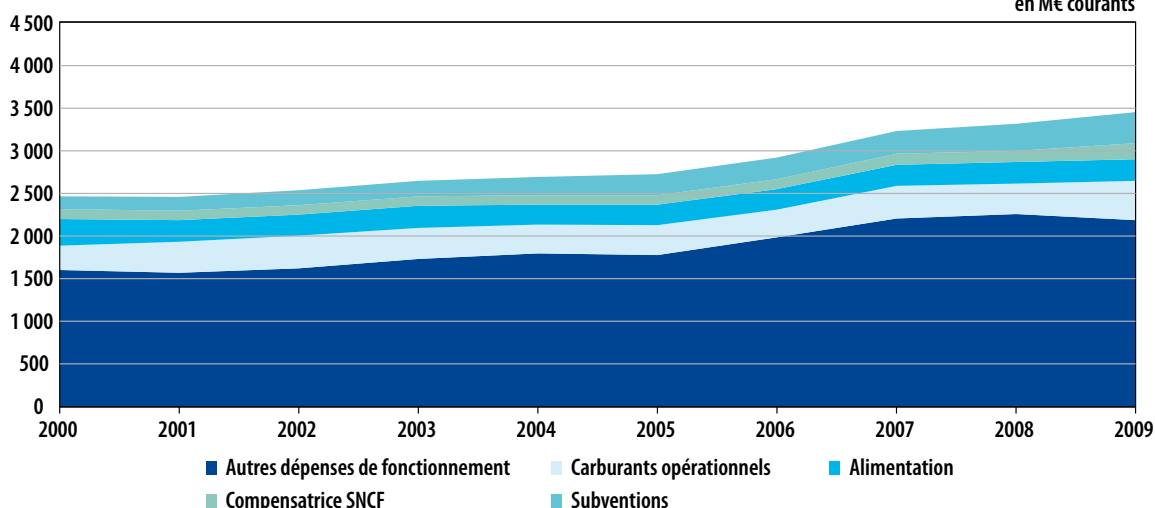
Année	Alimentation	Carburants opérationnels	Compensatrice SNCF	Subventions	Autres dépenses de fonctionnement	Total
2000	308	281	117	151	1 588	2 445
2001	252	360	106	161	1 557	2 437
2002	240	378	111	173	1 610	2 512
2003	252	361	110	184	1 718	2 625
2004	234	331	110	211	1 784	2 670
2005	242	347	109	241	1 760	2 699
2006	240	318	115	247	1 970	2 891
2007	242	383	125	268	2 186	3 204
2008	248	353	131	313	2 239	3 285
2009*	249	457	184	365	2 169	3 423

Source : lois de finances initiales * Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

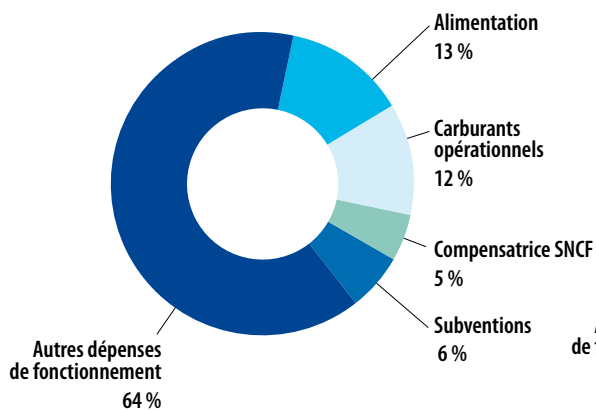
Seuls les crédits des forces armées ont été pris en compte dans la colonne « carburants opérationnels ». Les subventions correspondent pour partie à l'ancien chapitre 36-01 « subventions de fonctionnement et participation aux dépenses de divers organismes »

Évolution cumulée des dépenses de fonctionnement

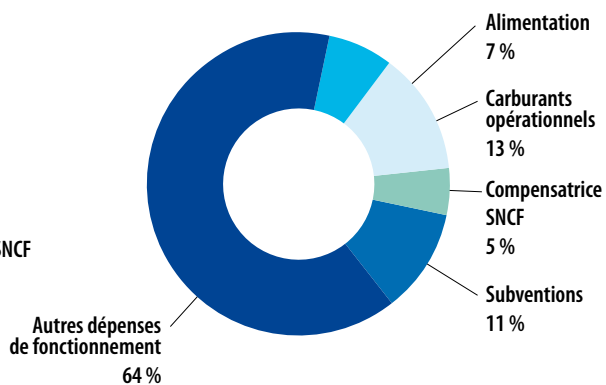
en M€ courants



Structure en 2000



Structure en 2009



2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

Dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

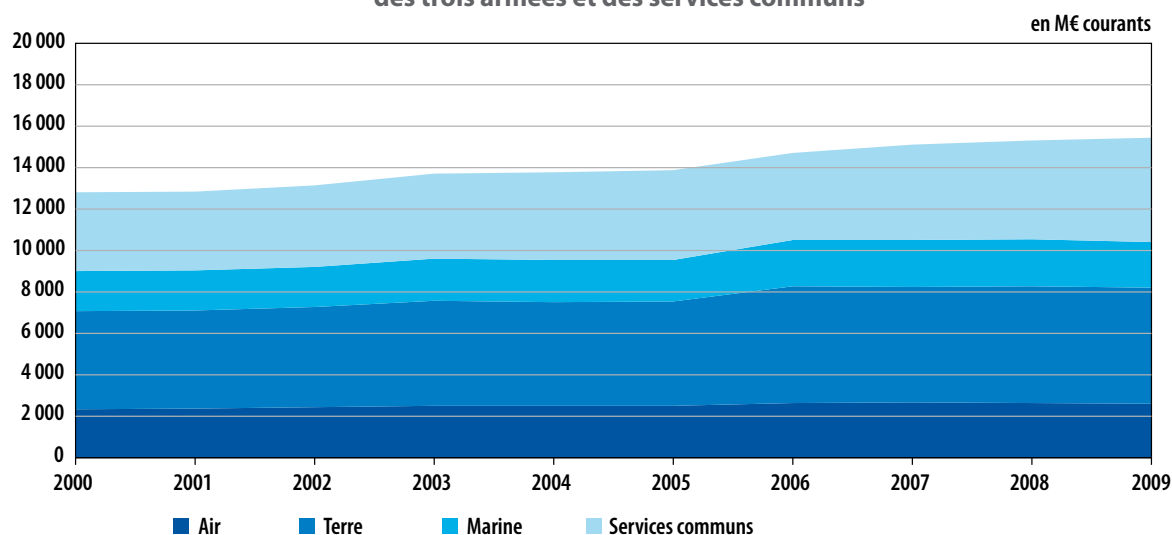
en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total
2000	2 306	4 690	1 904	3 751	12 652
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699
2006	2 588	5 570	2 233	4 125	14 516
2007	2 629	5 497	2 248	4 562	14 936
2008	2 597	5 568	2 246	4 713	15 124
2009*	2 558	5 560	2 154	4 969	15 241

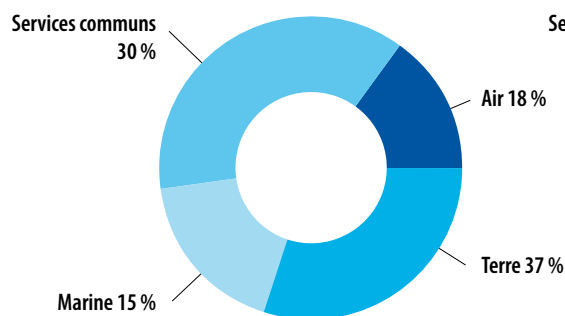
Source : lois de finances initiales

* Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

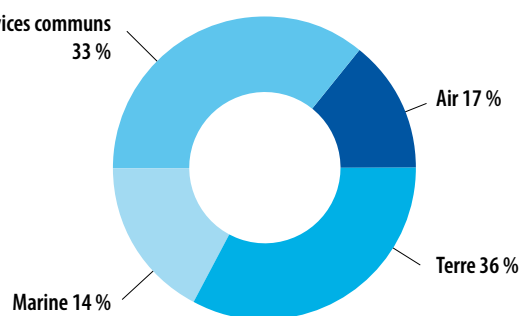
Évolution cumulée des dépenses hors équipement des trois armées et des services communs



Structure en 2000



Structure en 2009



2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement

Évolution des dépenses d'équipement

en M€ courants

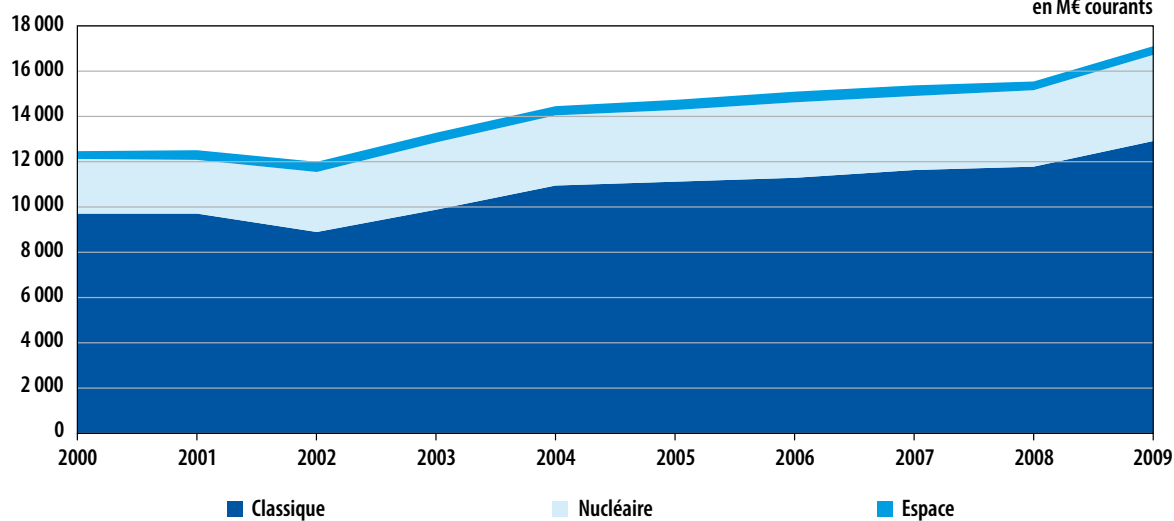
Année	Classique	Espace	Nucléaire	Total
2000	9 701	350	2 417	12 468
2001	9 713	416	2 373	12 503
2002	8 902	448	2 652	12 002
2003	9 878	435	2 963	13 276
2004	10 940	402	3 111	14 453
2005	11 126	465	3 148	14 739
2006	11 291	489	3 323	15 103
2007	11 638	469	3 271	15 378
2008	11 783	393	3 375	15 551
2009*	12 919	390	3 801	17 109

Source : lois de finances initiales

* Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

Évolution cumulée des dépenses d'équipement

en M€ courants



2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

Dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

en M€ courants

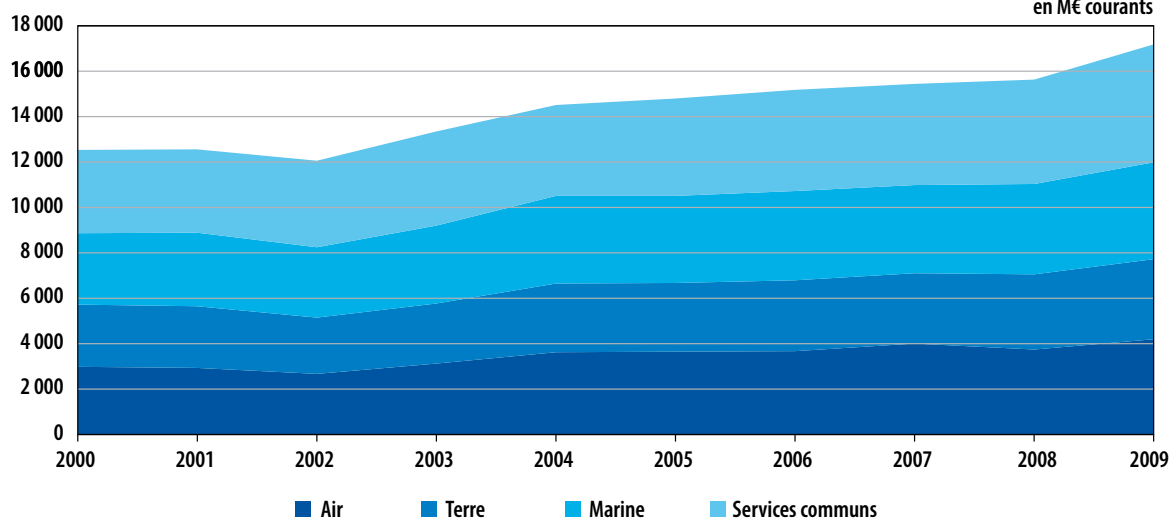
Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total
2000	2 956	2 739	3 127	3 646	12 468
2001	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503
2002	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002
2003	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276
2004	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453
2005	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739
2006	3 654	3 099	3 917	4 433	15 103
2007	3 975	3 102	3 856	4 444	15 378
2008	3 730	3 301	3 961	4 559	15 551
2009*	4 184	3 489	4 258	5 178	17 109

Source : lois de finances initiales

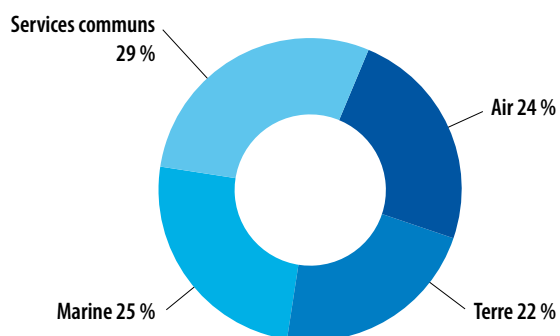
* Projet de loi de finances pour 2009 - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

Évolution des dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

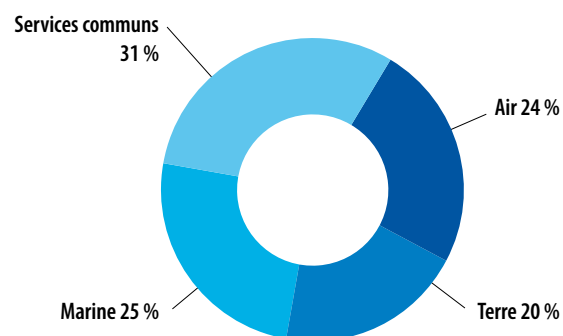
en M€ courants



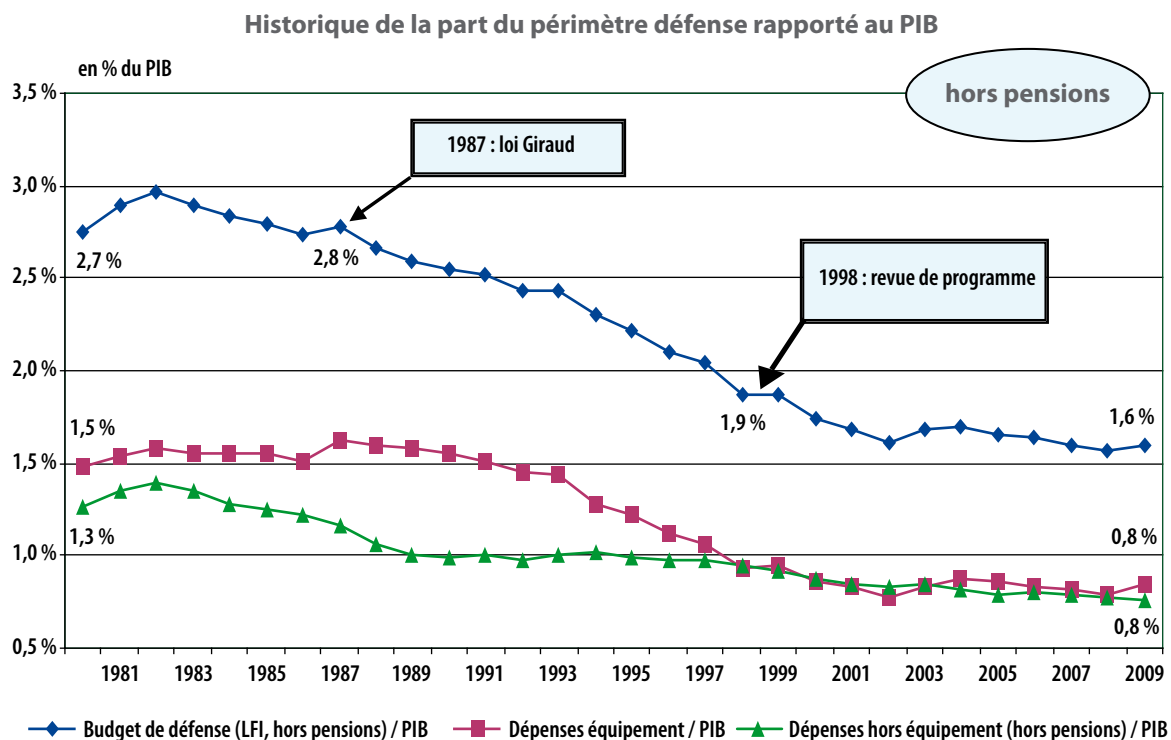
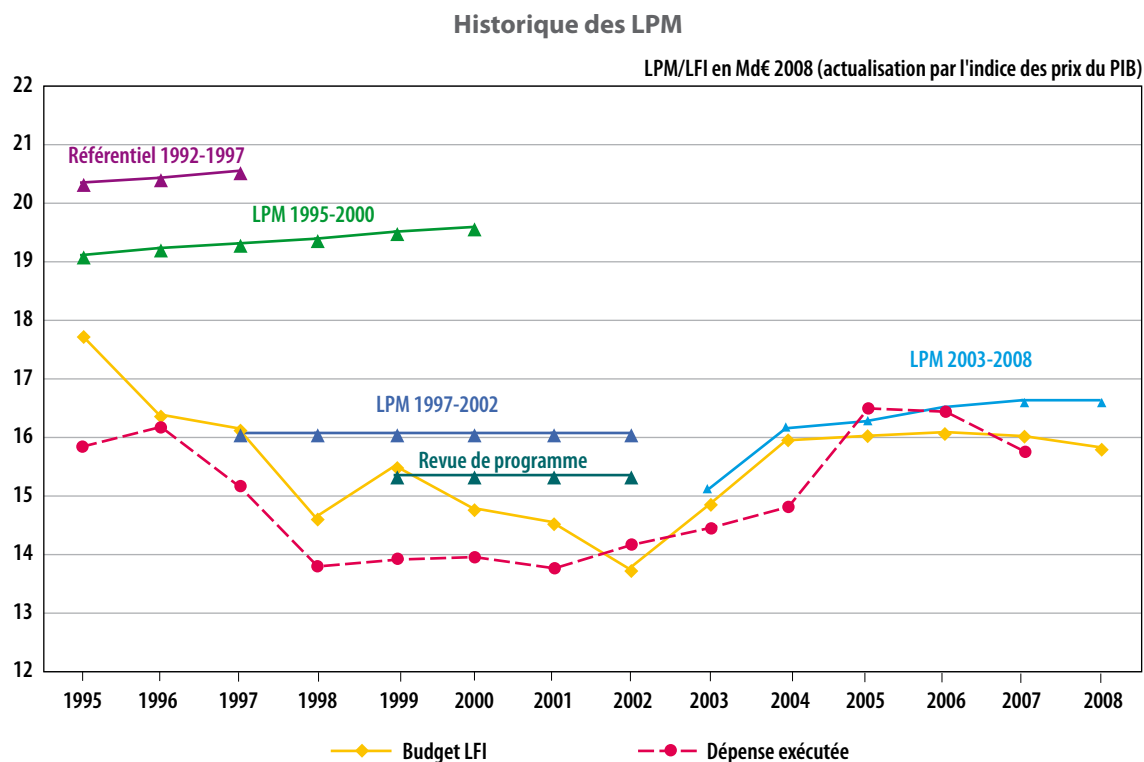
Structure en 2000



Structure en 2009



2.2.7 Historique du budget de la défense et Lois de programmation militaire (LPM)



Source : Direction des affaires financières

2.3 La présentation du budget au format Lolf

2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget de la défense

La Loi organique relative aux lois de finances (Lolf) présente le budget selon une ventilation par destination des crédits, déclinées en missions, programmes et actions. À ce titre, le ministère de la défense est concerné par quatre missions* : une mission « Défense » proprement dite, une mission « Anciens combattants, mémoire et lien avec la Nation » correspondant au périmètre actuel du budget des anciens combattants, auxquelles s'ajoutent deux missions interministérielles. Une mission « Sécurité* » regroupe les programmes police nationale et gendarmerie nationale, dont le second relève du budget de la défense. Enfin, un programme « Recherche duale (civile et militaire) » s'intègre dans la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ».

Le tableau ci-après décline les missions, programmes et actions qui relèvent du budget de la défense.

Missions	Programmes	Actions
DÉFENSE	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Analyse stratégique Prospective des systèmes de force Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Maintien des capacités technologiques industrielles Soutien aux exportations d'armement Diplomatie de défense
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Partis étrangers et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures
	Soutien de la politique de défense (212)	Direction et pilotage Fonction de contrôle Gestion centrale Politique immobilière Systèmes d'information, d'administration et de gestion Accompagnement de la politique des ressources humaines Promotion et valorisation du patrimoine culturel Communication Restructuration
SÉCURITÉ*	Gendarmerie nationale (152)	Ordre et sécurité publics Renforcement de la sécurité routière Contribution à la justice Recrutement, formation, commandement, logistique Exercice des missions militaires
ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)**	Indemnisation des orphelins de la Déportation et des victimes de spoliations du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation Indemnisation des victimes d'actes de barbarie durant la seconde guerre mondiale
	Lien entre la Nation et son armée (167)	Journée d'appel de préparation à la défense Politique de mémoire
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Entretien des lieux de mémoire Soutien
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

* Mission « Sécurité » intégrée au budget du ministère de l'intérieur à compter du 1^{er} janvier 2009

** Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007

2.3.2 Le budget de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) (y compris pensions)

en M€		2005 (LFI)					2006 (LFI)					2007 (LFI)					
		Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Total	Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Total	Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Titre VII	Total
Mission DÉFENSE																	
Programme	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	575	786	115	142	1 618	570	926	123	22	1 641	537	959	124	42	-	1 661
	Équipement des forces (146)	900	407	8 705	3	10 015	1 012	728	8 867	-	10 608	877	787	8 741	-	-	10 405
	Préparation et emploi des forces (178)	15 807	4 813	544	3	21 167	15 303	4 896	511	115	20 825	14 930	5 507	470	114	-	21 021
	Soutien de la politique de défense (212)	787	802	1 220	27	2 836	895	356	982	75	2 308	1 726	430	1 006	2	-	3 164
Total		18 069	6 808	10 584	175	35 636	17 780	6 907	10 483	212	35 382	18 071	7 682	10 341	158	-	36 251
Mission SÉCURITÉ																	
Programme	Gendarmerie nationale (152)	5 487	575	205	-	6 267	5 850	944	465	13	7 272	6 058	965	468	21	-	7 512
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION																	
Programme	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)*	-	-	-	107	107	-	-	-	207	207	-	-	-	-	-	(*)
	Lien entre la Nation et son armée (167)	185	66	5	3	259	191	78	5	4	279	165	85	2	2	10	265
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant(169)	56	51	-	3 349	3 458	61	52	-	3 281	3 394	59	52	-	3 312	-	3 423
Total		241	118	5	3 459	3 823	252	131	5	3 492	3 880	224	137	2	3 315	10	3 688
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR																	
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	200	-	-	200	-	200	-	-	200	-	198	-	-	-	198
TOTAL BUDGET DÉFENSE		23 797	7 701	10 794	3 634	45 925	23 882	8 182	10 953	3 717	46 734	24 353	8 983	10 810	3 494	10	47 649

Titre II Dépenses de personnel - Titre III Dépenses de fonctionnement - Titre V Dépenses d'investissement - Titre VI Dépenses d'intervention

Titre VII Dépenses d'opérations financières

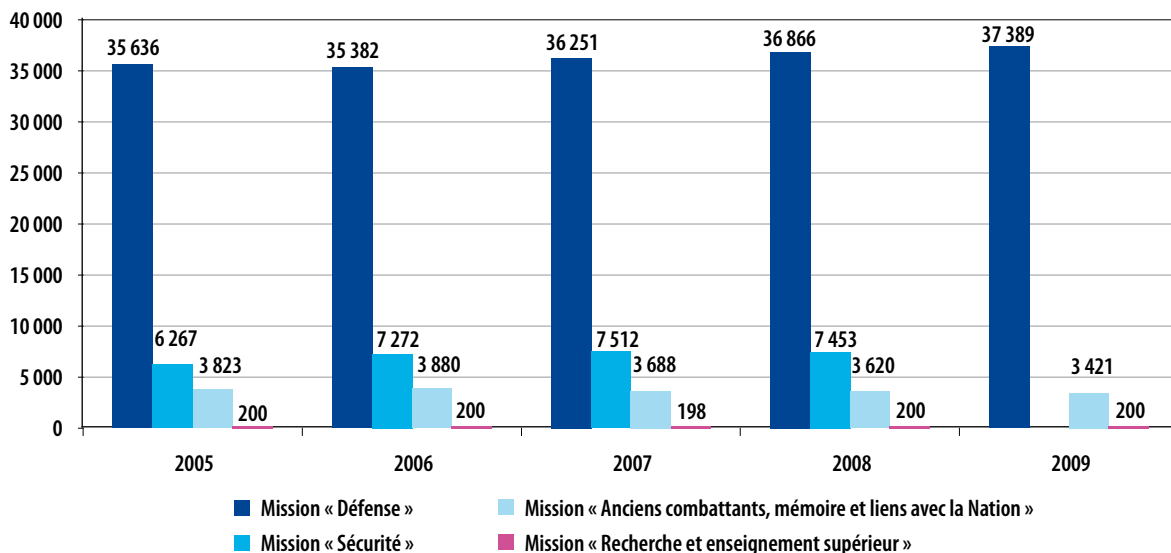
* Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007

en M€		2008 (LFI)						2009 (PLF)					
		Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Titre VII	Total	Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Titre VII	Total
Mission DÉFENSE													
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	498	984	131	41	-	1 655	520	1 007	159	49	-	1 735
	Équipement des forces (146)	892	745	8 783	2	-	10 422	1 860	883	9 464	2	-	12 208
	Préparation et emploi des forces (178)	15 242	5 483	520	104	-	21 350	15 481	5 752	474	125	-	21 822
	Soutien de la politique de défense (212)	1 757	591	1 069	23	-	3 439	806	572	165	23	6	1 573
Total		18 390	7 802	10 503	170	-	36 866	18 668	8 204	10 262	199	6	37 339
Mission SÉCURITÉ													
Programme	Gendarmerie nationale (152)	6 095	954	386	17	-	7 453	intégrée au budget du ministère de l'intérieur à compter du 1 ^{er} janvier 2009					
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION													
Programme	Lien entre la Nation et son armée (167)	163	78	3	6	8	258	126	30	4	2	-	163
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	56	-	3 250	-	3 362	56	57	0	3 088	-	3 202
Total		219	134	3	3 256	8	3 619	182	88	5	3 090	-	3 365
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR													
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)		200				200		200	-	-	-	200
TOTAL BUDGET DÉFENSE		24 704	9 090	10 892	3 444	8	48 138	18 850	8 492	10 267	3 289	6	41 904

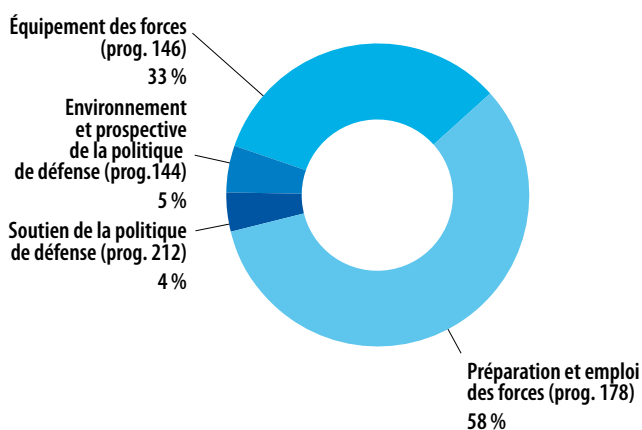
Titre II Dépenses de personnel - Titre III Dépenses de fonctionnement - Titre V Dépenses d'investissement - Titre VI Dépenses d'intervention
Titre VII Dépenses d'opérations financières

2.3.3 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par mission (pensions comprises)

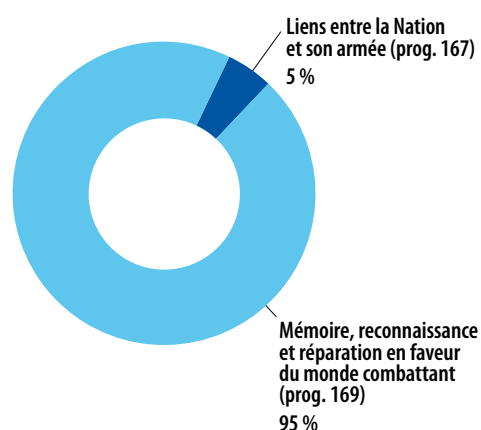
Répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par mission (pensions comprises)



Répartition par programme des crédits de paiement (CP) de la mission « Défense » en 2009

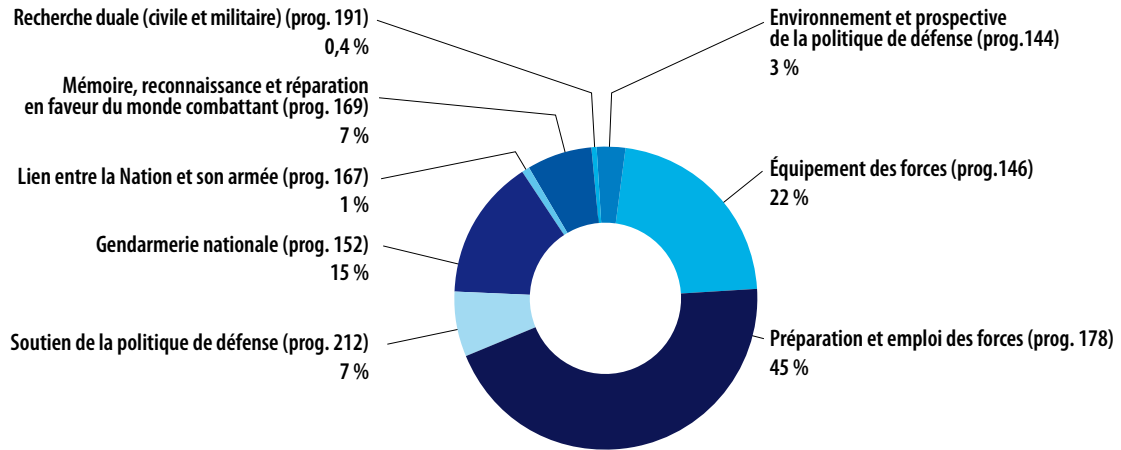


Répartition par programme des crédits de paiement (CP) de la mission « Anciens combattants » en 2009

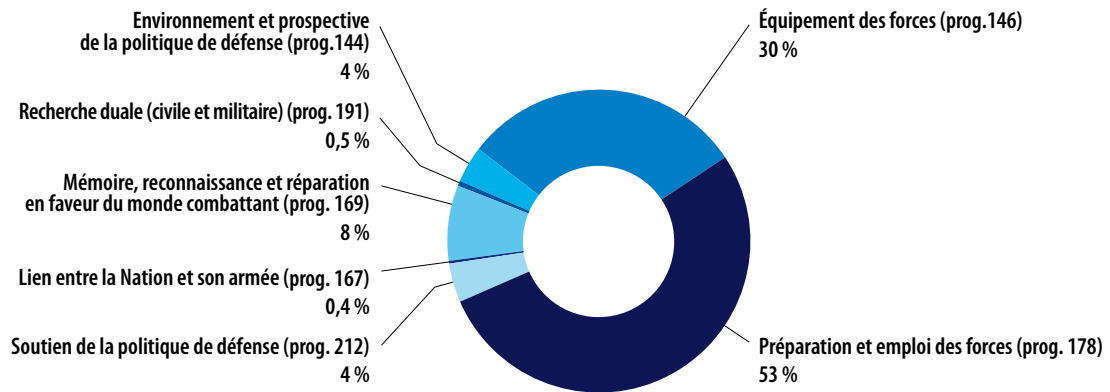


2.3.4 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par programme

Répartition des crédits de paiement en 2008



Répartition des crédits de paiement en 2009



2.4 L'exécution du budget de la défense au format Lolf

2.4.1 L'exécution du budget de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres)

en M€		2005 (hors pensions)					2006 (avec pensions)				
		Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Total	Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Total
Mission DÉFENSE											
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	435	870	153	205	1 662	488	853	196	18	1 555
	Équipement des forces (146)	637	262	7 302	3	8 204	1 021	1 408	7 043	10	9 482
	Préparation et emploi des forces (178)	9 705	5 809	605	3	16 122	15 738	5 628	441	144	21 950
	Soutien de la politique de défense (212)	596	898	1 337	28	2 859	795	554	952	22	2 322
Total		11 373	7 839	9 396	240	28 847	18 040	8 444	8 631	193	35 309
Mission SÉCURITÉ											
Programme	Gendarmerie nationale (152)	3 329	547	175	-	4 051	5 864	1 029	444	14	7 350
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION											
Programmes	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)*	-	-	-	290	290	-	-	-	317	317
	Lien entre la Nation et son armée (167)	121	67	9	4	201	187	80	4	7	278
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	49	52	1	3 290	3 391	56	55	0	3 254	3 365
Total		170	119	10	3 583	3 882	242	135	5	3 578	3 960
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR											
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	200	-	-	200	-	198	-	-	198
TOTAL BUDGET DÉFENSE		23 882	8 182	10 953	3 717	36 980	24 146	9 806	9 080	3 785	46 817

Titre II Dépenses de personnel - Titre III Dépenses de fonctionnement - Titre V Dépenses d'investissement - Titre VI Dépenses d'intervention
Titre VII Dépenses d'opérations financières

* Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007

		2007 (avec pensions)						2008 (avec pensions)					
		Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Titre VII	Total	Titre II	Titre III	Titre V	Titre VI	Titre VII	Total
en M€													
Mission DÉFENSE													
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	513	957	141	37	0	1 649	507	995	124	40	0	1 665
	Équipement des forces (146)	890	635	8 671	0	0	10 196	889	733	8 723	0	0	10 346
	Préparation et emploi des forces (178)	15 466	5 768	505	164	0	21 904	15 570	5 880	581	208	0	22 239
	Soutien de la politique de défense (212)	1 639	426	1 015	19	0	3 099	1 719	619	1 007	21	0	3 365
Total		18 509	7 787	10 332	220	0	36 848	18 685	8 227	10 435	268	0	37 615
Mission SÉCURITÉ													
Programme	Gendarmerie nationale (152)	6 004	1 001	453	7	0	7 465	6 090	950	401	8	0	7 448
Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION													
Programmes	Lien entre la Nation et son armée (167)	164	83	2	3	14	265	162	76	3	5	7	253
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	55	53	0	3 311	0	3 419	55	58	0	3 178	0	3 292
Total		219	135	2	3 314	14	3 684	217	134	3	3 184	7	3 544
Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR													
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	0	196	0	0	0	196	0	195	0	0	0	195
Total BUDGET DÉFENSE		24 733	9 119	10 787	3 541	14	48 193	24 992	9 505	10 839	3 460	7	48 802

Titre II Dépenses de personnel - **Titre III** Dépenses de fonctionnement - **Titre V** Dépenses d'investissement - **Titre VI** Dépenses d'intervention
Titre VII Dépenses d'opérations financières

* Programme 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007

Les crédits inscrits au titre VII pour le P167 correspondent à des subventions d'investissement au profit des musées. Les crédits inscrits au titre VII pour le P212 correspondent à une dotation en fonds propres pour le Service hydrographique et océanographique de la marine (Shom).

2.5 Les principales données comptables : la défense dans le bilan de l'État

Les actifs et passifs de la défense dans le bilan de l'État (données issues des FII* 2007 retraitées)

Actif (en M€)	Bilan de clôture 31/12/2007			31/12/2006
	Valeur brute	Amortissement et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
• immobilisations incorporelles	31 042	9 497	21 545	24 620
- Logiciels acquis et produits en interne	209	150	59	26
- Brevets	1	0	1	0
- Développements militaires qualifiés	20 483	9 347	11 136	12 355
- Développements militaires en cours	10 349	0	10 349	12 239
• immobilisations corporelles	120 886	51 806	69 080	66 446
- Parc immobilier	19 864	0	19 864	19 260
- Parc immobilier en cours	2 834	0	2 834	2 409
- Matériel technique, industriel et outillage	2 672	2 040	632	501
- Matériels militaires	77 667	48 232	29 435	26 702
- Équipement militaire en cours	16 000	0	16 000	17 320
- Autres immobilisations corporelles	1 849	1 534	315	254
• immobilisations financières (hors CEA)	2 686		2 686	2 647
- Participation CEA				
- Avances remboursables	2 686		2 686	2 647
• stocks	34 935	3 488	31 447	33 999
• trésorerie	918		918	521
• comptes de régularisation actif	67		67	183
Total actif	190 581	64 790	125 791	128 416
Passif (en Md€)			31/12/2007	31/12/2006
• Provisions pour risques			108	116
• Provisions pour charges			1 180	904
- Provisions pour charges de personnel			945	650
- Provisions pour domaine immobilier			197	216
- Provisions pour charges de démantèlement			38	38
• Dettes - Charges à payer			2 732	2 155
Total passif			4 020	3 175

Source : DAF/FFC

* Fiches informatisées d'inventaire

Par rapport au bilan général de l'État, le poids de la défense est prépondérant.

Il représente

- 96 % des immobilisations incorporelles de l'État,
- 78 % des immobilisations corporelles (matériel militaire et autres immobilisations corporelles),
- 96 % des stocks de l'État.

Poids du ministère de la défense par rapport au bilan général de l'État*

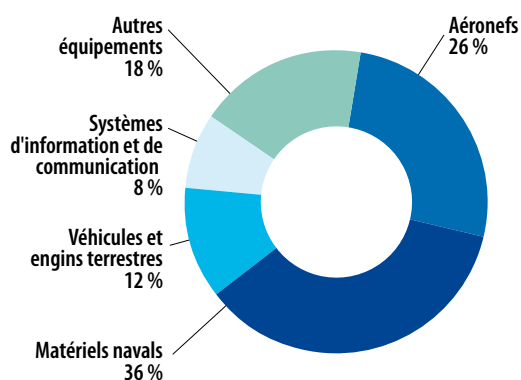
en Md€ (valeur brute) au 31/12/2007

Actif	État	Ministère de la défense	% ministère de la défense
Logiciels et brevets	1,00	0,25	25
Développements	20,50	20,50	100
Développements en cours	10,60	10,20	96
Sous-total immobilisations incorporelles	32,10	30,95	96
Parc immobilier hors routes	52,00	20,70	40
Sous-total parc immobilier	52,00	20,70	40
Matériel technique et autres immobilisations corporelles	20,90	4,80	23
Matériels militaires	79,34	79,22	100
Immobilisations corporelles en cours	28,90	16,17	56
Sous-total matériels militaires et autres immobilisations corporelles	129,14	100,19	78
Stocks	36,52	34,90	96
Sous-total stocks	36,52	34,90	96

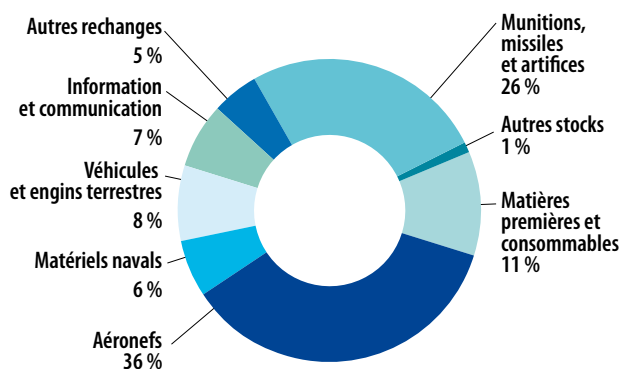
Source : DAF/FFC

* Un écart de retraitement d'environ 150 M€ subsiste entre les synthèses du Département comptable ministériel (DCM) et les données FII

Équipement militaire en service au 31/12/2007 (en valeur nette des immobilisations corporelles)



Composition des stocks par nature au 31/12/2007 (en valeur nette totale des stocks)



2.6 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2008

2.6.1 Les principaux équipements de l'armée de l'air

Avions de combat	Nombre	Avions de soutien	Nombre
Nucléaire et assaut conventionnel (Mirage 2000 N)	60	Liaison (TBM 700)	15
Défense aérienne (Mirage 2000-5F)	23	DHC6 Twin Otter	5
Défense aérienne (Mirage 2000 C et B)	62	Transport rapide longue distance (Falcon 900)	2
Assaut conventionnel (Mirage 2000 D)	64	Falcon 50	4
Défense aérienne et transformation (Mirage F1 B)	7	Recueil de renseignement électromagnétique	
Reconnaissance tactique (Mirage F1 CR)	40	(C160 Gabriel)	2
Assaut conventionnel (Mirage F1 CT)	18	Détection, commandement et contrôle aéroportés	
Chasse, bombardement, reconnaissance (Rafale B et C)	32	(E 3F SDCA)	4
Total	306	Total	32
Avions d'entraînement		Ravitailleurs	
Formation des pilotes de chasse et entraînement (Alpha Jet)	142	KC 135 R	14
Entraînement au pilotage chasse (Epsilon)	31		
Entraînement initial au pilotage (Tucano)	25	Hélicoptères de soutien	
Entraînement initial au pilotage (D 140)	15	Fennec et Écureuil	42
Entraînement au pilotage transport (Xingu)	30	Cougar	3
Motoplaneurs	5	EC725 Caracal	6
Total	248	Total	51
Avions de transport		Hélicoptères de transport	
Transport stratégique (Airbus A 319)	2	Super Puma	7
Transport stratégique (Airbus 310)	3	Puma	28
Airbus A 340 (TLRA)	2		
Transport tactique (C130 Hercules)	14		
Transport tactique (C160 Transall)	54		
Transport tactique (CN 235)	19		
Total	94	Total	35

2.6.2 Les principaux équipements de l'armée de terre

Blindés	Nombre ¹	Hélicoptères	Nombre ¹
Chars de combat à chenilles			
Leclerc	355	Gazelle tout type	229
Leclerc DCL (dépanneur)	20	Tigre (HAP/HAD)	21
AMX 30 B2	94	Fennec AS 555	18
AMX 30 D	124	Cougar	32
Chars à roues		Puma SA 330	95
AMX 10 RC	335		
ERC 90 Sagaie	191		
Véhicules légers blindés (VTT-VCI)			
Transport de troupes (VAB tout type)	3 838		
Véhicules blindés légers (VBL-VB2L)	1 478		
AMX 10 P-PC-Milan Eryx	501		
EBG et SDPMAC*	70		
Total	7 006	Total	395

Artillerie classique		Systèmes d'armes sol-air	
Canons (155 AUF1 TA, 155 TRF1)	169	Roland II, Roland Caroll	60
Automoteur (Caesar)	16	Hawk	26
VOA AMX 10	74	Poste de tir Mistral	332
Mortiers (81 et 120 mm)	208		
Lances-roquettes multiples (LRM)	61		
Total	528	Total	418

Systèmes d'armes antichars			
Poste de tir (Milan, Milan 3)	1098		
HOT SA 342	99		
Eryx	700		
Total	1 897		

1 Ces chiffres correspondent au parc total, c'est-à-dire au matériel existant dans les formations de l'armée de terre, en école, en stockage, prêt à différents organismes, en expérimentation, en cours de rénovation, de valorisation, de remotorisation ou en attente d'élimination

** Système de déminage pyrotechnique pour mines antichars*

2.6.3 Les principaux équipements de la marine

Force océanique stratégique	Nombre	Moyens amphibies	Nombre
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE)	4	EDIC/CDIC	4
		CTM	15
Bâtiments de combat et de soutien		Police et surveillance	
Sous-marins d'attaque	6	Patrouilleurs ⁵	15
Porte-avions	1	Vedettes côtières ⁶	25
Bâtiments de projection	4		
Frégates de premier rang ¹	18	Information nautique	
Frégates de surveillance	6	Bâtiments océanographiques ⁷	2
Patrouilleurs de haute mer ²	19	Bâtiments hydrographiques	3
Bâtiments de guerre des mines ³	14		
Bâtiments de soutien ⁴	6	Drainage et surveillance des chenaux	
Bâtiments de transport léger et patrouilleurs	4	Bâtiments bases de plongeurs-démineurs	4
		Bâtiments remorqueurs de sonars	3
		Vedettes d'intervention pour plongeurs	9
Total	78	Lutte contre les pollutions	
		Remorqueurs d'intervention pour l'assistance et le sauvetage (RIAS) affrétés	4
		Remorqueurs de haute mer	2
		Bâtiments de soutien de région	7
		Bâtiments de soutien d'assistance et dépollution (BSAD) affrétés	4
		Patrouilleurs de surveillance des sites	3
		Formation et entraînement	
		Groupe école d'application des officiers de la marine (GEAOM) ⁸	2
		Bâtiments écoles ⁹	12
		Voiliers	4
		Bâtiments scientifiques	
		Bâtiments d'expérimentation et d'essais	3
		Total	121
Aviation embarquée*	Nombre	Surveillance et sauvetage	Nombre
Super Étendard	46	Gardian/Falcon 200	5
Rafale	23**	Falcon 50	4
Hawkeye	3	Dauphin SP	6
Lynx	27	Dauphin Pedro	3
Panther/HC 4	16	Super Frelon	8
Total	115	Soutien, formation et entraînement*	
		Alouette III	27
		Nord 262	11
		DA 10	6
		Xingu	11
Aviation de patrouille maritime		Rallye	9
Atlantique 2	27	Cap 10	7
Total aviation embarquée et de patrouille	142	Total	97

* Aéronefs en parcs

** Dont 9 F1

2.7 Le domaine immobilier de la défense en métropole

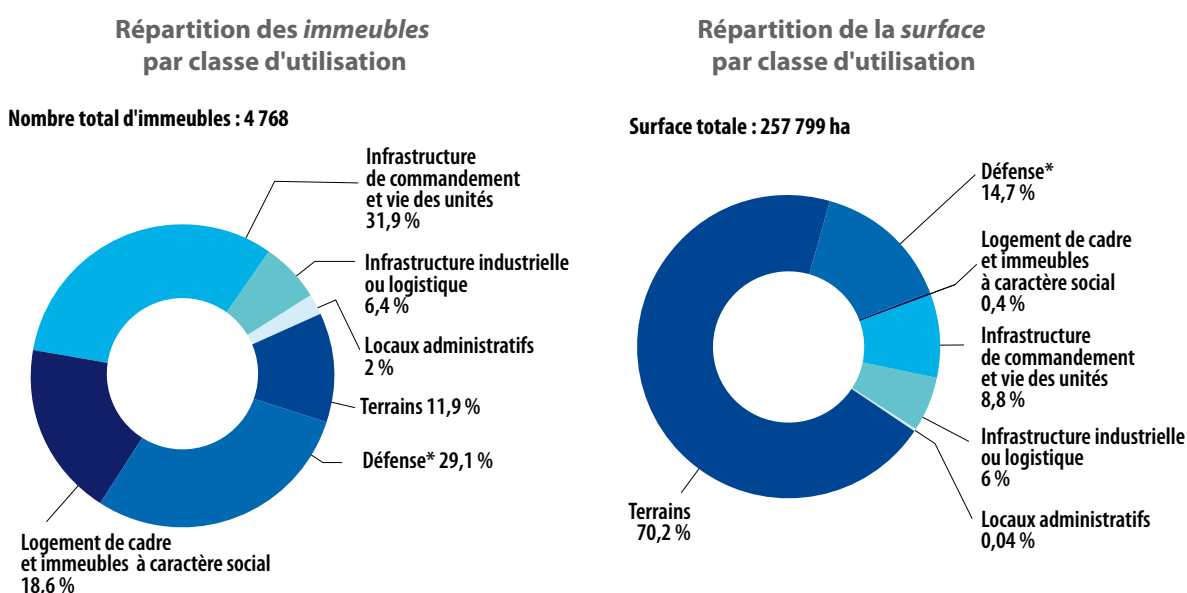
Entre 2007 et 2008, on recense une diminution de 100 immeubles. Cette diminution résulte de la sortie de 314 immeubles du domaine de la défense et l'entrée de 214. Ces évolutions diffèrent selon la région. Ainsi, le nombre d'immeubles a augmenté en Région terre Sud-Ouest (RTSO), passant de 589 à 612 ; en Région terre Île-de-France (RTIDF), le nombre d'immeubles est resté stable (385 en 2008 contre 384 en 2007), mais la superficie d'emprise a augmenté pour passer de 4 736 à 5 599 hectares.

Le calcul de la superficie d'emprise par attributaire a été amélioré et correspond à une superficie plus proche de la réalité, le nouveau système de gestion permettant d'afficher les sites relevant de plusieurs attributaires. Désormais, la superficie par attributaire correspond à des emprises dans leur totalité, mais aussi à des fractions d'emprise.

Dans le cas (minoritaire) où plusieurs attributaires sont recensés sur une emprise, l'immeuble a été attribué à celui occupant la plus grande surface, afin de rester dans une logique d'un attributaire pour un immeuble.

Par exemple, la caserne Rapp à Colmar (68), d'une superficie de 31 288 m², a été comptabilisée comme un immeuble « terre » car l'armée de terre occupe 51 % de la surface. Cependant, dans le calcul des superficies, 14 453 m² ont été comptabilisés comme « terre » et 1 000 m² comme « air », ces attributaires occupant respectivement 46 % et 3 % de l'emprise. Seules 268 emprises sur les 4 768 sont concernées par ce cas de figure.

2.7.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31/12/2008

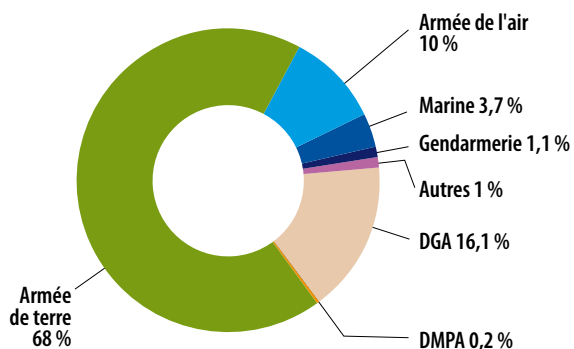


Source : ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA-G2D)

* Bases, aérodromes, ports, etc.

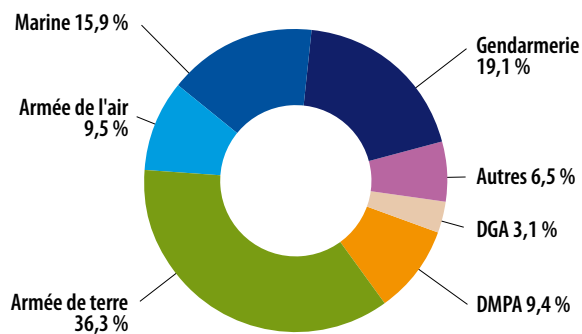
2.7.2 La répartition du domaine par attributaire au 31/12/2008

Répartition de la *surface* d'emprise par attributaire



Surface totale : 257 799 ha

Répartition du *nombre* d'immeubles par attributaire

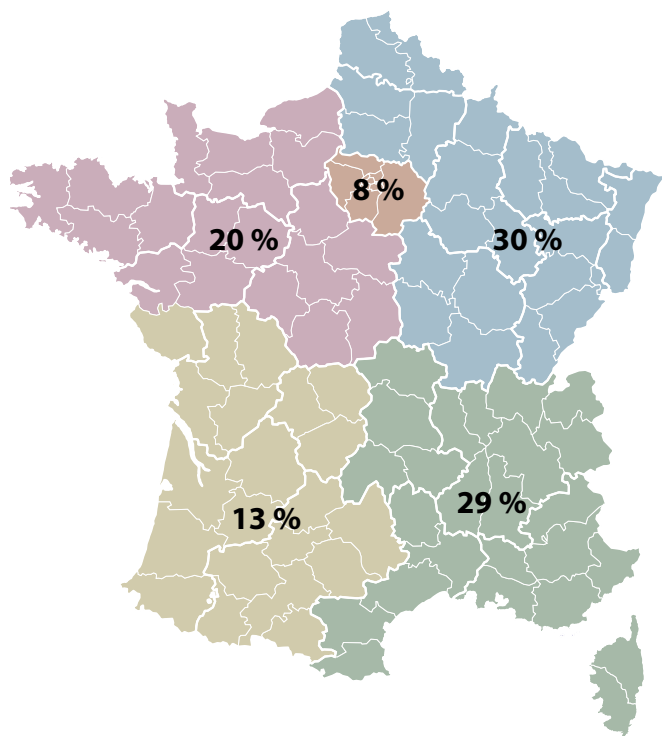


Nombre total d'immeubles : 4 768

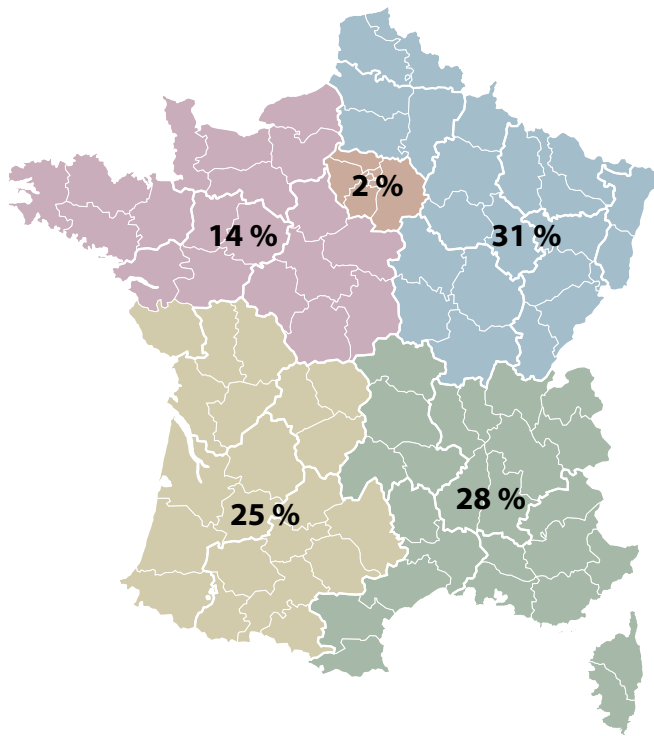
Source : ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA-G2D)

2.7.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31/12/2008¹

Répartition du *nombre* d'immeubles par région



Répartition de la *surface* par région



Source : ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA-G2D)

¹ Découpage géographique des régions terre, tous attributaires confondus

3. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE

Les résultats exposés sont issus de plusieurs traitements, dont le principal est le recensement des agents de la défense réalisé par la cellule statistique de l'Observatoire économique de la défense.

Le thème de l'impact économique et social de la défense est développé avec une cartographie de l'impact économique des revenus des militaires dans les régions françaises.

Depuis 1998, le nombre de pensionnés a augmenté d'environ 30 % pour les anciens titulaires de l'État qui relèvent du service des pensions. Le nombre de pensions militaires en paiement est resté, a contrario, relativement stable.

3.1 L'évolution des effectifs de la défense en France

3.1.1 Les effectifs de la défense : personnel civil, personnel militaire en activité et appelés

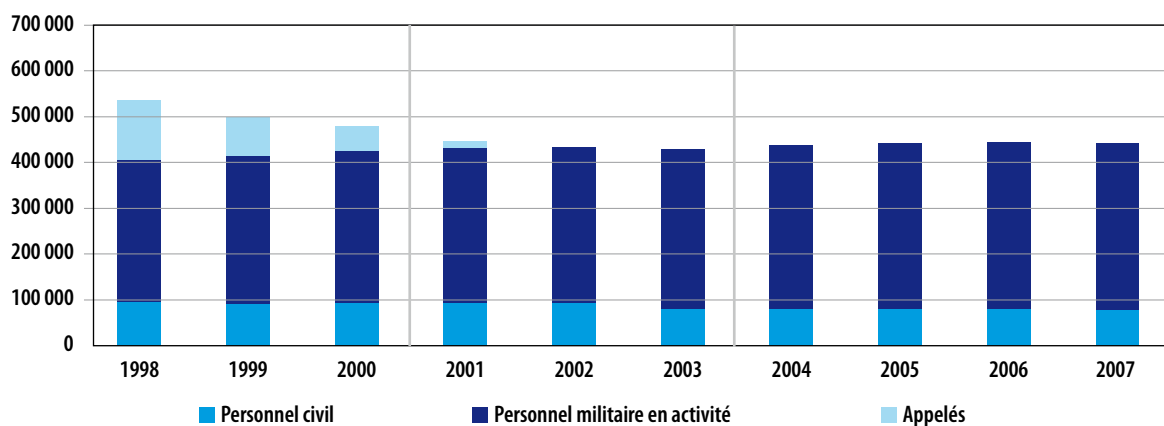
Évolution des effectifs totaux de la défense

Année	Civils	Personnel militaire en activité	Appelés	Total
1998	94 361	312 165	130 588	537 114
1999	90 899	324 408	84 255	499 562
2000	94 076*	332 346	53 574	479 996
2001	93 523	339 006	13 654	446 183
2002	93 427	339 523	0	432 950
2003	81 229 ¹	347 490	0	428 719
2004	80 585	358 123	0	438 708
2005	79 470	361 085	0	440 555
2006	80 735	364 009	0	444 744
2007	79 637	362 485	0	442 122

Source : ministère de la défense, Observatoire social de la défense (OSD) de 1995 à 1996. À partir de 1997, les effectifs du personnel en activité (hors appelés) sont issus du recensement des agents de la défense effectué à l' Observatoire économique de la défense (OED)

* À partir de 2000, les effectifs du personnel civil incluent les services chargés des anciens combattants
¹ Hors ouvriers DCN

Évolution des effectifs totaux de la défense



3.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité

Effectif moyen du personnel militaire en activité des trois armées, de la gendarmerie, de la DGA et des autres services, par catégorie de grade en 2007

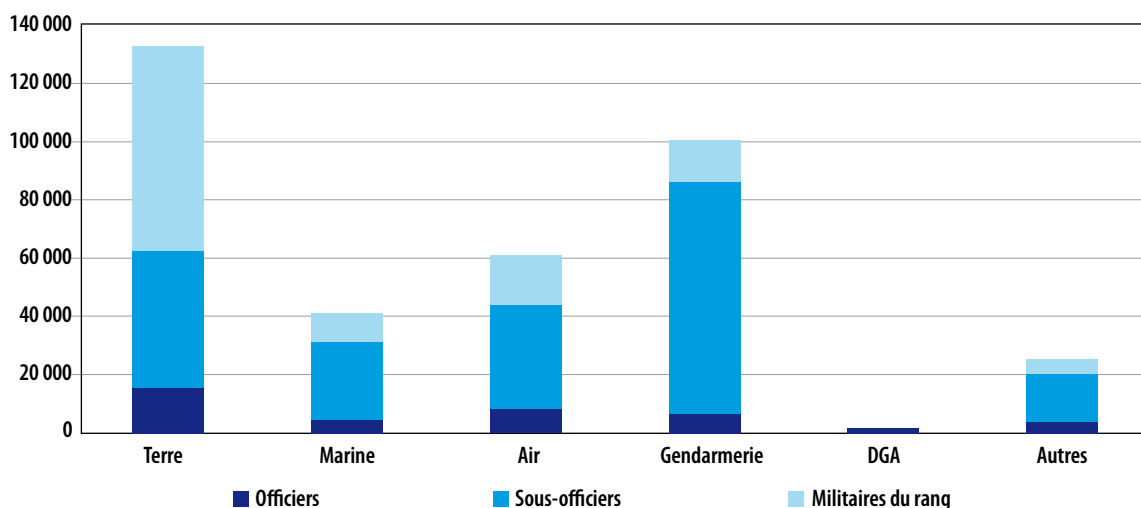
Catégorie	Terre	Marine	Air	Gendarmerie	DGA	Autres*	Total
Officiers	15 609	4 495	8 559	6 860	2 073	4 168	41 763
Sous-officiers	46 860	27 008	35 700	79 250	88	16 113	205 020
Militaires du rang	70 116	9 643	16 818	14 023	96	5 005	115 703
Total	132 585	41 147	61 077	100 132	2 257	25 286	362 485

Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

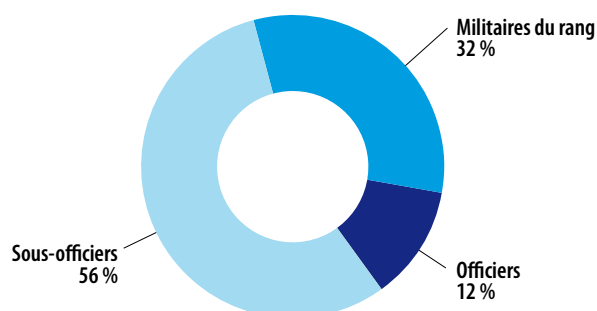
* Administration centrale, affaires pénales, SSA, SEA, PPE, DGA, CGA et hors budget

NB : les nombres ont été arrondis à l'unité supérieure

Effectifs militaires en activité



Ensemble du personnel militaire en activité



Évolution des volontaires des trois armées, de la gendarmerie, de la DGA et des autres services

Année	Terre*	Marine	Air	Gendarmerie	DGA	Autres**	Total
1998	0	0	0	787	0	0	787
1999	1 723	135	10	5 443	0	18	7 311
2000	2 162	408	275	7 278	0	63	10 123
2001	2 635	841	553	9 999	15	136	14 043
2002	3 031	1 252	841	12 196	75	195	17 395
2003	2 951	1 441	1 210	14 284	131	230	20 017
2004	1 889	1 592	1 171	15 214	165	227	20 031
2005	1 631	1 369	1 001	14 839	143	260	18 983
2006	1 752	1 369	930	14 698	141	226	19 116
2007	1 905	1 328	594	14 968	121	232	19 147

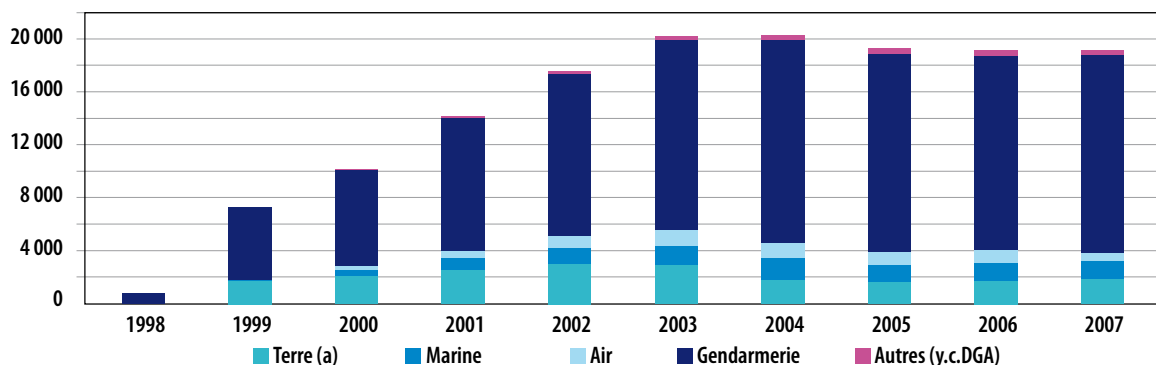
Source : DRH-MD/SPGRH/PRH

* À compter de 2007, les élèves de l'école polytechnique, décomptés par l'armée de terre, sont comptabilisés parmi les officiers de la DGA

** SSA, SEA, CGA, SID, affaires pénales pour les militaires, autres services

NB : les effectifs de volontaires sont comptabilisés, mais non identifiés, dans les effectifs militaires des deux pages précédentes

Effectifs des volontaires



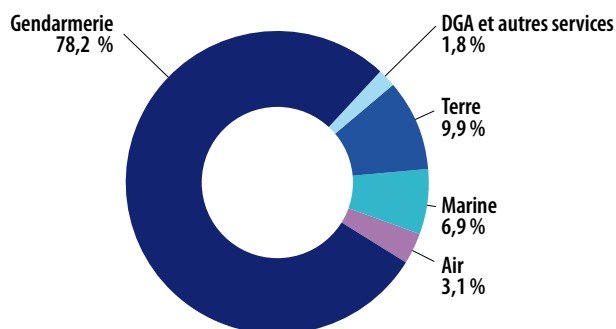
Répartition des volontaires des trois armées, de la gendarmerie et des autres services par catégorie de grade en 2007

Année	Terre	Marine	Air	Gendarmerie	Autres*	Total
Officiers	96	110	74	180	15	474
Sous-officiers	0	0	0	466	22	488
Militaires du rang	1 809	1 218	520	14 322	316	18 185
Total	1 905	1 328	594	14 968	353	19 147

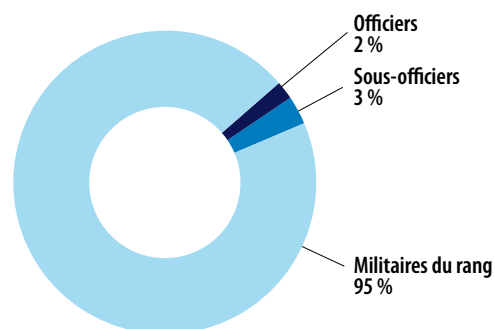
Source : DRH-MD/SPGRH/PRH

* DGA, SSA, SEA, CGA, SID, affaires pénales pour les militaires, autres services

Répartition des volontaires par institution



Répartition des volontaires par catégorie



3.1.3 Les effectifs civils

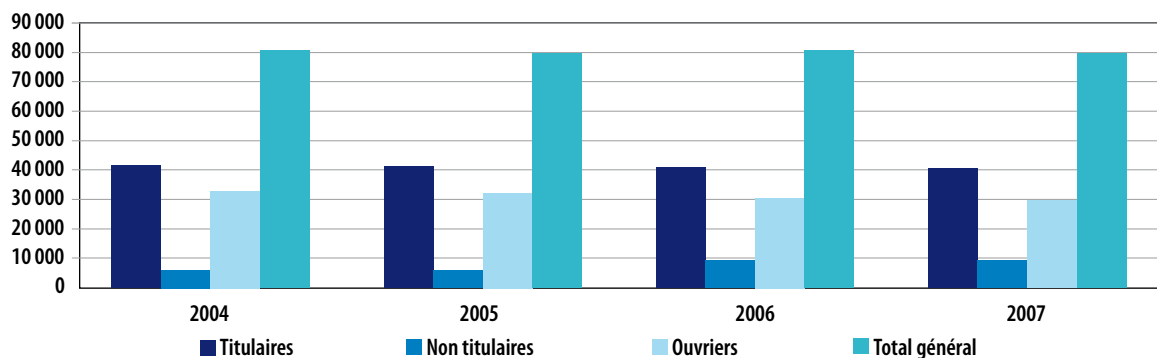
Évolution du personnel civil par statut

Catégories	2004			2005			2006			2007			
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Titulaires	Cat. A	3 533	1 374	4 907	3 708	1 148	4 856	3 476	1 465	4 941	3 615	1 470	5 085
	Cat. B	6 972	4 546	11 817	7 336	4 546	11 882	6 841	4 952	11 793	6 751	5 009	11 760
	Cat. C	7 709	16 877	24 869	7 534	16 877	24 411	7 291	16 783	24 074	7 251	16 520	23 771
	Sous-total	17 885	22 571	41 593	18 578	22 571	41 149	17 608	23 200	40 808	17 617	22 999	40 616
Non titulaires	Niv. I	2 107	670	2 847	2 252	670	2 922	2 247	795	3 042	2 324	813	3 137
	Niv. II	872	251	1 132	708	251	959	983	394	1 377	944	368	1 312
	Niv. III	793	1 380	2 203	832	1 380	2 212	3 300	1 638	4 938	2 812	2 014	4 826
	Sous-total	3 771	2 301	6 182	3 792	2 301	6 093	6 530	2 827	9 357	6 080	3 195	9 275
Total	21 656	24 872	47 775	22 370	24 872	47 242	24 138	26 027	50 165	23 696	26 194	49 890	
Ouvriers	26 904	5 783	32 810	26 445	5 783	32 228	25 077	5 493	30 570	24 479	5 268	29 747	
Total général	48 560	32 025	80 585	48 815	30 655	79 470	49 215	31 520	80 735	48 176	31 461	79 637	

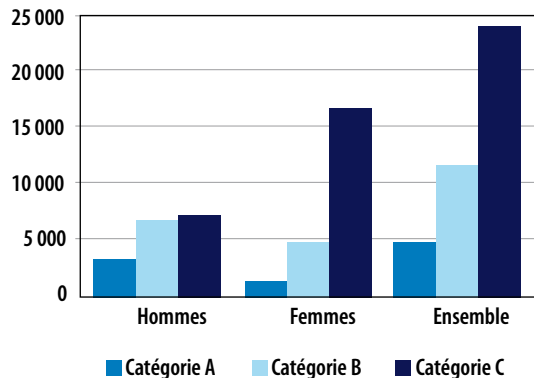
Source : DRH-MD/SPGRH/PRH

NB : l'écart marginal parfois constaté dans les totaux est dû aux arrondis

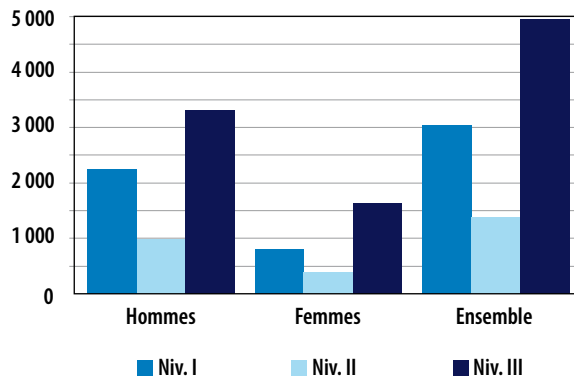
Répartition du personnel civil par catégorie statutaire



Répartition du personnel civil titulaire par niveau hiérarchique en 2007



Répartition du personnel civil non titulaire par niveau hiérarchique en 2007



3.2 La démographie du personnel militaire de la défense

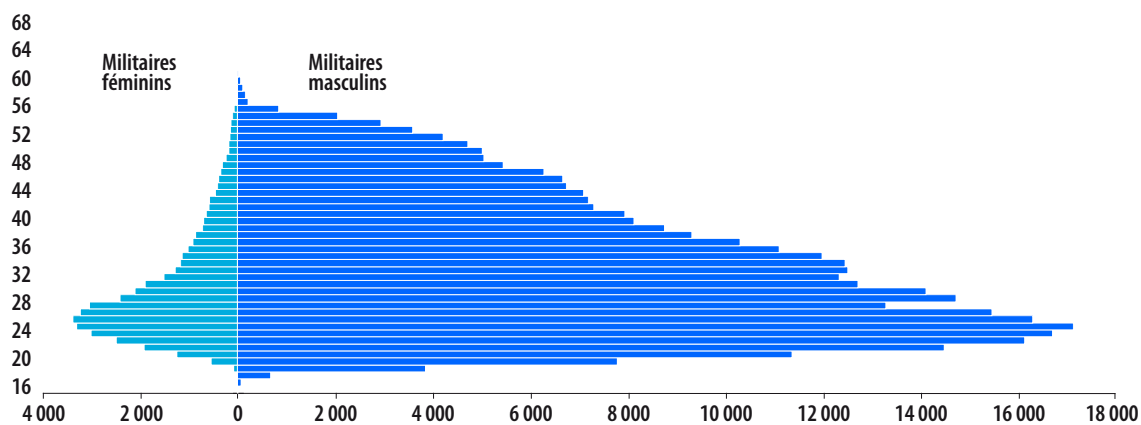
3.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2007

Répartition par tranche d'âge et par sexe du personnel militaire en activité (effectif moyen)

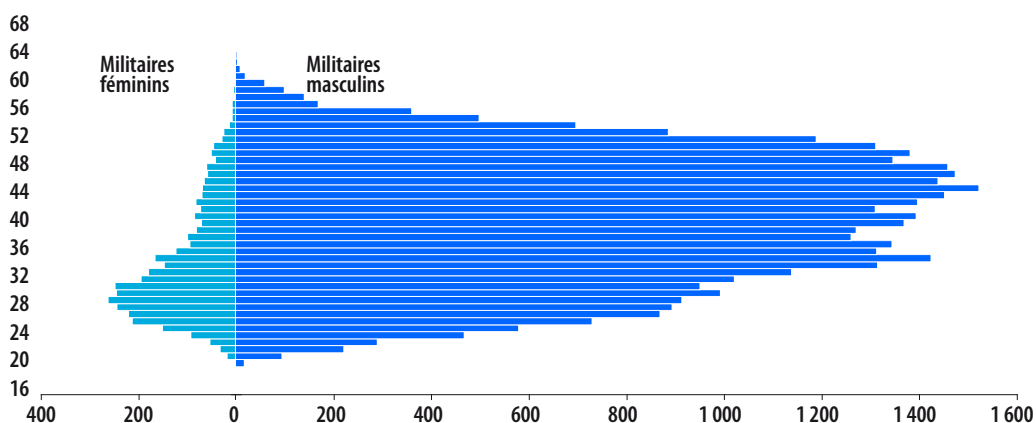
Âge	Hommes	Femmes	Total
de 16 à 20 ans	10 558	1 858	12 416
de 21 à 25 ans	61 723	14 709	76 432
de 26 à 30 ans	61 183	14 970	76 153
de 31 à 35 ans	55 854	7 924	63 778
de 36 à 40 ans	43 784	4 705	48 489
de 41 à 45 ans	33 858	3 120	36 978
de 46 à 50 ans	27 221	1 766	28 987
de 51 à 55 ans	16 932	811	17 743
de 56 à 60 ans	1 399	57	1 456
plus de 60 ans	50	4	54
Total	312 562	49 923	362 485
Pourcentage	86,2 %	13,8 %	100 %

Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

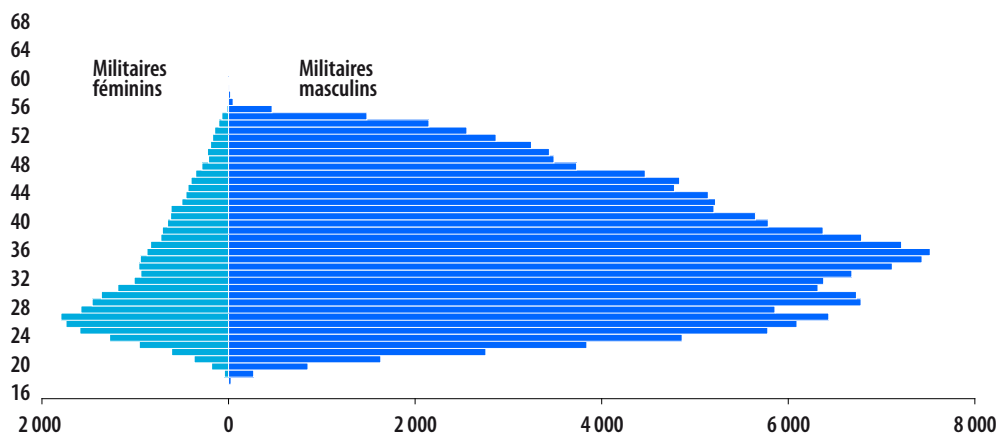
Pyramide des âges des militaires



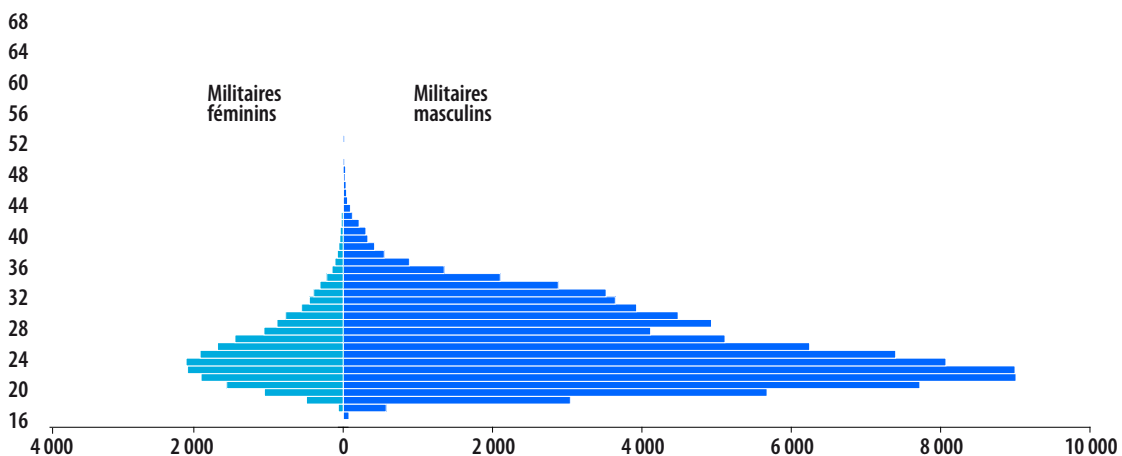
Pyramide des âges des officiers



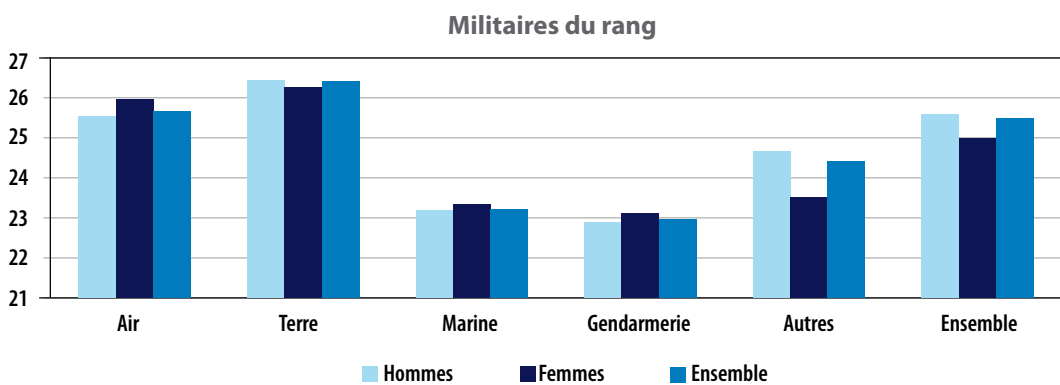
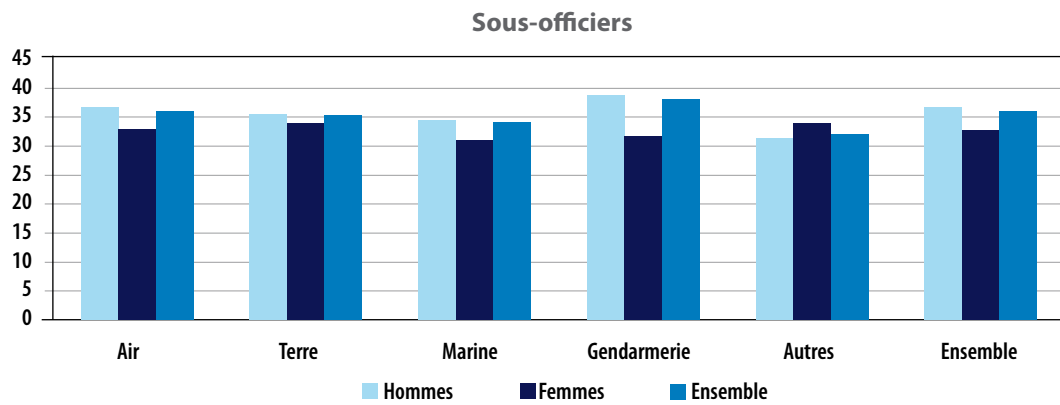
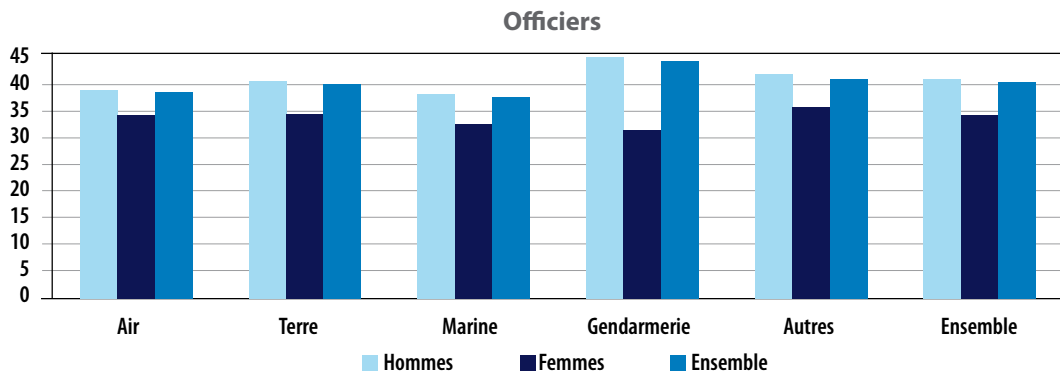
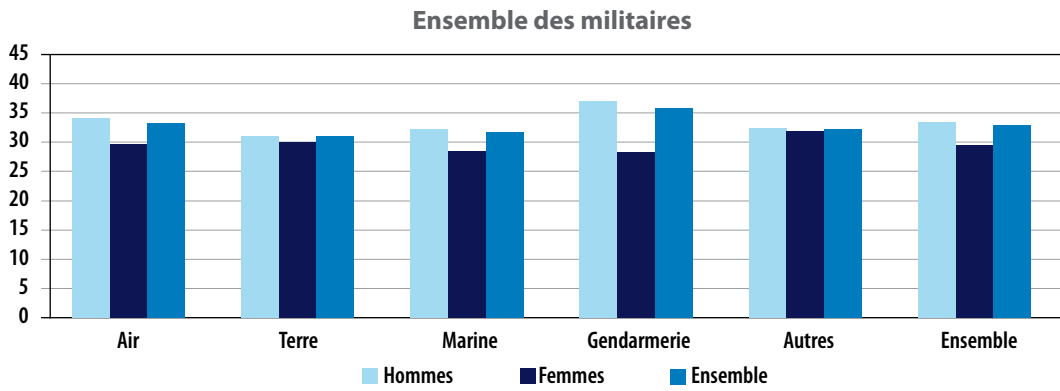
Pyramide des âges des sous-officiers



Pyramide des âges des militaires du rang



3.2.2 L'âge moyen du personnel militaire en activité



3.3 Les rémunérations

3.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité

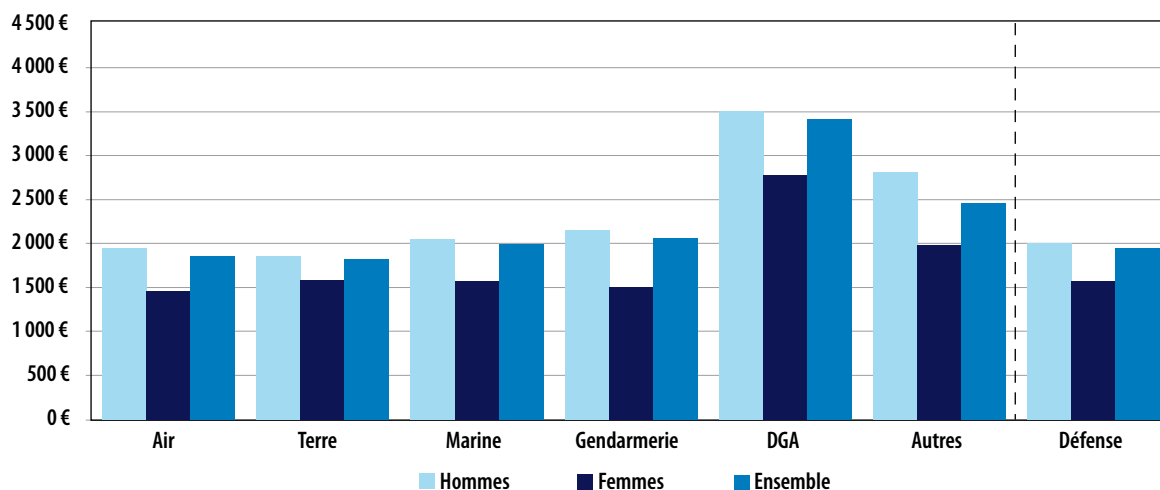
Rémunération mensuelle moyenne imposable
du personnel militaire en activité par armée et par service en 2007

en €

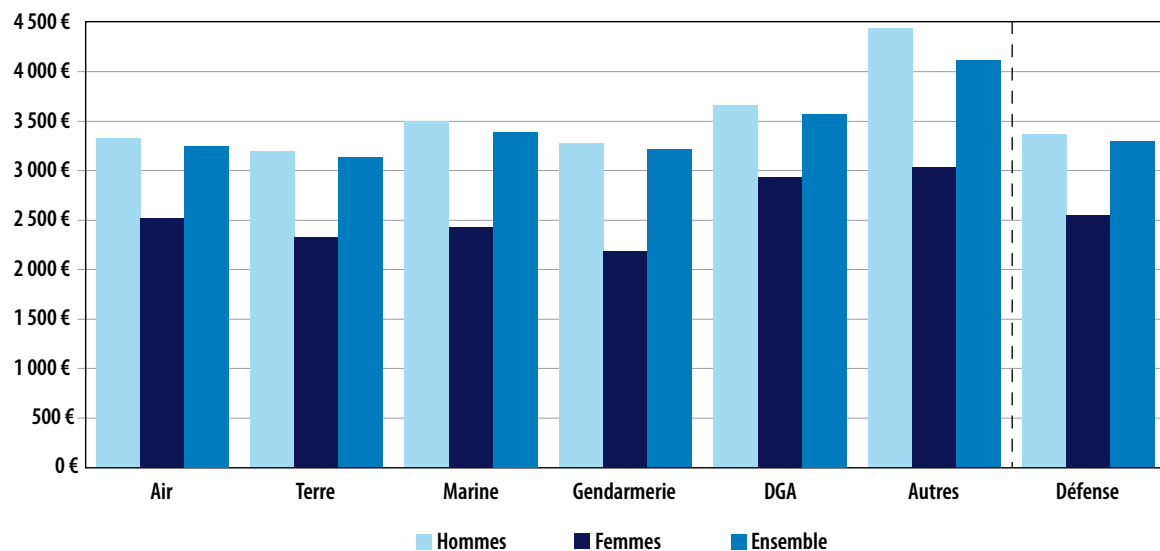
Appartenance	par sexe		par grade			Ensemble
	Hommes	Femmes	Officiers	Sous-officiers	MDR	
Air	1 950	1 456	3 244	1 808	1 223	1 850
Terre	1 850	1 583	3 129	1 973	1 429	1 822
Marine	2 053	1 572	3 388	1 995	1 326	1 997
Gendarmerie	2 150	1 496	3 211	2 164	942	2 065
DGA	3 497	2 771	3 566	2 007	1 255	3 406
Autres	2 812	1 984	4 102	2 037	1 191	2 457
Défense	2 009	1 573	3 290	2 026	1 325	1 948

Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

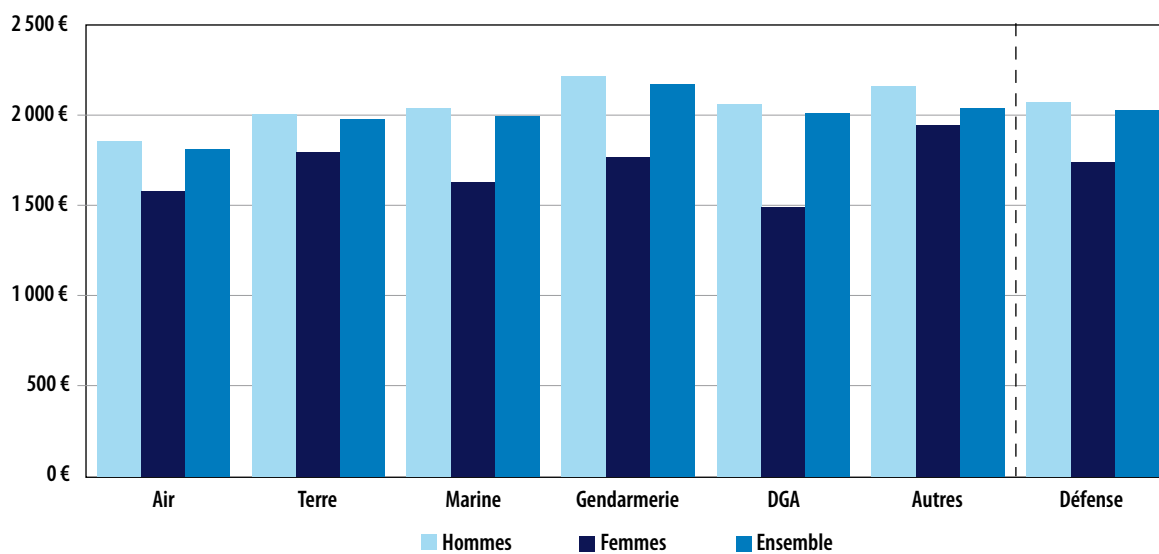
Ensemble des militaires en activité



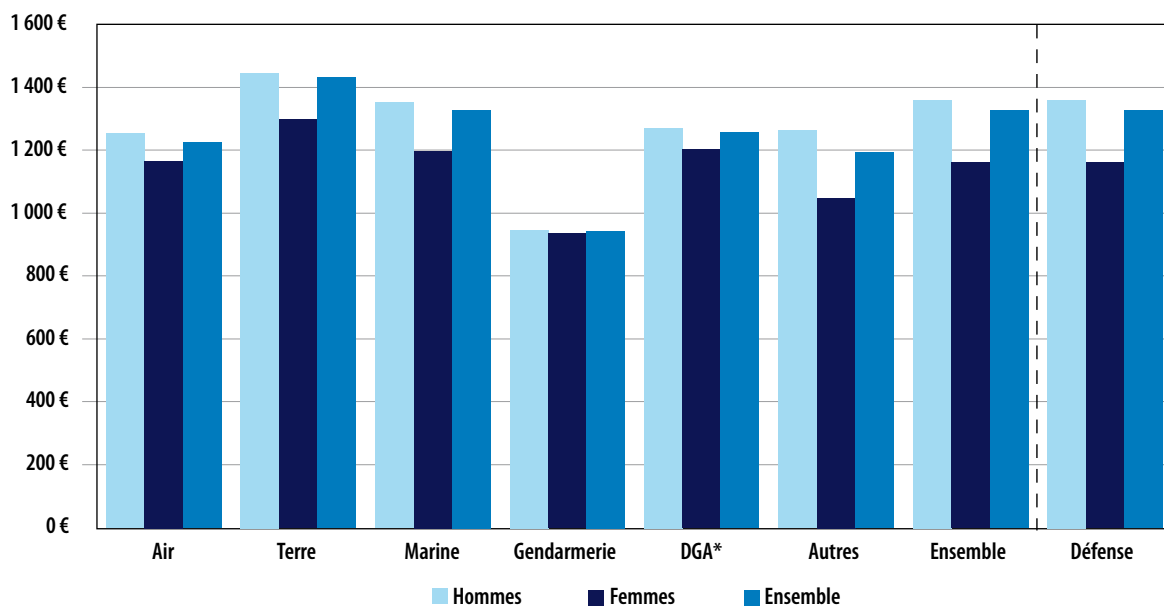
Officiers



Sous-officiers



Militaires du rang



* Élèves ingénieurs

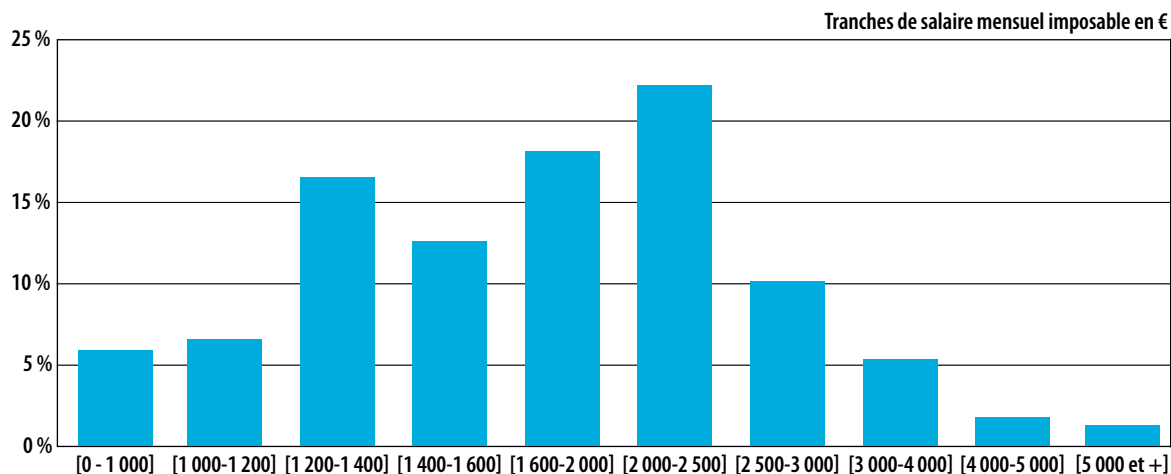
Répartition du personnel militaire par tranche de revenu imposable en 2007

en €

Rémunération mensuelle imposable	Effectifs moyens	Part des effectifs	Pourcentages cumulés
inférieur à 1 000 €	21 272	5,9 %	5,9 %
de 1 001 à 1 200 €	23 683	6,5 %	12,4 %
de 1 201 à 1 400 €	59 739	16,5 %	28,9 %
de 1 401 à 1 600 €	45 470	12,5 %	41,4 %
de 1 601 à 2 000 €	65 583	18,1 %	59,5 %
de 2 001 à 2 500 €	80 273	22,1 %	81,7 %
de 2 501 à 3 000 €	36 532	10,1 %	91,7 %
de 3 001 à 4 000 €	19 197	5,3 %	97,0 %
de 4 001 à 5 000 €	6 273	1,7 %	98,8 %
plus de 5 000 €	4 464	1,2 %	100,0 %
Total	362 485	100,0 %	

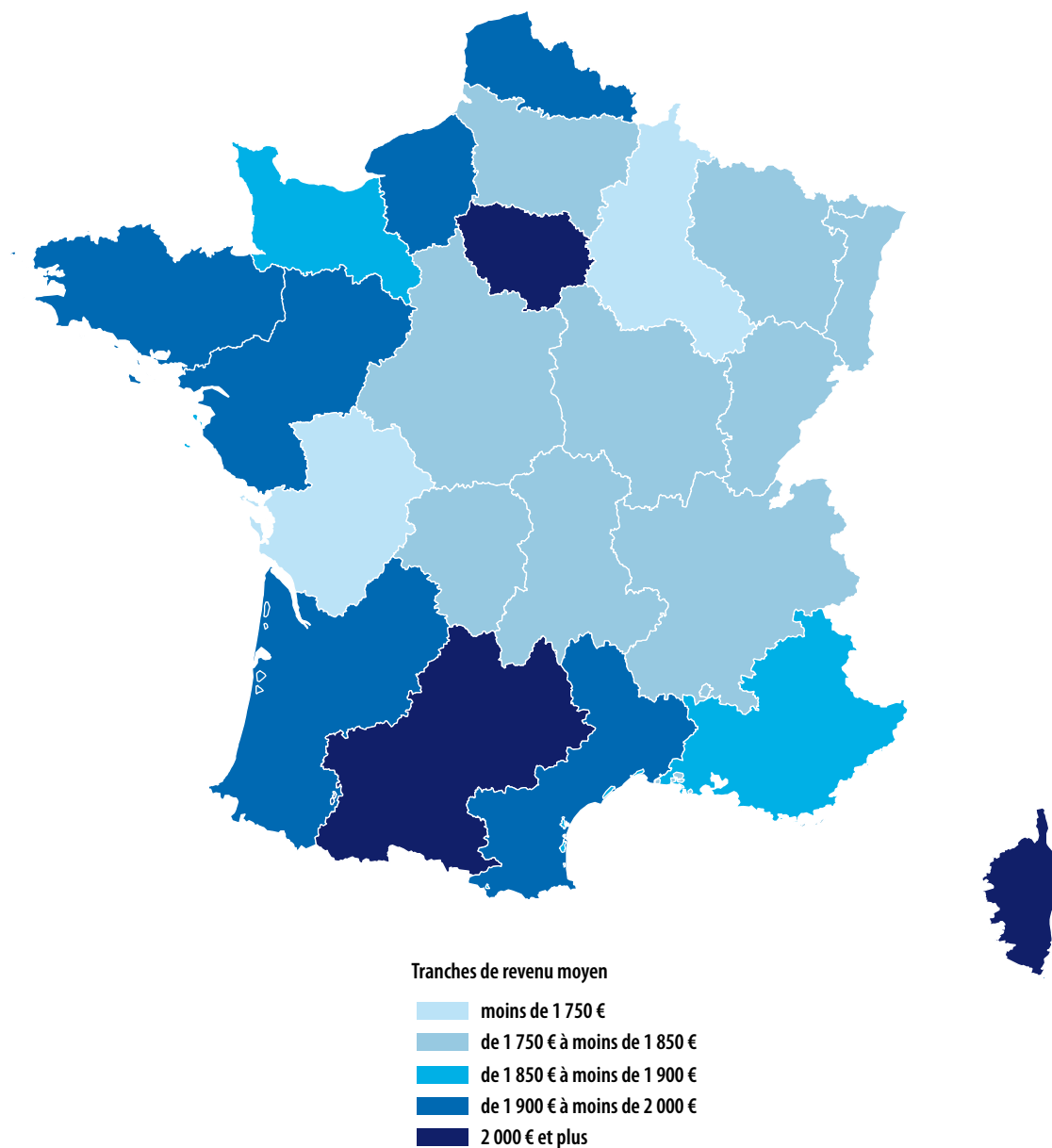
Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Répartition des effectifs militaires par tranche de salaire



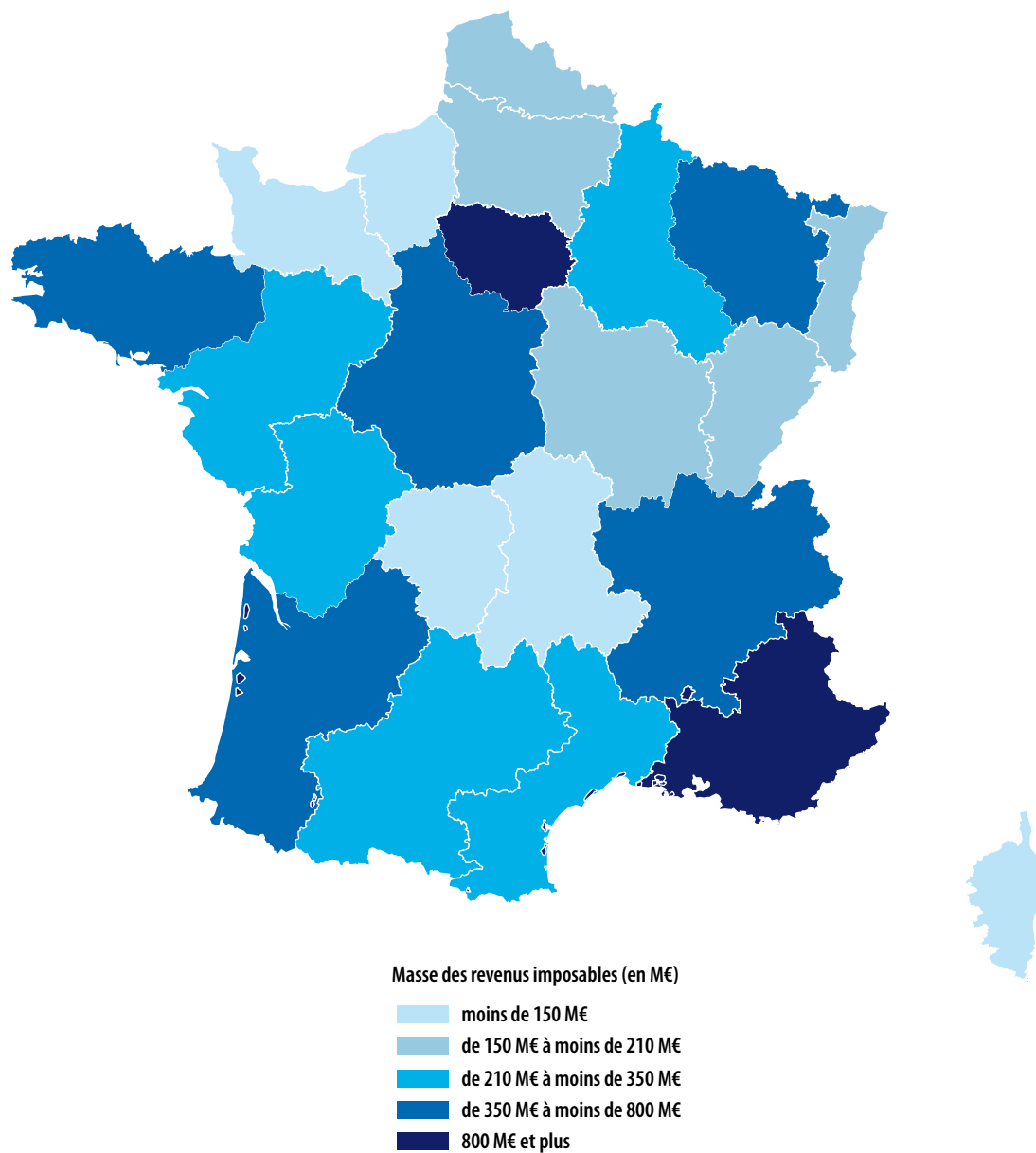
3.3.2 Cartographie des rémunérations du personnel militaire en activité

Revenu mensuel moyen imposable des militaires par région en 2007



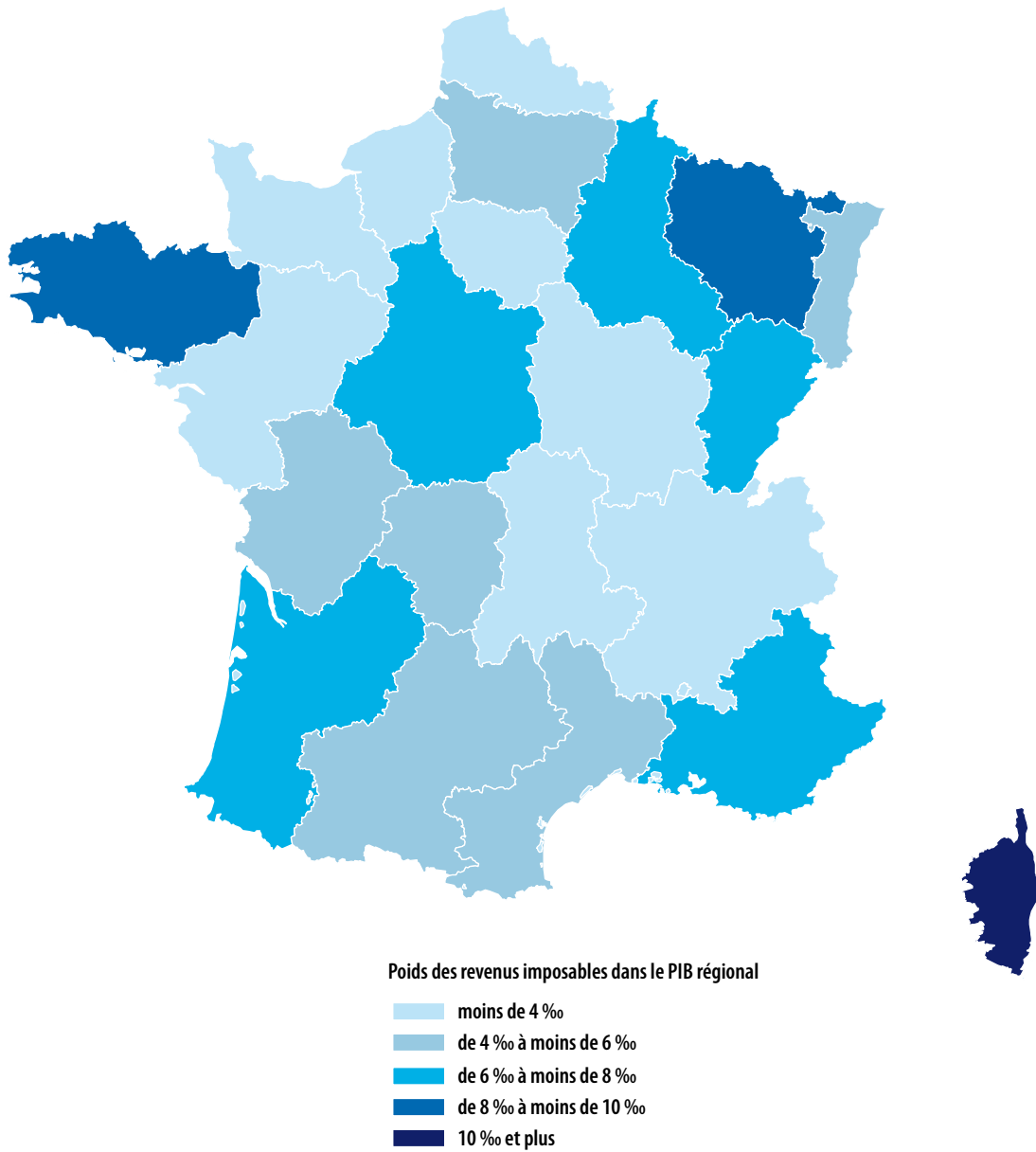
Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Masse des revenus imposables des militaires (en M€) en 2007



Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Poids des revenus imposables des militaires dans le PIB régional en 2007
France métropolitaine : 4,3 ‰



Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

3.4 Les retraites et les pensions

3.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)

Catégories	effectifs physiques									
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 ¹
Officiers	58 997	59 438	59 905	60 338	60 699	60 593	60 797	60 981	60 835	60 077
Sous-officiers	254 644	256 439	259 838	263 023	265 536	266 758	270 300	271 456	271 706	269 221
Militaires du rang (et non-assimilés*)	26 270	26 733	27 269	27 800	28 347	28 977	27 856	28 679	29 762	30 560
Total des militaires	339 911	342 610	347 012	351 161	354 582	356 328	358 953	361 116	362 303	359 858
Fonctionnaires	20 170	20 202	20 395	20 563	20 705	21 007	23 429	23 579	23 990	24 473
Ouvriers	64 991	66 194	66 352	66 025	65 143	64 034	62 696	62 024	61 677	61 241
Total des civils	85 161	86 396	86 747	86 588	85 848	85 041	86 125	85 603	85 667	85 714
Total pensionnés	425 072	429 006	433 759	437 749	440 430	441 369	445 078	446 719	447 970	445 572

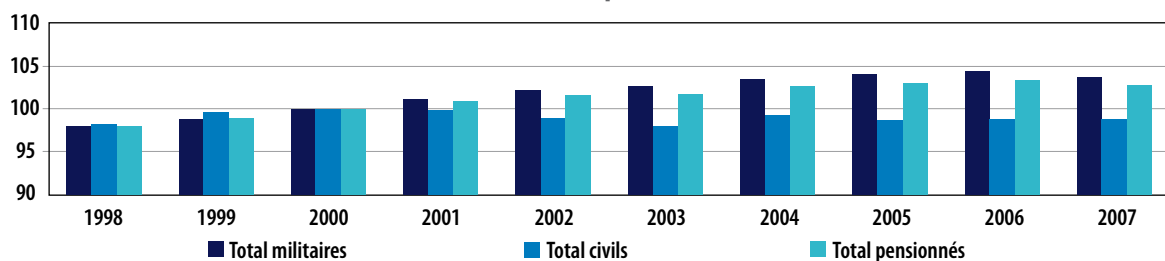
Source : ministère de la défense, DRH-MD, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)

¹ chiffres provisoires

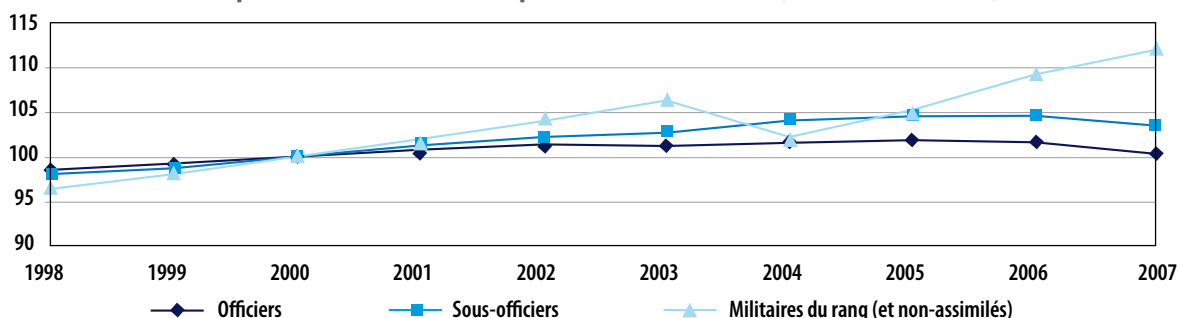
* Les «non-assimilés» appartiennent à la catégorie militaire, mais n'ont pas de grade ; ils ont servi durant la dernière guerre dans des emplois fonctionnels

Ces chiffres sont ceux des pensions non cristallisées : ils ne prennent pas en compte les pensions versées à des militaires ou à des civils ayant servi l'État français et appartenant à des pays ayant accédé à l'indépendance.

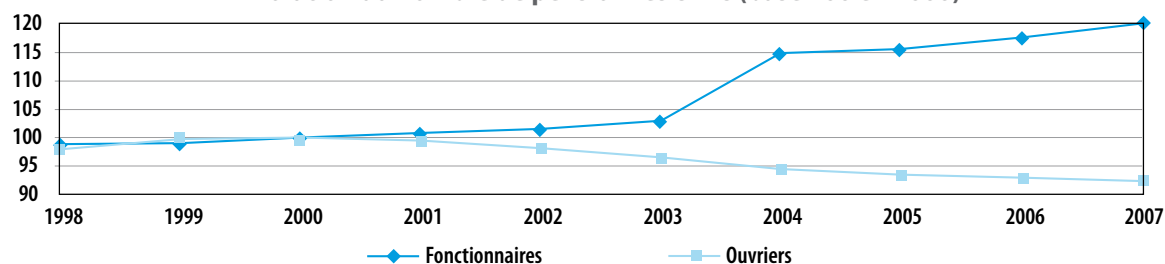
Évolution du nombre total de pensionnés (base 100 en 2000)



Répartition du nombre de pensionnés militaires (base 100 en 2000)



Évolution du nombre de pensionnés civils (base 100 en 2000)



3.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs

Effectifs de pensionnés et d'actifs

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
L1	Militaires d'active (en milliers) ¹	312,2	324,4	332,4	339,0	339,5	347,5	358,1	361,1	364,0	362,5
L2	Personnel civil défense (en milliers) ²	94,4	90,9	94,1	93,5	93,4	81,2	80,6	79,5	80,7	79,6
L3	Nombre total agents État (en milliers) ³	2 243	2 262	2 271	2 293	2 317	2 326	2 331	2 314	2 279	2 196*
L4	Emploi intérieur total (en milliers) ³	23 227,3	23 696,5	24 332,1	24 764,6	24 918,7	24 950,2	24 976,7	25 115,6	25 356,2	25 695,5
L5	Pensionnés militaires (ayants droit) (en milliers) ²	339,9	342,6	347,0	351,2	354,6	356,3	359,0	361,1	362,3	359,9
L6	Pensionnés civils défense (ayants droit) (en milliers) ²	85,2	86,4	86,7	86,6	85,8	85,0	86,1	85,6	85,7	85,7
L7	Pensionnés civils État (droits directs) ⁴	915,8	946,4	978,6	1 011,6	1 047,1	1 093,9	1 142,2	1 180,5	1 227,3	1 283,1
L8	Total pensionnés État (droits directs) ⁴	1 290,7	1 316,1	1 349,2	1 385,7	1 423,3	1 470,2	1 519,7	1 564,7	1 609,0	1 662,6
L9	Retraités (au niveau national) (en millions) ⁵	11,8	12,6	12,5	12,7	12,8	13,2	13,4	13,5	14,1	nc
	Pensionnés militaires / militaires d'active Ratio L5/L1	108,9 %	105,6 %	104,4 %	103,6 %	104,4 %	102,5 %	100,2 %	100,0 %	99,5 %	99,3 %
	Pensionnés civils Défense / effectif civil Défense Ratio L6/L2	90,3 %	95,0 %	92,2 %	92,6 %	91,9 %	104,7 %	106,9 %	107,7 %	106,1 %	107,6 %
	Pensionnés civils Défense / pensionnés civils État Ratio L6/L7	9,3 %	9,1 %	8,9 %	8,6 %	8,2 %	7,8 %	7,5 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %
	Total pensionnés État / emploi intérieur total Ratio L8/L4	5,6 %	5,6 %	5,5 %	5,6 %	5,7 %	5,9 %	6,1 %	6,2 %	6,3 %	6,5 %
	Total pensionnés État / total agents État Ratio L7/L3	57,5 %	58,2 %	59,4 %	60,4 %	61,4 %	63,2 %	65,2 %	67,6 %	70,6 %	75,7 %

Sources: 1 ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

2 DRH du ministère de la défense, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)

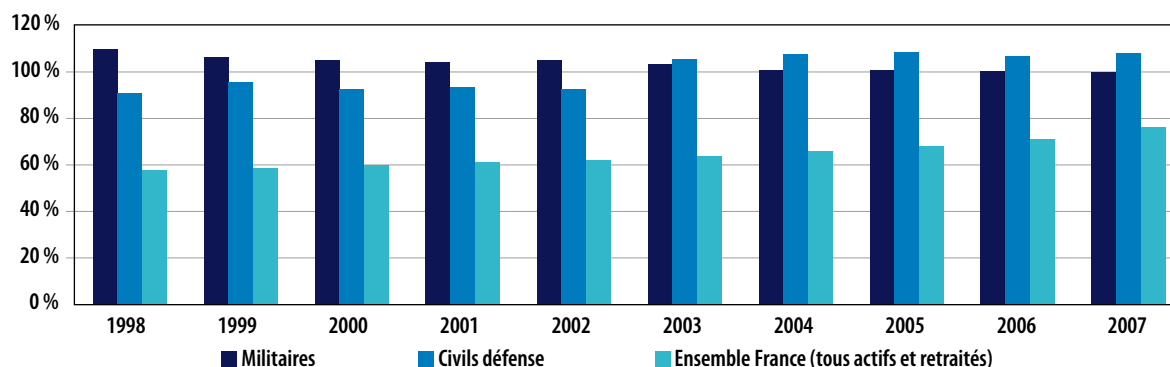
3 Insee

4 service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'emploi

5 ministère de l'emploi et de la solidarité (DREES)

* Chiffres provisoires, tenant compte du transfert de 70 000 emplois de l'éducation nationale aux collectivités locales

Ratios effectifs pensionnés / actifs (en %)



3.5 La réserve militaire

La réserve militaire mise en place par la loi du 22 octobre 1999 a vu son régime complété par la loi d'avril 2006 améliorant la réactivité de la réserve et ses conditions d'emploi. Cette réserve est articulée en deux ensembles : la réserve opérationnelle - composée à la fois des volontaires ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve (ESR) et d'anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité durant cinq ans à l'issue de leur service actif - et la réserve citoyenne - composée de volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience ou de leur intérêt pour les questions relevant de la défense nationale. Ils sont collaborateurs bénévoles du service public.

3.5.1 La réserve opérationnelle

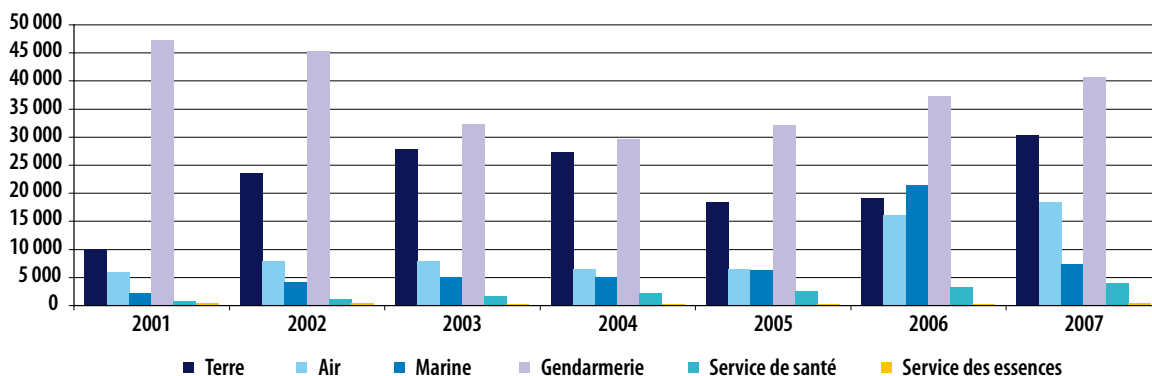
Effectifs totaux (disponibles et volontaires sous ESR) réalisés par armée, direction ou service au 31 décembre

Armée, direction, service	2003			2004			2005			2006			2007		
	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total
Terre	14 466	13 304	27 770	11 942	15 439	27 381	1 958	16 485	18 443	2 096	17 002	19 098	12 204	18 249	30 453
Air	3 843	4 157	8 000	2 031	4 369	6 400	1 577	4 823	6 400	10 859	5 260	16 119	12 549	5 824	18 373
Marine	0	5 068	5 068	0	5 162	5 162	800	5 493	6 293	15 863	5 660	21 523	1 140	6 199	7 339
Gendarmerie	18 219	14 033	32 252	13 267	16 430	29 697	12 808	19 295	32 103	14 806	22 503	37 309	15 566	25 179	40 745
Santé	167	1 538	1 705	166	2 125	2 291	157	2 401	2 558	578	2 707	3 285	714	3 216	3 930
Essences	198	102	300	202	89	291	192	83	275	242	97	339	282	97	379
DGA	0	0	0	0	0	0	0	28	28	0	50	50	0	63	63
Total	36 893	38 202	75 095	27 608	43 614	71 222	17 492	48 608	66 100	44 444	53 279	97 723	42 455	58 827	101 282

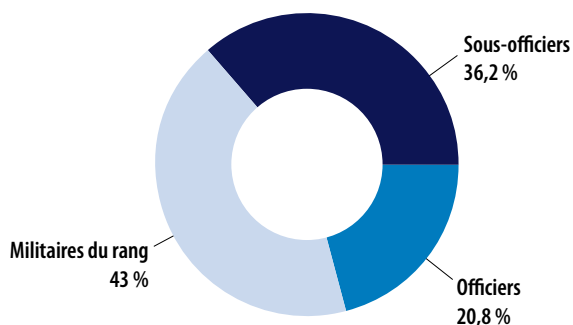
Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Disp. : disponibles Volont. : volontaires

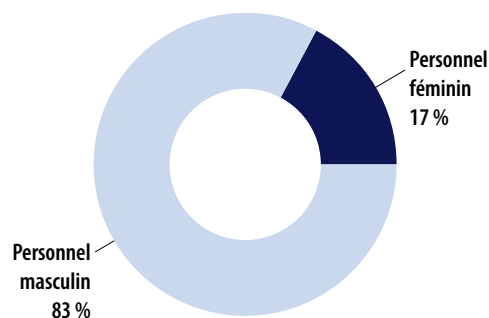
Évolution des effectifs totaux réalisés par armée, direction, ou service au 31 décembre



Répartition catégorielle des réservistes opérationnels sous ESR en 2007



Féminisation de la réserve opérationnelle sous ESR en 2007



Répartition des volontaires sous ESR par origine et par armée, direction ou service au 31 décembre

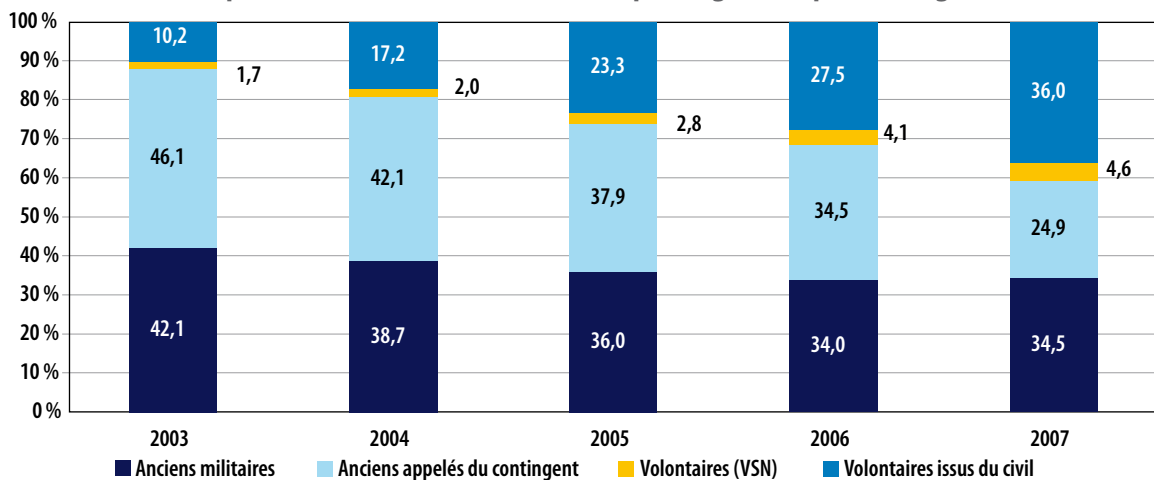
Armée / Origine	Terre					Air					Marine				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Anciens militaires	5 270	5 533	6 239	6 172	6 931	2 409	2 477	2 540	2 880	3 192	3 959	3 932	3 213	2 787	3 386
Anciens appelés du contingent	7 027	7 570	6 758	6 444	3 994	1 108	1 031	1 058	911	987	733	649	1 046	1 229	126
Volontaires (VSN)	0	0	0	47	56	76	96	186	35	56	7	23	43	249	575
Volontaires issus du civil	1 007	2 336	3 488	4 339	7 264	564	765	1 039	1 434	1 622	369	558	1 191	1 395	2 112
Total	13 304	15 439	16 485	17 002	18 245	4 157	4 369	4 823	5 260	5 857	5 068	5 162	5 493	5 660	6 199

Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRМ)

Armée / Origine	Gendarmerie					Service de santé					Service des essences				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Anciens militaires	4 036	4 614	5 074	5 755	6 217	347	279	360	415	447	46	55	55	66	70
Anciens appelés du contingent	7 644	8 078	8 567	8 753	8 462	1 037	1 007	961	995	1 032	56	33	28	31	27
Volontaires (VSN)	501	753	1 139	1 620	2 035	47	0	3	218	8	0	0	0	0	0
Volontaires issus du civil	1 852	2 985	4 515	6 375	8 464	107	839	1 077	1 079	1 672	0	1	0	0	0
Total	14 033	16 430	19 295	22 503	25 178	1 538	2 125	2 401	2 707	3 159	102	89	83	97	97

Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRМ)

Répartition des volontaires sous ESR par origine (en pourcentage)



3.5.2 La réserve citoyenne

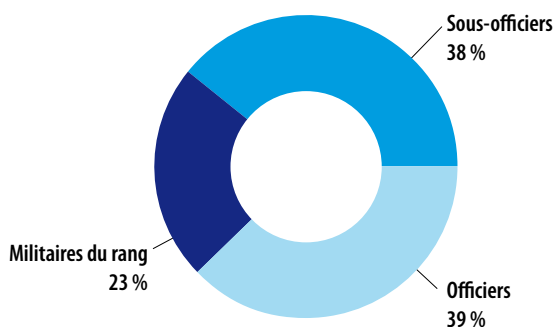
Répartition des volontaires par armée, direction, délégation ou service au 31 décembre

Armées Origine	2003	2004			2005				2006*				2007				
	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total
Terre	191	257	34	0	291	317	53	0	370	371	25	0	396	513	57	0	570
Air	1 370	845	650	201	1 696	314	217	53	584	334	198	75	607	331	212	85	628
Marine	18 064	4 094	6 234	3 685	14 013	6 256	11 349	8 832	26 437	3 605	4 267	2 847	10 719	4 192	4 998	3 224	12 414
Gendarmerie	3 128	511	1 204	871	2 586	409	904	1 403	2 716	133	222	170	525	189	130	55	374
Santé	1	574	67	1	642	251	13	1	265	706	228	10	944	717	249	8	974
Essences	582	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	0	0	2
DGA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6	0	0	0	0
Total	23 336	6 281	8 189	4 758	19 228	7 547	12 536	10 289	30 372	5 156	4 940	3 102	13 198	5 944	5 646	3 372	14 962

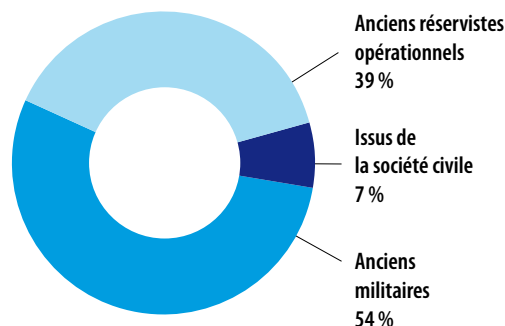
Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRМ)

* Depuis la modification de l'organisation de la réserve en 2006, elle ne comporte plus que les seuls volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience, soucieux d'apporter leur soutien à la défense nationale sans pour autant agir en qualité de militaire.

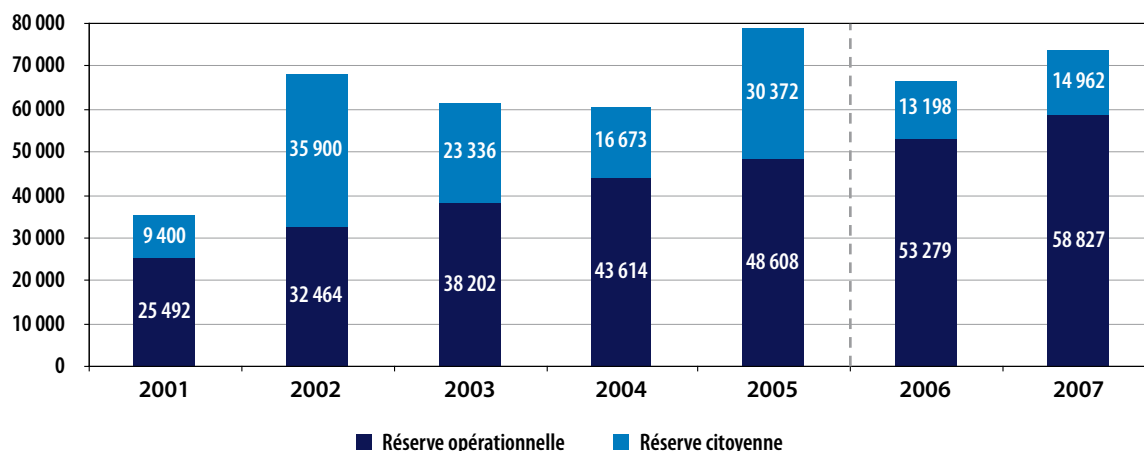
Répartition catégorielle des réservistes citoyens en 2007



Origine des réservistes citoyens en 2007



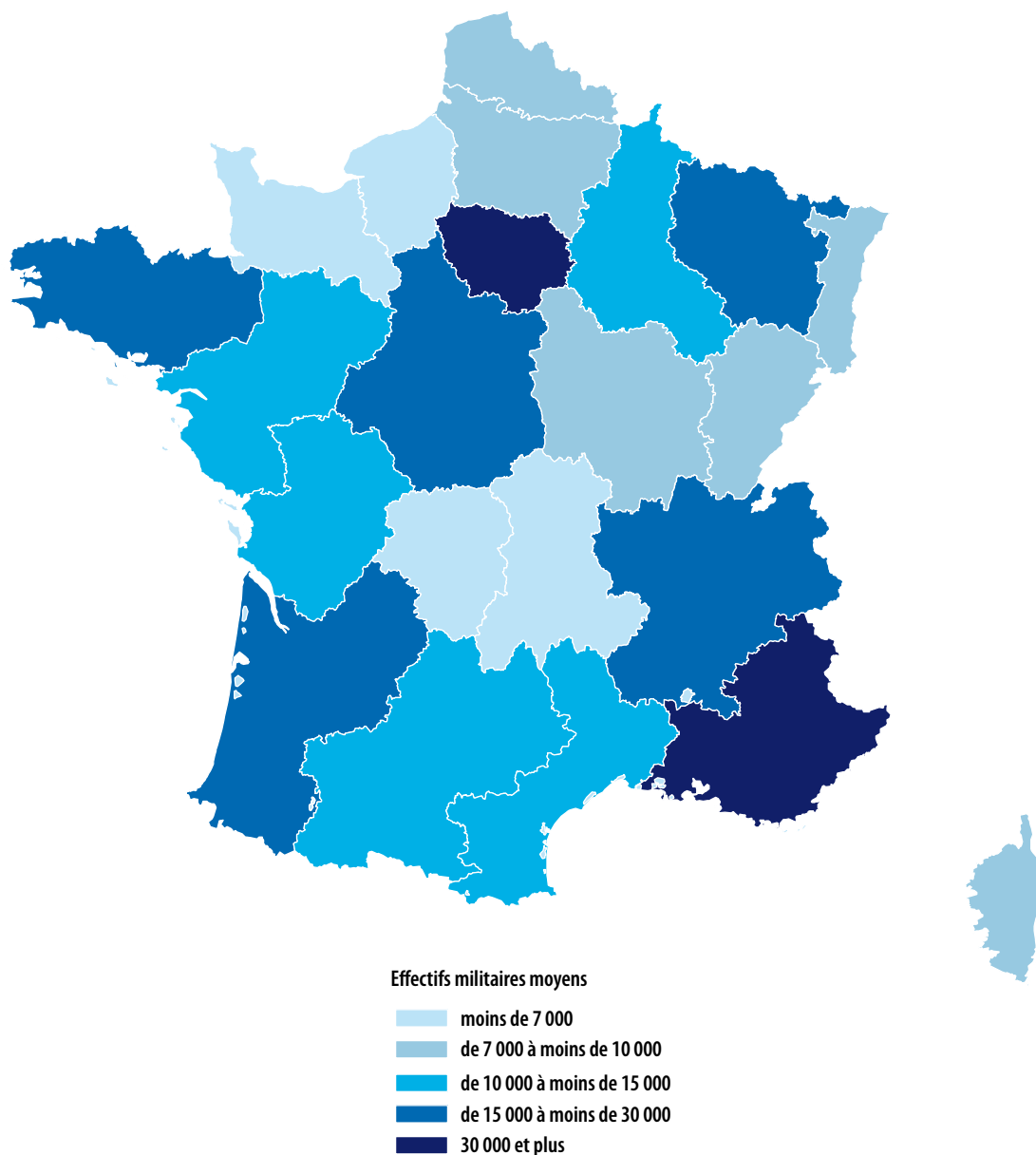
Évolution des effectifs de volontaires de la réserve militaire



3.6 La géographie de la défense

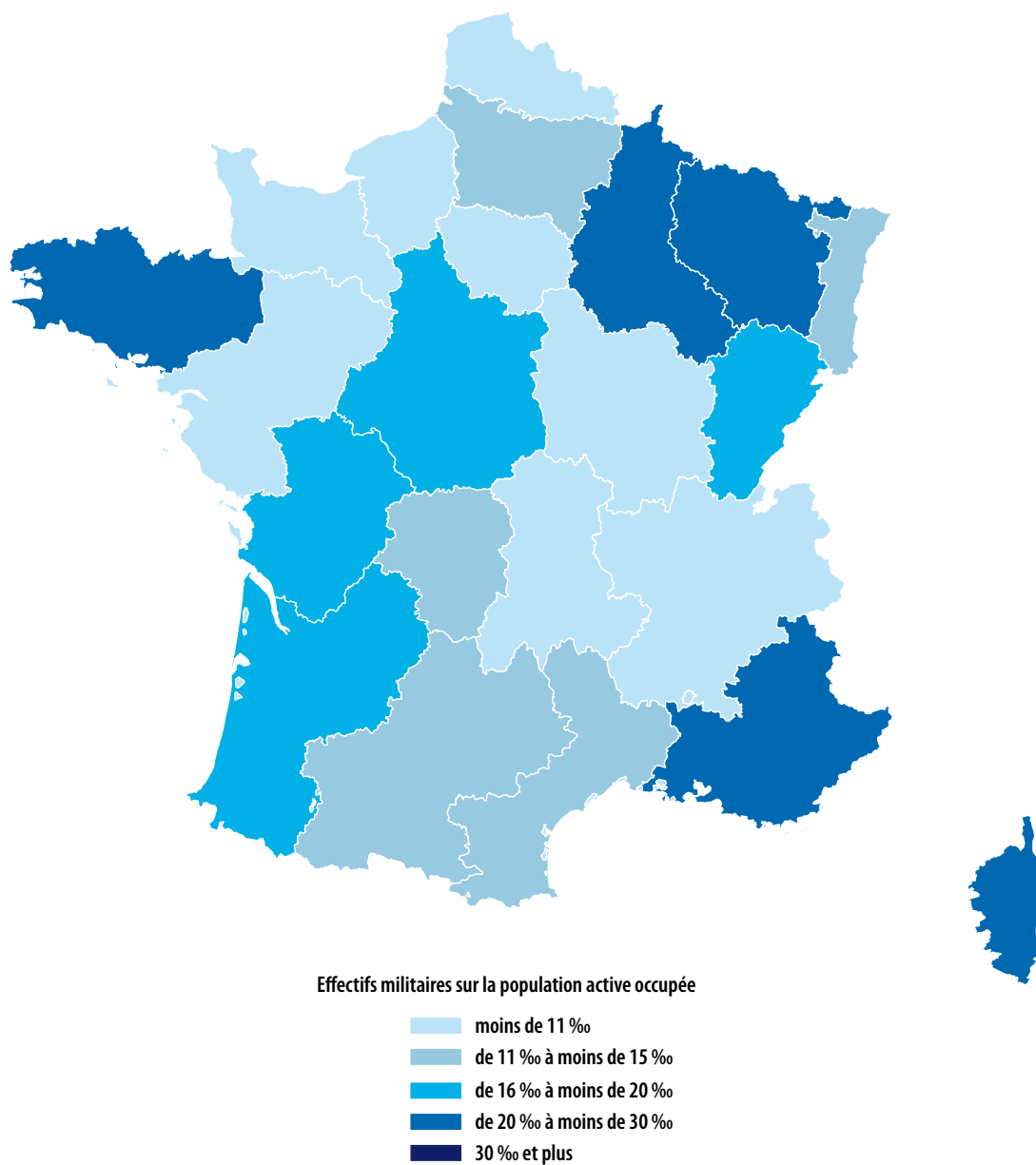
3.6.1 La répartition géographique des effectifs de la défense

Répartition des effectifs militaires moyens par région en 2007
France métropolitaine : 343 079 militaires



Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Poids des effectifs militaires dans la population active occupée en 2007
France métropolitaine : 13.4 ‰



Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

3.6.2 Le récapitulatif du poids de la défense par région

Région	Rémunération mensuelle moyenne imposable (en €)	Masse des rémunérations imposables (en M€)	Masse des rémunérations imposables sur PIB régionaux*	Effectifs militaires moyens	Effectifs moyens/ population active occupée (en ‰)
Île-de-France	2 227	1 421	0,27 %	53 180	10,3
Champagne-Ardenne	1 715	276	0,75 %	13 424	23,7
Picardie	1 832	196	0,44 %	8 915	11,5
Haute-Normandie	1 910	91	0,18 %	3 965	5,3
Centre	1 833	452	0,68 %	20 549	19,3
Basse-Normandie	1 880	114	0,32 %	5 070	8,6
Bourgogne	1 844	159	0,38 %	7 194	10,7
Nord-Pas-de-Calais	1 932	185	0,19 %	7 998	5,2
Lorraine	1 788	526	0,93 %	24 501	25,4
Alsace	1 752	208	0,42 %	9 887	12,1
Franche-Comté	1 757	184	0,65 %	8 740	18,7
Pays de la Loire	1 913	248	0,26 %	10 817	7,4
Bretagne	1 967	681	0,83 %	28 969	23,0
Poitou-Charentes	1 720	248	0,57 %	12 034	17,0
Aquitaine	1 973	514	0,60 %	21 703	16,5
Midi-Pyrénées	2 021	345	0,45 %	14 206	12,1
Limousin	1 836	87	0,49 %	3 948	13,4
Rhône-Alpes	1 841	474	0,26 %	21 446	8,3
Auvergne	1 798	120	0,36 %	5 577	10,3
Languedoc-Roussillon	1 929	269	0,45 %	11 626	12,3
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 867	1 033	0,75 %	46 101	25,5**
Corse	2 031	79	1,12 %	3 230	
France métropolitaine	1 922	7 911	0,43 %	343 079	13,4

Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

* Produits intérieurs bruts régionaux (PIBR) 2007 en valeur en M€

** Seule la population active occupée de l'ensemble Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Corse est connue

4. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE

Ce chapitre présente la structure et les activités de l'industrie de défense stricto sensu à partir des données fournies essentiellement par la Délégation générale pour l'armement (DGA). Le champ est différent de celui de la « branche armement » étudiée au chapitre 1. Les données (chiffres d'affaires) ne sont donc pas comparables.

Le marché de l'armement fonctionnant par cycle, les exportations de la France doivent s'apprécier sur plusieurs années. Le niveau moyen des commandes prises par la France se stabilise dans une fourchette de 4 à 6 milliards d'euros par an.

Le secteur de l'armement, actuellement en pleine mutation en raison des restructurations industrielles, se caractérise par la place de moins en moins prépondérante de l'État comme actionnaire et autorité de contrôle. Si l'industrie de défense est dominée par quelques grands groupes donneurs d'ordre de taille européenne, il convient de ne pas oublier toute une myriade de sous-traitants et de PME.

Les importations et les exportations sont présentées (chapitre 4.2) à partir de différentes sources : la comptabilité nationale retrace l'ensemble civil et militaire, les statistiques des Douanes et de la DGA concernent des matériels spécifiquement militaires.

La recherche-développement de défense - qu'elle soit mesurée par l'agrégat budgétaire du ministère de la défense ou par le système d'enquêtes sur la recherche du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - connaît une reprise significative depuis le début des années 2000. Sa part dans la dépense nationale de recherche-développement (la DNRD) est estimée à un peu plus de 7 % en 2007.

4.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense

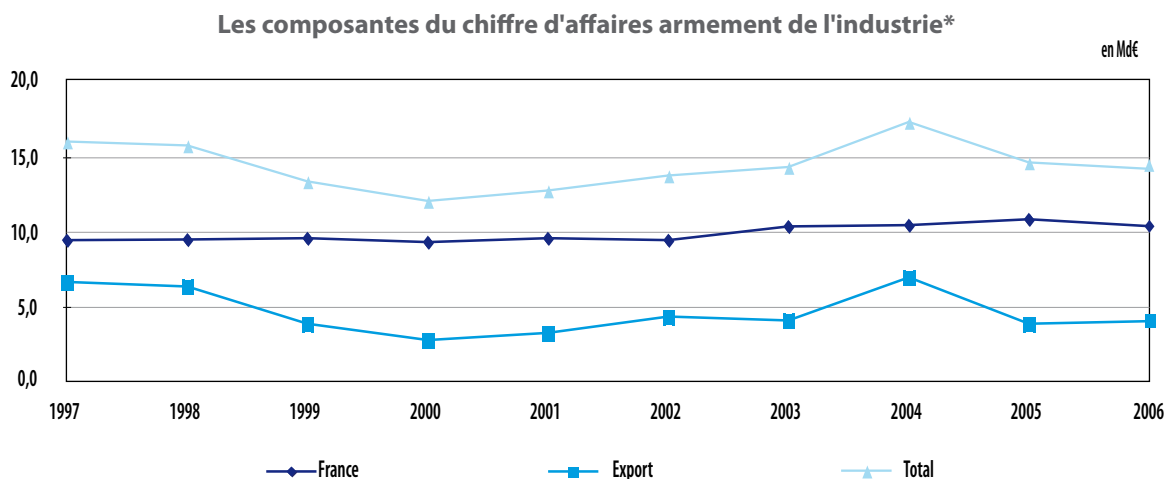
4.1.1 Présentation simplifiée des principales entreprises de défense

Entreprise	CA 2006 total (en M€)	CA 2006 Défense (en M€)	Effectif	Activités principales en % du CA 2006	Programmes en cours
Alcatel-Lucent	18 254	nc	89 370	32 31 16 12 8 1	<p>communicat^{es} mobiles</p> <p>communicat^{es} fixes</p> <p>services</p> <p>convergence</p> <p>entreprises</p> <p>autres et éliminations</p> <p>Télécoms militaires : Sicral 1B, Syracuse III</p> <p>Télécoms civils : Alphasat, AMC 23, Amos 3, Arabsat 4, Chinasat 9, Chinasat 6B, Express MD 3, Galaxy 17, Hot Bird 7A, Koreasat 5, Rascom, Star One, XM Radio 4, Thaicom 5, Turksat 3A, Columbus, Cupola, ATV</p> <p>Environnement/Observation : <i>Meteosat</i> (Altika, Cosmo SkyMed, Pleiades HR, Jason 2, Siral, Sar-Lupe, IASI, Calipso, GMES, Egnos, MT-SAT 2, Galileo Programme, GSTBV1 & Giove A et B), <i>Science</i> (Bepi Colombo, Exo Mars, Venus Express, Cassini-Huygens, Herschel, Planck, Corot, Sharad, Earth Exploration Goce, Alma)</p> <p>Infrastructures spatiales : MPLM, Nodes 2 et 3, Columbus, Cupola, ATV</p>
Groupe Dassault-Aviation	3 300	1 254	11 928	38 62	<p>avions militaires</p> <p>avions civils</p> <p>Avions militaires : ATL2, Mirage 2000D, Mirage 2000DA, Mirage 2000-5, 2000N, 2000-9 (export), Alpha Jet, Rafale, « démonstrateur UcaV (nEUROn) »</p> <p>Avions civils : Falcon 50 / 900 / 900 EX / 2000 / 900DX, 7X. Projet FNX</p>
DCNS	2 707	2 707	12 556	58 30 12	<p>navires armés</p> <p>maintien en condition opérationnelle (MCO)</p> <p>équipements</p> <p>Bâtiment de projection et de commandement (BPC)</p> <p>Sous-marins SNLE type Le Triomphant</p> <p>Sous-marins SNA type Barracuda</p> <p>Porte-avions n° 2</p> <p>Frégates Fremm, Horizon, Delta (Singapour), Sawari II (Arabie Saoudite)</p> <p>Sous-marins Agosta 90B (Pakistan) ; sous-marins Scorpène (Chili, Malaisie, Inde)</p> <p>Torpilles MU 90; Sylver ; Systèmes de combat Skjold (Norvège)</p>
Nexter	736	736	2 750	86 13,5 0,5	<p>systèmes</p> <p>munitions</p> <p>maintien en condition opérationnelle (MCO)</p> <p>Artillerie et équipements : Caesar (155 mm), AUF1 (155 mm) et canon léger tracté de 105 mm LG1 MkII, canons et tourelles de moyen calibre (usage terrestre, naval ou aéronautique), équipement Félin et Famas surbaissé; systèmes d'autoprotection pour véhicules blindé</p> <p>Véhicules blindés et génie : Char Leclerc, valorisation AMX30, AMX10-RC et AMX10-P, VBCI (versions VPC et VCI), développement du véhicule Vextra, dépanneur Leclerc, char de déminage AMX30-B2 DT téléopéré, disperseur de mines antichars Minotaur et engins du génie</p> <p>Munitions : moyen calibre et gros calibre, Obus Bonus, munitions intelligentes et insensibles</p> <p>Systèmes d'information terminaux : Sit et Finders (aide au commandement)</p>
Safran	11 329	nc	61 400	45 23 19 13	<p>propulsion aérospatiale</p> <p>équipements aérospatiaux</p> <p>communication</p> <p>défense et sécurité</p> <p>Armement air-sol AASM : Système de préparation de mission et de navigation, Drones Crécerelle, Sperwer/SDTI (3 versions), Ugglan, Horus-SD, système du combattant Félin, Participation au Laser Méga Joule (LMJ);</p> <p>Moteurs civils : CFM56, SaM 146, GP7000, GE90, CF6-80</p> <p>Moteurs militaires : Atar, M 53 (Mirage 2000), M 88 (Rafale), Tyne, Larzac, TP400 (A400M);</p> <p>Propulsion : Vulcain, HM7, Mistral, M45, M51, Vinci</p>
SNPE	720	nc	4 296	46,5 26,7 14,3 7,9 4,3 0,42	<p>matériaux énergétiques</p> <p>chimie fine</p> <p>spécialités chimiques</p> <p>explosifs industriels</p> <p>placage/explosifs</p> <p>autres</p> <p>Propulsion : stratégique (M45, M51), spatiale (Ariane 5), tactique (ASMP-A, Aster, Mica, LRM NG, Exocet)</p> <p>Poudres et douilles : Leclerc, Caesar, AUF1, 100 mm marine;</p> <p>Explosifs : Mica, Exocet, Scalp-EG, LRM-NG.</p>
Groupe Thalès	10 264	5 337	52 200	25 24 23 15 13	<p>aéronautique</p> <p>sécurité & services</p> <p>terre & interarmées</p> <p>systèmes aériens</p> <p>naval</p> <p>Rafale, Mirage, Meltem, A400M, FSTA, satellites Sicral (Italie) Satcom BW (Allemagne) Koreasat (Corée), Helios et Pleiades (France), Cosmo-SkyMed (Italie) et Sar-Lupe (Allemagne), SCCOA/Martha, OE Sic Terre, Moss, SIC21, Syracuse, FSAF, Paams et Saam, ACCS-Loc1, BOA, CVF et PA2, frégates Horizon et LCF, Fremm, Sawari 2, Minrem, sous-marins Scorpène, Barracuda, hélicoptères Tigre et NH90, K-SAM, missiles Starstreak, VT1, sonars 2076, BGTI, FRES, Watchkeeper, JTRS</p>

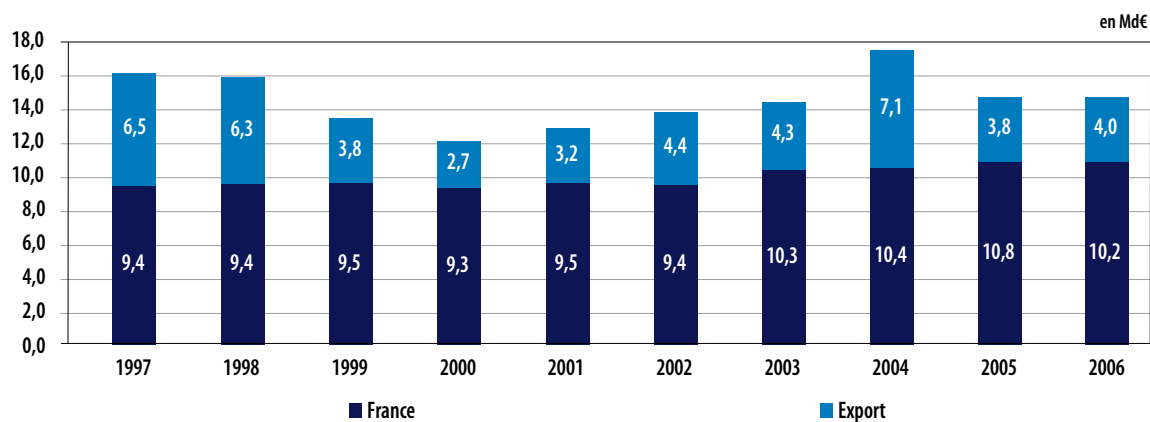
Source : Délégation générale pour l'armement (DGA), Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique, *Calepin international* 2008

4.1.2 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense

L'indicateur calculé par la Délégation générale pour l'armement pour la France est une mesure des dépenses d'armement de l'État (hors taxes) plus qu'un véritable chiffre d'affaires comptable.



Source : Délégation générale pour l'armement, Direction des systèmes de forces et des stratégies industrielle, technologique et de coopération
* Le chiffre d'affaires France correspond ici au flux des dépenses de l'année auquel est retranché le report de charges $n-1$ sur n et ajouté le report de charges de n sur $n+1$.



Source : Délégation générale pour l'armement, Direction des systèmes de forces et des stratégies industrielle, technologique et de coopération

4.2 Les importations et les exportations d'armement

4.2.1 L'évolution des échanges extérieurs dans les trois branches de l'économie nationale liées à l'armement

On utilise ici la notion de branche armement de la base 2000, dénommée **BA2000**, et définie à la partie 1.1. On rappelle que ce regroupement de trois branches comprend à la fois les activités civiles et militaires, ce qui distingue ce paragraphe du suivant (4.2.2.) où les données sont spécifiquement militaires.

En base 2000 des comptes nationaux, il est préconisé de comptabiliser les importations en mode FAB (« franco à bord »), et non CAF (Coût-assurance-fret) comme précédemment, par souci de cohérence avec la balance des paiements dont le solde est exprimé en FAB-FAB. Néanmoins, cela n'est possible que pour l'ensemble des biens et services, et non aux niveaux plus fins pour lesquels les importations restent valorisées en CAF (voir le glossaire pour plus de détails).

Évolution des exportations des branches liées à l'armement

en M€ courants

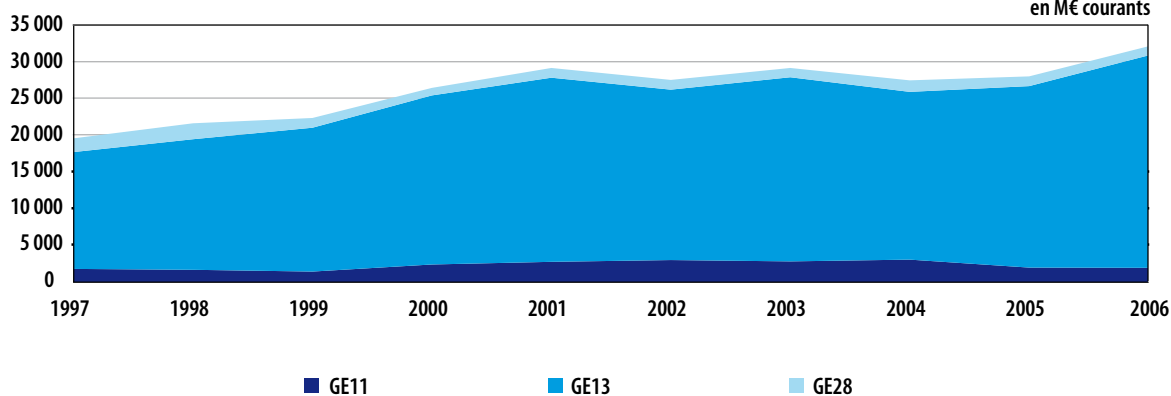
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 * Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1997	1 805	15 952	1 912	19 669
1998	1 686	17 861	2 160	21 707
1999	1 426	19 655	1 347	22 428
2000	2 435	23 081	1 027	26 543
2001	2 782	25 173	1 319	29 274
2002	3 041	23 247	1 343	27 631
2003	2 825	25 151	1 253	29 229
2004	3 104	22 876	1 607	27 587
2005	2 005	24 759	1 329	28 093
2006	1 908	29 038	1 275	32 221

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activités E28 comprend la construction de missiles balistiques

Exportations des branches liées à l'armement

en M€ courants



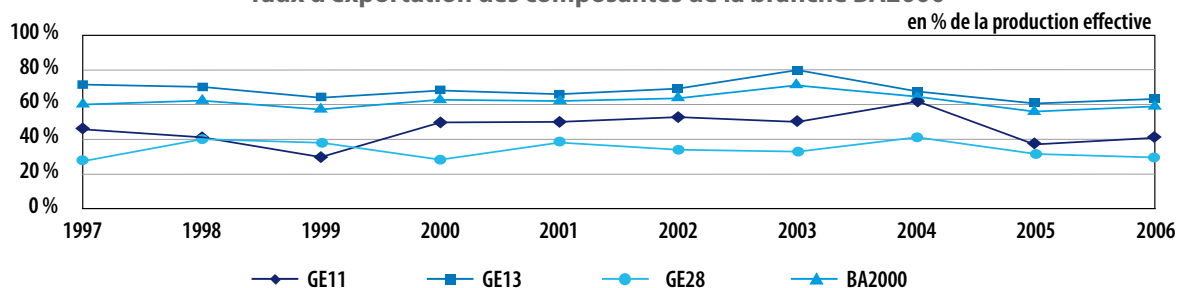
Taux d'exportation des branches liées à l'armement (ratio exportations / production effective de la branche)

Année	GE11 Construction navale en %	GE13 Construction aéronautique et spatiale en %	GE28 * Fabrication d'armes et munitions en %	BA2000 Branche armement en %
1997	45,6	71,0	27,6	59,0
1998	40,5	69,7	39,8	61,7
1999	28,9	63,7	37,6	56,9
2000	49,2	67,9	28,1	62,3
2001	49,7	65,4	38,4	61,6
2002	52,5	68,6	33,7	63,3
2003	49,9	79,2	32,3	70,8
2004	61,4	67,0	41,0	64,0
2005	37,0	60,2	31,5	55,4
2006	40,9	62,5	29,3	58,1

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activités E28 comprend la construction de missiles balistiques

Taux d'exportation des composants de la branche BA2000



Poids des exportations d'armement dans l'économie nationale

Part des exportations de BA2000 dans celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble des biens et services

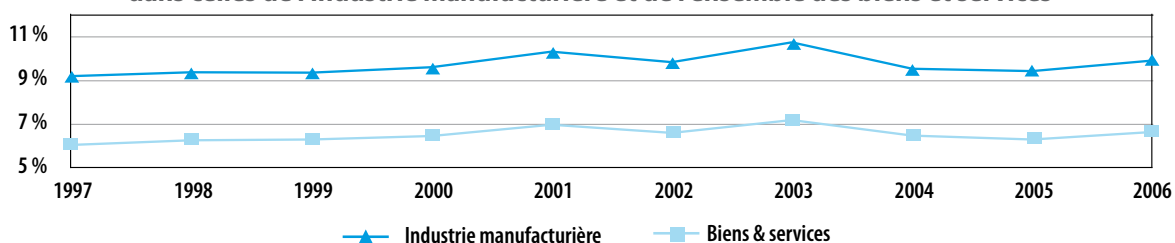
en %

Année	Industrie manufacturière*	Biens & services
1997	9,2	6,0
1998	9,3	6,2
1999	9,3	6,3
2000	9,6	6,4
2001	10,3	7,0
2002	9,8	6,6
2003	10,7	7,2
2004	9,5	6,5
2005	9,4	6,2
2006	9,9	6,6

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* Voir glossaire

Part des exportations de BA2000 dans celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble des biens et services



Évolution des importations en produits des branches liées à l'armement

en M€ courants

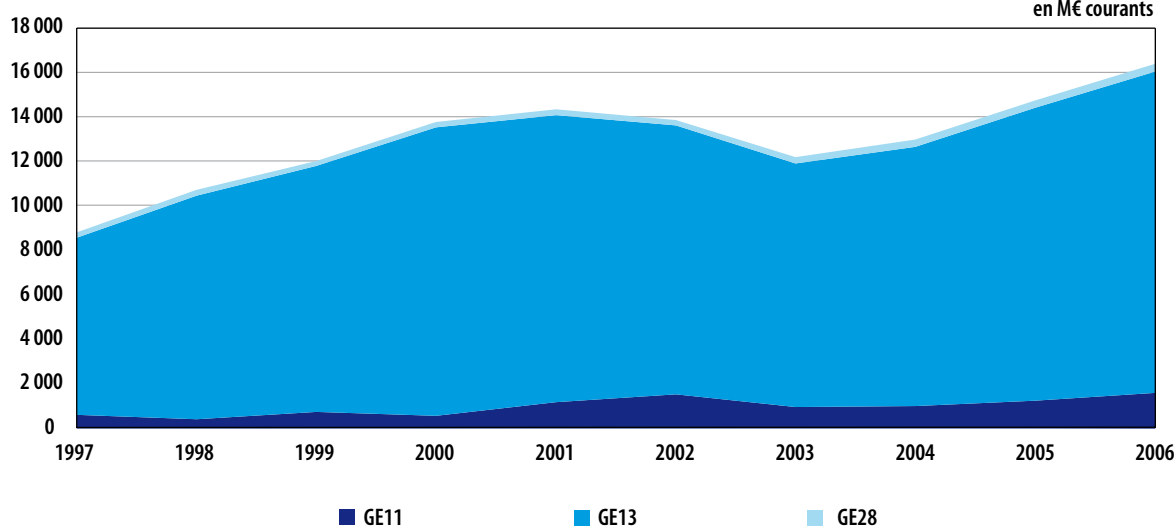
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1997	625	7 978	241	8 844
1998	421	10 061	272	10 754
1999	748	11 073	215	12 036
2000	568	12 999	241	13 808
2001	1 183	12 929	265	14 377
2002	1 541	12 118	237	13 896
2003	977	10 954	296	12 227
2004	1 012	11 669	323	13 004
2005	1 272	13 188	330	14 790
2006	1 570	14 603	341	16 514

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activités E28 comprend la construction de missiles balistiques

Importations en produits des branches liées à l'armement

en M€ courants



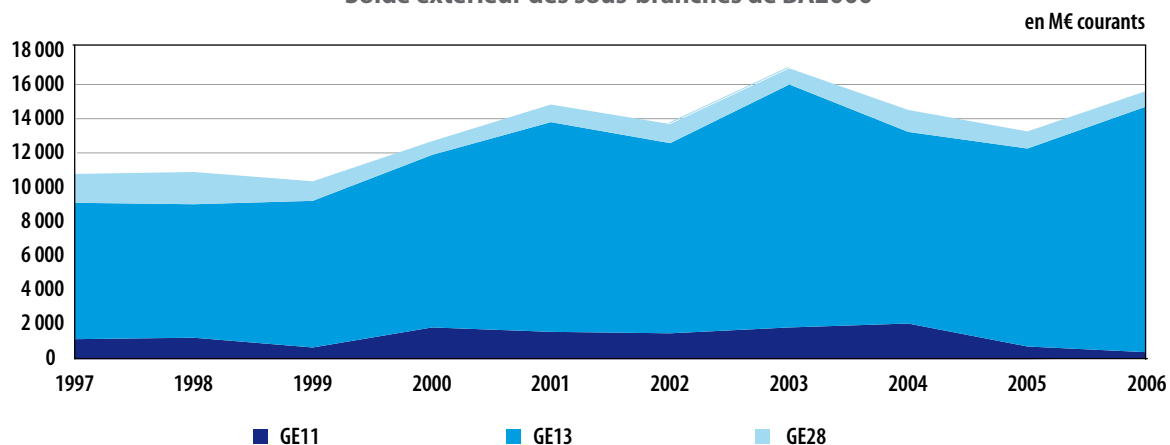
Évolution du solde des échanges extérieurs de produits de la branche BA2000

Année	Solde extérieur (en M€ courants)				Taux de couverture de BA2000 en %
	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement	
1997	1 180	7 974	1 671	10 825	222,4
1998	1 265	7 800	1 888	10 953	201,9
1999	678	8 582	1 132	10 392	186,3
2000	1 867	10 082	786	12 735	192,2
2001	1 599	12 244	1 054	14 897	203,6
2002	1 500	11 129	1 106	13 735	198,8
2003	1 848	14 197	957	17 002	239,1
2004	2 092	11 207	1 284	14 583	212,1
2005	733	11 571	999	13 303	189,9
2006	338	14 435	934	15 707	195,1

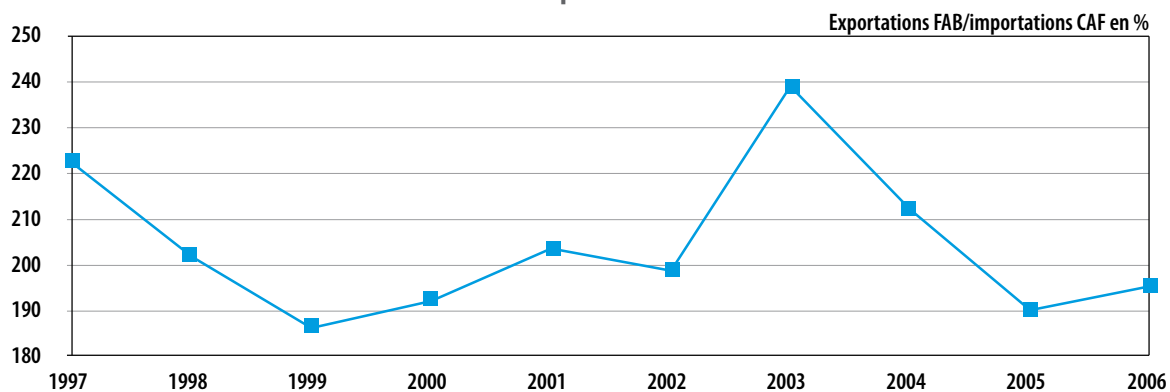
Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* La classe d'activités E28 comprend la construction de missiles balistiques

Solde extérieur des sous-branches de BA2000



Taux de couverture des produits liés à l'armement



Comparaison des principaux soldes extérieurs

en M€ courants

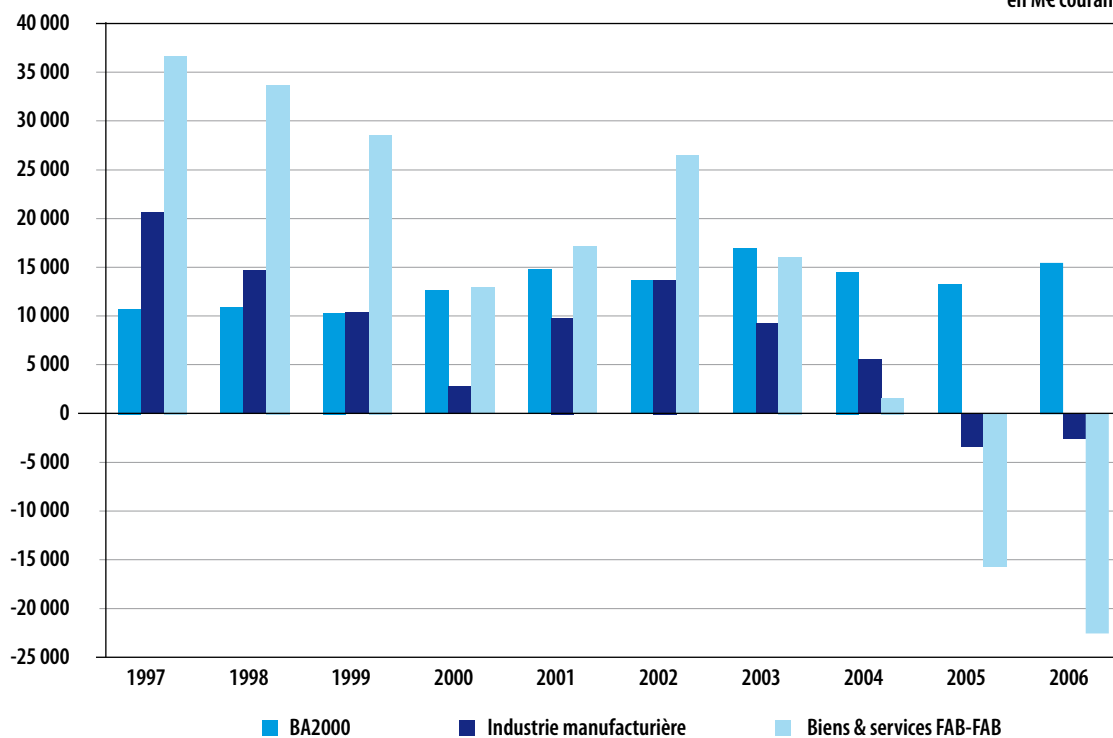
Année	BA2000	Industrie manufacturière	Ensemble Biens & services FAB-FAB*
1997	10 825	20 739	36 770
1998	10 953	14 757	33 807
1999	10 392	10 430	28 648
2000	12 735	2 862	13 015
2001	14 897	9 889	17 192
2002	13 735	13 784	26 542
2003	17 002	9 328	16 144
2004	14 583	5 596	1 689
2005	13 303	-3 667	-14 879
2006	15 707	-2 751	-22 760

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

* Voir glossaire

Comparaison des principaux soldes extérieurs

en M€ courants



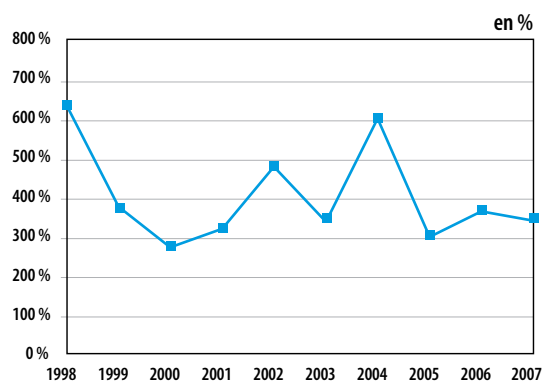
4.2.2 L'évolution globale des échanges extérieurs d'armement

4.2.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des Douanes (importations CAF et exportations FAB)

Les douanes intègrent dans le périmètre « armement » les « **matériels militaires** » qui sont constitués uniquement de biens définis selon le critère de leur nature physique. La valeur des importations et exportations est comptabilisée au moment du passage des frontières (voir le glossaire pour plus de précisions).

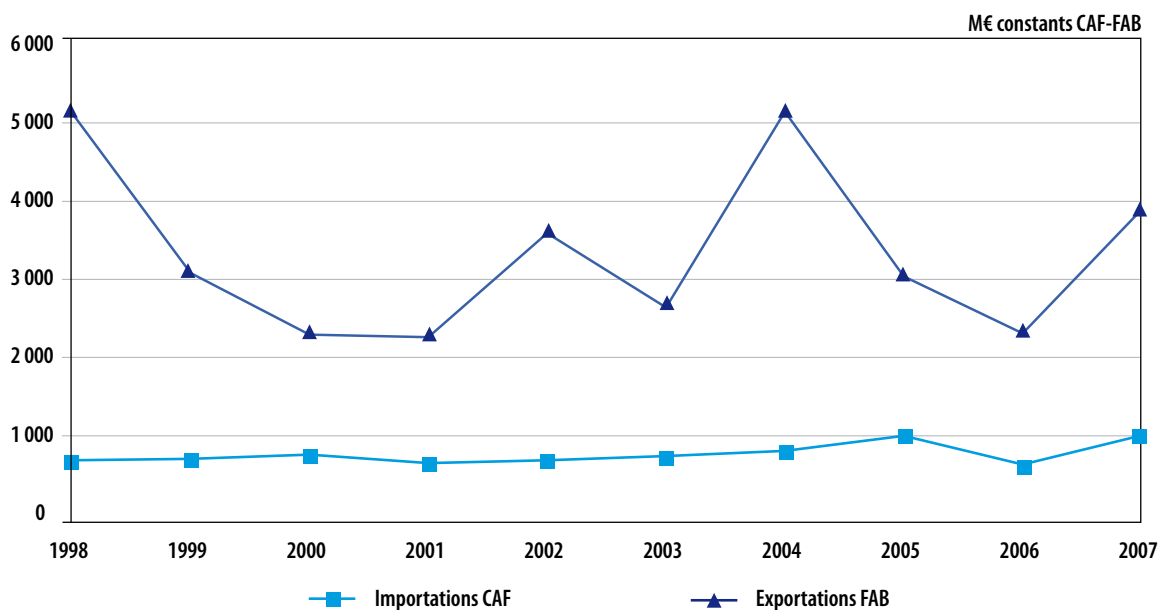
Année	Importations CAF	Exportations FAB	Taux de couverture en %
	M€ constants 2007		
1998	798	5 083	637
1999	812	3 072	378
2000	856	2 349	274
2001	722	2 317	321
2002	750	3 600	480
2003	792	2 682	339
2004	848	5 115	604
2005	1 031	3 093	300
2006	639	2 343	367
2007	1 119	3 879	347

Évolution du taux de couverture de 1998 à 2007 (données Douanes)



Source : Direction générale des douanes et des droits indirects

Importations et exportations françaises de matériels militaires au sens des Douanes



4.2.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la défense

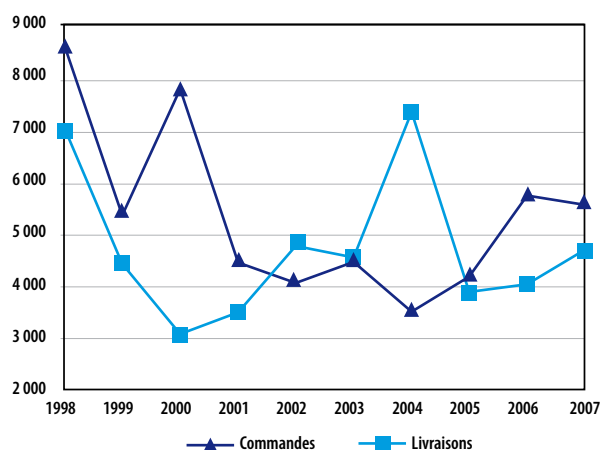
Le ministère de la défense (délégation générale pour l'armement, direction du développement international) définit un périmètre «armement» qui comprend à la fois des biens et des services, et qu'il détermine selon des critères liés à leur nature physique mais aussi en fonction du destinataire «armée». Les exportations sont comptabilisées à la commande et à la livraison, c'est-à-dire lors de l'entrée en vigueur du contrat (date du premier versement) pour les commandes, et à la réception du matériel militaire par le client pour les livraisons.

Exportations françaises d'armement au sens de la DGA (commandes et livraisons)

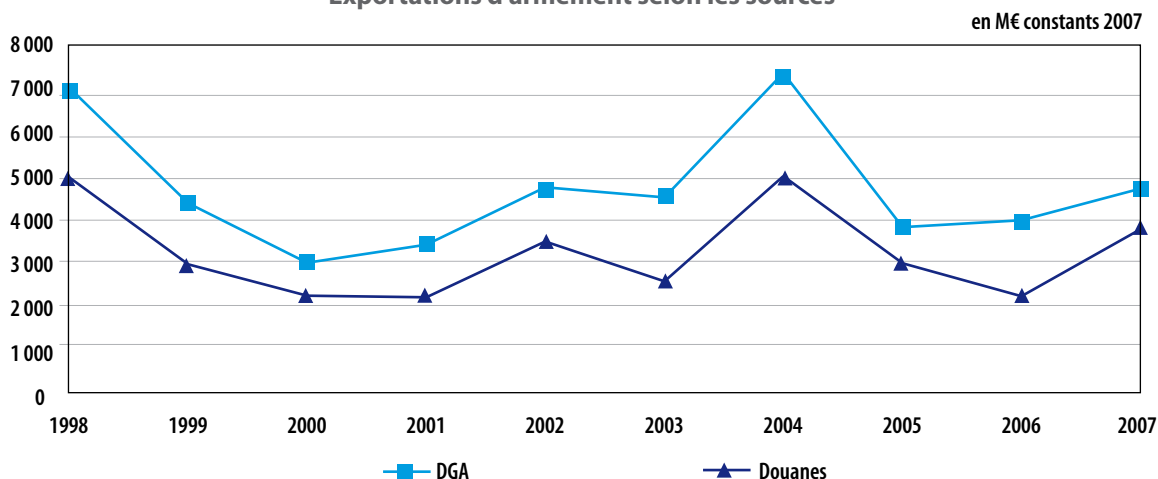
M€ constants 2007

Année	Commandes	Livraisons
1998	8 770	7 156
1999	5 448	4 484
2000	7 931	3 107
2001	4 509	3 532
2002	4 108	4 847
2003	4 527	4 610
2004	3 551	7 480
2005	4 242	3 933
2006	5 838	4 094
2007	5 660	4 813

Source : Délégation générale pour l'armement,
Direction du développement international



Exportations d'armement selon les sources



Les deux courbes ci-dessus évoluent quasi parallèlement. Les statistiques des douanes représentent les passages des produits en douane et ne tiennent pas compte des services et prestations de maintenance afférant aux matériels. L'écart entre les deux courbes représente donc les services. Ceux-ci ont été estimés sur la période 2000-2006 en moyenne à près de 8 %. C'est ce coefficient qui sera utilisé pour redresser les statistiques d'importations d'armement des douanes dans les Tableaux d'entrées-sorties des comptes satellites (TES), mais les importations d'armement restent relativement limitées, inférieures au Md€.

4.2.3 L'évolution des exportations par armée utilisatrice

Commandes d'armement à la France

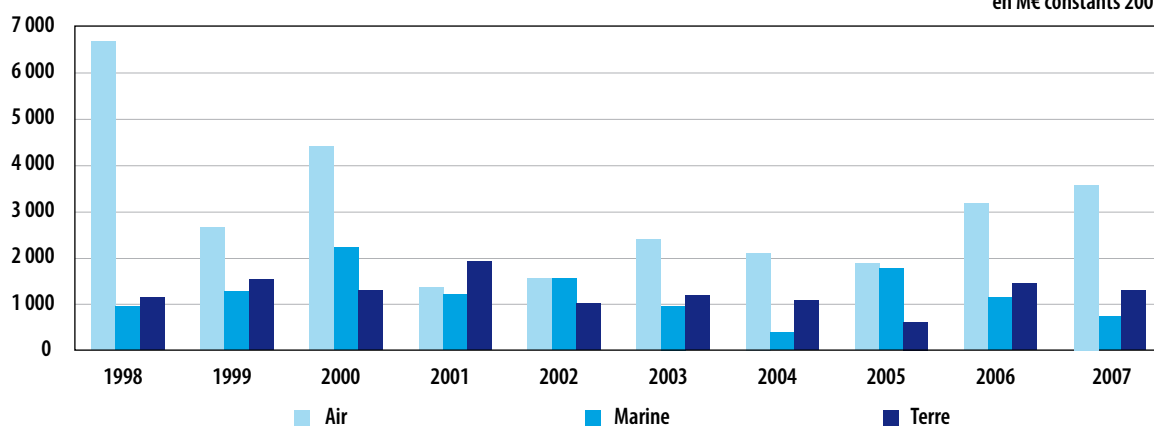
M€ constants 2007

Année	Interarmées	Terre	Marine	Air	Total
1998	18	1 147	942	6 662	8 770
1999	10	1 528	1 262	2 648	5 448
2000	35	1 289	2 221	4 387	7 931
2001	50	1 907	1 203	1 351	4 509
2002	0	1 010	1 543	1 556	4 108
2003	0	1 183	954	2 389	4 527
2004	0	1 063	393	2 094	3 551
2005	0	607	1 758	1 876	4 242
2006	0	1 461	1 159	3 210	5 838
2007	0	1 301	730	3 629	5 660

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international

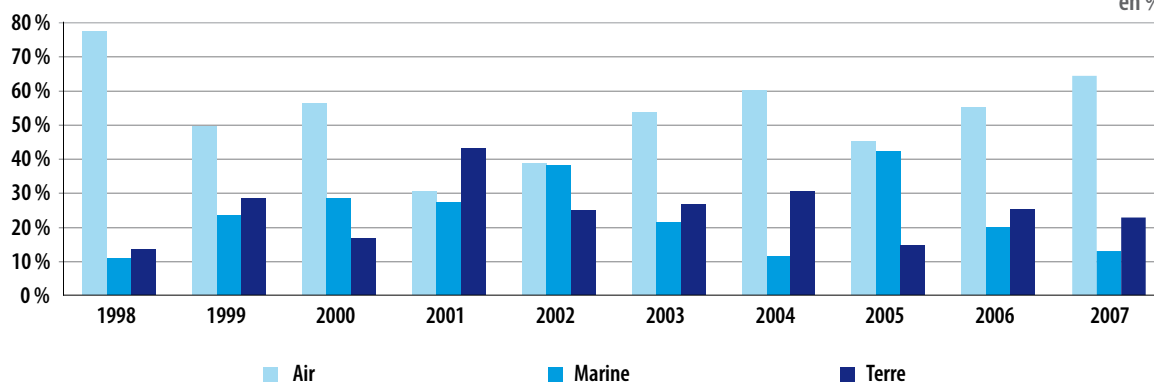
Répartition des commandes d'armement à la France

en M€ constants 2007



Répartition des commandes d'armement à la France

en %



4.2.4 La répartition des prises de commandes françaises par type de matériel

Répartition des commandes par type de matériel

en M€ courants

Type de matériel*	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Armes, munitions	256	77	113	62	60	69	405	124
Missiles, radars	1 726	850	384	623	1 004	1 115	1 218	1 134
Véhicules, chars	28	225	181	53	105	33	70	116
Détection, protection nbc	5	12	16	19	12	13	15	48
Navires, sous-marins	1 191	368	1 137	582	166	640	463	451
Avions, hélicoptères, drones	2 778	1 544	1 168	1 632	1 281	1 235	2 740	2 177
Transmissions, contre-mesures	692	560	496	861	532	741	488	1 304
Autres	234	294	259	391	223	268	345	306
Total	6 910	3 930	3 754	4 224	3 382	4 114	5 744	5 660

Sources : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international, Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007

* Armes, munitions : ML1 : Armes légères < 12,7mm; ML2 canons > 12,7mm, mortiers, armes antichars; ML3 : Munitions, ML8 : Explosifs ou matériaux de propulsion

Missiles et radars : ML4 : Missiles (hors antichars), ML5 : Conduites de tir, radars

Autres : ML13 : Matériaux de blindage, casques, gilets, ML14 : Entraînement, simulateurs; ML15 : Imagerie, optronique,

ML16 : Pièces de forge ou de fonderie, ML17 : Appareils de plongée, matériel du génie, robots,

ML18 : Matériaux de production d'armement, ML19 : Armes à énergie dirigée, ML20 : Matériel cryogénique;

ML21 : Logiciels; ML22 : Technologies

Répartition des commandes par type de matériel

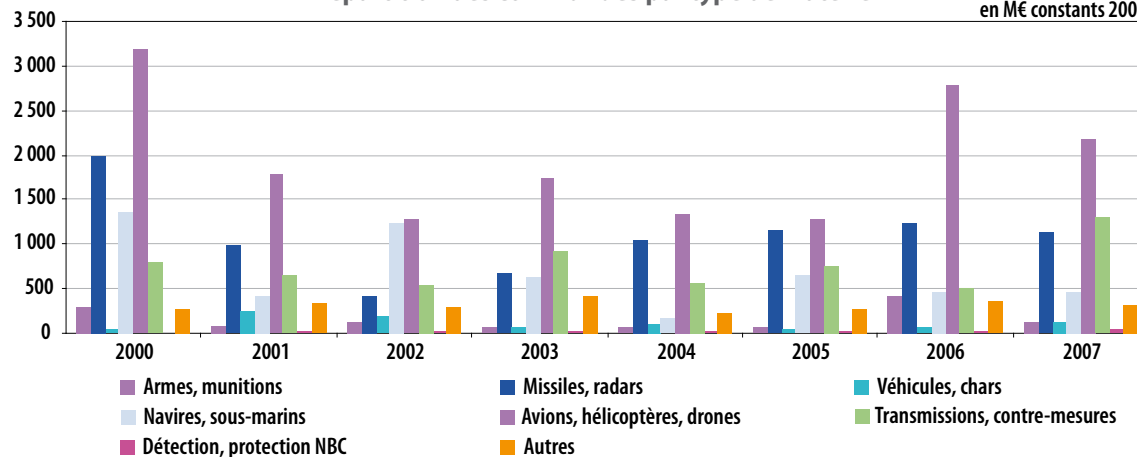
en M€ constants 2007

Type de matériel*	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Armes, munitions	294	88	124	67	63	71	412	124
Missiles, radars	1 981	975	420	668	1 054	1 150	1 238	1 134
Véhicules, chars	32	259	198	56	110	34	71	116
Détection, protection NBC	6	13	18	21	12	13	15	48
Navires, sous-marins	1 367	423	1 245	624	174	660	471	451
Avions, hélicoptères, drones	3 189	1 772	1 279	1 750	1 345	1 274	2 785	2 177
Transmissions, contre-mesures	794	642	544	923	559	764	496	1 304
Autres	269	338	284	419	234	276	350	306
Total	7 931	4 509	4 108	4 527	3 551	4 242	5 838	5 660

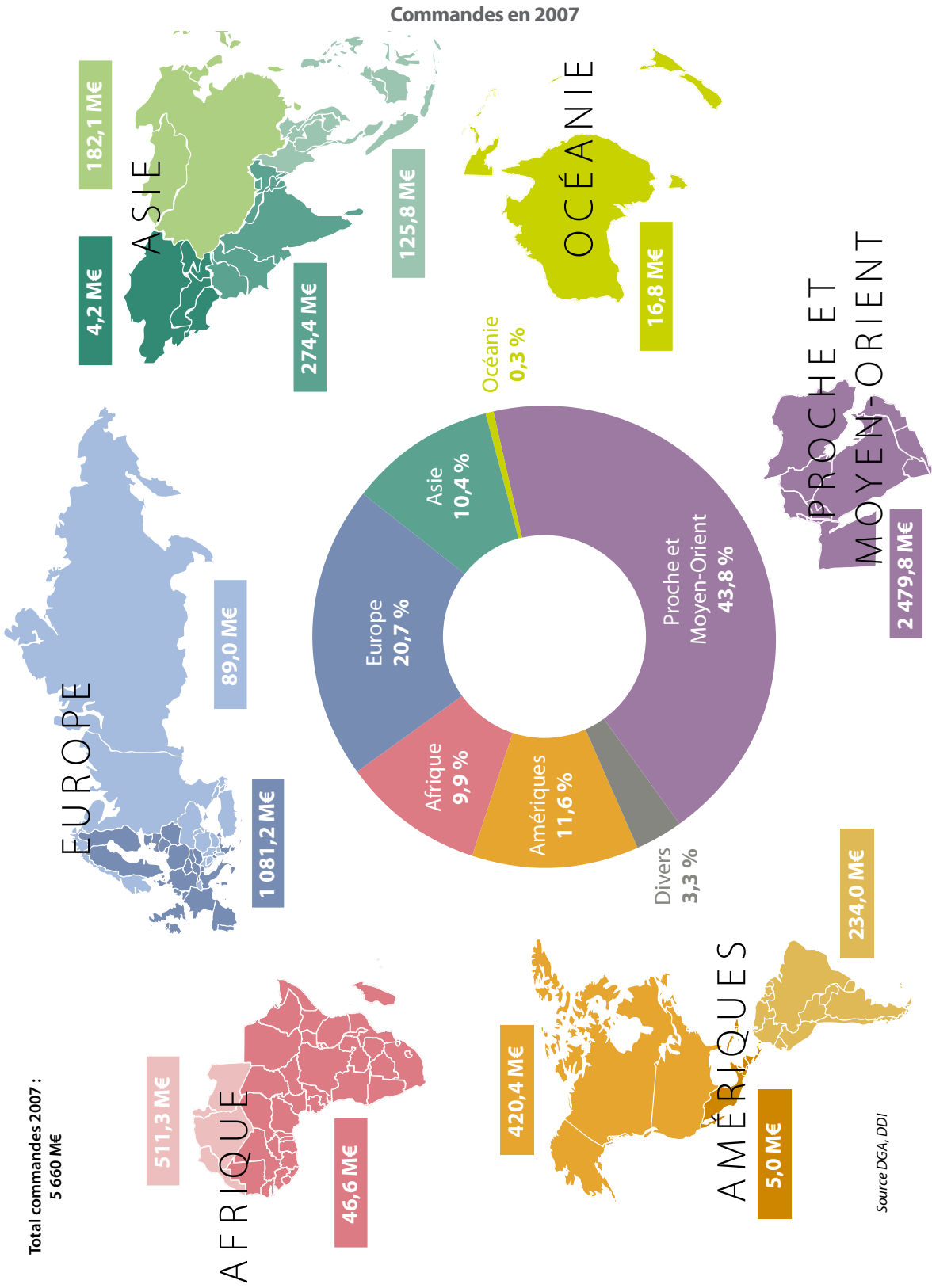
Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international, Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007

Répartition des commandes par type de matériel

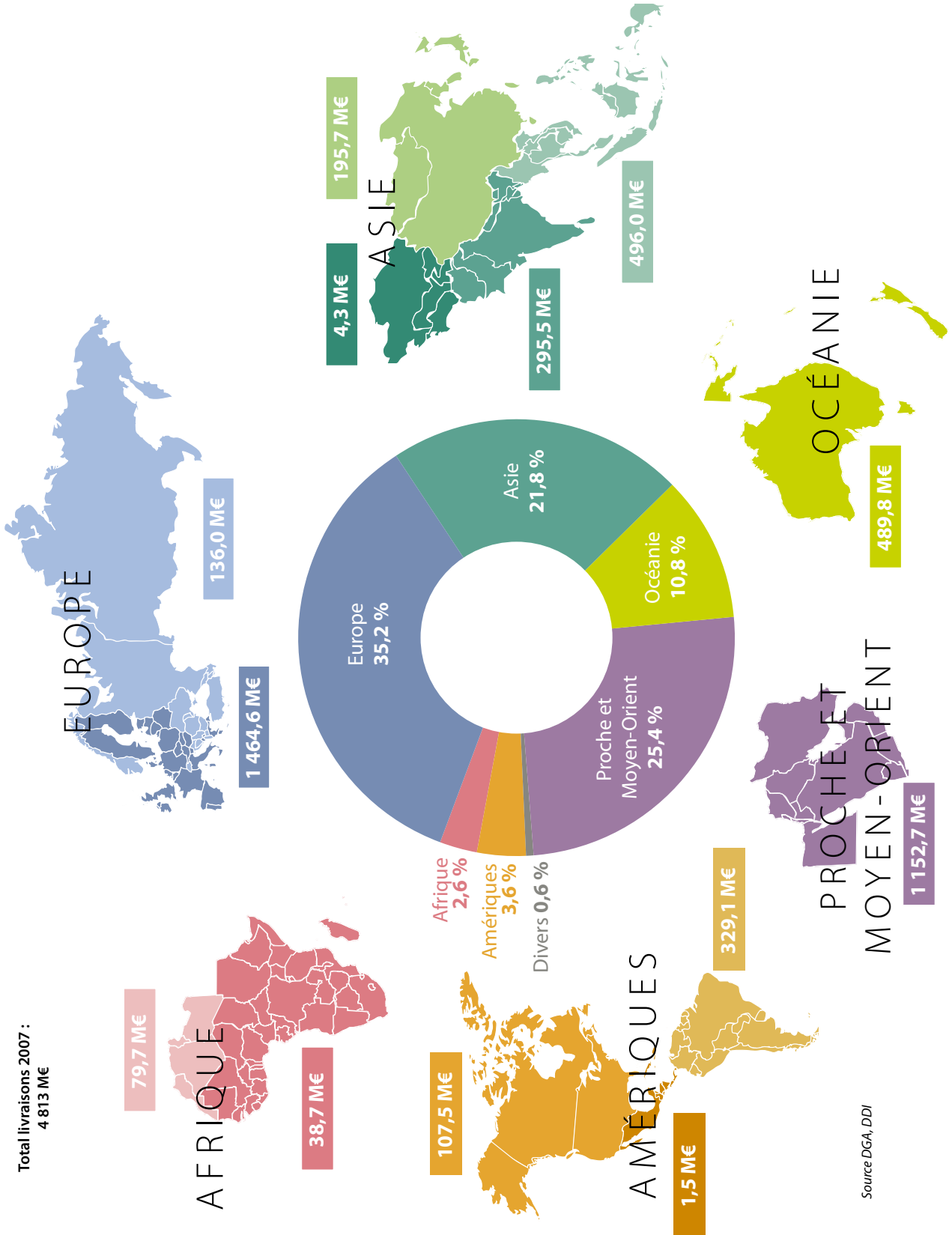
en M€ constants 2007



4.2.5 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique



Livraisons en 2007



Total livraisons 2007 :
4 813 M€

Source DGA, DDI

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 1998 à 2007 par région géographique

en M€ constants 2007

Zone géographique ¹	Commandes		Livraisons	
	Total	%	Total	%
Afrique du Nord	1 500,9	2,70	532,4	1,10
Afrique subsaharienne	850,5	1,60	630,2	1,30
Amérique du Nord	1 811,6	3,30	1 249,7	2,60
Amérique centrale et Caraïbes	396,4	0,70	322,7	0,70
Amérique du Sud	1 382,5	2,50	1 470,9	3,10
Asie centrale	167,2	0,30	135,2	0,30
Asie du Nord-Est	2 705,6	5,00	1 808,8	3,80
Asie du Sud-Est	4 535,9	8,30	2 839,3	5,90
Asie du Sud	4 690,9	8,60	3 509,7	7,30
Proche et Moyen-Orient	15 421,6	28,30	18 896,6	39,30
Union européenne	15 008,4	27,50	9 979,8	20,80
Autres pays européens	2 685,8	4,90	1 973,8	4,10
Océanie	1 631,5	3,00	839,3	1,70
Divers*	1 795,1	3,30	3 867,7	8,00
Total	54 583,3	100	48 056,6	100

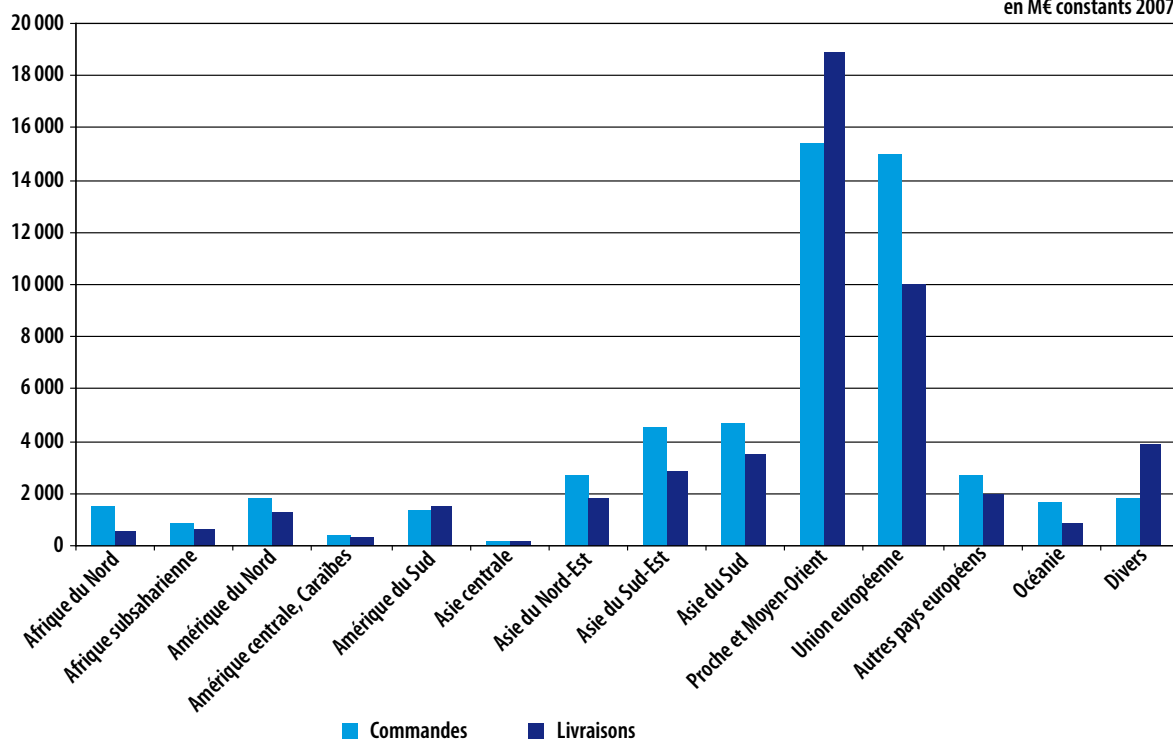
Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international, Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007

¹ Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du groupe de coopération en matière d'armement (COARM) et incluent tous les États membres ou associés à l'ONU

* Organisations internationales, États non membres de l'ONU

Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 1998 à 2007 par région géographique

en M€ constants 2007



4.3 La recherche & développement (R&D)

4.3.1 L'effort de R&D de défense

L'effort de recherche-développement du ministère de la défense est appréhendé de deux façons, correspondant à des périmètres de natures différentes :

- 1) l'agrégat **R&T** (Recherche et technologie) mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement. Il correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement ;
- 2) l'agrégat **Études de défense** a été créé par le nouveau référentiel des agrégats de recherche consécutif à la redéfinition des Opérations budgétaires individualisées (OBI) ;
- 3) l'agrégat **R&D** (Recherche-développement) comprend la R&T/Études de défense et les travaux de développement des matériels, dont ceux des programmes d'armement déjà lancés.

Les montants correspondant à la R&T et à la R&D sont inscrits en **crédits de paiement de la loi de finances initiale** du budget de la défense. Ils sont estimés TTC par la DGA, et comprennent la contribution du ministère de la défense au Budget civil de recherche et de développement (BCRD), puis à la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ».

Effort de R&D de défense

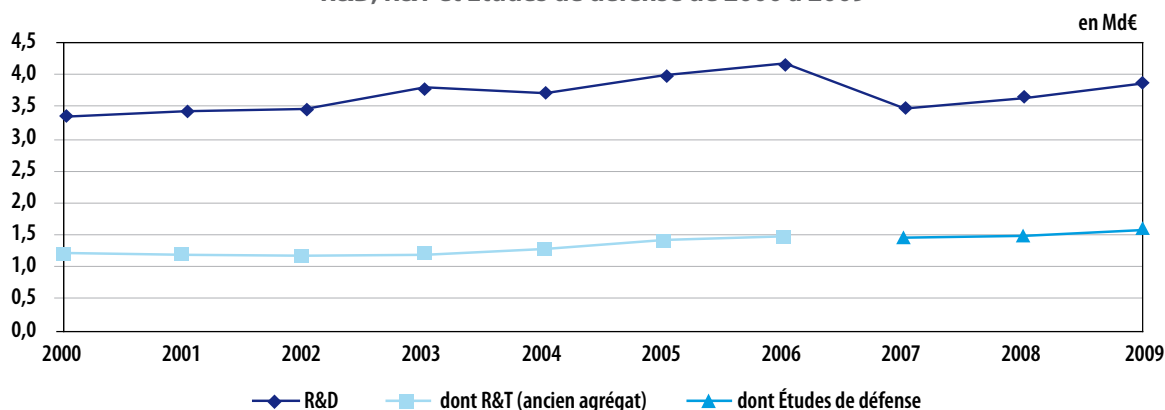
en Md€ TTC

Années	R&D	dont R&T (ancien agrégat)	dont Études de défense	dont contribution au BCRD
2000	3,33	1,21		0,23
2001	3,42	1,18		0,19
2002	3,45	1,17		0,19
2003	3,79	1,18		0,19
2004*	3,70	1,27		0,20
2005*	3,98	1,41		0,20
2006	4,16	1,47		0,20
2007	3,46		1,45	0,20
2008	3,61		1,48	0,20
2009 ¹	3,82		1,57	0,20

Sources : ministère de la défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

* Y compris LFR de l'année précédente (1) Projet de loi de finances

R&D, R&T et Études de défense de 2000 à 2009



Sources : ministère de la défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

4.3.2 La place de la R&D de défense dans l'économie

La R&D totale exécutée en France (au sens de la définition internationale dite de « Frascati », qui couvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental) est mesurée par les enquêtes du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces enquêtes déterminent, **sans double compte**, l'ensemble des dépenses **hors taxes** de R&D exécutées sur le territoire national (Dépense intérieure de R&D - **Dird**), **quelle que soit l'origine des financements**. Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) distingue la R&D exécutée par les entreprises (Dirde) et celle exécutée par les administrations (Dirda). Cette dernière comprend la Dird des administrations civiles (Dirdac) et la recherche exécutée par les laboratoires de la défense, ou Dépense intérieure de R&D de défense (Dirdd), dont une part importante (près de 70 %) est réalisée à la Direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

La R&D en France mesurée par la Dird (dépense intérieure = exécution)

en M€

Années	Dird	dont entreprises (Dirde)	dont administrations civiles (Dirdac)	dont défense (Dirdd)	Dirdd/Dird en %	Dird/PIB en %
1998*	28 319	17 632	9 913	774	2,7	2,1
1999	29 529	18 655	10 096	777	2,6	2,2
2000*	31 405	19 800	10 828	777	2,5	2,2
2001*	32 887	20 782	11 257	848	2,6	2,2
2002	34 527	21 839	11 815	874	2,5	2,2
2003	34 569	21 646	11 930	993	2,9	2,2
2004**	35 693	22 523	12 094	1 075	3,0	2,2
2005 ^r	36 228	22 503	12 550	1 175	3,2	2,1
2006 ^{sd}	37 909	23 915	13 109	885	2,3	2,1
2007 ^e	39 369	24 872	13 607	890	2,3	2,1

Source : ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, traitement OED
 r : révisé * changement de périmètre sd : semi-définitif e : estimé

La R&D en France est également estimée par les enquêtes du MESR du point de vue de son financement (**hors taxes**), **quel que soit le lieu d'exécution**. La différence entre la Dird et la DNRD représente le solde des opérations avec l'étranger. En 2007, la DNRD française est un peu plus forte que la Dird (+990 M€), ce qui signifie que la R&D réalisée en France est moins financée par l'étranger que ce que la France finance elle-même de R&D à l'extérieur de ses frontières.

Pour la défense, les dépenses correspondantes sont soit financées et exécutées au sein de l'administration de défense (Dirdd), soit financées par elle et exécutées par des tiers, entreprises ou laboratoires publics civils de recherche. Le total donne une Dépense nationale de R&D de défense (la DNRDD), qui devrait correspondre environ à la R&D de défense du paragraphe 4.3.1, à la TVA près. La collecte ayant lieu auprès des entités exécutant les contrats, ce n'est pas le cas (l'agrégat R&D correspondant de plus à la LFI et non aux dépenses constatées).

R&D mesurée par la DNRD (dépense nationale = financements)

en M€

Années	DNRD	dont entreprises (DNRDE)	dont administrations civiles (DNRDAC)	dont défense (DNRDD)	DNRDD/DNRD en %	DNRD/PIB en %
1998*	28 724	15 865	10 423	2 436	8,5	2,2
1999	29 885	16 618	10 760	2 507	8,4	2,2
2000*	31 438	17 166	11 738	2 534	8,1	2,2
2001*	33 570	18 897	12 163	2 510	7,5	2,2
2002	34 759	19 082	12 896	2 781	8,0	2,2
2003	34 395	18 505	13 061	2 830	8,2	2,2
2004**	35 327	19 088	13 330	2 909	8,2	2,1
2005 ^r	36 654	19 733	13 813	3 108	8,5	2,1
2006 ^{sd}	38 649	21 158	14 596	2 895	7,5	2,1
2007 ^e	40 359	22 204	15 215	2 940	7,3	2,1

Source : ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, traitement OED
 r : révisé * changement de périmètre sd : semi-définitif e : estimé

4.3.3 Les dépenses de R&D du ministère de la défense

Les dépenses de R&D financées par le ministère de la défense (DNRDD - voir page précédente) se décomposent en R&D exécutée par les laboratoires de la défense ou dépense intérieure de R&D de défense (Dirdd - voir page précédente), et en R&D effectuée en dehors du ministère, essentiellement dans le secteur des entreprises. Ces dernières sont environ une centaine chaque année à percevoir des financements en contrepartie de leurs travaux de R&D pour la défense, en général au travers de contrats. Ces financements s'élevaient en 2006 à **1,845 Md€**, soit les deux tiers du financement public de la Recherche-développement des entreprises (2,7 Md€ environ).

Le second secteur d'exécution est le secteur de l'État qui rassemble les grands établissements publics civils qui effectuent ponctuellement des travaux de recherche au profit du ministère de la défense.

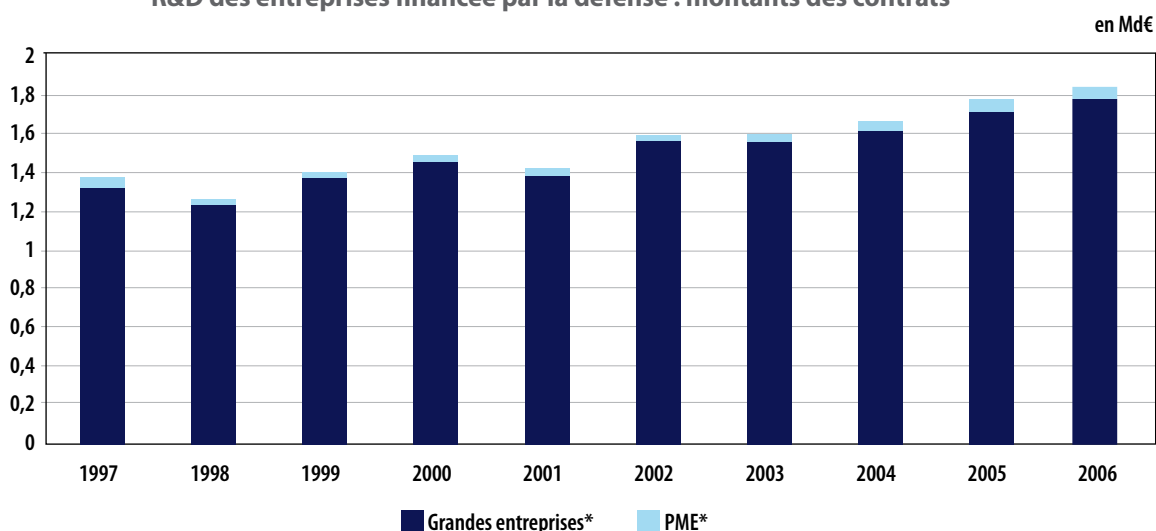
Dépenses de R&D du ministère de la défense

en M€

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DÉPENSES TOTALES	2 660	2 436	2 507	2 534	2 510	2 781	2 830	2 909	3 108	2 895
- dépenses intérieures de défense	1 013	774	777	777	848	874	993	1 075	1 175	885
- dépenses extérieures du ministère de la défense - dont exécutées par le secteur :	1 647	1 662	1 730	1 757	1 662	1 907	1 837	1 834	1 933	2 010
- des entreprises	1 386	1 273	1 407	1 497	1 432	1 604	1 608	1 680	1 790	1 845
- de l'État (hors défense)	230	362	299	234	206	278	205	130	119	142
- de l'enseignement supérieur	14	11	8	7	6	7	8	6	6	5
- des associations	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
- de l'étranger	17	16	16	18	17	18	15	18	17	17

Source : enquête Recherche du MESR

R&D des entreprises financée par la défense : montants des contrats



Source : enquête Recherche du MESR, traitement ministère de la défense/OED

* Grandes entreprises : 500 salariés et plus - PME : moins de 500 salariés

4.4 Les marchés publics de la défense

4.4.1 La répartition des marchés recensés par organisme contractant

Nombre et montant des marchés par organisme contractant

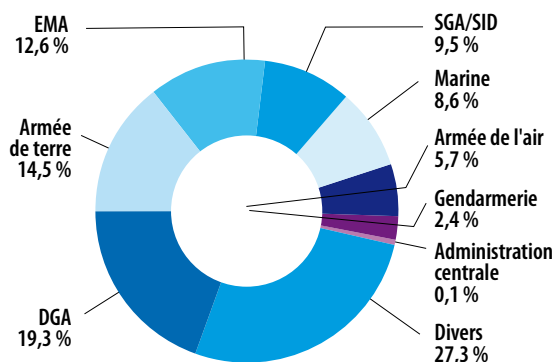
Organisme contractant	2007			
	Nombre de contrats	%	Montant	%
Divers	1 608	27,3	1 026	13,4
DGA	1 139	19,3	3 119	40,8
Armée de Terre	855	14,5	560	7,3
EMA	740	12,6	632	8,3
SGA/SID	561	9,5	302	3,9
Marine	507	8,6	1 547	20,3
Armée de l'Air	334	5,7	147	1,9
Gendarmerie	144	2,4	302	4,0
Administration centrale	6	0,1	1	0,0
Total	5 894	100	7 635	100,0

en M€

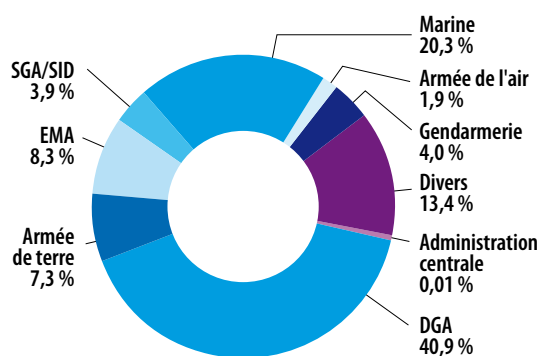
Source : Recensement des marchés publics ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - OEAP*

* L'Observatoire économique de l'achat public (OEAP), placé auprès du ministre chargé de l'économie, a été créé par l'arrêté du 10 novembre 2005. Rassemblant l'ensemble des acteurs de la commande publique, l'OEAP a notamment pour mission de recueillir et de rassembler les données comptables, financières et économiques relatives à la commande publique, permettant bonne gestion, économies, transparence et concurrence par le recensement économique des achats publics.

Part de chaque organisme dans le nombre total des marchés de la défense en 2007



Part de chaque organisme dans le montant total des marchés de la défense en 2007



4.4.2 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2007

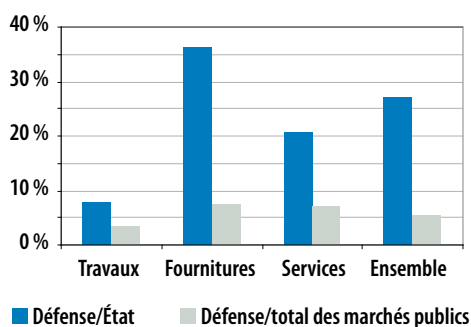
	État		Secteur public local		Total des marchés publics	
	Nombre	Montant en K€	Nombre	Montant en K€	Nombre	Montant en K€
Travaux	7 268	5 196 339	44 335	13 943 627	51 603	19 139 966
Fournitures	7 394	11 377 623	28 312	8 157 116	35 706	19 534 739
Services	7 197	10 824 831	14 171	5 915 740	21 368	16 740 571
Total	21 859	27 398 793	86 818	28 016 483	108 677	55 415 276

Source : Recensement des marchés publics ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - OEAP

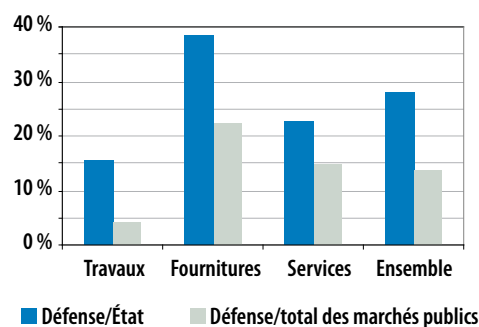
	Défense		Défense/État		Défense/Total des marchés publics	
	Nombre	Montant en K€	%	Montant en %	%	Montant en %
Travaux	1 728	813 330	7,9	15,7	3,3	4,2
Fournitures	2 677	4 375 236	36,2	38,5	7,5	22,4
Services	1 489	2 446 000	20,7	22,6	7,0	14,6
Total	5 894	7 634 565	27,0	27,9	5,4	13,8

Source : Recensement des marchés publics ministère de l'économie, des finances et de l'industrie - OEAP

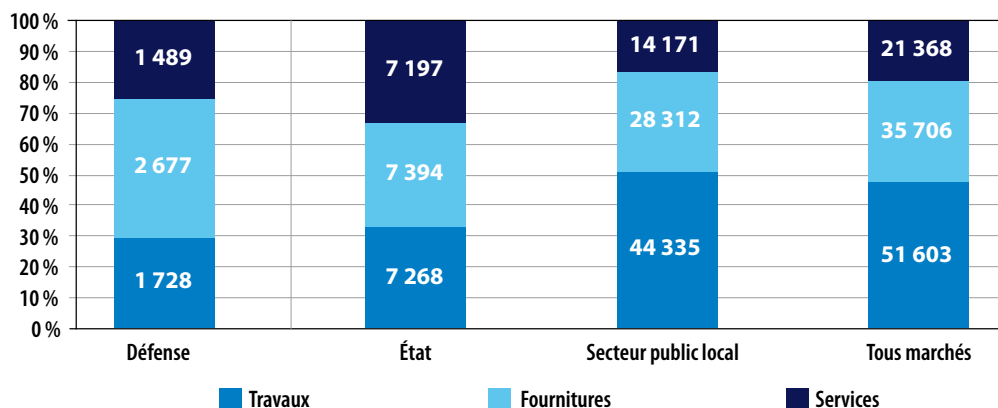
Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et total des marchés publics (en nombre)



Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et total des marchés publics (en montant)



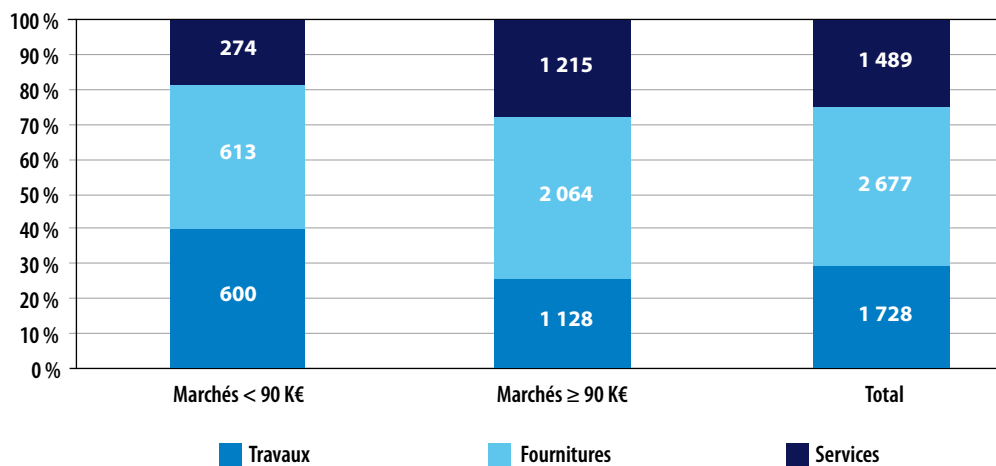
Répartition des marchés par nature (en nombre)



Ventilation des marchés de la défense (montant)

	Marchés < 90 K€		Marchés ≥ 90 K€		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Travaux	600	15 737 801	1 128	797 591 713	1 728	813 329 514
Fournitures	613	16 682 230	2 064	4 358 553 859	2 677	4 375 236 089
Services	274	8 114 055	1 215	2 437 885 565	1 489	2 445 999 620
Total	1 487	40 534 086	4 407	7 594 031 137	5 894	7 634 565 223

Ventilation des marchés de la défense (montant)



5. LES COMPARAISONS INTERNATIONALES : LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Ce chapitre présente une comparaison des dépenses et des effectifs de défense des principaux partenaires de la France (Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie et Royaume-Uni).

Plusieurs définitions de l'« effort de défense » sont possibles. Elles peuvent être plus ou moins pertinentes lorsqu'il s'agit de procéder à des comparaisons internationales.

Il existe au moins quatre chiffres différents pour mesurer l'effort français en 2008 :

- l'ensemble du périmètre du ministère de la défense : 48,1 Md€, soit 2,5 % du PIB ;
- le périmètre Otan (c'est-à-dire défense hors anciens combattants), pensions et gendarmerie comprises (dit V1) : 44,8 Md€, soit 2,3 % du PIB ;
- le périmètre Otan, avec gendarmerie mais pensions non comprises (dit V1 HP) : 35,7 Md€, soit 1,8 % du PIB ;
- le périmètre Otan, hors pensions et en ne comptabilisant la gendarmerie qu'à hauteur de ses activités militaires, évaluées à 5 % du total (dit V2) : 30,9 Md€, soit 1,6 % du PIB.

Pour mieux apprécier l'activité strictement militaire et compte tenu des problèmes de comparabilité des données sur les pensions, on retient dans ce chapitre le périmètre le plus restreint, en effectuant un traitement identique pour les autres pays (déduction des pensions et des activités non militaires des forces de sécurité).

En France, toutes dépenses confondues (hors pensions), la défense représente 1,6 % du PIB, soit environ 484 € par habitant. L'effort de dépense en France reste moins important qu'aux États-Unis (3,9 % du PIB) et qu'au Royaume-Uni (2,0 %).

5.1 Les dépenses de défense en norme Otan

Nota : Les dépenses correspondant aux budgets des forces de police à statut militaire (gendarmerie en France, carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 5 % (France) et à 15 % (Italie). Cela permet de ne retenir que les dépenses liées à des activités strictement militaires.

Évolution des budgets de la défense en volume et en norme Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
1999	29,9	26,5	36,3	9,0	13,6	308,3
2000	29,4	27,2	37,4	9,5	15,6	323,8
2001	29,0	26,9	38,0	9,7	15,4	328,2
2002	29,4	27,2	38,0	11,6	16,1	367,4
2003	30,6	26,7	38,6	11,1	16,0	420,9
2004	31,9	26,2	38,2	11,4	15,1	458,9
2005	30,8	25,9	40,5	11,2	14,7	482,1
2006	31,6	26,4	41,2	12,0	13,2	490,6
2007	31,3	26,6	43,1	12,5	14,9	504,0
2008	30,9	26,8	39,4	13,0	14,4	508,5

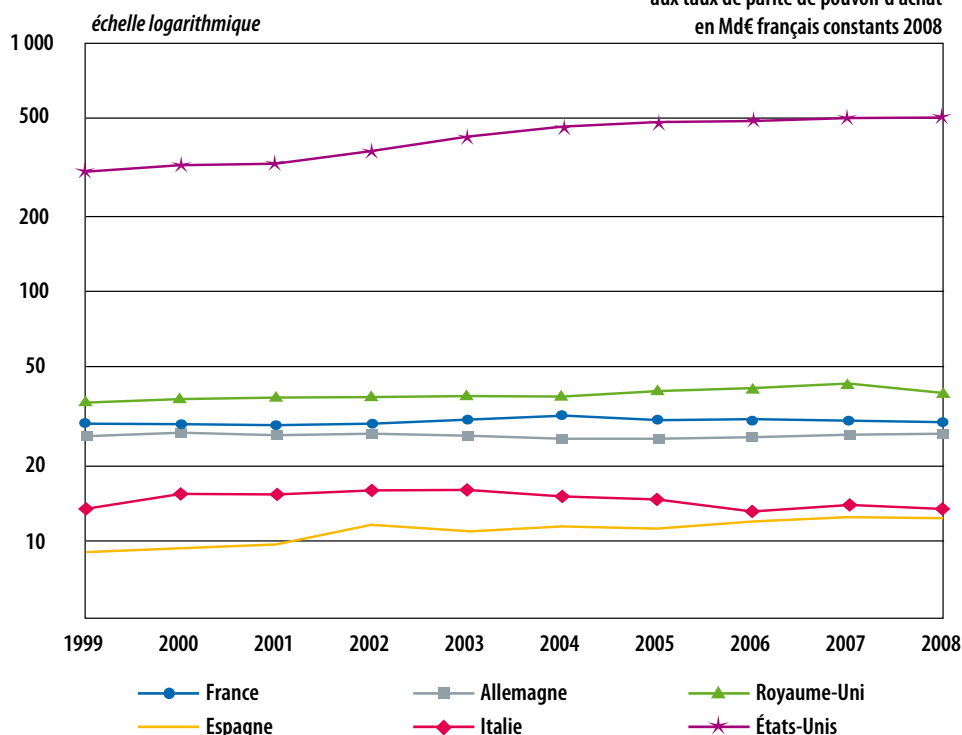
Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre)

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier

Évolution des budgets de la défense en norme Otan (hors pensions)

aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2008



Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
1999	1,82	1,16	2,30	0,90	0,92	2,94
2000	1,72	1,16	2,28	0,91	1,02	2,98
2001	1,66	1,13	2,27	0,90	0,99	2,99
2002	1,67	1,14	2,22	1,05	1,03	3,30
2003	1,72	1,13	2,19	0,97	1,02	3,69
2004	1,75	1,09	2,11	0,97	0,95	3,88
2005	1,66	1,07	2,19	0,92	0,92	3,96
2006	1,67	1,06	2,17	0,95	0,81	3,92
2007	1,61	1,04	2,20	0,95	0,90	3,95
2008	1,58	1,03	2,00	0,98	0,88	3,92

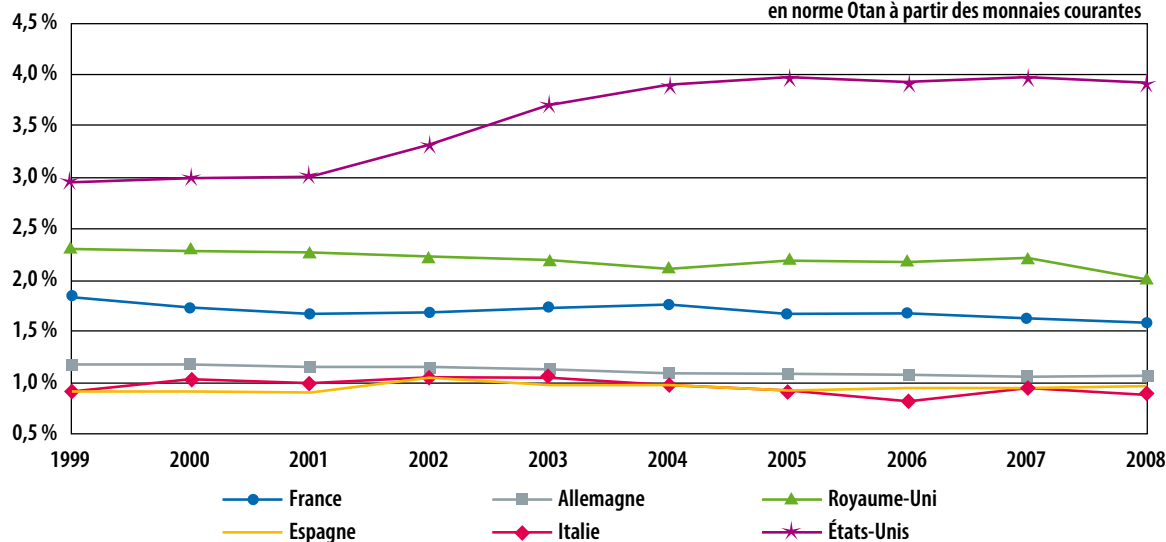
Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre)

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de leuro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier

Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB

en norme Otan à partir des monnaies courantes



Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
1999	496	322	618	224	239	1 104
2000	484	331	634	235	274	1 146
2001	474	327	644	238	270	1 162
2002	477	330	640	282	282	1 287
2003	494	324	649	264	278	1 459
2004	511	317	638	268	260	1 575
2005	491	314	673	259	250	1 639
2006	500	321	684	272	224	1 652
2007	492	323	710	278	251	1 681
2008	484	326	646	292	244	1 680

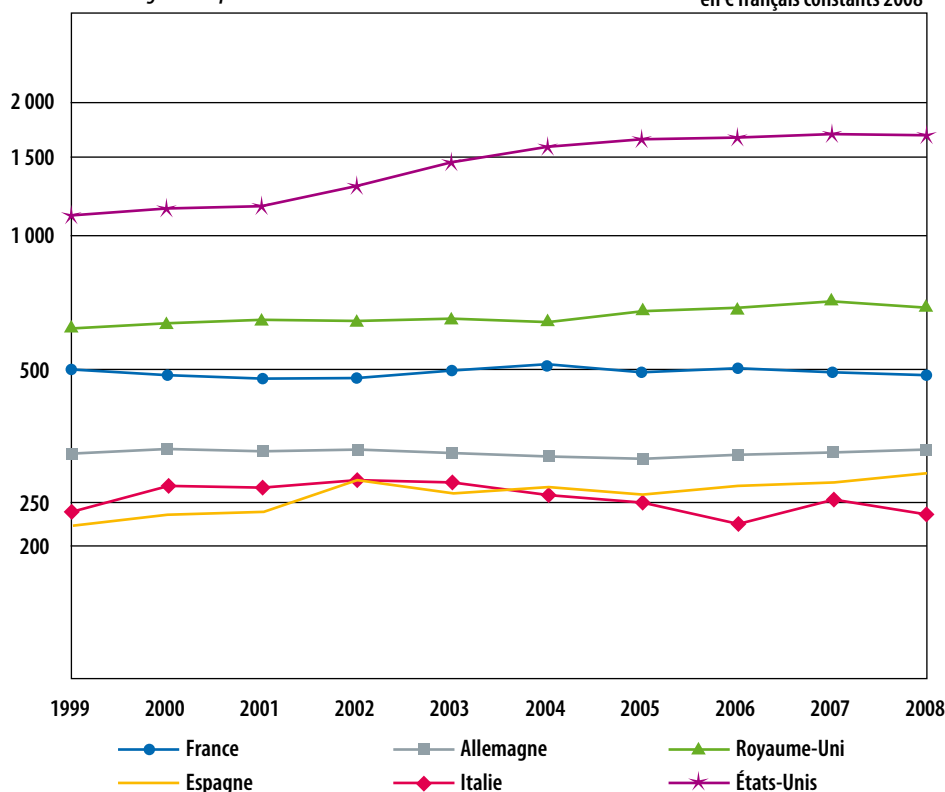
Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre)

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier

Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

échelle logarithmique
aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2008



5.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan

Nota : Les dépenses correspondant aux budgets des forces de police à statut militaire (gendarmerie en France, carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 5 % (France) et à 15 % (Italie). Cela permet de ne retenir que les dépenses liées à des activités strictement militaires.

Dépenses de fonctionnement en volume et en norme Otan (hors pensions)

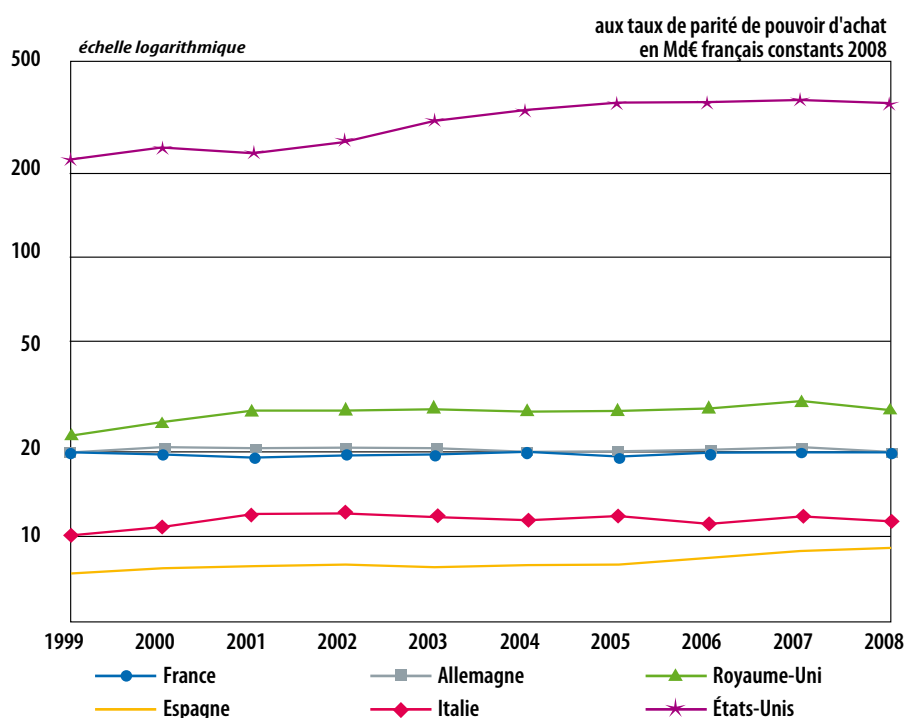
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en Md€ français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	19,8	20,1	24,1	7,3	10,1	222,2
2000	19,6	20,8	25,5	7,6	10,8	244,3
2001	18,9	20,6	28,1	7,8	12,0	235,4
2002	19,5	20,8	28,1	8,0	12,1	257,3
2003	19,6	20,6	29,0	7,7	11,7	308,4
2004	20,0	20,0	28,1	7,9	11,3	336,2
2005	19,3	20,0	29,9	7,9	11,7	355,2
2006	19,8	20,4	30,1	8,4	11,0	358,1
2007	20,0	20,5	31,1	8,8	11,5	362,6
2008	19,6	19,8	28,3	9,1	11,1	356,6

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM). Néanmoins, la nouvelle nomenclature liée à la Lolf a fortement réduit cette divergence.

Dépenses de fonctionnement en norme Otan (hors pensions)



Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

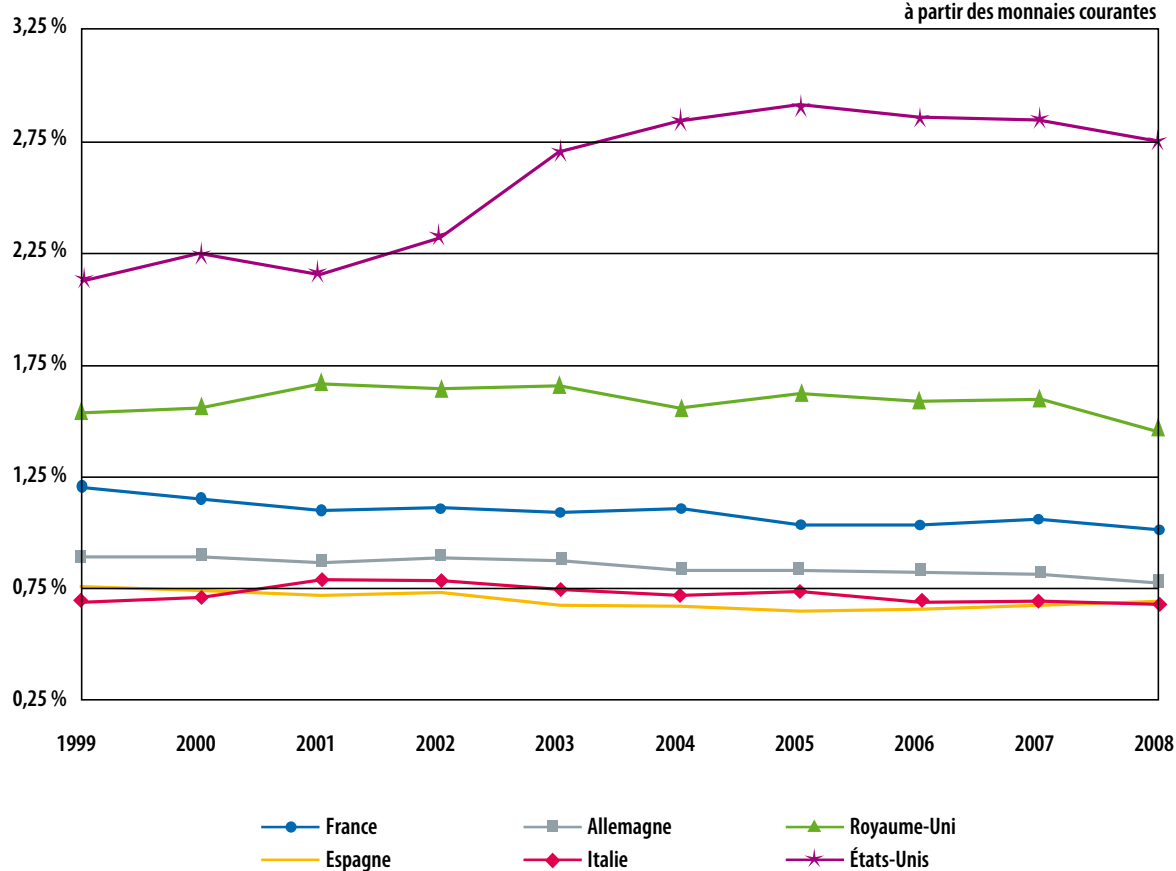
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	1,20	0,88	1,53	0,74	0,68	2,12
2000	1,14	0,88	1,56	0,73	0,71	2,25
2001	1,09	0,87	1,67	0,72	0,77	2,15
2002	1,11	0,87	1,64	0,72	0,77	2,31
2003	1,10	0,87	1,65	0,67	0,75	2,70
2004	1,10	0,83	1,55	0,67	0,71	2,84
2005	1,04	0,83	1,62	0,64	0,73	2,91
2006	1,04	0,82	1,58	0,66	0,67	2,86
2007	1,03	0,80	1,59	0,67	0,70	2,84
2008	1,00	0,76	1,43	0,68	0,67	2,75

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM). Néanmoins, la nouvelle nomenclature liée à la Lolf a fortement réduit cette divergence.

Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes



Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

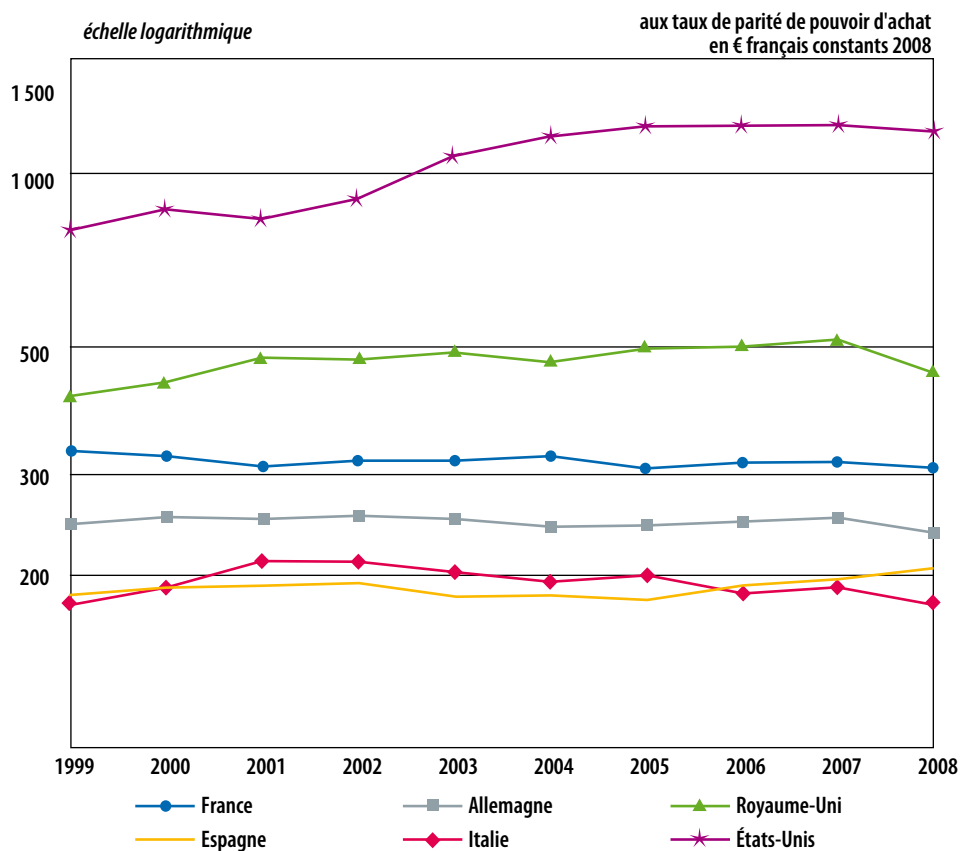
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	328	245	410	184	177	795
2000	322	253	433	189	190	865
2001	310	250	475	192	211	833
2002	316	252	474	193	211	901
2003	315	250	487	183	203	1 069
2004	321	242	470	184	195	1 154
2005	307	243	496	181	200	1 208
2006	313	247	500	190	186	1 206
2007	315	249	512	197	194	1 209
2008	307	240	464	203	188	1 178

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM). Néanmoins, la nouvelle nomenclature liée à la Lolf a fortement réduit cette divergence.

Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan



Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense budget en norme Otan (hors pensions)

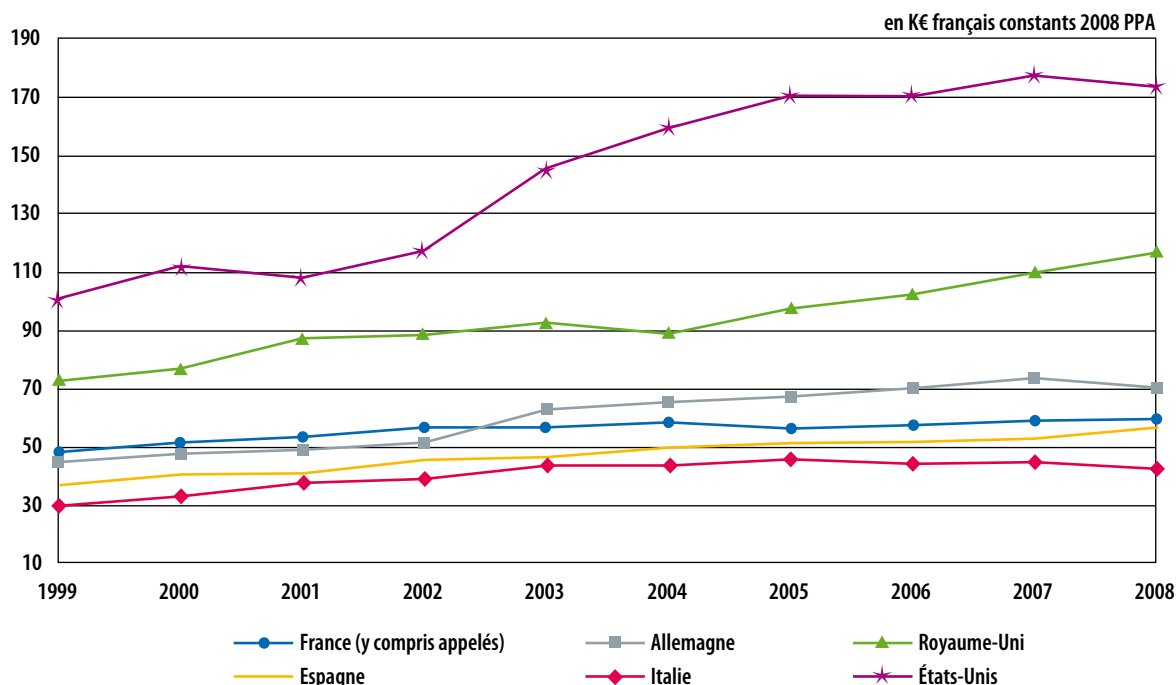
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat en K€ Français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	48,4	44,3	72,2	36,7	29,7	100,3
2000	50,9	47,4	76,6	40,5	32,9	111,5
2001	53,3	48,7	87,2	41,0	37,5	107,7
2002	56,4	50,9	88,5	45,6	39,0	116,7
2003	56,6	62,6	92,5	46,4	43,4	144,9
2004	58,2	65,3	89,0	49,5	43,6	159,0
2005	56,2	67,0	97,3	51,4	45,8	170,1
2006	57,0	69,9	101,8	51,6	44,2	170,0
2007	58,6	73,4	109,6	52,8	44,8	177,3
2008	59,1	70,2	116,6	57,2	42,6	173,4

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital : munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM). Néanmoins, la nouvelle nomenclature liée à la Lof a fortement réduit cette divergence.

Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense en norme Otan (hors pensions)



5.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan

Nota : Les dépenses correspondant aux budgets des forces de police à statut militaire (gendarmerie en France, carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 5 % (France) et à 15 % (Italie). Cela permet de ne retenir que les dépenses liées à des activités strictement militaires.

Dépenses en capital en volume et en norme Otan

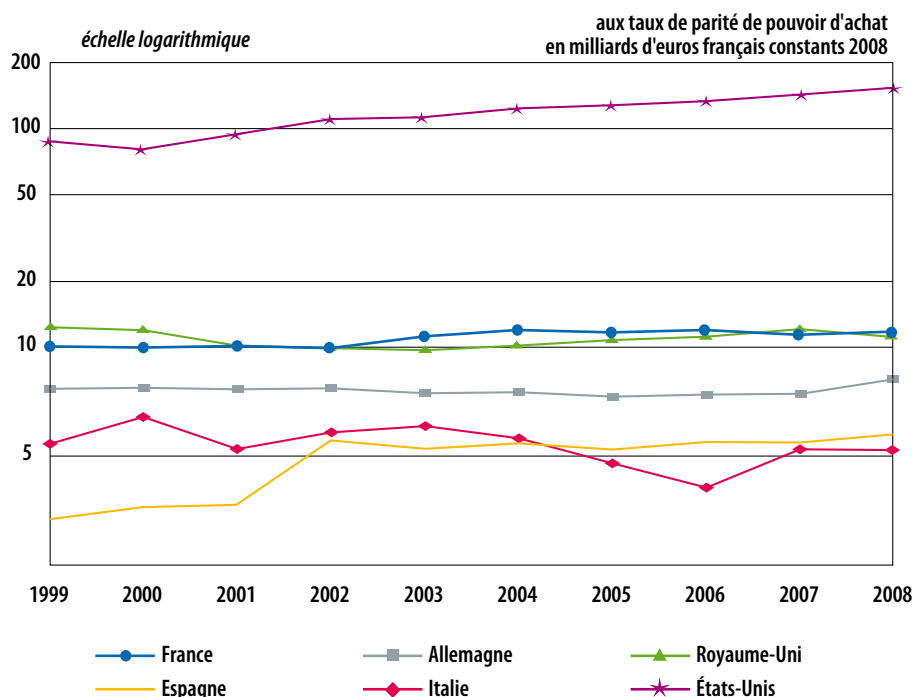
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat en Md€ français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	10,2	6,3	12,2	1,6	3,5	86,1
2000	9,9	6,4	11,9	1,8	4,8	79,4
2001	10,0	6,3	10,0	1,9	3,4	92,8
2002	10,0	6,4	9,8	3,7	4,0	110,1
2003	11,1	6,1	9,6	3,4	4,3	112,5
2004	11,9	6,2	10,1	3,6	3,8	122,8
2005	11,6	5,9	10,7	3,4	2,9	126,9
2006	11,8	6,0	11,1	3,6	2,3	132,5
2007	11,3	6,1	12,0	3,6	3,4	141,5
2008	11,3	7,0	11,1	3,9	3,4	151,9

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital en norme Otan



Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes, en %

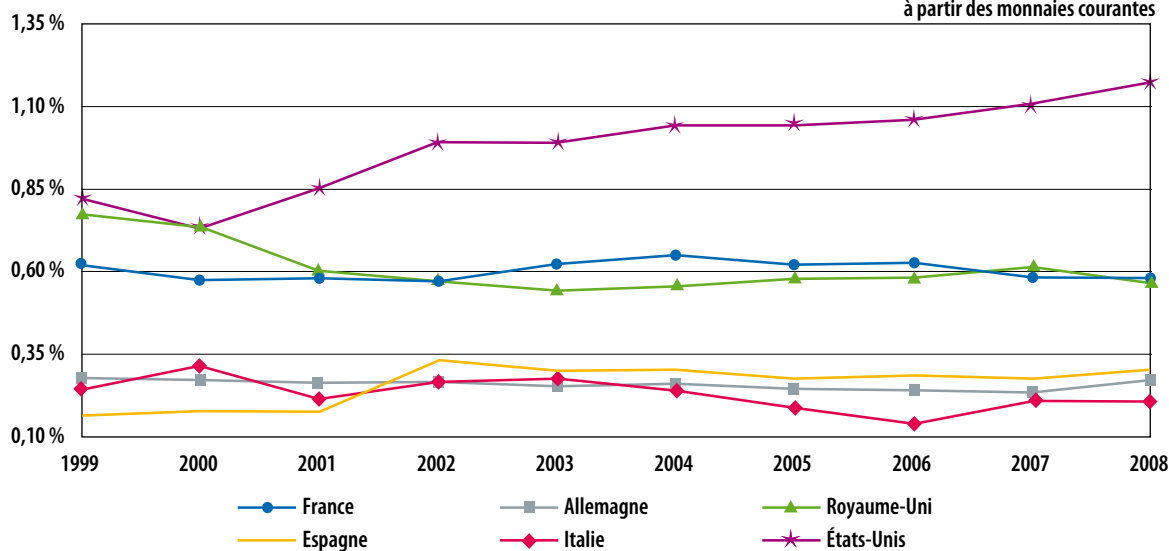
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	0,62	0,28	0,78	0,16	0,24	0,82
2000	0,58	0,27	0,72	0,18	0,31	0,73
2001	0,58	0,27	0,59	0,17	0,22	0,85
2002	0,57	0,27	0,57	0,33	0,26	0,99
2003	0,62	0,26	0,54	0,30	0,28	0,99
2004	0,65	0,26	0,56	0,30	0,24	1,04
2005	0,62	0,24	0,58	0,28	0,18	1,04
2006	0,62	0,24	0,58	0,29	0,14	1,06
2007	0,58	0,24	0,61	0,28	0,20	1,11
2008	0,58	0,27	0,56	0,30	0,20	1,17

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes



Dépenses en capital par habitant en norme Otan

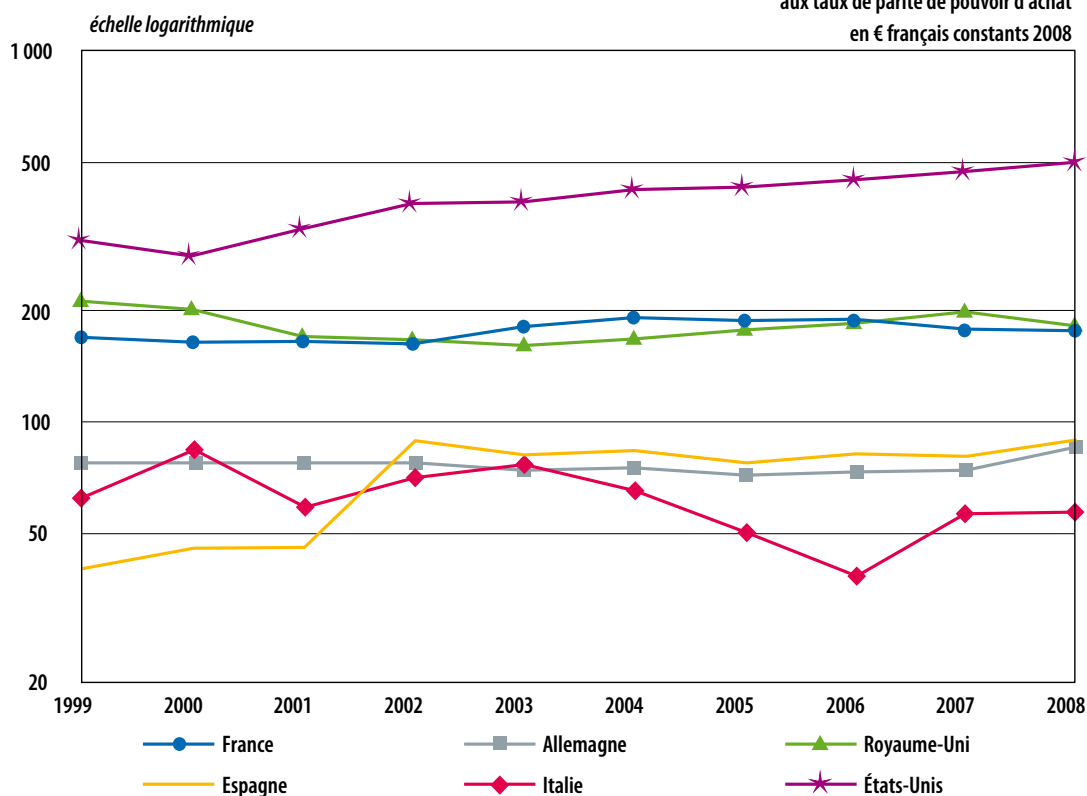
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € Français constants 2008

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	168	77	208	40	62	308
2000	162	78	201	46	84	281
2001	164	77	169	46	59	329
2002	162	77	166	89	71	386
2003	179	74	161	81	75	390
2004	190	75	168	84	65	421
2005	184	71	177	78	50	431
2006	187	73	184	83	38	446
2007	177	74	197	81	57	472
2008	177	85	182	88	57	502

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital par habitant en norme Otan

aux taux de parité de pouvoir d'achat
en € français constants 2008

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense budget en norme Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat en K€ français constants 2008

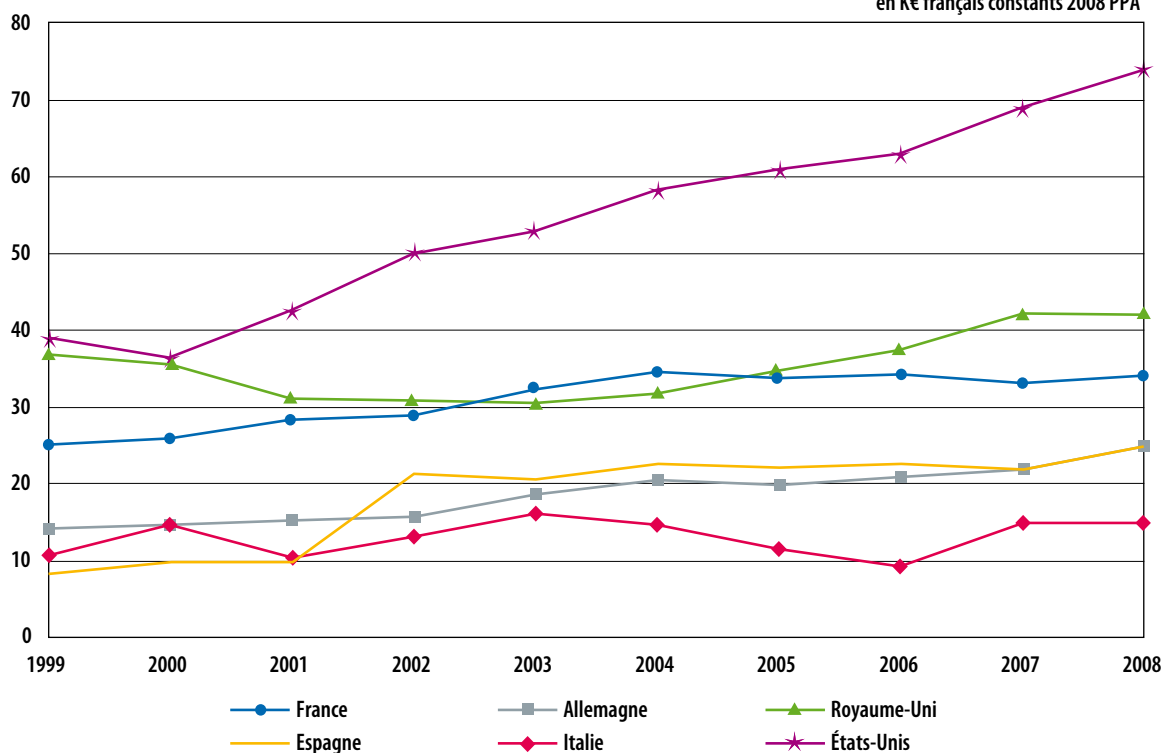
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	24,8	14,0	36,7	8,1	10,5	38,8
2000	25,7	14,6	35,6	9,8	14,5	36,2
2001	28,3	15,0	31,0	9,8	10,5	42,5
2002	28,9	15,6	31,0	21,1	13,1	49,9
2003	32,1	18,5	30,6	20,5	16,1	52,9
2004	34,5	20,2	31,8	22,6	14,6	58,1
2005	33,7	19,7	34,7	22,1	11,5	60,8
2006	34,2	20,7	37,4	22,5	9,1	62,9
2007	33,0	21,7	42,2	21,7	14,8	68,9
2008	34,0	24,6	42,1	24,8	14,8	73,9

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

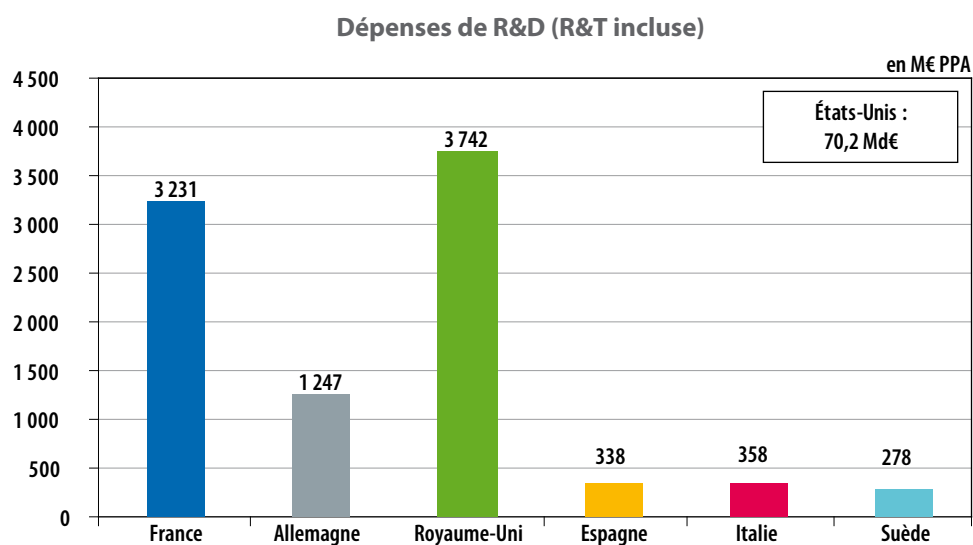
Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense en norme Otan (hors pensions)

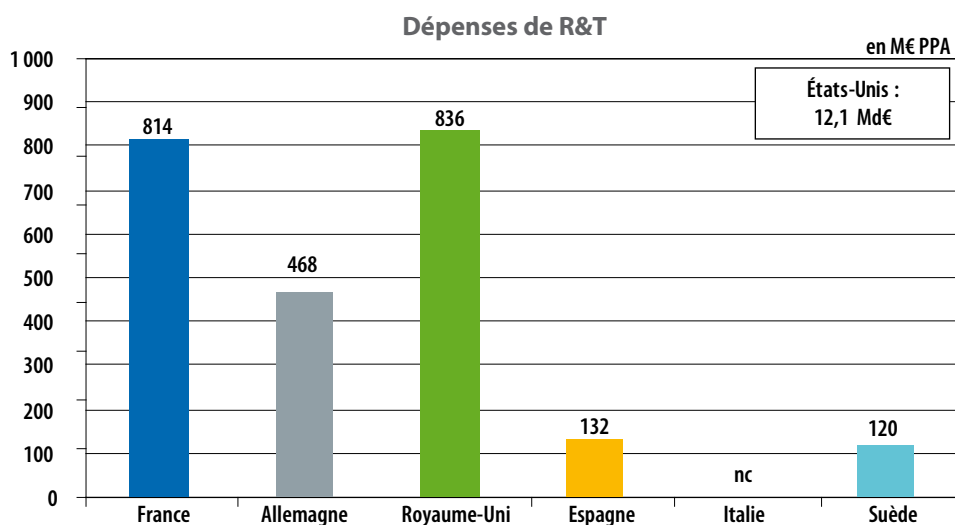
en K€ français constants 2008 PPA



5.2 Comparaison internationale des dépenses de R&D en 2007



Source : Agence européenne de défense



Source : Agence européenne de défense

NB : la recherche sur le nucléaire n'est pas comptabilisée ici, sauf pour les États-Unis

La R&D de défense européenne est relativement limitée : ensemble, les pays européens réalisent un effort de R&D de défense six fois inférieur à celui des États-Unis. Surtout, cette recherche est l'apanage de quelques pays seulement. Les six grands pays européens présentés produisent environ 95 % de l'effort. Le constat est le même si l'on s'en tient à l'effort de R&T, qui exclut les dépenses de développement et correspond aux phases les plus en amont de la recherche de défense.

5.3 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire

Évolution des effectifs totaux de la défense au sens de l'Otan

Année	France ¹		Allemagne		Royaume-Uni	Espagne	Italie		États-Unis
	y/c appelés	hors appelés*	y/c appelés	hors appelés*			y/c appelés	hors appelés*	
1999	409 134	320 342	454 700	323 100	332 900	199 900	338 980	202 902	2 216 000
2000	384 077	328 635	438 400	317 100	333 100	187 900	328 155	211 992	2 192 000
2001	355 720	336 229	422 500	312 500	322 000	190 700	320 370	216 400	2 186 000
2002	344 912	344 912	425 461	318 407	317 700	174 500	309 155	221 171	2 205 000
2003	345 135	345 135	411 133	317 138	313 600	165 400	269 105	227 503	2 127 600
2004	344 239	344 239	387 851	314 102	316 100	158 700	260 585	232 375	2 114 300
2005	342 945	342 945	372 276	308 598	307 100	152 700	256 075	251 818	2 087 800
2006	346 502	346 502	366 499	304 768	295 700	162 000	248 230	248 230	2 107 000
2007	341 827	341 827	361 660	297 780	284 500	167 400	227 900	227 900	2 053 700
2008	332 182	332 182	352 155	297 155	263 800	159 300	227 500	227 500	2 055 800

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

¹ Hors comptes de commerce

NB : à partir de 2002 rupture de série pour l'Allemagne, chiffres de l'état-major des forces armées allemand

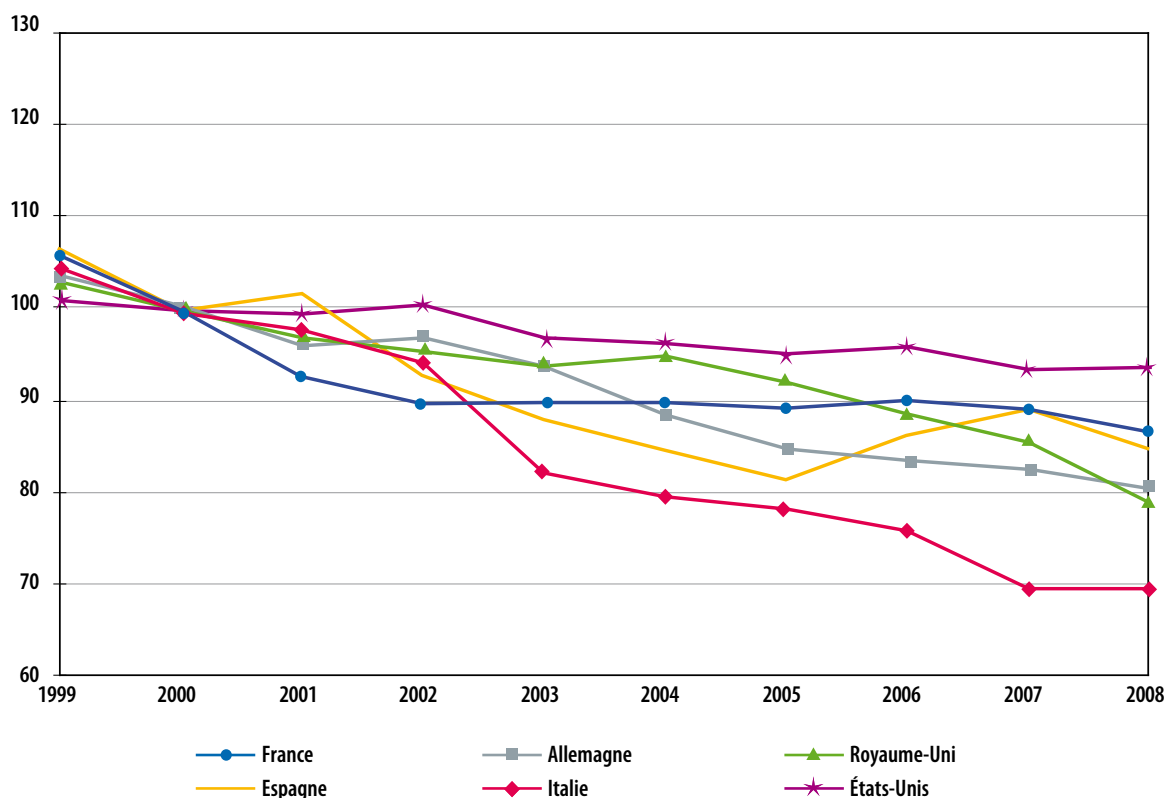
Les chiffres reposent en général sur les données budgétaires nationales. Pour la France, l'Otan a strictement retenu les données LFI.

Les chiffres diffèrent donc de ceux réellement observés (recensement des agents de la défense) qui figurent dans le chapitre 3.

Les forces de police à statut militaire (gendarmerie en France, carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 5 % (France) et à 15 % (Italie). Cela permet de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

* Les données sont bien sûr très différentes selon que l'on compte ou non les appelés. Les données Otan comptabilisent ces derniers. Parmi les autres pays cités, les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont plus d'appelés depuis déjà longtemps (avant 1992)

Évolution des effectifs totaux de la défense (base 100 en 2000)



5.3.1 Les effectifs militaires en norme Otan

Évolution des effectifs militaires, au sens de l'Otan

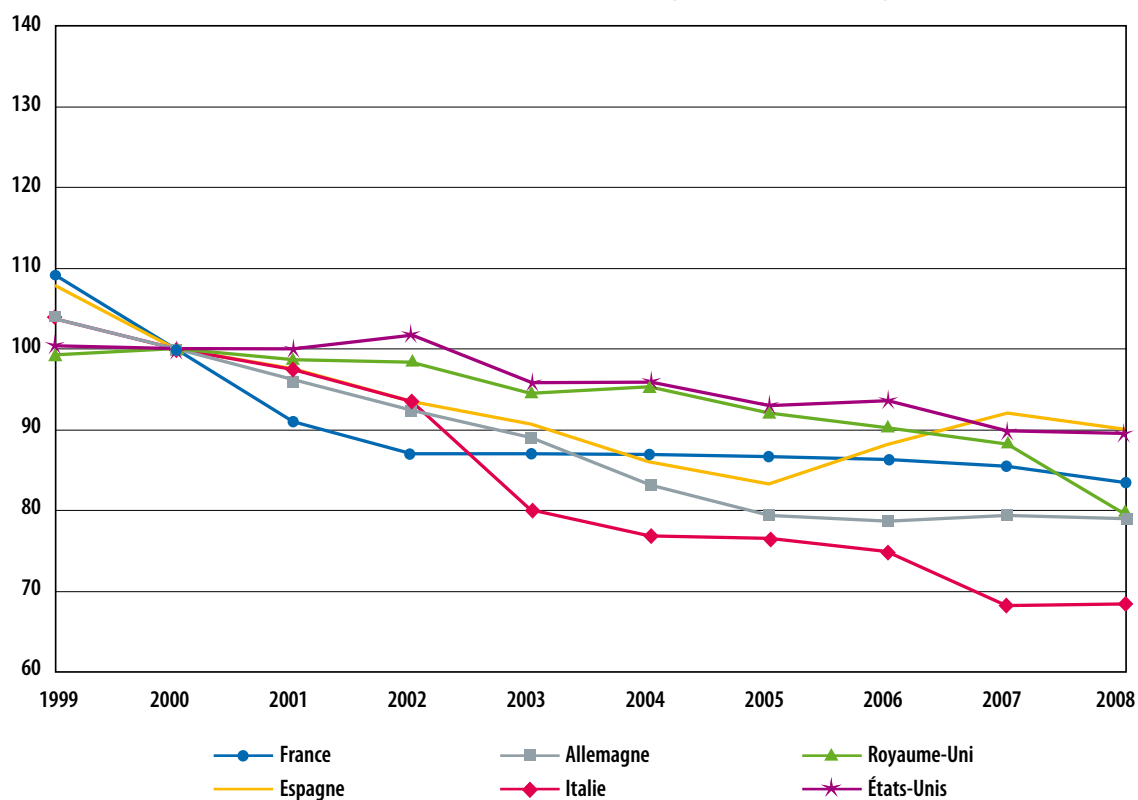
Année	France*		Allemagne		Royaume-Uni	Espagne	Italie		États-Unis	Europe à 27
	y/c appelés	hors appelés*	y/c appelés	hors appelés*			y/c appelés	hors appelés*		
1999	330 488	241 696	331 100	199 500	217 600	155 200	296 380	160 317	1 486 000	2 356 691
2000	303 828	248 386	318 800	197 500	218 100	144 300	286 355	170 192	1 483 000	2 240 688
2001	275 745	256 254	306 100	196 100	214 800	150 700	278 670	174 700	1 487 000	2 157 040
2002	263 917	263 917	294 832	187 778	214 400	134 500	266 655	178 686	1 506 000	1 932 714
2003	263 667	263 667	283 958	189 963	206 400	130 400	228 805	187 203	1 421 800	1 850 811
2004	263 202	263 202	264 224	190 475	207 600	123 700	219 485	191 290	1 414 200	1 816 072
2005	262 667	262 667	252 128	188 450	200 900	119 800	218 775	214 518	1 376 500	1 816 087
2006	262 020	262 020	250 113	188 382	196 500	127 000	213 730	213 730	1 387 800	1 807 597
2007	259 212	259 212	252 201	188 321	192 000	132 400	194 800	194 800	1 339 900	1 770 209
2008	252 988	252 988	251 600	196 600	173 200	129 300	195 400	195 400	1 325 600	1 719 785

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

Les forces de police à statut militaire (gendarmerie en France, carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 5 % (France) et à 15 % (Italie). Cela permet de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires

* Voir notes de la page précédente

Évolution des effectifs militaires (base 100 en 2000)



5.3.2 Les effectifs civils en norme Otan

Évolution des effectifs civils, au sens de l'Otan

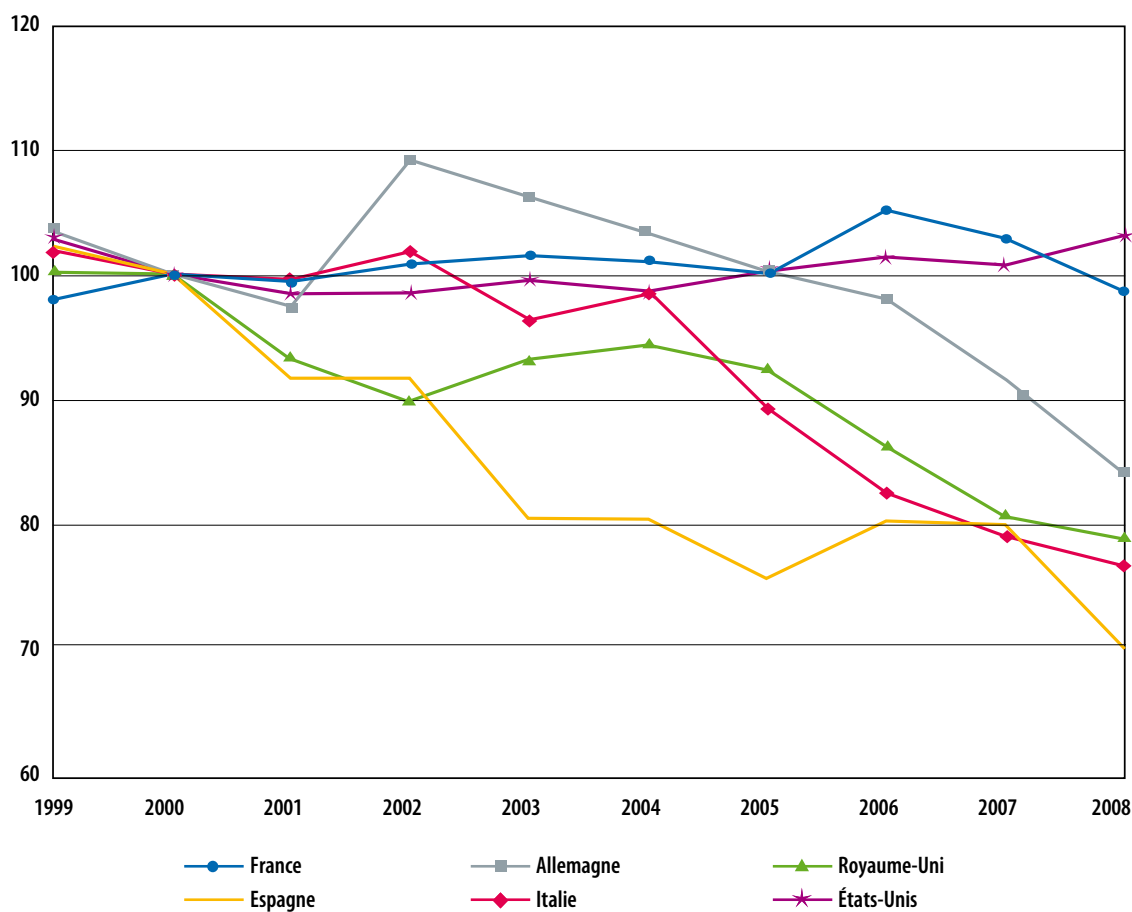
Année	France ¹	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
1999	78 646	123 600	115 300	44 700	42 600	730 000
2000	80 249	119 600	115 000	43 600	41 800	709 000
2001	79 975	116 400	107 200	40 000	41 700	699 000
2002	80 995	130 629	103 300	40 000	42 500	699 000
2003	81 468	127 175	107 200	35 000	40 300	705 800
2004	81 037	123 627	108 500	35 000	41 100	700 100
2005	80 278	120 148	106 200	32 900	37 300	711 300
2006	84 482	117 300	99 200	35 000	34 500	719 200
2007	82 615	109 459	92 500	35 000	33 100	713 800
2008	79 194	100 555	90 600	30 000	32 100	730 200

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2008 (retraitement DAF)

¹ Hors comptes de commerce

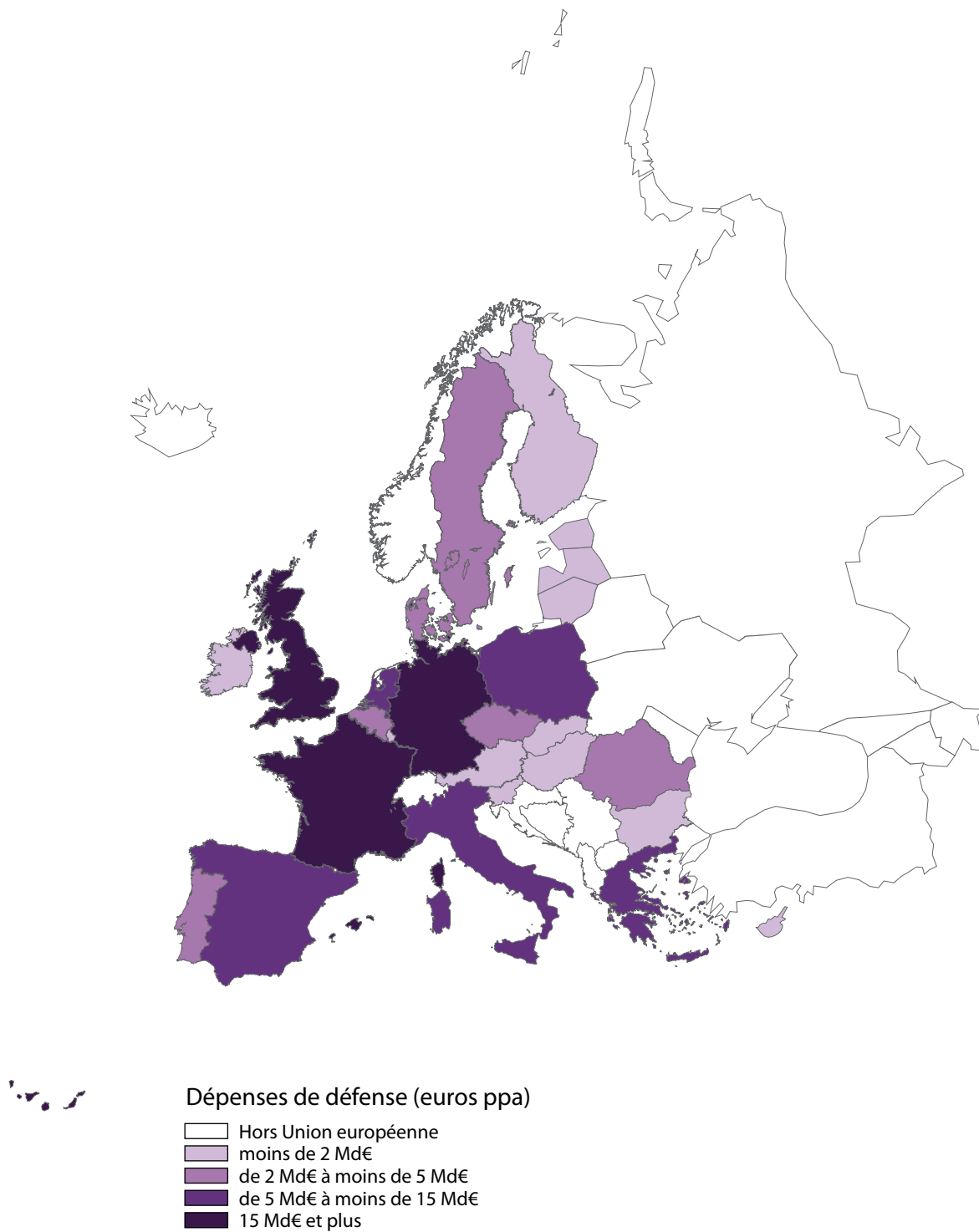
NB : à partir de 2002 rupture de série pour l'Allemagne, chiffres de l'état-major des forces armées allemand

Évolution des effectifs civils (base 100 en 2000)



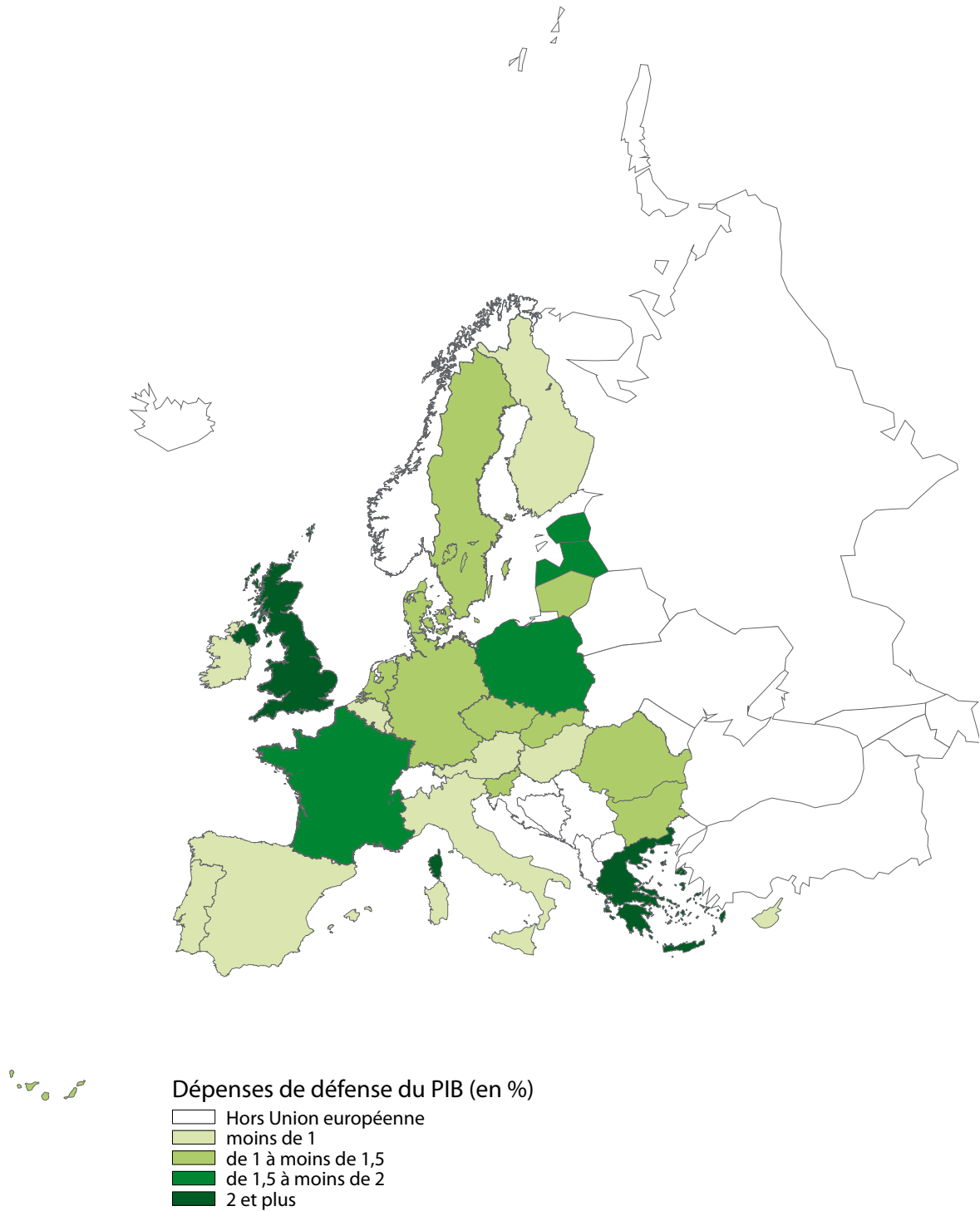
5.4 La cartographie européenne de l'effort de défense

Les dépenses de défense en 2008



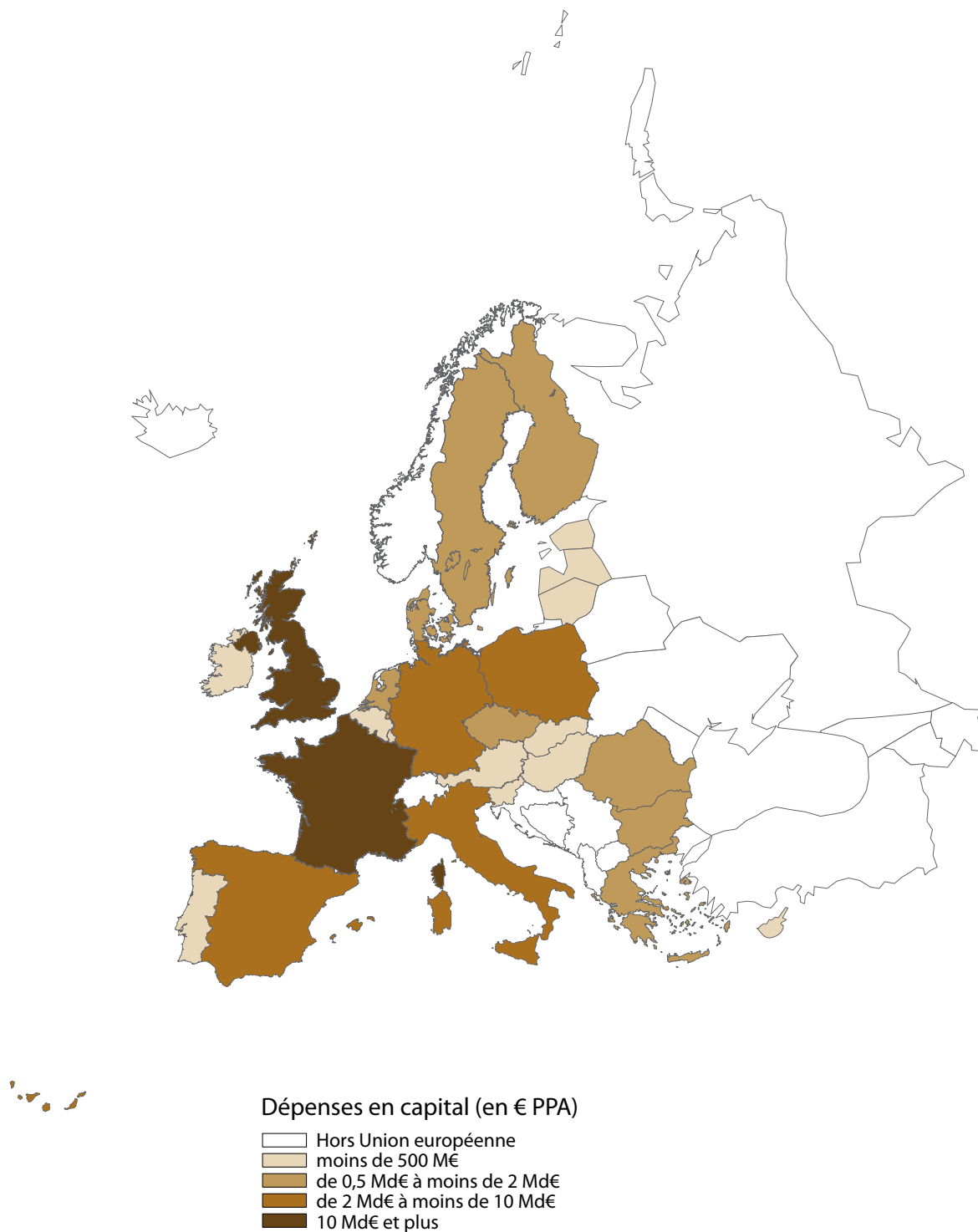
Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Les dépenses de défense en % du PIB en 2008



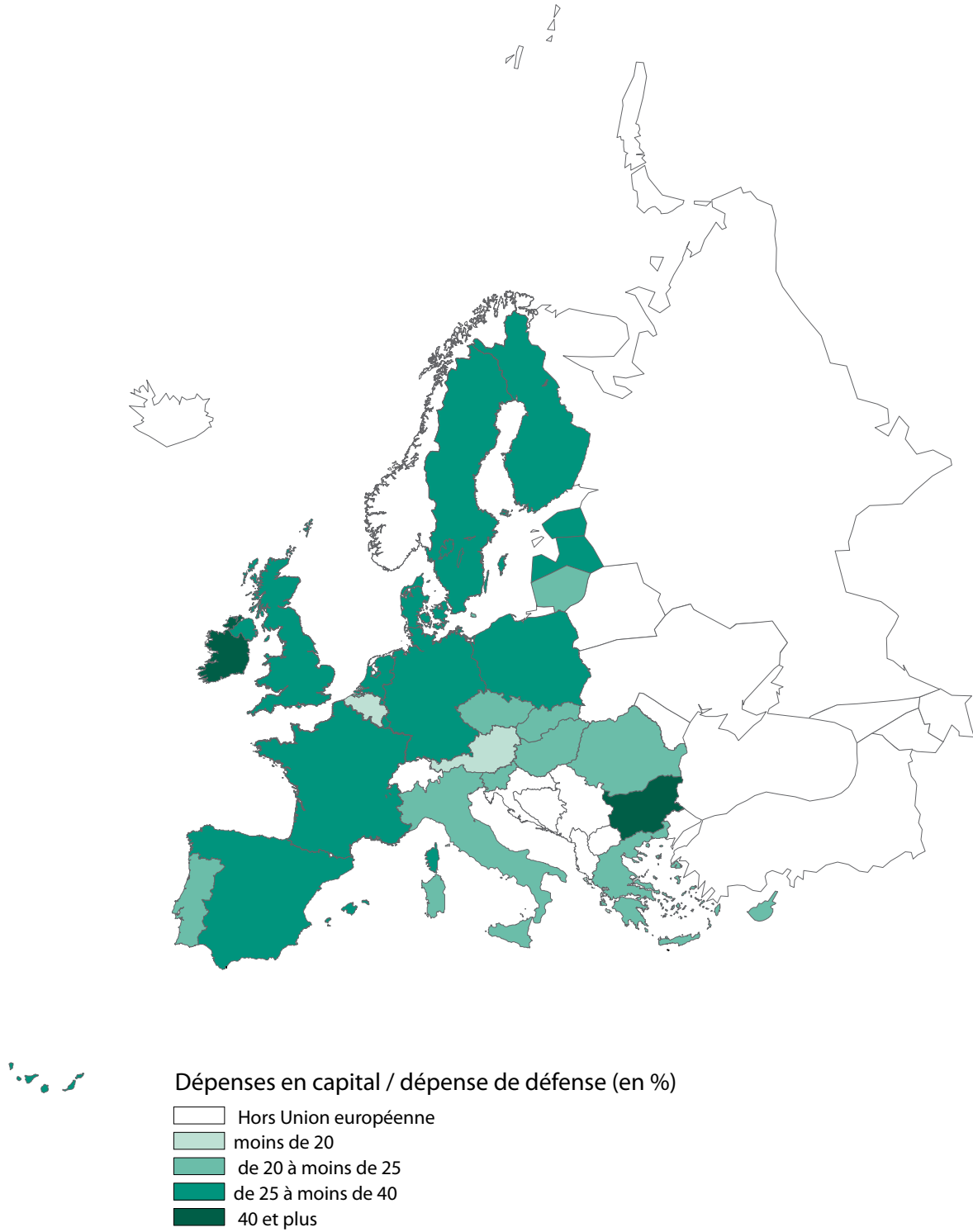
Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Les dépenses d'équipement en 2008



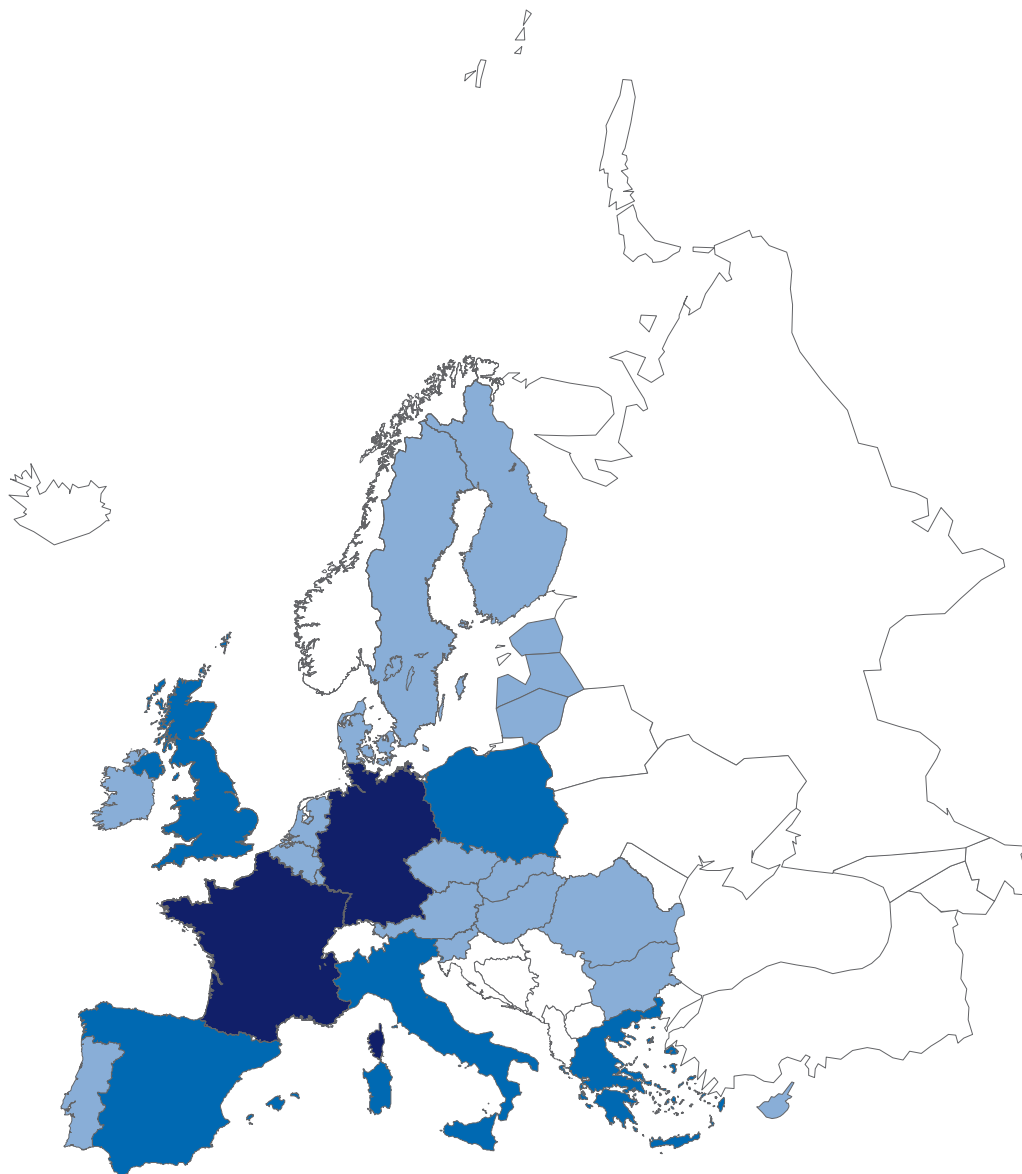
Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

Les dépenses d'équipement de défense de la dépense totale de défense en 2008 (en %)



Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

L'effectif militaire en 2008

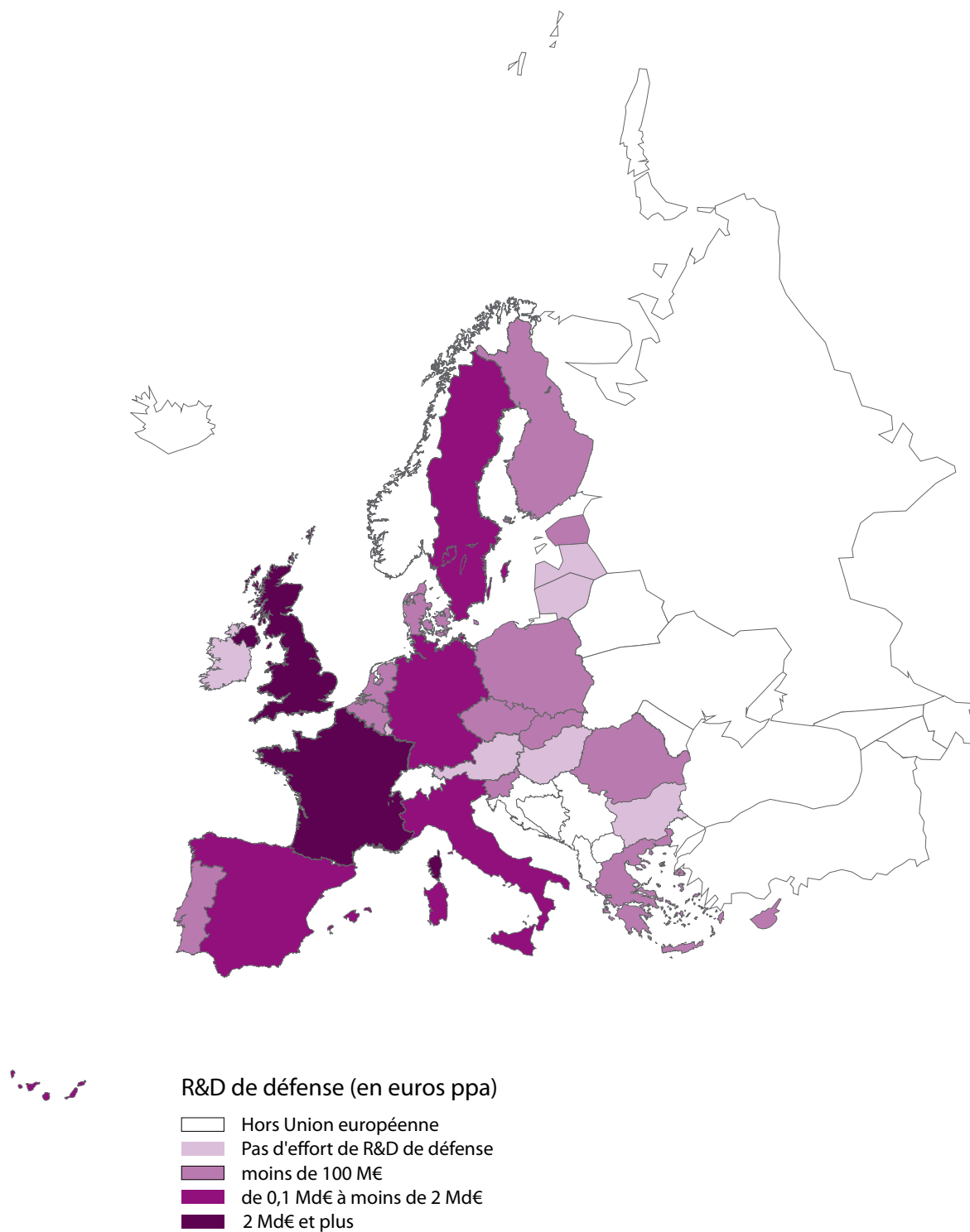


Effectif militaire

- Hors Union européenne
- moins de 100 000
- de 100 000 à moins de 200 000
- 200 000 et plus

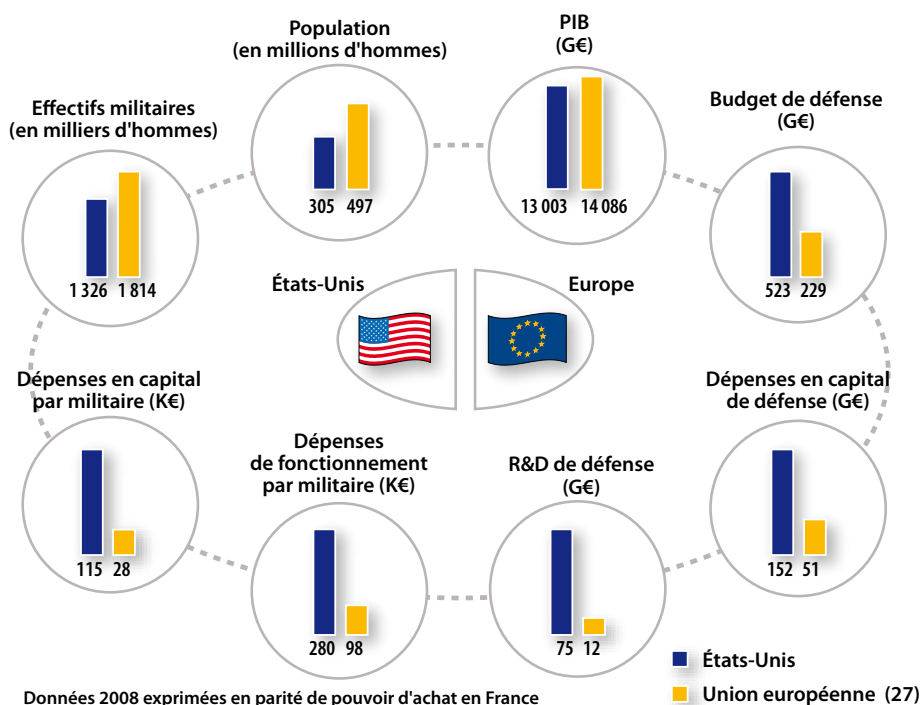
Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

L'effort de R&D de défense en 2007

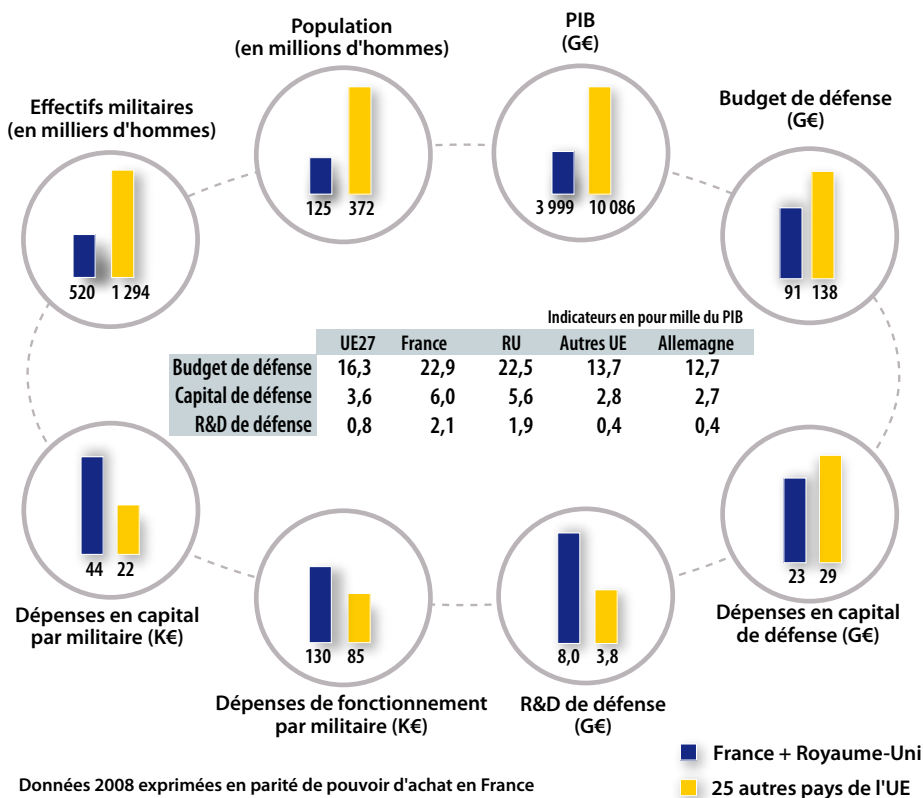


Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

L'asymétrie de l'effort de défense entre l'Union européenne et les États-Unis



La disparité de l'effort de défense des pays de l'Union européenne



5.5 Les principales entreprises étrangères ayant des accords de coopération avec des entreprises françaises de défense

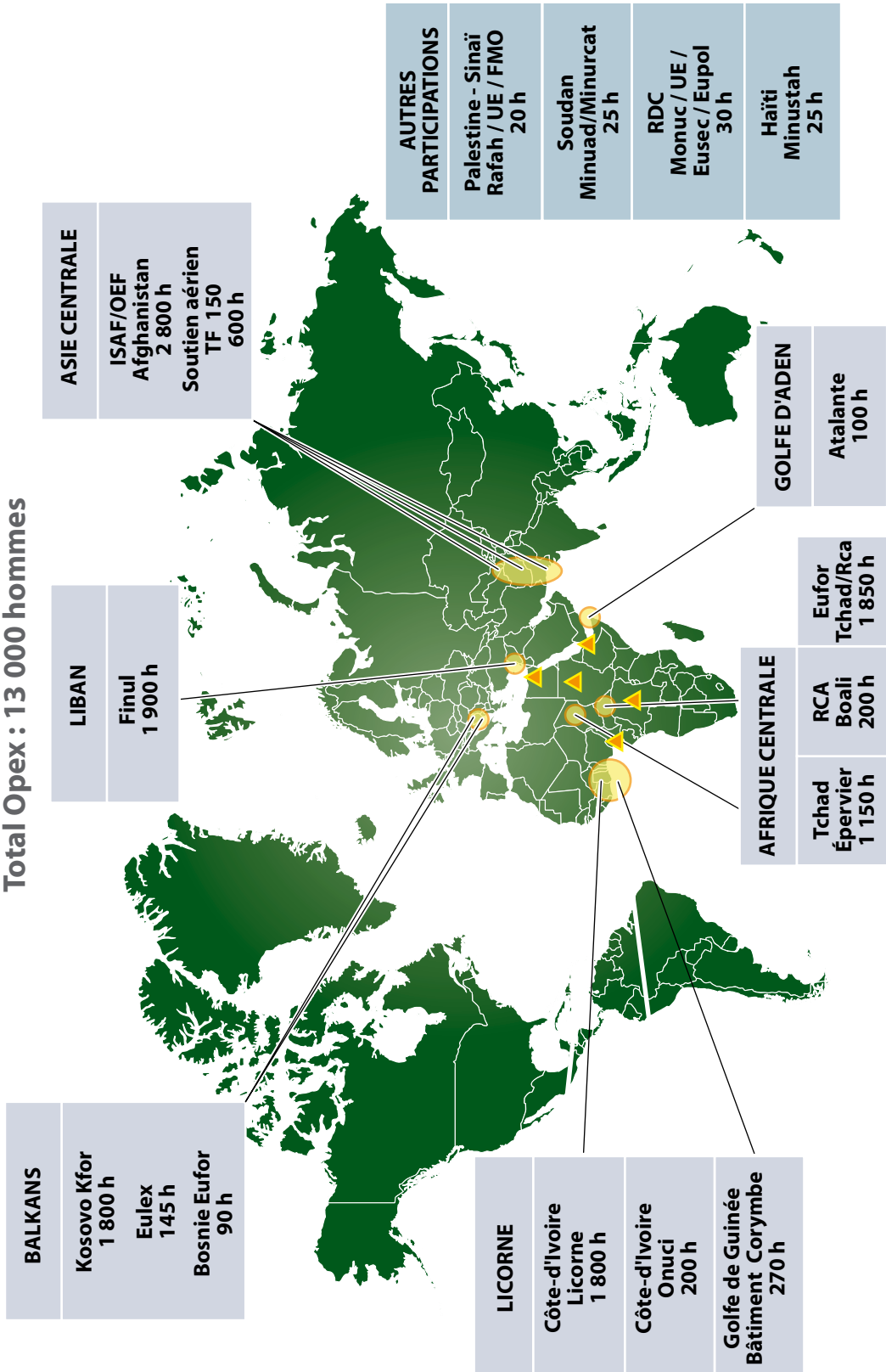
Pays	Entreprise	CA 2006 total en M€	CA 2006 défense en M€	Effectifs	Accords de coopération
Allemagne	Diehl Stiftung	2 127	612	10 444	EADS + Thales (DIRCM Flash) Thales Avionics (AC3G-LP, avionique)
	Krauss-Maffei Wegmann	1 000	1 000	2 800	Nexter (démonstrateur de véhicule blindé médian)
	Rheinmetall Defence	1 445	1 445	6 759	Nexter (tube de 140 du char du futur FTMA et armement électrothermique/chimique)
	Motoren und Turbinen-Aero Engines GmbH	2 416	483	7 077	Turbomeca (MTR390) Snecma (GP7000, TP400-D6, CFM56, revêtements céramiques d'aubes de turbines, Clean, Etap, Vital)
Canada	Pratt & Whitney	1 875	nc	7 000	Safran (Snecma) : turbomoteurs
	CAE Inc.	830	398	6 000	Thales
Espagne	Indra Sistemas Sa	1 407	464	9 915	Thales (AGS, EF-2000 Dass, EF-2000 Avionics, simulateurs)
	Navantia	1 134	907	5 650	DCNS (sous-marin Scorpène)
États-Unis	Alliant Techsystems Inc.	2 259	1 784	15 200	Nexter (97, fusées de proximité : CTWS)
	General Dynamics Corporation	19 153	14 939	81 000	TDA (marketing du mortier 2R2M 120mm).
	General Electric	130 000	1 820	319 000	Safran (Snecma) : (CFM International, CF-6, GE 90) Thales (GE Capital Aviation Training, Gecat, formation sur simulateur de vol)
	Lockheed Martin Corporation	31 537	26 491	140 000	Thales (sonar Flash sur H-60, Cobra, Atask)
	Raytheon Company	16 151	15 505	80 000*	Thales (sonar ALFS, sonar SQQ-32, JV TRS, ACSI)
	United Technologies Corporation	38 071	6 091	215 000	Safran (Snecma) : (PW6000, GP7200, RL-10)
Finlande	Patria	448	381	2 447	Nexter (LU211)
Grèce	Hellenic Aerospace Industry Sa	181	172	2 800	Dassault, Safran (Snecma)
	Intracom Defense Electronics	79	79	550	Thales, Alcatel
	Elefsis Shipyard	104	104	1 250	DCNS
Italie	Avio	1 401	398	4 838	Eurocopter, Safran (Snecma)
	Finmeccanica	12 472	9 354	58 059	Armaris (DCNS + Thales / frégates Horizon et Fremm) Dassault aviation (ATL, Falcon 900/2000)
Japon	Kawasaki Heavy Industries Co Ltd	9 056	888	9 909	Safran (Snecma)
	Ishikawajima-Harima Heavy Industries	7 719	238	6 866	Safran (Snecma)
Norvège	Kongsberg gruppen Asa	826	355	3 650	DCNS
Royaume-Uni	BAe Systems Plc	20 192	16 154	79 000	Dassault Aviation (Jaguar, Foas) Nexter (obusiers automoteurs Caesar, véhicules de soutien, munitions) Thales (Paams, Active Skyflash, BGL, sonars Atas)
	Gkn Plc	5 331	585	37 000	Eurocopter, Snecma
	Rolls-Royce Plc	10 497	2 309	38 200	Safran (Snecma) : Tyne turboprop, TP400 Turbomeca (MTR390, RTM322, Adour)
Suède	Saab Group	2 444	1 930	13 577	Dassault aviation (Neuron, UCAV); Thales (Meteor)
Groupes européens	EADS (Société européenne d'Aéronautique, de Défense et Spatiale)	39 434	9 859	116 805	Dassault aviation Thales (SOSTAR, Eurosam, TDA)
	dont EADS France	4 721	nc	44 532	
	MBDA	3 300	3 267	10 400	Sagem (France, DDM) Thales Airborne Systems (France, autodirecteurs des missiles Aster, Meteor, Mica) Spectra
	dont MBDA France	1 497		4 314	

Source : Délégation générale pour l'armement, Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique, Calepin international 2007

* Y compris effectifs de Raytheon Aircraft vendue fin 2006

5.6 Le déploiement des forces françaises hors métropole

Opérations en cours - janvier 2009
Total Opex : 13 000 hommes



***GLOSSAIRE,
NOMENCLATURE
ET SIGLES***

I GLOSSAIRE

Administrations publiques (APU)

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » est défini en fonction de deux critères :

- sa fonction économique principale consiste à produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale,
- la majeure partie de ses ressources provient de contributions obligatoires.

Le secteur des administrations publiques comprend l'État, les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale.

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » (S13) est subdivisé en trois sous-secteurs selon l'étendue de leurs compétences et l'origine de leur financement. Chaque sous-secteur est à son tour subdivisé comme suit :

- S1311 Administrations publiques centrales (Apuc):
 - État (S13111)
 - Organismes divers d'administration centrale - Odac - (S13112)
- S1313 Administrations publiques locales (Apl):
 - Collectivités locales (S13131)
 - Organismes divers d'administration locale - Odal - (S13132)
- S1314 Administrations de sécurité sociale (Asso):
 - Régimes d'assurance sociale (S13141)
 - Organismes dépendant des assurances sociales - Odass - (S13142)

Biens d'équipement (industrie des)

Nomenclature. Les biens d'équipement correspondent aux biens de production durables. Ce terme est repris dans les nomenclatures d'activité et de produit en vigueur : la nomenclature d'activités française (NAF) et la classification des produits française (CPF). Toutes deux sont désormais utilisées par la nouvelle base des comptes nationaux, qui les combine à travers la nomenclature économique de synthèse (NES) associée. L'élaboration des comptes est donc effectuée en NES, avec un code préfixe particulier correspondant au niveau d'agrégation : D=5 branches, E=16 branches, F=41 branches, G=118 branches, H=472 produits. La nomenclature de diffusion est toutefois légèrement différente (cf. tableau des nomenclatures à la fin).

C'est ainsi qu'au sein de la grande branche de l'Industrie (DB), celle des « Industries des biens d'équipement » (EE) est constituée de trois branches à un niveau détaillé

(FE1 à FE3), elles-mêmes subdivisées jusqu'au degré le plus fin de la nomenclature de diffusion (GE) :

- FE1 : construction navale, aéronautique et ferroviaire (GE11 à GE14) ;
- FE2 : industries des biens d'équipement mécaniques (GE21 à GE28) ;
- FE3 : industries des équipements électriques et électroniques (GE31 à GE35).

Branche BA2000

Il n'y a pas en base 2000 de branche spécifique décrivant l'ensemble de l'activité classique de l'armement. Tout au plus, est-il possible de reconstituer un champ équivalent à partir du regroupement de 3 niveaux fins isolés (GE) au sein de 2 branches de biens d'équipement (FE1 et FE2). Celui-ci a été dénommé « BA2000 » (Branche armement de la base 2000), et comprend :

- La « Construction navale » (GE11)
Cette branche comprend quatre postes dans la NAF :
 - 35.1A : construction de bâtiments de guerre ;
 - 35.1B : construction de navires civils ;
 - 35.1C : réparation navale ;
 - 35.1E : construction de bateaux de plaisance.
- La « Construction aéronautique et spatiale » (GE13)
Cette branche comprend trois postes dans la NAF :
 - 35.3A : construction de moteurs pour avions ;
 - 35.3B : construction de cellules d'avions ;
 - 35.3C : construction de lanceurs et engins spatiaux.
- La « Fabrication d'armes et munitions » (GE28)
Cette branche comprend deux postes dans la NAF :
 - 29.6A : fabrication d'armement ;
 - 29.6B : fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense.

En plus du caractère approximatif de l'équivalence entre leurs périmètres respectifs, la branche BA2000 présente les mêmes défauts que l'ancienne branche BA95 : difficulté de partage entre les activités civiles et militaires à partir des seules nomenclatures et impossibilité de concilier des approches de la définition des produits par leur nature et par leur destination.

Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

Selon la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui satisfont simultanément aux critères suivants :

- être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence),
- être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne),

- chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédent l'enquête), ou en avoir trouvé un qui débute ultérieurement.

Le niveau de chômage au sens du BIT est mesuré chaque année au mois de mars à partir de l'*Enquête sur l'emploi* réalisée par l'Insee.

En revanche, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ne recense que les seules personnes inscrites, ou Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des « communautés »), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers de l'ANPE.

Compte satellite de la défense

Un compte satellite considère généralement trois types de producteurs économiques nationaux :

- les producteurs du produit caractéristique ;
- les producteurs de produits connexes ;
- les autres producteurs.

Dans le cas de la défense, le produit caractéristique est le service de défense, assuré par l'État. Les produits connexes sont les produits d'armement, fournis dans le passé par deux types d'agents économiques : les établissements industriels de défense et les entreprises d'armement. La disparition des arsenaux, avec en particulier le changement récent de statut de DCN, rend la première de ces catégories marginale dans l'avenir, celle-ci se limitant à quelques activités d'entretien. Les autres producteurs représentent le reste de l'économie.

La comptabilité nationale ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Ils sont comptabilisés en consommation intermédiaire : en effet, ils ne servent pas à fabriquer d'autres biens, comme les biens d'équipement classiques, et ils sont destructibles par nature. Cela revient à les considérer comme entièrement consommés « intermédiairement » (c'est-à-dire pour produire un service de défense) dès leur achat, même s'ils peuvent servir plusieurs fois. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement.

La FBCF (formation brute de capital fixe, c'est la notion comptable d'investissement) de la défense se limite en comptabilité nationale aux acquisitions d'équipements duaux, c'est-à-dire à ceux qui peuvent servir aussi bien

dans la sphère civile que militaire (par exemple, les aérodromes, les installations portuaires ou la construction de logements). Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire, et beaucoup plus faibles d'investissements.

Coût de la main-d'œuvre (ou coût salarial)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué par l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes, congés, ...), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) [approche exécution]

La dépense intérieure de R&D (Dirid), calculée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, représente l'ensemble des coûts (hors taxes) des travaux de R&D exécutés sur le territoire national, pendant une année donnée, quelles que soient l'origine et la nationalité des financements.

La Dirid totale se décompose en deux sous-agrégats : la dépense intérieure exécutée par les administrations (Dirida) et celle exécutée par les entreprises (Diride). Au sein de la première, qui constitue la R&D publique, on distingue une dépense intérieure de R&D civile et une dépense intérieure de R&D de défense exécutée par les administrations (dénommées ici respectivement Diridac et Diridd).

Dépense extérieure de R&D

La notion de dépense extérieure de recherche et développement (Derd) a été élaborée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche afin de mettre en évidence les travaux de R&D financés par un organisme et exécutés en dehors de lui. Ces derniers comprennent principalement les sous-traitances de recherche exécutées à l'extérieur de l'organisme sur le territoire national et les dépenses de recherche effectuées à l'extérieur du territoire national, ainsi que les différentes contributions aux organisations internationales.

Dépense nationale de recherche et développement (DNRD) [approche financement]

La dépense nationale de R&D représente l'effort financier (hors taxes) consacré dans l'année à la R&D par les agents nationaux, quelle que soit la destination des financements. L'écart entre le montant de la Dird et celui de la DNRD constitue le solde des échanges en matière de R&D entre la France et l'étranger (la DNRD est égale à la Dird plus les financements de R&D accordés à l'étranger, moins les financements de R&D reçus de l'étranger).

On peut distinguer de la même manière une dépense nationale de R&D des administrations (DNRDA), qui inclut la partie financée par les administrations de défense (DNRDD), et une dépense nationale de R&D des entreprises (DNRDE).

Effectifs réels (données du recensement des agents de l'État - RAE)

Les « effectifs réels » sont obtenus en comptabilisant le nombre de personnes recevant une rémunération imputée sur le budget de l'État, ainsi que des organismes publics en général. Dans la statistique issue du fichier de paie, les salariés sont affectés à leur ministère payeur, et non pas nécessairement à celui dans lequel ils sont en fonction. Les résultats agrégés sont collationnés via les services statistiques des ministères et diffusés par l'Insee, conjointement avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique qui assure in fine la synthèse de l'ensemble des données relatives aux agents publics.

Au sein du ministère de la défense, l'Observatoire économique de la défense (OED) assure annuellement le Recensement des agents de l'État (RAE) qui sont rémunérés par ce département, et réalise des synthèses détaillées à usage interne.

Effectifs en équivalent temps plein

Les effectifs civils et militaires figurant dans le 3.1 sont mesurés en « équivalent temps plein annuel ». Ainsi, un agent ayant travaillé durant 6 mois à temps complet compte pour 0,5 année-travail. Si ce même agent avait été à mi-temps, il aurait compté pour 0,25 année-travail.

Emploi intérieur

L'emploi intérieur est un concept des comptes nationaux qui correspond à celui de population active occupée intérieure. L'emploi intérieur, évalué en moyenne annuelle, comprend l'ensemble des personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. On passe donc

de la population active occupée à l'emploi intérieur en intégrant les actifs non résidents occupés sur le territoire économique et en ne prenant pas en compte les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires.

L'emploi intérieur s'entend, depuis la base 1995 des comptes nationaux, pour la France entière, c'est-à-dire y compris les départements d'outre-mer. Il peut être présenté en nombre de personnes physiques ou en équivalents temps plein (correction due au temps partiel). Dans les deux cas, il s'agit d'une moyenne annuelle.

Dans les comptes nationaux, l'emploi intérieur est présenté selon deux types de ventilation : par branche et par secteur institutionnel. Du fait surtout de l'adoption de nouvelles nomenclatures et des modifications de périmètres à l'occasion du changement de base, les données détaillées pour une branche ou un secteur institutionnel donné diffèrent parfois sensiblement des chiffres publiés en base 80.

Exportations (au sens des comptes nationaux)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Comme celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages non résidents sur le territoire économique (achats effectués par les touristes par exemple), il est nécessaire de procéder en conséquence à une correction territoriale sur les dépenses de consommation des ménages.

Exportations (au sens des douanes)

Les douanes fournissent des statistiques sur les exportations et les importations de matériel militaire. Ces statistiques sont établies sur la base des flux physiques transfrontaliers. Une déclaration mensuelle doit être remplie dans la nomenclature des douanes par les exportateurs. Elle doit fournir leurs livraisons de matériel militaire à l'exportation selon la valeur en euros et les quantités en kilogrammes, et donner le pays d'origine et de destination. Ces chiffres ne prennent donc pas en compte les montants des services facturés ni ceux des prestations associées à la livraison du matériel. Les chiffres établis par le ministère de la défense sont en général supérieurs à ceux établis par les douanes, l'écart représentant les services.

Enfin, des divergences notables existent sur la répartition par pays destinataire. En effet, dans le cas des matériels exportés chez un constructeur étranger pour être intégrés dans un système qu'il exporte à son tour, les douanes enregistrent le pays de première exportation et le ministère de la défense le pays de destination finale, dans la mesure où il privilégie les équilibres stratégiques induits par les transferts d'armements.

FAB et CAF

Traditionnellement, l'enregistrement de la valeur en douane des flux de marchandises à leur passage à la frontière aboutit à deux modes de valorisation :

- FAB (Franco à bord) : prix des biens à la frontière (sortie) du pays exportateur ;
- CAF (Coût, assurance, fret) : prix des biens à l'entrée du pays importateur, qui inclut donc éventuellement les frais de transport et d'assurance entre les deux frontières. Ces coûts supplémentaires majorent d'autant le prix FAB de départ.

À partir de cette grille de mesure, deux systèmes concurrents de comptabilisation de la valeur des échanges ont été privilégiés :

- la méthode CAF/FAB, c'est-à-dire CAF pour les importations et FAB pour les exportations, qui présente l'avantage pour un pays considéré de ne comptabiliser les flux qu'à l'entrée et à la sortie de son territoire. Celle-ci a longtemps été privilégiée par la balance commerciale ;
- la méthode FAB/FAB, qui traite les importations comme les exportations (toujours enregistrées FAB). Elle permet de rendre plus homogènes et symétriques les deux flux et d'assurer une meilleure comparabilité au niveau international.

Les comptes nationaux, conjointement avec les douanes, appliquent désormais le principe de la valorisation FAB/FAB des flux extérieurs, ce qui permet ainsi d'harmoniser les différents modes de comptabilisation des échanges internationaux.

Fonction publique

La fonction publique comprend trois sous-ensembles :

- la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères, auxquels on ajoute ceux des établissements publics sous leur tutelle ainsi que les effectifs de l'enseignement privé sous contrat),
- la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales),
- la fonction publique hospitalière (personnel des

hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

La notion d'emploi dans la fonction publique revêt certaines particularités :

- *Effectifs budgétaires* : lors du vote annuel de leur budget, le Parlement pour les agents de l'État, les instances territoriales (conseils municipaux, généraux...) pour les agents des collectivités locales et les conseils d'administration des hôpitaux pour leur personnel « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.
- *Titulaires (catégories statutaires)* : les personnels titulaires appartiennent à des corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :
 - catégorie A, qui assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction,
 - catégorie B, qui est chargée des fonctions d'application,
 - Catégories C et D, qui assurent les tâches d'exécution.
- *Non titulaires* : ce sont les ouvriers d'État, les contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), les auxiliaires, les vacataires, les collaborateurs extérieurs, ou encore certains « emplois aidés » tels que les « contrats emploi-solidarité ».

Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe, qui représentait en base 80 uniquement l'achat de biens de production durables qui sont par nature physiques, voit en nouvelle base son champ s'élargir sensiblement sous l'influence de nombreux économistes qui recherchent un rapprochement de ce concept avec celui d'investissement des entreprises, en y incluant en particulier certains investissements immatériels. Toutefois, l'intégration des dépenses de recherche et développement n'y a pas encore été réalisée et ce point important fait toujours l'objet de débats au sein de la communauté internationale des comptes nationaux.

La FBCF comprend la valeur :

- des biens durables acquis par les unités de production afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production ;
- De certains services correspondant à une partie des investissements immatériels : les logiciels informatiques

et bases de données, les œuvres littéraires et artistiques (y compris dans le domaine audiovisuel avec en particulier les films de cinéma) au moment où elles sont produites,

- des dépenses d'équipement militaires susceptibles d'un usage civil équivalent, qui sont désignées parfois sous le terme de dépenses « duales » : les aérodromes, les équipements portuaires, les routes, les hôpitaux, les établissements scolaires, les camions de transport de troupes, etc.
- des dépenses de prospection minière et pétrolière, qu'elles aboutissent ou non.

Importations (au sens des comptes nationaux)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages résidents hors du territoire économique (achats effectués par les touristes français à l'étranger par exemple), et il est nécessaire d'en tenir compte dans la correction territoriale en accroissant d'autant les dépenses de consommation des ménages enregistrées sur le territoire. Il s'agit donc d'une correction symétriquement inverse à celle apportée aux achats en France par les ménages non résidents (voir le paragraphe Exportations).

Industrie manufacturière (DC)

L'industrie, qui est définie généralement en termes économiques comme l'activité de transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation, est délimitée dans les comptes nationaux à partir des nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF et NES pour la nomenclature de travail et de diffusion). Trois grands regroupements sont le plus souvent effectués :

- l'industrie au sens large, qui regroupe l'ensemble des activités économiques classées habituellement dans le secteur « secondaire » et recouvre les branches EB à EH. Elle intègre en particulier la branche de la construction (ex-BTP) classée en EH. C'est également le champ normalement couvert par l'indice de la production industrielle (IPI) élaboré par l'Insee qui mesure l'activité conjoncturelle en volume de l'industrie,
- l'industrie totale, qui correspond à la grande branche DB des comptes nationaux,

- l'industrie manufacturière, qui correspond à la grande branche DC des comptes nationaux, et exclut donc du champ précédent les industries agroalimentaires (EB) et l'énergie (EG). Elle comprend les industries de biens de consommation (EC), l'industrie automobile (ED), les industries de biens d'équipement (EE) et les industries des biens intermédiaires (EF). De fait, elle représente le noyau considéré comme le plus homogène et significatif de l'activité de transformation industrielle.

Loi organique relative aux lois de finances (Lof)

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la Lof est le nouveau cadre de gestion pour l'ensemble de l'administration de l'État. Le budget n'est plus présenté par nature de dépenses (fonctionnement, investissement, intervention...), mais par politique publique (sécurité, culture, défense, justice...), désormais appelée mission. Le Parlement et le citoyen sont ainsi en mesure d'apprécier la totalité des moyens déployés pour mettre en œuvre chaque politique de l'État.

La destination des crédits est déclinée en missions, programmes et actions. Le ministère de la défense est concerné par quatre missions :

- deux missions ministérielles :
 - une mission défense proprement dite,
 - une mission anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (budget des anciens combattants),
- deux missions interministérielles :
 - Une mission sécurité (gendarmerie nationale pour le budget de la défense),
 - une mission recherche et enseignement supérieur (programme recherche duale « civile et militaire »).

N° Siren

Numéro d'identification des entreprises dans le répertoire Sirene, géré par l'Insee.

N° Siret

Numéro d'identification des établissements dans le répertoire Sirene, il comporte quatorze chiffres, dont les neuf premiers correspondent au numéro Siren. Si une entreprise vend un établissement à une autre entreprise, le numéro Siret va donc changer. Si une entreprise déplace un établissement d'un lieu à un autre, un établissement est supprimé et un autre créé avec un nouveau numéro.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

La méthode des parités de pouvoir d'achat a été mise au point et est utilisée notamment par les économistes

de l'OCDE afin de remédier aux insuffisances des comparaisons internationales classiques d'agrégats économiques tels que le PIB exprimés en termes monétaires. Ces dernières en effet reposent sur des conversions des monnaies nationales à partir des taux de change courants qui ne tiennent pas compte de la structure et de l'évolution des prix relatifs dans chaque pays.

Afin de donner une image plus proche du pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale, le principe de construction des parités de pouvoir d'achat part d'une comparaison entre les prix moyens de paniers de biens et de services similaires au sein de chaque pays, auxquels on a appliqué les indices de prix élémentaires en vigueur, de la même façon que l'Insee calcule en France l'indice des prix à la consommation. Les agrégats sont ainsi mesurés sur la base des taux de change corrigés que constituent les taux de conversion des monnaies en parités de pouvoir d'achat.

Dans cette méthode, les indices de volume comparés ne reflètent que les différences de volumes des biens et services produits. Toutefois, si l'effet prix est corrigé, il n'en est pas forcément de même de l'effet de structure qui découlerait de poids trop différents des produits dans la production nationale, dans le cas où les structures économiques des pays comparés seraient trop éloignées les unes des autres.

Population active

La population active comprend, de manière générale, la population qui a un emploi (population active occupée) et celle qui en cherche un (chômeurs). Elle inclut de plus les militaires du contingent.

L'Insee utilise deux grandes approches pour mesurer la population active résidente :

- la première approche comptabilise, en moyenne annuelle, le nombre de personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique, calculé à partir de diverses sources administratives et des recensements, et le nombre de chômeurs au sens du BIT,
- la seconde approche mesure, au 1^{er} janvier ou au mois de mars de l'année considérée, le niveau de la population active en partant d'une structure de la population totale par sexe et par âge, à laquelle sont appliqués des taux d'activité observés lors de l'enquête emploi réalisée en mars, eux-mêmes calés sur les taux d'activité aux recensements.

L'écart entre les résultats des deux approches s'explique essentiellement par les différences de dates d'évaluation, mais aussi par les divergences entre les définitions et conventions des sources et les imprécisions des estimations qui ne sont pas de même

nature dans chaque cas. La première approche, plus exhaustive, mesure mieux le niveau global, alors que la seconde, qui dépend plus du champ de l'enquête emploi, reflète plus fidèlement les évolutions fines sur courte période.

Dans les comptes nationaux, le concept le plus pertinent est celui d'emploi intérieur (voir à ce mot).

Population active occupée

La population active occupée est la principale composante de la population active totale, et connaît les mêmes difficultés de mesure que cette dernière. Selon les conventions de l'enquête emploi annuelle, elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congés payés, conflit du travail, formation, etc.

Production

La nouvelle base des comptes a peu modifié le concept de production, mais l'a redéfini :

« La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources - main-d'œuvre, capital, biens et services - pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain. C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture. » (SEC 95)

La comptabilité nationale accorde moins d'importance à la distinction entre production marchande et non marchande, en raison notamment du fait que la nouvelle nomenclature d'activités ne permet pas de dissocier clairement activité marchande et non marchande. En conséquence, il n'a donc pas semblé utile de maintenir une estimation séparée pour le PIB marchand et le PIB non marchand, qu'il est toutefois toujours possible de calculer au prix d'une certaine approximation. En pratique, seul le PIB total est évalué.

En principe, le partage entre production marchande et non marchande a été maintenu, mais en s'appuyant sur le concept de vente à un « prix économiquement significatif ». Un prix est dit économiquement significatif s'il a une influence significative sur les montants que les producteurs sont prêts à offrir, et sur les montants que

les acquéreurs souhaitent acheter. *A contrario*, un prix est considéré comme n'étant pas économiquement significatif quand il a une influence faible ou nulle sur la quantité que le producteur est prêt à offrir, et une influence seulement marginale sur les quantités demandées.

Si l'on fait abstraction des organismes sans but lucratif de droit privé, il existe deux types de producteurs : les producteurs publics et les producteurs privés. Le caractère public ou privé d'un producteur dépend de la nature des unités qui le contrôlent.

Tous les producteurs privés sont, par convention, des producteurs marchands, quel que soit le type de leurs ressources. Ainsi, un agriculteur, même largement subventionné, est toujours considéré comme un producteur marchand, et il est, selon le type d'exploitation qu'il dirige, classé parmi les ménages ou parmi les sociétés non financières. Seuls, donc, les producteurs publics sont susceptibles d'être non marchands ; le cas échéant, ils sont classés parmi les administrations publiques.

La règle dite des 50 % permet de distinguer une production marchande d'une production non marchande. Elle met en regard d'un côté les ventes hors taxes, de l'autre les coûts de production : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, consommation de capital fixe. Les charges financières supportées par le producteur n'entrent cependant pas en considération du côté des coûts. Si le rapport des ventes aux coûts de production est durablement supérieur à 50 %, il s'agit d'une production marchande.

La distinction entre producteurs marchands et producteurs non marchands repose donc sur les conditions économiques dans lesquelles se réalise la production.

De ce fait, la production est désormais ventilée entre :

- La « production marchande » (P11), qui est « écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché » (SEC 95),
- la « production pour usage final propre » (P12), que les agents conservent pour leur consommation personnelle ou leur FBCF, et qui est essentiellement le fait des ménages (loyers imputés que les ménages propriétaires se versent à eux-mêmes notamment),
- la production des administrations ou « autre production non marchande » (P13), qui est fournie à d'autres unités, soit gratuitement soit à des prix économiquement non significatifs. Elle pose des questions spécifiques sur le plan de la mesure de sa valeur.

Le changement le plus important dans la base 1995 réside toutefois dans le mode de valorisation de la production. Celle-ci n'est désormais plus évaluée au prix du producteur mais « au prix de base », qui est défini ainsi :

« Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut en revanche les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé. » (SEC 95)

Le passage à la valorisation au prix de base correspond à une autre logique économique, dont le souci est d'enregistrer les recettes effectives du producteur (hors impôts, et y compris les subventions sur les produits), et non plus les coûts qu'il supporte (impôts nets de subventions). Les effets sont particulièrement importants dans les branches de l'agriculture et de l'énergie.

La production de services non marchands des administrations reste mesurée conventionnellement par l'ensemble des coûts de production supportés par leurs branches non marchandes : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, consommation de capital fixe, et autres impôts sur la production nets de subventions d'exploitation.

Production effective et distribuée

La distinction entre production effective et distribuée renvoie à celle entre branches et produits. La séparation entre activité (branche) et produit s'avère nécessaire en comptabilité nationale, pour tenir compte du fait que, au terme du processus de production, le produit final peut parfois comprendre certains sous-produits de nature différente qui étaient indissociablement contenus dans les biens intermédiaires en amont. C'est notamment le cas dans la sidérurgie de la transformation ou de l'utilisation de certaines matières premières (charbon, coke), qui aboutit à produire de manière secondaire des dérivés du soufre sous forme d'oxydes. De ce fait, la branche qui est définie comme théoriquement « pure » (son activité homogène débouche en principe sur un seul produit) peut être en réalité amenée à produire à titre secondaire certains biens, qui seront transférés à la catégorie de produit à laquelle ils appartiennent.

La production « effective » est la production d'une branche, et la production « distribuée » celle d'un produit. La différence entre les deux est constituée des transferts de produits, qui sont soustraits de la production de la branche qui les a effectivement produits à titre secondaire, pour les inclure dans la production distribuée des produits correspondants. Ces transferts sont de trois types :

- les produits fatals (sous-produits liés ou inévitables),
- les transferts de produits agricoles (problème du reclassement de certains produits agricoles transformés de l'agriculture vers l'industrie agroalimentaire),
- les ventes résiduelles (ventes de biens et services marchands par les branches non marchandes des administrations, tels que la vente de photocopies par les universités).

En raison de la compensation globale entre les transferts, la somme des productions effectives des branches est égale à la somme des productions distribuées des produits.

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Le produit intérieur brut (PIB), qui est le principal agrégat mesurant le résultat synthétique de l'activité économique nationale, n'a pas vu sa définition fondamentalement modifiée dans la nouvelle base des comptes.

Néanmoins, en raison des changements apportés au mode de valorisation de certains des éléments qui servent à le calculer (production et valeur ajoutée mesurées au prix de base), il a été nécessaire de procéder à des retraitements particuliers pour lui conserver son évaluation aux prix du marché. La base 1995 souligne ce point en le définissant de la manière suivante : « Le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB_{pm}) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes » (SEC 95).

Le PIB peut être reconstitué à partir des trois approches classiques :

- 1• dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité). C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale,
- 2• dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie

totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale) ;

- 3• dans l'optique de la dépense, le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services.

Les trois modes de calcul aboutissent par définition au même chiffre du PIB, ce qui assure la cohérence entre les différentes approches des comptes nationaux français.

Recherche et développement (R&D)

La R&D comprend l'ensemble des dépenses effectuées par une administration ou une entreprise dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques et de les amener jusqu'au stade permettant l'exploitation de nouveaux procédés de fabrication. Sauf indication contraire, la terminologie R&D s'entend au sens de la définition internationale dite de Frascati, d'après le manuel du même nom élaboré par l'OCDE. Elle recouvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée (« recherche ») et le développement expérimental (« développement »).

La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'obtenir des connaissances nouvelles, mais dirigés vers un but ou vers des objectifs pratiques déterminés. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Recherche et technologie (R&T)

Composante de la recherche et développement, la R&T est un agrégat spécifiquement défense. Il mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement, et correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement.

La R&T comprend les études amont contractualisées avec l'industrie, les études subventionnées (Onera, Institut Saint-Louis, écoles de la DGA), la recherche sur la dissuasion nucléaire (CEA), et la recherche duale (programme 191 de la Lolf).

Répertoire Sirene

Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements. L'Insee gère ce fichier qui est alimenté par les déclarations aux greffes des tribunaux de commerce, aux Ursaff, aux chambres des métiers et aux centres des impôts. Le système permet aux statisticiens de disposer d'une liste d'entreprises pour alimenter les fichiers de gestion des enquêtes, mais il assure également la redistribution d'informations entre les différentes instances intéressées par la déclaration et permet donc un allègement des obligations administratives des entreprises qui n'ont pas à se faire enregistrer par chacun des organismes.

Secteur et branche d'activité

Le secteur d'activité regroupe toutes les unités productrices résidentes exerçant à titre principal une même activité (telle que définie dans les nomenclatures d'activités). La production issue des activités secondaires éventuelles exercées par les unités appartenant à un secteur donné fait alors partie de la production globale de celui-ci.

La notion de branche se réfère, en revanche, à une approche technico-économique de la production. La branche regroupe toutes les « unités de production homogènes », qui produisent un même bien ou service, selon la nomenclature de produits en cours. Elle est constituée d'unités productrices ou de fractions d'unités productrices, pas toujours directement observables, qui exercent une même activité portant sur un seul produit.

Ainsi, une même entreprise, par exemple, relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités, mais elle n'appartient qu'à un seul secteur.

Secteur institutionnel

Le terme de « secteur », couramment utilisé dans les comptes nationaux, renvoie à deux notions fort différentes. Le secteur d'activité économique est un regroupement d'unités productrices en fonction de leur activité économique principale (les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, etc.), alors que le secteur institutionnel est un regroupement des divers agents économiques (entreprises, administrations, ménages, etc.) selon la fonction principale qu'ils occupent au sein de l'économie nationale (production, consommation, redistribution, etc.).

Selon la définition de la comptabilité nationale, un secteur institutionnel est constitué de l'ensemble des unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, deux critères sont utilisés simultanément :

- la fonction économique principale,
- l'origine des ressources principales (qui permet d'affiner le premier critère).

L'ensemble des unités institutionnelles résidentes est regroupé en cinq secteurs institutionnels :

- les sociétés non financières (SNF), dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands dans la sphère réelle (S11),
- les sociétés financières (SF), dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers). Les entreprises d'assurance, qui sont considérées comme des intermédiaires financiers dans la nouvelle base, font donc partie de ce secteur (S12),
- les administrations publiques (APU), dont la fonction principale est de produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. La majeure partie des ressources de ces « autres producteurs non marchands » provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs (S13),
- les ménages (M), dont la fonction principale est de consommer ou éventuellement de produire des biens et services marchands dans le cadre d'une entreprise individuelle (EI), ou encore des biens et services non financiers pour leur usage final propre (S14),
- les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm), dont la fonction principale est de produire des biens et services non marchands destinés aux ménages. Ce sont des « autres producteurs non marchands privés ». Le secteur comprend des unités telles que les cultes, les associations, les syndicats de travailleurs ou les partis politiques (S15).

Le Reste du monde (RdM), qui ne constitue pas à proprement parler un secteur institutionnel, est composé d'un ensemble de comptes visant à retracer globalement les relations entre l'économie nationale et les unités non résidentes.

Taux d'exportation

Le taux d'exportation exprime l'effort d'exportation d'une branche ou d'un secteur donné. Il est couramment mesuré par le rapport en pourcentage des exportations de biens et de services relatifs à un secteur ou à une branche donnée sur la production de ce secteur ou de cette même branche.

Titre (budgétaire)

Division du budget général qui s'applique également aux dotations de chaque ministère, et qui permet de désigner principalement les dépenses de personnel et de fonctionnement de l'État, les investissements effectués par l'État, et les dépenses de subventions ou d'interventions publiques.

Le budget de la défense se décompose, selon l'ordonnance de 1959 en vigueur jusqu'à 2005, en *dépenses ordinaires* et en *dépenses en capital*:

Dépenses ordinaires

Titre III	- Moyens des armes et services
1 ^{re} partie	- Personnel
	- Rémunérations d'activité
2 ^e partie	- Personnel en retraite
	- Pensions et allocations
3 ^e partie	- Personnel
	- Charges sociales
4 ^e partie	- Matériel et fonctionnement des armes et services
6 ^e partie	- Subventions de fonctionnement
7 ^e partie	- Dépenses diverses

Dépenses en capital

Titre v	- Équipement
1 ^{re} partie	- Espace, communications, dissuasion
2 ^e partie	- Études
3 ^e partie	- Équipements conventionnels des forces
4 ^e partie	- Infrastructure
5 ^e partie	- Soutien des forces et entretien des matériels
Titre vi	- Subventions d'investissement accordées par l'État
6 ^e partie	- Équipement culturel et social
7 ^e partie	- Équipements administratif et divers

À compter de 2006 avec la mise en place de la Lolf, on distingue sept titres ou natures de dépenses :

Titre 1	- Dotations des pouvoirs publics
Titre 2	- Dépenses de personnel
	- rémunération d'activité
	- cotisations et contributions sociales
	- prestations sociales et allocations diverses

Titre 3	- Dépenses de fonctionnement
	- dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel
	- subventions pour charge de service public
Titre 4	- Charge de la dette de l'État
	- intérêts de la dette financière négociable
	- intérêts de la dette financière non négociable
	- charges financières diverses
Titre 5	- Dépenses d'investissement
	- dépenses pour immobilisations corporelles de l'État
	- dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État
Titre 6	- Dépenses d'intervention
	- transferts aux ménages
	- transferts aux collectivités territoriales
	- transferts aux autres collectivités
	- appels en garantie
Titre 7	- Dépenses d'opérations financières
	- prêts et avances
	- dotations en fonds propres
	- dépenses de participations financières

Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production et celle des consommations intermédiaires (valeur des biens et services consommés pour produire). Du point de vue économique, cet agrégat représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée est calculée « brute », c'est-à-dire y compris la consommation de capital fixe (concept proche de la notion d'amortissement économique), et est évaluée comme la production au prix de base.

Valeur/volume

Les données des comptes nationaux peuvent être mesurées comme toute grandeur économique en valeur ou en volume. La distinction entre les deux termes renvoie implicitement à une opération consistant à « déflater » un montant en valeur par un niveau de prix approprié. Dans la pratique, elle correspond à une opération dite de « partage volume/prix » sur la base de la relation suivante :

Indice de valeur = Indice de volume x Indice de prix

Il convient surtout de souligner que les notions usuelles d'euros courants et d'euros constants ne sont pas exactement équivalentes à celles de valeur et volume, car elles sont relativement imprécises et peuvent prêter à confusion. Les concepts employés dans les comptes nationaux s'appuient sur des définitions plus rigoureuses qui partent d'une approche en termes de structure des prix d'une année donnée, qui implique à la fois une pondération des productions en volume et un système de prix relatifs évoluant tous deux dans le temps.

Les comptes nationaux utilisent d'une manière générale trois systèmes de prix :

- les comptes en valeur : les agrégats et toutes les valeurs comptables sont mesurés aux prix de l'année en cours,
- les comptes en volume aux prix de l'année précédente (dits en volume $n - 1$) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure des prix de l'année précédente. Une innovation importante, à la fois sur le plan méthodologique et sur celui de la diffusion, a été introduite dans la base 1995 avec la présentation de séries en volume par « chaînage ». Conformément aux recommandations internationales, elle traduit la volonté de privilégier l'importance des comptes aux prix de l'année précédente, qui ont l'avantage de gommer les effets de distorsion dus à l'évolution des prix relatifs au fur et à mesure que l'on s'éloigne d'une année de référence fixe, comme cela est le

cas dans le calcul à prix constants. Alors qu'en base 80, un éventuel chaînage des évolutions annuelles était laissé à la charge de l'utilisateur, en nouvelle base il est directement fourni pour la plupart des séries agrégées. Ce sont ces séries dites « aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000 » qui sont données en priorité dans les publications des comptes annuels. Ces séries sont calculées en appliquant aux comptes à prix courant d'une année de référence donnée (la « base 2000 » correspondant au choix de l'année 2000) les évolutions successives aux prix de l'année précédente. Elles présentent toutefois l'inconvénient de ne plus satisfaire exactement aux équations comptables, dont les équilibres ne sont plus respectés,

- les comptes en volume aux prix d'une année de base fixe (dits aussi à prix constants) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure constante des prix d'une année de base fixe (alors que le chaînage s'applique au contraire à une structure continuellement variable). Les nouveaux comptes nationaux français maintiennent la publication de données dans ce système de prix, dont le principe général de calcul ne change pas. Ces comptes dits « aux prix de l'année 2000 » remplacent les séries de l'ancienne base. L'établissement de ceux-ci est simplifié et rendu plus automatique, à partir des TES en valeur et aux prix de l'année précédente, que l'on a retraités afin d'obtenir des équilibres comptables en volume. Pour l'instant, seuls les agrégats des comptes trimestriels sont directement élaborés et diffusés dans ce système de prix, qui est normalement utilisé dans les travaux de synthèse conjoncturelle de l'Insee, et pour l'établissement des budgets économiques et des prévisions de la direction de la prévision. Afin de ne pas laisser vieillir exagérément la structure de prix utilisée, et conformément aux exigences européennes, cette base de prix devrait changer tous les cinq ans.

II BRANCHES D'ACTIVITÉ ET PRODUITS : NOMENCLATURE DE DIFFUSION

(116 branches - 114 produits)¹

DA Agriculture (= EA)

EA Agriculture, sylviculture, pêche

- FA0 Agriculture, sylviculture, pêche**
GA01 Agriculture, chasse, services annexes
(NAF = 01)
GA02 Sylviculture, exploitation forestière,
services annexes (NAF = 02)
GA03 Pêche, aquaculture (NAF = 05)

DB Industrie (= EB à EG)²

EB Industries agricoles et alimentaires

- FB1 Industries de la viande et du lait**
GB01 Industrie des viandes
(NAF = 15.1)
GB02 Industrie du lait (NAF = 15.5)
FB2 Autres industries agricoles et alimentaires
GB03 Industrie des boissons (NAF = 15.9)
GB04 Travail du grain; Fabrication d'aliments
pour animaux (NAF = 15.6 + 15.7)
GB05 Industries alimentaires diverses
(NAF = 15.2 + 15.3 + 15.4 + 15.8)
GB06 Industrie du tabac (NAF = 16)

EC Industries des biens de consommation

- FC1 Habillement, cuir**
GC11 Industrie de l'habillement et des fourrures
(NAF = 18)
GC12 Industrie du cuir et de la chaussure
(NAF = 19)
FC2 Édition, imprimerie, reproduction
GC20 Édition, imprimerie, reproduction
(NAF = 22)
FC3 Pharmacie, parfumerie et entretien
GC31 Industrie pharmaceutique (NAF = 24.4)
GC32 Fabrication de savons, de parfum
et de produits d'entretien (NAF = 24.5)
FC4 Industries des équipements du foyer
GC41 Fabrication de meubles (NAF = 36.1)
GC42 Bijouterie et fabrication d'instruments
de musique (NAF = 36.2 + 36.3)
GC43 Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets
et produits des autres industries diverses
(NAF = 36.4 à 36.6)

- GC44** Fabrication d'appareils domestiques
(NAF = 29.7)
GC45 Fabrication d'appareils de réception,
enregistrement, reproduction (son et image)
(NAF = 32.3)
GC46 Fabrication de matériel optique et photogra-
phique, horlogerie (NAF = 33.4 + 33.5)

ED Industrie automobile

- FD0 Industrie automobile**
GD01 Construction automobile
(NAF = 34.1 + 34.2)
GD02 Fabrication d'équipements automobiles
(NAF = 34.3)

EE Industries des biens d'équipement

- FE1 Construction navale, aéronautique
et ferroviaire**
GE11 Construction navale (NAF = 35.1)
GE12 Construction de matériel ferroviaire roulant
(NAF = 35.2)
GE13 Construction aéronautique et spatiale
(NAF = 35.3)
GE14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de
transport non classé ailleurs (NAF = 35.4 + 35.5)
FE2 Industries des biens équipements mécaniques
GE21 Fabrication d'éléments en métal pour
la construction (NAF = 28.1)
GE22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs
métalliques et de chaudières
(NAF = 28.2 + 28.3)
GE23 Fabrication d'équipements mécaniques
(NAF = 29.1)
GE24 Fabrication de machines d'usage général
(NAF = 29.2)
GE25 Fabrication de machines agricoles (NAF = 29.3)
GE26 Fabrication de machines outils (NAF = 29.4)
GE27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique
(NAF = 29.5)
GE28 Fabrication d'armes et munitions
(NAF = 29.6)
**FE3 Industries des équipements électriques
et électroniques**
GE31 Fabrication de machines de bureau et matériel
informatique (NAF = 30)
GE32 Fabrication de moteurs, génératrices
et transformateurs électriques (NAF = 31.1)
GE33 Fabrication d'appareils d'émission
et de transmission (NAF = 32.2)
GE34 Fabrication de matériel médico-chirurgical
et d'orthopédie (NAF = 33.1)
GE35 Fabrication de matériel de mesure
et de contrôle (NAF = 33.2 + 33.3)

1. Au niveau « branche », le commerce est décomposé en trois sous-
rubriques. Mais il ne constitue qu'un seul et unique produit.

2. Dont DC Industrie manufacturière hors IAA (= EC à EF)

NB: Tous les 0 correspondent à des zéros.

EF Industries des biens intermédiaires

FF1 Industries des produits minéraux

- GF11 Extraction de minerais métalliques
(NAF = 13)
- GF12 Autres industries extractives
(NAF = 14)
- GF13 Fabrication de verre et d'articles en verre
(NAF = 26.1)
- GF14 Fabrication de produits céramiques
et de matériaux de construction
(NAF = 26.2 à 26.8)

FF2 Industrie textile

- GF21 Filature et tissage
(NAF = 17.1 à 17.3)
- GF22 Fabrication de produits textiles
(NAF = 17.4 + 17.5)
- GF23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille
(NAF = 17.6 + 17.7)

FF3 Industries du bois et du papier

- GF31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois
(NAF = 20)
- GF32 Fabrication de pâte à papier, de papier
et de carton
(NAF = 21.1)
- GF33 Fabrication d'articles en papier et en carton
(NAF = 21.2)

FF4 Chimie, caoutchouc, plastiques

- GF41 Industrie chimique minérale
(NAF = 24.11 + 24.12 + 24.13 + 24.15)
- GF42 Industrie chimique organique
(NAF = 24.14 + 24.16 + 24.17)
- GF43 Parachimie (NAF = 24.2 + 24.3 + 24.6)
- GF44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques
(NAF = 24.7)
- GF45 Industrie du caoutchouc
(NAF = 25.1)
- GF46 Transformation des matières plastiques
(NAF = 25.2)

FF5 Métallurgie et transformation des métaux

- GF51 Sidérurgie et première transformation
de l'acier (NAF = 27.1 à 27.3)
- GF52 Production de métaux non ferreux (NAF = 27.4)
- GF53 Fonderie (NAF = 27.5)
- GF54 Services industriels du travail des métaux
(NAF = 28.4 + 28.5)
- GF55 Fabrication de produits métalliques
(NAF = 28.6 + 28.7)
- GF56 Récupération
(NAF = 37)

FF6 Industrie des composants électriques et électroniques

- GF61 Fabrication de matériel électrique
(NAF = 31.2 à 31.6)
- GF62 Fabrication de composants électroniques
(NAF = 32.1)

EG Énergie

FG1 Production de combustibles et de carburants

- GG11 Extraction de houille, lignite et tourbe
(NAF = 10)
- GG12 Extraction d'hydrocarbures, services annexes
(NAF = 11)
- GG13 Extraction de minerai d'uranium
(NAF = 12)
- GG14 Cokéfaction et industrie nucléaire
(NAF = 23.1 + 23.3)
- GG15 Raffinage de pétrole
(NAF = 23.2)

FG2 Eau, gaz, électricité

- GG2A Production et distribution d'électricité
(NAF = 40.1)
- GG2B Production et distribution de combustibles
gazeux et de chaleur
(NAF = 40.2 + 40.3)
- GG22 Captage, traitement et distribution d'eau
(NAF = 41)

DH Construction (= EH)

EH Construction (NAF = 45)³

FH1 Bâtiment

- GH01 Bâtiment
(NAF = 45.2A + 45.2B + 45.2J + 45.2K
+ 45.2L + 45.2T + 45.2V + 45.3A + 45.3C
+ 45.3E + 45.3F + 45.4)

FH2 Travaux publics

- GH02 Travaux publics
(NAF = 45.1 + 45.2C + 45.2D + 45.2E + 45.2F
+ 45.2N + 45.2P + 45.2R + 45.2U + 45.3H
+ 45.5)

DJ Services principalement marchands

(= EJ à EP)

EJ Commerce

FJ1 Commerce et réparation automobile

- GJ10 Commerce et réparation automobile (NAF = 50)
- FJ2 Commerce de gros, intermédiaires**
- GJ20 Commerce de gros, intermédiaires (NAF = 51)
- FJ3 Commerce de détail et réparations**
- GJ30 Commerce de détail et réparations (NAF = 52)

EK Transports

FK0 Transports

- GK01 Transports ferroviaires
(NAF = 60.1)
- GK02 Transport routier de voyageurs
(NAF = 60.2A à 60.2G)

3. Purement française, la ventilation entre bâtiment et travaux publics nécessite un partage compliqué de la NACE, et donc de la NAF.

- GK03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises
(NAF = 60.2L à 60.2P et 60.3)
- GK04 Transports par eau
(NAF = 61)
- GK05 Transports aériens
(NAF = 62.1 + 62.2)
- GK07 Manutention, entreposage et gestion d'infrastructures
(NAF = 63.1 + 63.2)
- GK08 Agences de voyage
(NAF = 63.3)
- GK09 Autres transports
(NAF = 62.3 + 63.4)

EL Activités financières

- FL1 Intermédiation financière**
GL01 Intermédiation financière
(NAF = 65)
- FL2 Assurances et auxiliaires financiers**
GL02 Assurances
(NAF = 66)
- GL03 Auxiliaires financiers et d'assurance
(NAF = 67)

EM Activités immobilières

- FM1 Promotion, gestion immobilière**
GM01 Promotion, gestion immobilière
(NAF = 70.1 + 70.3)
- FM2 Location immobilière**
GM02 Location immobilière
(NAF = 70.2)

EN Services aux entreprises

- FN1 Postes et télécommunications**
GN10 Postes et télécommunications
(NAF = 64)
- FN2 Conseils et assistance**
GN21 Activités informatiques (NAF = 72)
GN22 Services professionnels
(NAF = 74.1A + 74.1C + 74.1G)
GN23 Administration d'entreprises
(NAF = 74.1J)
- GN24 Publicité et études de marché
(NAF = 74.1E + 74.4)
- GN25 Architecture, ingénierie, contrôle
(NAF = 74.2 + 74.3)
- FN3 Services opérationnels**
GN31 Location sans opérateur
(NAF = 71)
- GN32 Sélection et fourniture de personnel
(NAF = 74.5)

- GN33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises (NAF = 74.6 à 74.8)
- GN34 Assainissement, voirie et gestion des déchets
(NAF = 90)
- FN4 Recherche et développement**
GN4A Recherche et développement marchands
(NAF = 73.M)
- GN4B Recherche et développement non marchands
(NAF = 73.N)

EP Services aux particuliers

- FP1 Hôtels et restaurants**
GP10 Hôtels et restaurants
(NAF = 55)
- FP2 Activités récréatives, culturelles et sportives**
GP21 Activités audiovisuelles
(NAF = 92.1 + 92.2)
- GP2A Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes
(NAF = 92.3M à 92.7M)
- GP2B Autres activités récréatives, culturelles et sportives non marchandes
(NAF = 92.3N à 92.7N)
- FP3 Services personnels et domestiques**
GP31 Services personnels
(NAF = 93)
- GP32 Services domestiques
(NAF = 95)

DQ Services administrés (= EQ et ER)

EQ Éducation, santé, action sociale

- FQ1 Éducation**
GQ1A Éducation marchande
(NAF = 80.M)
- GQ1B Éducation non marchande
(NAF = 80.N)
- FQA Santé**
GQ2A Santé marchande
(NAF = 85.1M)
- GQ2B Santé non marchande
(NAF = 85.1N)
- GQ2C Activités vétérinaires
NAF = 85.2)
- FQB Action sociale**
GQ2D Action sociale marchande (NAF = 85.3M)
- GQ2E Action sociale non marchande
(NAF = 85.3N)

ER Administration

- FR1 Administration publique**
GR10 Administration publique (NAF = 75)
- FR2 Activités associatives**
GR20 Activités associatives (NAF = 91)

III SIGLES

ANPE Agence nationale pour l'emploi
APU Administrations publiques

BCRD Budget civil de recherche
et de développement technologique

BIT Bureau international du travail

CAF Coût, assurance, fret

CEA Commissariat à l'énergie atomique

CGA Contrôle général des armées

CSRM Conseil supérieur de la réserve militaire

DAF Direction des affaires financières

DGA Délégation générale pour l'armement

DGCP Direction générale de la comptabilité
publique

DGSE Direction générale de la sécurité
extérieure

DICoD Délégation à l'information et
à la communication de la défense

DIRD Dépense intérieure de recherche
et développement

DIRDD Dépense intérieure de recherche
et développement de défense

DNRD Dépense nationale de recherche
et développement

DRH-MD Direction des ressources humaines du
ministère de la défense

DRM Direction du renseignement militaire

EMA État-major des armées

FAB Franco à bord

FBCF Formation brute de capital fixe

FMI Fonds monétaire international

FSC Fonds de stabilisation des changes

GIFAS Groupement des industries françaises
aéronautiques et spatiales

HCECM Haut comité d'évaluation de la condition
militaire

INSEE Institut national de la statistique
et des études économiques

K€ Millier d'euros

LFI Loi de finances initiale

LFR Loi de finances rectificative

Lolf Loi organique relative aux lois
de finances

LPM Loi de programmation militaire

LR Loi de règlement

Md€ Milliard d'euros

M€ Million d'euros

MESR Ministère de l'enseignement supérieur
et de la recherche

MINEFE Ministère de l'économie, des finances
et de l'emploi

NAF Nomenclature d'activités française

NAP Nomenclature d'activités
et de produits

OCDE Organisation de coopération
et de développement économiques

OEAP Observatoire économique
de l'achat public

OED Observatoire économique
de la défense

OTAN Organisation du traité de l'Atlantique
Nord

PIB Produit intérieur brut

PLF Projet de loi de finances

PPA Parité du pouvoir d'achat

PPE Postes permanents à l'étranger

RAE Recensement des agents de l'État

R&D Recherche et développement

RDE Recherche-développement-essais

RU Royaume-Uni

SEA Service des essences des armées

SEC Système européen des comptes
nationaux et régionaux

SGA Secrétariat général pour l'administration

SSA Service de santé des armées

TES Tableau des entrées-sorties

TVA Taxe sur la valeur ajoutée

UE Union européenne

SOURCES

A

- Annuaire statistique de la France, Insee

B

- Bilan social 2007 - ministère de la défense, Direction des ressources humaines, Sous-direction des études et de la prospective

C

- Calepin international, Délégation générale pour l'armement, Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique
- Chiffre d'affaires de l'industrie de défense, ministère de la défense, Délégation générale pour l'armement, Directions systèmes de forces et des stratégies industrielles, technologique et de coopération
- Comptes nationaux - base 2000, Insee

D

- Déploiement des forces françaises hors métropole, ministère de la défense, État-major des armées
- Données sur la recherche et le développement, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ; enquête « Recherche »
- Données sur les retraites, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) - ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité
- Données sur l'emploi et les salaires, Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES) - ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité
- Données sur la réserve militaire, Conseil supérieur de la réserve militaire

I

- Insee Première (dont présentation en quatre pages des principaux résultats des comptes nationaux en avril/mai de chaque année)

L

- Le chiffre du commerce extérieur, Direction générale des douanes et droits indirects
- Lois de finances initiales pour 2008

- Loi de programmation militaire pour les années 1997 à 2002, loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 - Journal officiel du 3 juillet 1996, pages 9985 à 10002; LPM pour les années 2003 à 2008, loi n° 2003-73 du 27 janvier 2002, JO du 29 janvier 2003, pages 1744 à 1764.

N

- Notes bleues de Bercy (Les), ministère de l'économie, des finances et de l'emploi

O

- Mémoire statistique, Otan, décembre 2008

P

- Projet de loi de finances 2009
- Perspectives économiques de l'OCDE
- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE

R

- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007, ministère de la défense, Délégation générale pour l'armement
- Rapport économique social et financier, ministère de l'économie, des finances et de l'emploi
- Recensement des agents de l'État 2007, ministère de la défense, Direction des affaires financières, Observatoire économique de la défense
- Recensement des marchés publics, ministère de l'économie, des finances et de l'emploi - Observatoire économique de l'achat public (décembre 2008)
- Répartition du domaine métropolitain de la défense (2008), ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives

S

- Système européen des comptes nationaux et régionaux - 1995 (SEC 95) Eurostat - *le texte a été adopté sous forme de règlement du conseil, le 25 juin 1996.*

Titres parus dans cette collection

- Annuaire statistique de la défensedécembre 1998
- Échange d'informations sur la planification de la défense février 1999
- Échange d'informations sur la planification de la défense,
édition trilingue (français, anglais, allemand) mars 1999
- L'exercice du métier des armes dans l'armée de terre
(français, russe) juin 1999
- 21^e rapport d'ensemble du Comité des prix de revient des fabrications d'armement (CPRA) .. août 1999
- Programme pluriannuel de modernisation du ministère de la défense août 1999
- Échange d'informations sur la planification de la défense
(français, russe) août 1999
- Les enseignements du Kosovo,
édition en cinq langues (français, anglais, espagnol, allemand, russe) novembre 1999
- Rapport au Parlement sur les exportations
d'armement de la France - Résultats 1998 mars 2000
- Annuaire statistique de la défense juin 2000
- 22^e rapport d'ensemble du CPRA 1999 juin 2000
- Contre vents et marées
L'action de la défense lors des intempéries de décembre 1999..... juillet 2000
- Rapport au Parlement sur les exportations
d'armement de la France - Résultats 1999 avril 2001
- Annuaire statistique de la défense juin 2001
- 23^e rapport d'ensemble du CPRA 2000 juin 2001
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2000 février 2002
- 24^e rapport d'ensemble du CPRA 2001 avril 2002
- Annuaire statistique de la défense - Résultats 2001 octobre 2002
- Les armées françaises et l'action civilo-militaire novembre 2002
- Les Français et la défense - 10 ans de sondages novembre 2002
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2001 juin 2003
- Stratégie ministérielle de réforme - année 2004 octobre 2003
- 25^e rapport d'ensemble du CPRA 2002 novembre 2003
- Annuaire statistique de la défense - 2003 juin 2004

- La politique d'acquisition du ministère de la défense juillet 2004
- 26^e rapport d'ensemble du CPRA 2003 octobre 2004
- Stratégie ministérielle de réforme - 2004-2005 novembre 2004
- Rapport au Parlement sur les exportations
d'armement de la France en 2002 et 2003 décembre 2004
- Sauvegarde maritime - Une dimension de sécurité renouvelée - Bilan 2004 mars 2005
- Relever le défi opérationnel et capacitaire : la transformation
de l'organisation du ministère de la défense - 18 mai 2005 mai 2005
- La culture du développement durable au ministère de la défense juin 2005
- Le plan prospectif à 30 ans - synthèse juin 2005
- 27^e rapport d'ensemble du CPRA 2004 septembre 2005
- Les armées françaises et la coopération civilo-militaire (CIMIC) septembre 2005
- Annuaire statistique de la défense décembre 2005
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2004 décembre 2005
- La Défense contre le terrorisme avril 2006
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2005 septembre 2006
- Les systèmes d'information et de communication du ministère de la défense octobre 2006
- Donnons plus d'espace à notre défense.
Orientations d'une politique spatiale de défense pour la France et l'Europe février 2007
- Préparer les enjeux opérationnels de demain (français, anglais) juin 2007
- Annuaire statistique de la défense juin 2007
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2006 novembre 2007
- 15 ans de sondage mars 2008
- Prospective géostratégique à l'horizon des trente prochaines années avril 2008
Geostrategic perspectives for the next thirty years avril 2009

■ *Publications françaises*

■ *Publications bilingues*

■ *Publications multilingues*

Conception et réalisation : Simone Jaury
Tél. : 01 42 19 59 73 - Fax : 01 42 19 45 43
e-mail : simone.jaury@sga.defense.gouv.fr

Observatoire économique de la défense
(SGA/DAF/QEFI/OED)
14, rue Saint-Dominique - 00450 ARMÉES
e-mail : oed@sga.defense.gouv.fr

Chef de projet : F. Leclerc
Chef du bureau des éditions : CF M. Stoupak
Conception et réalisations graphique :
C. Boutet, S. Malivert
Directeur artistique : M. Saby-Maiorano, Chef de studio : F. Quagliarini
Secrétaire de rédaction : I. Valogne-Arnold
Fabrication et diffusion : S. Couplier

Impression Opale - Istra
© Création DICOd avril 2009

ANNEXES : SÉRIES LONGUES

A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux

A.1.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en valeur

Année	FBCF				Consommation finale					en M€ courants		
	PIB	FBCF totale	dont FBCF des SNEI*	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU**	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services		
1980	445 233	101 814	51 925	346 268	246 238	95 084	4 946	5 626	93 645	102 443		
1981	500 756	111 298	56 822	402 505	285 751	111 143	5 611	-2 391	110 535	121 548		
1982	574 445	123 430	63 878	466 391	329 530	130 501	6 360	2 836	123 501	142 076		
1983	636 622	128 456	66 416	516 480	363 698	145 829	6 953	-1 726	142 915	149 982		
1984	693 088	134 254	69 314	562 966	395 763	159 779	7 424	-969	165 564	169 227		
1985	743 890	143 089	74 873	607 842	428 439	171 622	7 781	-643	174 104	181 039		
1986	802 365	155 096	82 558	646 606	456 157	182 304	8 145	3 726	164 200	167 826		
1987	845 164	168 073	90 418	683 866	484 930	190 383	8 553	2 889	166 617	176 858		
1988	911 194	189 250	101 887	724 341	513 383	201 823	9 135	6 056	186 589	195 665		
1989	980 534	208 701	113 368	772 470	550 568	212 099	9 803	10 263	213 749	225 369		
1990	1 033 025	221 865	122 315	814 263	579 211	224 473	10 579	9 976	219 513	233 388		
1991	1 070 023	227 650	125 708	849 030	600 110	237 803	11 117	3 822	230 954	242 186		
1992	1 107 811	222 161	120 855	884 826	619 825	252 619	12 382	-2 071	239 135	236 909		
1993	1 114 699	208 342	110 127	909 335	628 220	268 297	12 818	-13 883	234 435	224 182		
1994	1 154 733	212 924	112 876	933 104	645 381	274 220	13 503	-1 945	252 300	242 302		
1995	1 194 600	216 421	115 624	959 250	661 462	282 971	14 817	4 632	272 075	258 455		
1996	1 227 251	219 601	116 307	992 199	682 737	293 590	15 872	-3 669	284 610	266 150		
1997	1 267 425	221 263	117 073	1 010 292	691 381	302 595	16 316	-1 642	325 756	288 986		
1998	1 323 654	237 113	128 003	1 042 231	719 092	305 720	17 419	9 658	347 351	313 544		
1999	1 367 966	256 749	139 237	1 074 864	739 860	316 721	18 283	6 760	357 618	328 970		
2000	1 441 372	280 668	154 614	1 133 369	783 885	330 077	19 407	13 338	411 730	398 715		
2001	1 497 185	291 636	161 801	1 179 441	817 403	341 214	20 824	7 936	421 006	403 814		
2002	1 548 555	290 552	158 189	1 228 308	844 360	362 175	21 773	2 238	419 947	393 405		
2003	1 594 814	300 452	158 891	1 278 432	878 265	378 397	21 770	-893	407 727	391 583		
2004	1 660 189	320 393	168 178	1 333 749	917 719	393 772	22 258	3 569	426 811	425 122		
2005	1 726 068	344 370	178 448	1 390 109	958 656	408 609	22 844	5 562	449 763	464 642		
2006	1 807 462	376 037	192 772	1 448 317	1 002 014	422 577	23 726	5 062	484 545	507 305		
2007	1 892 241	406 341	212 232	1 509 969	1 047 357	438 012	24 600	11 329	501 902	538 304		

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957)

* SNEI : Sociétés non financières et entrepreneurs individuels

**APU : administrations publiques

A.1.1.2 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en volume (base 2000)

Année	PIB	FBCF		Consommation finale					en M€ 2000, aux prix de l'année précédente, chaînés		
		FBCF totale	dont FBCF des SNI	Dépense de conso finale totale	dont conso finale des ménages	dont conso finale des APU	dont conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	
1980	934 649	188 299	92 431	746 188	524 089	211 463	10 636	7 964	139 559	148 509	
1981	943 270	184 394	90 208	763 426	534 988	217 794	10 644	-6 771	146 078	146 112	
1982	966 214	181 402	90 410	790 619	552 196	227 599	10 824	1 855	144 440	151 200	
1983	977 760	174 944	87 111	801 092	556 537	233 622	10 933	-4 975	151 075	147 038	
1984	992 275	172 456	86 178	809 977	560 400	238 704	10 873	-4 105	161 302	151 681	
1985	1 009 231	176 476	89 223	828 250	571 534	245 800	10 916	-3 805	164 610	158 550	
1986	1 033 976	184 853	94 834	855 197	591 881	252 330	10 986	1 599	163 348	168 630	
1987	1 059 672	194 153	100 791	881 420	610 587	259 328	11 505	1 653	168 054	181 251	
1988	1 108 396	212 176	110 565	910 155	629 293	268 765	12 097	4 391	182 246	197 053	
1989	1 154 548	227 525	119 368	933 372	648 180	272 643	12 549	7 581	200 088	212 724	
1990	1 185 068	236 143	126 027	958 583	664 041	281 320	13 222	7 094	209 371	224 359	
1991	1 197 102	235 213	126 300	972 052	667 841	290 446	13 765	-13	222 322	230 991	
1992	1 213 461	229 682	122 282	987 994	673 539	299 537	14 918	-3 189	235 200	234 785	
1993	1 202 374	215 455	112 399	995 440	670 412	309 970	15 058	-14 827	235 756	227 119	
1994	1 229 012	219 145	114 945	1 005 998	679 423	310 978	15 597	-2 264	254 802	246 595	
1995	1 255 031	223 171	118 050	1 017 525	690 124	310 837	16 564	3 810	276 247	264 220	
1996	1 268 965	224 743	118 364	1 035 642	700 983	317 324	17 335	-6 425	286 384	269 843	
1997	1 297 360	225 711	120 177	1 042 754	704 159	321 286	17 309	-2 177	323 360	291 279	
1998	1 342 808	241 818	131 702	1 068 632	731 160	319 332	18 140	7 949	350 001	325 174	
1999	1 387 132	261 830	143 703	1 099 234	756 537	323 916	18 781	6 862	366 175	346 916	
2000	1 441 372	280 668	154 614	1 133 369	783 885	330 077	19 407	13 338	411 730	398 715	
2001	1 468 101	287 343	160 657	1 157 740	803 716	333 900	20 124	7 541	422 095	407 419	
2002	1 483 171	282 515	156 037	1 183 340	821 507	340 128	21 705	2 727	428 295	414 355	
2003	1 499 299	288 851	156 687	1 207 175	839 255	346 936	20 984	-1 822	423 214	419 116	
2004	1 536 336	299 224	163 131	1 236 701	861 082	354 945	20 674	6 686	439 956	448 872	
2005	1 565 465	312 309	169 150	1 263 840	883 854	359 306	20 680	6 828	453 798	475 575	
2006	1 599 449	327 145	177 362	1 289 136	904 350	363 957	20 829	4 750	478 346	504 679	
2007	1 634 203	343 300	190 434	1 316 724	926 655	369 018	21 051	7 064	493 250	532 496	

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.1.3 Les indices de prix

Année	PIB	FBCF		Consommation finale			en base 100 en 2000	
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	47,6	54,1	56,2	46,4	47,0	45,0	67,1	69,0
1981	53,1	60,4	63,0	52,7	53,4	51,0	75,7	83,2
1982	59,5	68,0	70,7	59,0	59,7	57,3	85,5	94,0
1983	65,1	73,4	76,2	64,5	65,4	62,4	94,6	102,0
1984	69,8	77,8	80,4	69,5	70,6	66,9	102,6	111,6
1985	73,7	81,1	83,9	73,4	75,0	69,8	105,8	114,2
1986	77,6	83,9	87,1	75,6	77,1	72,2	100,5	99,5
1987	79,8	86,6	89,7	77,6	79,4	73,4	99,1	97,6
1988	82,2	89,2	92,2	79,6	81,6	75,1	102,4	99,3
1989	84,9	91,7	95,0	82,8	84,9	77,8	106,8	105,9
1990	87,2	94,0	97,1	84,9	87,2	79,8	104,8	104,0
1991	89,4	96,8	99,5	87,3	89,9	81,9	103,9	104,8
1992	91,3	96,7	98,8	89,6	92,0	84,3	101,7	100,9
1993	92,7	96,7	98,0	91,4	93,7	86,6	99,4	98,7
1994	94,0	97,2	98,2	92,8	95,0	88,2	99,0	98,3
1995	95,2	97,0	97,9	94,3	95,8	91,0	98,5	97,8
1996	96,7	97,7	98,3	95,8	97,4	92,5	99,4	98,6
1997	97,7	98,0	97,4	96,9	98,2	94,2	100,7	99,2
1998	98,6	98,1	97,2	97,5	98,4	95,7	99,2	96,4
1999	98,6	98,1	96,9	97,8	97,8	97,8	97,7	94,8
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	102,0	101,5	100,7	101,9	101,7	102,2	99,7	99,1
2002	104,4	102,8	101,4	103,8	102,8	106,5	98,1	94,9
2003	106,4	104,0	101,4	105,9	104,6	109,1	96,3	93,4
2004	108,1	107,1	103,1	107,8	106,6	110,9	97,0	94,7
2005	110,3	110,3	105,5	110,0	108,5	113,7	99,1	97,7
2006	113,0	114,9	108,7	112,3	110,8	116,1	101,3	100,5
2007	115,8	118,4	111,4	114,7	113,0	118,7	101,8	101,1

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.2 La production des branches

A.1.2.1 La production des branches en valeur (Base 2000)

Année	Industrie											en M€ courants
	Agriculture	Agro alimentaire	Biens de conso.	Automobile	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	40056	48497	45563	21124	56621	101425	48956	322185	70137	307720	103601	843698
1981	44864	55517	50196	22243	64597	108354	60103	361011	76551	348324	120608	951358
1982	54175	62729	56658	25730	71367	119706	64541	400732	84094	395038	141009	1075047
1983	57127	67598	61869	28501	77214	130363	69627	435173	86169	438124	157850	1174443
1984	59421	74455	66368	29571	83216	145152	76786	475548	89892	483369	172752	1280982
1985	62620	78712	71928	31295	86694	154898	80224	503751	92701	522011	185259	1366341
1986	63322	81311	76530	34640	88765	153949	62853	498048	100558	561067	196584	1419580
1987	63784	82623	79489	38468	89468	157061	56674	503783	106902	600349	206152	1480969
1988	64385	87016	83331	43342	95258	173015	54508	536470	117894	652547	219790	1591087
1989	70514	92474	88922	48117	103783	188790	58337	580422	125944	723610	231388	1731880
1990	72887	97304	92385	49738	110155	189899	63108	602589	133289	767055	245297	1821117
1991	68016	99711	95281	49819	113797	188047	68096	614751	137779	796332	259715	1876593
1992	69238	103069	95977	53155	109834	187087	66627	615748	142141	824650	275254	1927031
1993	66000	101627	95161	48068	102916	176082	68053	591907	132696	833767	292182	1916552
1994	69801	101820	95549	54637	103442	189955	65865	611268	131003	858726	299219	1970017
1995	72732	104972	99107	55277	112017	207547	67980	646900	133436	893936	309654	2056658
1996	74007	105483	99387	55326	114191	201456	74492	650335	129250	924588	324504	2102684
1997	75435	109036	101540	60191	124815	213968	76047	685597	128310	964308	335149	2188799
1998	76761	109014	105488	69552	136229	223183	71941	715407	131959	1021726	340808	2286661
1999	75920	109313	108342	79000	145755	226602	75384	744396	141002	1090346	352190	2403854
2000	76896	112212	114072	85769	159626	254738	93639	820056	157605	1193022	367033	2614612
2001	79090	117571	118965	91224	163213	256466	93919	841358	165636	1264821	378583	2729488
2002	78762	118287	120735	93613	154916	245414	91492	824457	170250	1321062	397014	2791545
2003	76854	117769	119980	89097	148229	240827	95737	811639	177465	1365375	413051	2844384
2004	79069	120094	120892	92619	149875	253176	103078	839734	190175	1433833	431275	2974086
2005	78919	118910	121045	91441	159328	261932	121219	873875	205435	1506123	448814	3113166
2006	77432	121342	122382	88540	170113	273519	133780	909676	228674	1594099	466203	3276084
2007	84456	128355	124597	89761	180264	285939	137243	946158	248270	1672493	486498	3437876

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.2.2 La production des branches en volume (millions d'euros 2000)

Année	Industrie											en M€ 2000, prix de l'année précédente, chaînés		
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de consommation	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble		
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ			
1980	57 241	79 697	79 237	37 066	66 445	169 890	88 738	514 682	141 017	631 741	235 607	1 589 988		
1981	57 063	81 961	78 842	35 657	70 457	166 352	83 953	513 109	139 731	642 351	241 596	1 601 395		
1982	61 986	83 386	81 754	37 556	71 544	165 417	77 449	512 732	137 580	658 146	250 928	1 627 738		
1983	59 983	83 477	82 833	38 837	74 008	166 937	77 149	519 132	131 590	670 747	257 489	1 644 153		
1984	61 420	86 519	83 151	37 551	76 537	171 452	78 260	529 776	129 393	688 682	262 738	1 677 450		
1985	63 464	88 834	85 295	38 026	78 593	172 551	78 043	537 609	128 502	703 130	269 994	1 707 963		
1986	63 750	90 520	86 677	40 324	80 804	173 967	76 634	544 879	134 359	732 416	276 274	1 754 678		
1987	66 684	92 026	87 255	42 875	82 174	176 849	74 726	552 038	138 245	762 584	284 719	1 805 956		
1988	65 940	95 026	90 116	46 416	87 211	185 261	74 386	575 242	147 915	805 854	295 723	1 891 285		
1989	66 065	97 369	94 628	49 865	93 923	191 380	74 542	599 580	154 804	858 244	300 001	1 979 144		
1990	69 178	100 783	97 156	49 772	98 432	194 851	76 250	615 356	159 399	888 910	308 839	2 042 003		
1991	65 795	102 519	98 080	49 087	100 068	196 907	80 859	625 076	158 755	895 072	318 696	2 062 815		
1992	70 016	103 932	97 076	51 401	97 653	199 418	81 335	627 924	160 518	908 815	327 723	2 093 899		
1993	67 751	103 709	95 251	45 959	95 362	193 106	82 768	612 650	147 303	902 619	338 857	2 066 528		
1994	68 473	105 098	95 985	51 845	98 581	203 869	81 045	633 477	144 396	918 215	340 327	2 103 060		
1995	69 976	107 387	99 154	52 388	107 642	210 892	84 117	658 861	146 012	948 143	340 633	2 162 574		
1996	72 210	108 258	98 689	52 519	109 772	208 320	88 836	662 958	139 622	967 323	350 668	2 191 712		
1997	73 309	109 442	100 856	58 535	120 475	219 355	88 431	694 701	135 840	1 003 502	355 277	2 262 185		
1998	74 772	111 306	104 913	69 114	134 306	230 077	90 879	738 996	138 260	1 055 900	355 045	2 363 096		
1999	76 469	113 026	108 422	79 230	146 390	237 582	91 458	775 549	145 263	1 116 126	360 075	2 473 587		
2000	76 896	112 212	114 072	85 769	159 626	254 738	93 639	820 056	157 605	1 193 022	367 033	2 614 612		
2001	75 320	112 595	118 184	89 592	164 273	256 583	95 909	837 136	161 568	1 237 388	370 740	2 682 152		
2002	76 902	113 161	119 928	90 970	158 157	248 965	94 590	825 958	161 221	1 262 970	374 717	2 702 081		
2003	70 700	112 442	118 893	88 261	154 308	244 738	96 976	815 730	163 148	1 281 825	379 834	2 712 358		
2004	77 986	113 542	119 963	91 316	157 167	250 155	99 075	831 273	167 279	1 323 529	388 472	2 790 261		
2005	76 359	113 065	120 634	89 745	166 145	251 743	102 406	843 363	174 730	1 364 245	393 123	2 854 346		
2006	74 907	113 361	123 267	86 428	173 670	254 375	103 285	853 563	184 013	1 418 110	398 174	2 932 477		
2007	74 683	115 064	125 547	88 467	181 386	258 555	103 257	870 631	191 802	1 462 281	404 916	3 008 728		

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.2.3 Les indices de prix de la production

en base 100 en 2000

Année	Industrie											Ensemble
	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
Code	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	
1980	70,0	60,9	57,5	57,0	85,2	59,7	55,2	62,6	49,7	48,7	44,0	53,1
1981	78,6	67,7	63,7	62,4	91,7	65,1	71,6	70,4	54,8	54,2	49,9	59,4
1982	87,4	75,2	69,3	68,5	99,8	72,4	83,3	78,2	61,1	60,0	56,2	66,0
1983	95,2	81,0	74,7	73,4	104,3	78,1	90,3	83,8	65,5	65,3	61,3	71,4
1984	96,7	86,1	79,8	78,7	108,7	84,7	98,1	89,8	69,5	70,2	65,8	76,4
1985	98,7	88,6	84,3	82,3	110,3	89,8	102,8	93,7	72,1	74,2	68,6	80,0
1986	99,3	89,8	88,3	85,9	109,9	88,5	82,0	91,4	74,8	76,6	71,2	80,9
1987	95,7	89,8	91,1	89,7	108,9	88,8	75,8	91,3	77,3	78,7	72,4	82,0
1988	97,6	91,6	92,5	93,4	109,2	93,4	73,3	93,3	79,7	81,0	74,3	84,1
1989	106,7	95,0	94,0	96,5	110,5	98,6	78,3	96,8	81,4	84,3	77,1	87,5
1990	105,4	96,5	95,1	99,9	111,9	97,5	82,8	97,9	83,6	86,3	79,4	89,2
1991	103,4	97,3	97,1	101,5	113,7	95,5	84,2	98,3	86,8	89,0	81,5	91,0
1992	98,9	99,2	98,9	103,4	112,5	93,8	81,9	98,1	88,6	90,7	84,0	92,0
1993	97,4	98,0	99,9	104,6	107,9	91,2	82,2	96,6	90,1	92,4	86,2	92,7
1994	101,9	96,9	99,5	105,4	104,9	93,2	81,3	96,5	90,7	93,5	87,9	93,7
1995	103,9	97,8	100,0	105,5	104,1	98,4	80,8	98,2	91,4	94,3	90,9	95,1
1996	102,5	97,4	100,7	105,3	104,0	96,7	83,9	98,1	92,6	95,6	92,5	95,9
1997	102,9	99,6	100,7	102,8	103,6	97,5	86,0	98,7	94,5	96,1	94,3	96,8
1998	102,7	97,9	100,5	100,6	101,4	97,0	79,2	96,8	95,4	96,8	96,0	96,8
1999	99,3	96,7	99,9	99,7	99,6	95,4	82,4	96,0	97,1	97,7	97,8	97,2
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	105,0	104,4	100,7	101,8	99,4	100,0	97,9	100,5	102,5	102,2	102,1	101,8
2002	102,4	104,5	100,7	102,9	98,0	98,6	96,7	99,8	105,6	104,6	106,0	103,3
2003	108,7	104,7	100,9	100,9	96,1	98,4	98,7	99,5	108,8	106,5	108,7	104,9
2004	101,4	105,8	100,8	101,4	95,4	101,2	104,0	101,0	113,7	108,3	111,0	106,6
2005	103,4	105,2	100,3	101,9	95,9	104,0	118,4	103,6	117,6	110,4	114,2	109,1
2006	103,4	107,0	99,3	102,4	98,0	107,5	129,5	106,6	124,3	112,4	117,1	111,7
2007	113,1	111,6	99,2	101,5	99,4	110,6	132,9	108,7	129,4	114,4	120,1	114,3

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.3 Le compte satellite de la défense

A.1.3.1 Les tableaux des entrées- sorties (en base 2000)

Année 1998

à prix courants	Ressources en produits				Consommations intermédiaires				Emplois finals			
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	22,7			22,7					22,7			22,7
Produits d'armement	15,7	0,9	0,6	17,2	5,5	5,3		10,8		2,0	4,4	17,2
Reste de l'économie	2 249,2	312,6	142,5	2 704,6	5,2	6,7	1 083,6	1 095,6	282,9	983,1	343,0	2 704,6
Total	2 287,6	313,5	143,1	2 744,5	10,7	12,0	1 083,6	1 106,4	305,6	985,2	347,4	2 744,5
	Valeur ajoutée											
	dont valeur ajoutée de défense				12,0	3,6	1 166,0	1 181,6	Valeurs ajoutées			
	Production disponible				15,6				143,1			
	dont production de défense				22,7	15,7	2 249,2	2 287,6	Impôts sur produits			
					38,4				PIB			

* Consommation finale des administrations publiques

Source : Insee/traitement OED

Année 1999

à prix courants	Ressources en produits				Consommations intermédiaires				Emplois finals			
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	23,1			23,1					23,1			23,1
Produits d'armement	13,3	1,0	0,5	14,8	5,4	5,7		11,1		-0,1	3,8	14,8
Reste de l'économie	2 367,5	328,0	147,5	2 843,0	4,3	4,6	1 164,0	1 172,8	293,6	1 022,8	353,8	2 843,0
Total	2 403,9	329,0	148,0	2 880,9	9,7	10,2	1 164,0	1 183,9	316,7	1 022,7	357,6	2 880,9
	Valeur ajoutée											
	dont valeur ajoutée de défense				13,4	3,1	1 203,5	1 220,0	Valeurs ajoutées			
	Production disponible				16,5				148,0			
	dont production de défense				23,1	13,3	2 367,5	2 403,9	Impôts sur produits			
					36,4				PIB			

* Consommation finale des administrations publiques

Source : Insee/traitement OED

Année 2000

à prix courants

Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois	
Services de défense	23,4			23,4					23,4			23,4	
Produits d'armement	12,0	1,0	0,4	13,4	5,7	4,6		10,3		0,3	2,7	13,4	
Reste de l'économie	2 579,2	397,7	150,2	3 127,1	4,2	4,7	1 304,6	1 313,5	306,6	1 098,4	409,0	3 127,5	
Total	2 614,6	398,7	150,6	3 164,0	10,0	9,3	1 304,6	1 323,9	330,1	1 098,3	411,7	3 164,0	
Valeur ajoutée					<i>* Consommation finale des administrations publiques</i>								
dont valeur ajoutée de défense					13,5	2,7	1 274,6	1 290,7					
Production disponible													
dont production de défense					23,4	12,0	2 579,2	2 614,6					
									Valeurs ajoutées				
									Impôts sur produits				
									PIB				

en Md€

Source: Insee/traitement OED

Année 2001

à prix courants

Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois	
Services de défense	25,9			25,9					25,9			25,9	
Produits d'armement	12,7	0,9	0,4	14,0	6,1	4,7		10,7		0,1	3,2	14,0	
Reste de l'économie	2 690,9	402,9	152,1	3 245,9	4,2	5,3	1 364,6	1 374,1	315,3	1 138,7	417,8	3 245,9	
Total	2 729,5	403,8	152,5	3 285,8	10,3	9,9	1 364,6	1 384,8	341,2	1 138,8	421,0	3 285,8	
Valeur ajoutée					<i>* Consommation finale des administrations publiques</i>								
dont valeur ajoutée de défense					15,6	2,7	1 326,3	1 344,7					
Production disponible													
dont production de défense					25,9	12,7	2 690,9	2 729,5					
									Valeurs ajoutées				
									Impôts sur produits				
									PIB				

en Md€

Source: Insee/traitement OED

Année 2002

à prix courants		Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals			en Md€
		Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois	
Services de défense	25,6				25,6								25,6	
Produits d'armement	13,6	0,9	0,4	15,0	7,0	4,8		11,8		-1,1	4,2		15,0	
Reste de l'économie	2 752,3	392,5	155,5	3 300,3	4,4	5,7	1 388,5	1 387,1		1 160,9	415,7		3 300,3	
Total	2 791,5	393,4	156,0	3 340,9	11,4	10,5	1 388,5	1 399,0		1 159,8	419,9		3 340,9	
Valeur ajoutée														
dont valeur ajoutée de défense														
14,2														
17,3														
Production disponible														
25,6														
13,6														
2 752,3														
2 791,5														
dont production de défense														
392														

Source: Insee/traitement OED

* Consommation finale des administrations publiques

Valeurs ajoutées	1 392,6
Impôts sur produits	156,0
PIB	1 548,6

Année 2003

à prix courants		Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals			en Md€
		Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois	
Services de défense	27,0			27,0									27,0	
Produits d'armement	14,3	1,0	0,5	15,8	7,6	5,1		12,6		-1,1	4,3		15,8	
Reste de l'économie	2 803,1	390,6	159,5	3 353,2	4,7	6,1	1 386,1	1 397,0		1 201,4	403,4		3 380,2	
Total	2 844,4	391,6	160,0	3 396,0	12,3	11,1	1 386,1	1 409,6		1 200,3	407,7		3 396,0	
Valeur ajoutée														
dont valeur ajoutée de défense														
14,7														
17,9														
Production disponible														
27,0														
14,3														
2 803,1														
2 844,4														
dont production de défense														
41,3														

Source: Insee/traitement OED

* Consommation finale des administrations publiques

Valeurs ajoutées	1 434,8
Impôts sur produits	160,0
PIB	1 594,8

Année 2004

à prix courants

Ressources en produits					Consommations intermédiaires					Emplois finals		
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	28,4			28,4					28,4			28,4
Produits d'armement	17,3	1,1	0,6	19,0	8,2	6,5		14,7		-2,8	7,1	19,0
Reste de l'économie	2 914,2	421,9	169,1	3 505,2	5,1	7,3	1 443,5	1 455,8	365,2	1 264,1	420,0	3 505,2
Total	2 959,9	423,0	169,7	3 552,6	13,3	13,8	1 443,5	1 470,6	393,6	1 261,3	427,1	3 552,5
Valeur ajoutée												
dont valeur ajoutée de défense												
Production disponible												
dont production de défense												
Valeurs ajoutées												
Impôts sur produits												
PIB												

* Consommation finale des administrations publiques

Source: Insee/traitement OED

Année 2005

à prix courants

Ressources en produits					Consommations intermédiaires					Emplois finals		
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	29,6			29,6					29,6			29,6
Produits d'armement	14,6	1,3	0,6	16,5	7,8	6,3		14,1		-1,4	3,8	16,5
Reste de l'économie	3 052,2	461,6	177,8	3 691,5	6,3	5,7	1 530,6	1 542,6	378,7	1 326,7	443,5	3 691,5
Total	3 096,3	462,9	178,3	3 737,6	14,2	12,0	1 530,6	1 556,7	408,3	1 325,3	447,3	3 737,6
Valeur ajoutée												
dont valeur ajoutée de défense												
Production disponible												
dont production de défense												
Valeurs ajoutées												
Impôts sur produits												
PIB												

* Consommation finale des administrations publiques

Source: Insee/traitement OED

A.1.4 L'emploi intérieur salarié par branche

A.1.4.1 L'emploi intérieur salarié par branche

(nombre de personnes « en équivalent temps plein »)

Année	Industrie													en milliers de personnes																														
	Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ
1980	395,5	461,2	461,2	1 034,4	338,3	1 040,5	1 947,8	264,4	5 086,6	1 701,2	6 655,1	4 624,0	18 462,4																															
1981	377,9	465,4	465,4	987,7	316,8	1 017,0	1 869,5	267,0	4 923,4	1 659,5	6 730,5	4 746,2	18 437,5																															
1982	365,8	468,4	468,4	967,6	308,4	1 009,1	1 823,5	272,2	4 849,2	1 618,0	6 844,3	4 847,8	18 525,1																															
1983	349,9	472,6	472,6	954,0	305,3	981,5	1 770,2	280,4	4 764,0	1 539,6	6 908,6	4 918,3	18 480,4																															
1984	339,4	472,8	472,8	926,3	295,5	947,8	1 699,6	279,5	4 621,5	1 429,4	6 976,0	5 024,6	18 390,9																															
1985	331,4	469,3	469,3	900,3	282,1	921,4	1 650,7	274,4	4 498,2	1 375,4	7 011,9	5 124,0	18 340,9																															
1986	324,5	467,6	467,6	887,2	269,4	901,8	1 617,5	269,5	4 413,0	1 375,6	7 134,5	5 205,6	18 453,2																															
1987	317,9	466,8	466,8	871,6	259,7	865,6	1 583,4	265,2	4 312,3	1 385,8	7 356,6	5 304,0	18 656,6																															
1988	316,1	464,7	464,7	866,7	255,5	848,2	1 563,0	261,4	4 259,5	1 413,5	7 585,1	5 351,1	18 925,3																															
1989	315,7	465,1	465,1	867,6	257,0	856,9	1 584,8	253,9	4 285,3	1 455,4	7 877,2	5 447,3	19 380,9																															
1990	321,6	465,4	465,4	864,0	256,7	877,9	1 592,1	246,9	4 303,0	1 473,7	8 070,0	5 515,6	19 683,9																															
1991	322,0	462,8	462,8	835,1	248,3	882,7	1 564,6	239,6	4 233,0	1 468,9	8 129,1	5 620,3	19 773,3																															
1992	322,0	455,7	455,7	798,4	239,6	848,5	1 517,2	236,8	4 096,3	1 420,9	8 181,0	5 718,0	19 738,3																															
1993	321,0	455,4	455,4	758,1	230,2	793,5	1 433,3	232,2	3 902,6	1 339,1	8 094,7	5 814,0	19 471,5																															
1994	327,2	458,1	458,1	729,9	219,3	763,6	1 387,6	230,3	3 788,9	1 303,5	8 187,6	5 922,3	19 529,6																															
1995	336,1	463,7	463,7	712,9	218,1	766,6	1 398,0	226,7	3 785,9	1 305,4	8 298,5	5 993,8	19 719,8																															
1996	343,0	469,7	469,7	687,9	217,2	764,8	1 383,7	223,5	3 747,0	1 266,7	8 346,3	6 056,4	19 759,3																															
1997	351,5	479,5	479,5	674,3	215,9	758,7	1 360,1	217,1	3 705,7	1 234,4	8 477,5	6 107,9	19 877,0																															
1998	358,7	484,1	484,1	657,5	212,9	764,3	1 365,0	204,4	3 688,2	1 230,1	8 763,0	6 166,6	20 206,5																															
1999	365,2	484,1	484,1	645,8	212,2	768,4	1 358,7	198,6	3 667,8	1 254,1	9 119,0	6 267,3	20 673,3																															
2000	374,6	489,3	489,3	630,2	223,9	780,8	1 378,9	204,3	3 707,4	1 309,3	9 620,9	6 328,5	21 340,7																															
2001	383,3	488,1	488,1	629,2	228,5	788,4	1 393,4	199,0	3 726,7	1 345,6	10 050,3	6 358,0	21 863,8																															
2002	387,6	496,4	496,4	599,1	228,6	767,1	1 357,8	195,5	3 644,5	1 364,5	10 321,5	6 366,0	22 084,1																															
2003	386,3	499,5	499,5	580,0	227,7	745,5	1 315,4	190,1	3 558,4	1 369,2	10 386,9	6 416,6	22 117,3																															
2004	384,6	484,1	484,1	546,1	219,9	716,5	1 276,8	190,4	3 433,8	1 393,2	10 465,4	6 448,6	22 125,6																															
2005	388,8	482,8	482,8	526,2	220,5	705,0	1 241,2	189,0	3 364,6	1 436,9	10 565,5	6 490,8	22 246,6																															
2006	393,0	479,8	479,8	500,7	211,2	705,6	1 210,0	188,7	3 296,0	1 497,8	10 660,1	6 572,0	22 418,9																															
2007	386,8	478,3	478,3	486,4	202,2	706,8	1 192,7	187,7	3 254,2	1 563,0	10 897,2	6 635,5	22 736,7																															

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.2 L'emploi intérieur salarié par branche (nombre de personnes)

Année	Industrie											en milliers de personnes		
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble		
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ			
1980	378,9	459,8	1 015,4	339,0	1 036,3	1 938,2	264,0	5 052,7	1 621,1	6 787,2	4 831,0	18 670,9		
1981	361,9	463,5	968,1	317,0	1 012,3	1 858,4	266,6	4 885,9	1 579,8	6 854,9	4 957,1	18 639,6		
1982	350,1	466,8	947,4	308,6	1 004,1	1 812,4	271,9	4 811,2	1 540,2	6 970,5	5 066,5	18 738,5		
1983	333,9	469,7	932,9	305,6	977,4	1 760,3	280,0	4 725,9	1 466,2	7 043,3	5 149,1	18 718,4		
1984	322,8	469,3	904,3	295,7	943,7	1 688,7	278,7	4 580,4	1 360,7	7 099,4	5 282,7	18 646,0		
1985	315,7	465,8	878,0	282,2	917,9	1 640,3	273,2	4 457,4	1 309,3	7 132,2	5 421,3	18 635,9		
1986	310,7	464,7	865,0	269,3	898,2	1 607,2	267,9	4 372,3	1 309,3	7 248,9	5 518,3	18 759,5		
1987	304,6	463,4	847,0	259,4	861,4	1 571,4	263,1	4 265,7	1 317,1	7 446,6	5 632,3	18 966,3		
1988	301,7	461,6	839,3	254,6	842,7	1 548,6	259,0	4 205,8	1 340,5	7 688,7	5 669,3	19 206,0		
1989	301,0	462,0	837,7	255,7	849,8	1 568,5	251,2	4 224,9	1 376,8	7 964,3	5 768,3	19 635,3		
1990	300,6	461,7	832,3	255,1	869,5	1 573,7	243,8	4 236,0	1 392,1	8 139,8	5 822,4	19 890,8		
1991	306,4	459,3	805,1	246,6	874,7	1 546,2	236,3	4 168,1	1 386,5	8 223,4	5 938,9	20 023,3		
1992	313,4	453,7	769,8	238,2	839,7	1 499,4	233,8	4 034,6	1 340,4	8 280,5	6 051,9	20 020,8		
1993	317,7	453,4	731,7	228,6	785,3	1 417,3	229,2	3 845,4	1 265,1	8 243,1	6 185,4	19 856,7		
1994	323,7	458,8	706,4	217,9	757,1	1 375,0	227,6	3 742,8	1 233,0	8 373,4	6 312,8	19 985,7		
1995	336,3	466,4	690,5	217,1	763,0	1 386,8	224,6	3 748,3	1 233,9	8 539,3	6 405,9	20 263,6		
1996	351,3	474,6	667,9	216,5	761,7	1 372,2	221,7	3 714,7	1 197,8	8 653,9	6 501,8	20 419,5		
1997	368,0	483,0	652,9	215,0	754,8	1 350,2	217,2	3 673,2	1 166,3	8 804,6	6 562,1	20 574,2		
1998	385,1	490,3	639,3	212,4	760,4	1 355,5	207,3	3 665,3	1 164,7	9 117,5	6 635,1	20 967,6		
1999	390,6	491,6	629,9	211,5	765,0	1 350,2	202,8	3 651,1	1 191,6	9 482,1	6 740,0	21 455,3		
2000	383,4	496,4	614,3	223,0	777,3	1 369,2	208,1	3 688,4	1 248,4	9 964,9	6 817,4	22 102,5		
2001	379,6	495,5	614,2	227,4	785,2	1 382,7	204,3	3 709,4	1 285,3	10 360,1	6 825,6	22 560,1		
2002	370,3	506,3	581,4	227,5	764,8	1 350,0	200,9	3 630,9	1 305,7	10 562,5	6 855,0	22 724,4		
2003	369,0	507,3	564,4	226,5	742,0	1 307,0	196,7	3 543,9	1 308,8	10 621,6	6 916,0	22 759,2		
2004	373,6	491,9	533,2	218,6	712,2	1 268,2	196,4	3 420,5	1 330,0	10 710,5	6 933,7	22 768,4		
2005	373,8	490,3	511,6	219,1	702,1	1 231,5	196,4	3 350,9	1 376,7	10 790,0	6 983,4	22 874,7		
2006	369,2	486,9	488,5	210,0	701,5	1 201,0	194,3	3 282,1	1 433,8	10 944,4	7 061,5	23 091,0		
2007	363,5	484,2	473,5	200,7	702,0	1 181,3	193,0	3 234,6	1 503,6	11 182,7	7 127,6	23 412,0		

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.3 L'emploi intérieur total par branche (nombre de personnes en « équivalent temps plein »)

Année Code	Industrie											en milliers de personnes			
	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	Services administrés	Services principaux marchands	Ensemble	
1980	2 125,1	559,9	1 119,5	340,0	1 071,3	2 010,9	264,8	5 366,4	2 125,2	7 798,5	4 840,3			22 255,5	
1981	2 048,4	562,2	1 070,4	318,3	1 047,8	1 930,5	267,3	5 196,5	2 085,4	7 864,5	4 969,0			22 163,8	
1982	1 983,1	565,8	1 049,0	309,8	1 039,8	1 882,7	272,5	5 119,6	2 037,7	7 965,2	5 077,4			22 183,0	
1983	1 924,6	571,1	1 033,6	306,7	1 012,7	1 827,3	280,7	5 032,1	1 949,1	8 036,3	5 152,3			22 094,4	
1984	1 867,1	571,9	1 003,6	296,9	978,3	1 754,6	279,8	4 885,1	1 826,6	8 100,6	5 262,9			21 942,3	
1985	1 806,2	567,7	976,1	283,5	950,7	1 703,1	274,7	4 755,8	1 765,5	8 126,0	5 370,6			21 824,1	
1986	1 749,8	565,3	962,8	270,7	930,0	1 668,6	269,8	4 667,2	1 766,0	8 259,1	5 458,2			21 900,3	
1987	1 685,9	563,3	946,2	261,0	893,5	1 634,3	265,5	4 563,8	1 778,4	8 474,3	5 562,8			22 065,2	
1988	1 625,2	559,7	940,4	256,8	875,2	1 613,7	261,7	4 507,5	1 807,7	8 747,4	5 615,3			22 303,1	
1989	1 561,7	558,0	939,7	258,2	883,5	1 634,5	254,2	4 528,1	1 849,9	9 059,4	5 714,8			22 713,9	
1990	1 498,0	555,2	935,4	258,0	903,1	1 638,1	247,2	4 537,0	1 860,6	9 253,3	5 786,5			22 935,3	
1991	1 440,3	547,7	904,2	249,5	907,2	1 610,0	240,0	4 458,5	1 838,6	9 295,4	5 889,2			22 922,0	
1992	1 381,7	535,1	865,0	240,9	872,7	1 561,8	237,2	4 312,8	1 766,7	9 309,4	5 983,0			22 753,6	
1993	1 316,7	530,6	822,0	231,3	816,9	1 475,6	232,7	4 109,1	1 655,6	9 185,7	6 081,5			22 348,6	
1994	1 277,6	530,1	792,4	220,4	786,1	1 427,1	230,9	3 987,0	1 603,7	9 252,1	6 196,3			22 316,7	
1995	1 248,1	534,6	773,9	219,2	789,3	1 436,8	227,3	3 981,1	1 601,1	9 334,6	6 272,2			22 437,0	
1996	1 219,1	539,9	746,3	218,4	787,4	1 421,0	224,3	3 937,4	1 555,8	9 359,2	6 338,9			22 410,4	
1997	1 192,7	549,2	730,4	217,1	780,6	1 394,8	217,9	3 889,9	1 514,5	9 480,3	6 392,1			22 469,5	
1998	1 173,2	553,9	712,5	214,1	785,4	1 397,9	205,1	3 868,9	1 502,6	9 762,2	6 452,3			22 759,3	
1999	1 154,8	553,9	700,1	213,4	789,2	1 390,4	199,4	3 846,4	1 526,5	10 120,5	6 556,4			23 204,6	
2000	1 140,4	559,3	684,5	225,0	801,8	1 411,0	205,2	3 886,9	1 584,8	10 634,5	6 620,6			23 867,2	
2001	1 132,6	558,1	683,2	229,7	809,4	1 425,4	200,0	3 905,7	1 624,5	11 058,6	6 647,8			24 369,3	
2002	1 115,7	566,8	653,0	229,8	788,3	1 390,0	196,4	3 824,1	1 650,3	11 332,2	6 655,2			24 577,4	
2003	1 095,6	568,9	632,7	228,9	766,3	1 347,1	191,0	3 735,0	1 656,0	11 403,9	6 708,9			24 599,5	
2004	1 073,9	552,5	597,6	221,0	737,0	1 308,2	191,3	3 607,6	1 687,3	11 508,9	6 750,8			24 628,6	
2005	1 058,6	551,7	577,7	221,6	725,7	1 272,8	190,0	3 539,5	1 742,6	11 632,4	6 801,7			24 774,9	
2006	1 043,9	550,4	552,9	212,3	726,8	1 242,4	189,6	3 474,4	1 821,5	11 742,5	6 890,7			24 973,1	
2007	1 020,2	550,3	539,3	203,4	728,5	1 225,8	188,6	3 435,8	1 903,9	11 997,2	6 958,6			25 315,8	

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.4 L'emploi intérieur total par branche (nombre de personnes)

Année	Industrie											en milliers de personnes		
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble		
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ			
1980	1 890,6	563,7	1 084,8	340,7	1 069,3	2 004,5	264,4	5 327,4	1 974,4	7 952,1	5 057,7	22 202,2		
1981	1 822,3	565,2	1 036,0	318,5	1 045,3	1 922,4	266,9	5 154,3	1 935,6	8 014,6	5 190,5	22 117,3		
1982	1 757,9	568,5	1 014,1	310,0	1 036,6	1 873,9	272,2	5 075,3	1 889,5	8 115,7	5 305,9	22 144,3		
1983	1 698,8	572,1	998,1	307,0	1 010,4	1 819,5	280,3	4 987,4	1 806,5	8 191,7	5 391,4	22 075,8		
1984	1 642,8	571,7	967,6	297,1	975,9	1 745,3	279,0	4 836,6	1 691,0	8 239,4	5 528,2	21 938,0		
1985	1 585,6	567,2	940,2	283,6	948,7	1 694,1	273,5	4 707,3	1 633,2	8 256,9	5 673,7	21 856,7		
1986	1 534,5	564,8	927,1	270,6	927,7	1 659,3	268,2	4 617,7	1 632,1	8 378,5	5 775,4	21 938,2		
1987	1 476,5	561,8	908,5	260,7	890,4	1 623,1	263,4	4 507,9	1 640,5	8 585,4	5 894,9	22 105,2		
1988	1 420,8	558,3	900,0	255,9	870,7	1 599,9	259,3	4 444,1	1 663,4	8 842,6	5 936,1	22 307,0		
1989	1 363,8	556,0	897,0	256,9	877,3	1 618,6	251,5	4 457,3	1 697,7	9 126,1	6 037,4	22 682,3		
1990	1 300,4	552,3	890,7	256,4	895,4	1 620,1	244,1	4 459,0	1 703,2	9 305,4	6 094,9	22 862,9		
1991	1 242,3	544,9	861,9	247,9	900,0	1 592,2	236,7	4 383,6	1 682,5	9 369,1	6 210,2	22 887,6		
1992	1 190,4	533,7	825,2	239,5	864,7	1 544,8	234,2	4 242,1	1 615,9	9 387,0	6 319,3	22 754,6		
1993	1 134,0	529,2	785,2	229,8	809,4	1 460,1	229,7	4 043,3	1 516,3	9 312,3	6 455,6	22 461,5		
1994	1 084,2	531,8	759,2	219,0	780,3	1 414,9	228,2	3 933,4	1 469,9	9 415,5	6 591,4	22 494,4		
1995	1 051,1	538,1	742,4	218,3	786,5	1 426,2	225,2	3 936,6	1 467,2	9 549,1	6 690,0	22 694,0		
1996	1 026,5	545,7	717,6	217,7	785,3	1 410,0	222,5	3 898,9	1 426,1	9 638,0	6 789,9	22 779,5		
1997	1 011,3	553,8	701,1	216,2	777,6	1 385,4	218,0	3 852,1	1 387,6	9 774,7	6 853,7	22 879,3		
1998	998,8	561,3	686,7	213,6	782,4	1 389,0	208,1	3 841,1	1 379,4	10 078,5	6 929,4	23 227,3		
1999	981,5	562,7	677,0	212,7	786,7	1 382,5	203,7	3 825,3	1 405,1	10 446,1	7 038,4	23 696,5		
2000	960,8	567,3	661,4	224,2	799,1	1 401,5	209,0	3 862,5	1 463,1	10 929,8	7 115,9	24 332,1		
2001	949,6	566,5	661,3	228,6	806,9	1 415,0	205,2	3 883,5	1 502,5	11 310,3	7 118,8	24 764,6		
2002	930,5	577,2	628,5	228,6	786,5	1 382,3	201,8	3 804,9	1 527,7	11 509,2	7 146,4	24 918,8		
2003	912,9	577,4	610,8	227,7	763,4	1 338,9	197,7	3 715,9	1 532,7	11 577,7	7 211,0	24 950,2		
2004	907,3	561,4	579,2	219,7	733,4	1 299,8	197,4	3 590,8	1 556,3	11 685,6	7 236,7	24 976,7		
2005	897,7	560,3	558,0	220,3	723,5	1 263,3	197,3	3 522,7	1 612,4	11 787,1	7 295,7	25 115,6		
2006	877,2	558,5	536,0	211,2	723,4	1 233,6	195,2	3 457,9	1 684,2	11 955,3	7 381,6	25 356,2		
2007	855,3	557,3	521,9	201,9	724,3	1 214,5	194,0	3 413,9	1 766,8	12 207,5	7 452,0	25 695,5		

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux

Année	ÉTAT			ODAC ¹			APUL ²			Adm SS ³			TOTAL APU ⁴		
	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement
1980	97,9	98,0	0,1	14,7	15,4	0,7	35,0	30,7	-4,3	88,6	91,6	3,0	203,4	202,9	-0,5
1981	116,8	111,7	-5,0	17,7	18,0	0,3	41,0	35,5	-5,5	105,3	104,4	-0,9	242,3	231,1	-11,2
1982	137,8	129,0	-8,8	21,7	22,0	0,3	48,6	41,8	-6,8	125,4	124,8	-0,6	285,9	270,0	-15,9
1983	153,5	140,9	-12,6	23,5	23,7	0,2	55,1	48,4	-6,7	139,6	142,8	3,3	320,1	304,3	-15,8
1984	168,1	152,4	-15,7	28,5	27,2	-1,4	56,8	52,5	-4,2	152,8	154,9	2,1	355,2	336,0	-19,2
1985	183,3	164,5	-18,8	31,0	31,4	0,3	62,7	58,1	-4,6	164,1	164,6	0,5	385,2	362,7	-22,5
1986	191,6	176,5	-15,1	27,2	25,4	-1,8	69,5	65,4	-4,1	174,8	169,9	-5,0	409,7	383,7	-26,0
1987	198,6	185,6	-13,0	27,7	27,4	-0,4	73,2	69,8	-3,3	182,1	181,5	-0,7	425,4	408,0	-17,4
1988	211,4	192,5	-18,9	27,4	27,8	0,4	79,9	75,6	-4,2	194,3	193,1	-1,2	454,0	430,0	-24,0
1989	219,1	203,4	-15,7	27,8	29,6	1,8	86,4	81,6	-4,7	207,5	208,1	0,6	478,0	460,0	-18,0
1990	231,3	210,2	-21,1	30,2	31,7	1,5	92,5	88,4	-4,1	221,3	219,9	-1,4	511,1	485,9	-25,2
1991	240,0	219,4	-20,6	32,0	33,4	1,4	100,7	94,0	-6,7	236,0	230,6	-5,3	541,4	510,1	-31,3
1992	255,8	219,3	-36,6	34,5	36,0	1,5	105,6	99,3	-6,3	252,8	243,9	-8,9	575,0	524,7	-50,3
1993	279,2	220,3	-58,9	38,1	39,2	1,1	107,4	105,2	-2,2	266,0	254,4	-11,6	612,3	540,7	-71,6
1994	280,1	225,4	-55,0	36,0	37,2	1,2	113,0	110,3	-2,7	273,6	266,9	-6,7	625,4	562,5	-62,9
1995	281,7	233,0	-48,7	44,9	39,4	-5,5	117,2	115,1	-2,1	285,4	276,5	-8,9	650,3	585,1	-65,2
1996	293,2	248,3	-44,9	42,2	42,9	0,8	122,7	123,3	0,7	293,5	287,4	-6,1	668,5	619,0	-49,5
1997	305,6	256,8	-48,8	42,8	52,1	9,3	121,9	124,7	2,9	301,1	295,7	-5,4	685,6	643,6	-42,0
1998	303,1	264,3	-38,7	44,6	46,7	2,1	125,7	129,6	3,9	309,4	307,5	-1,9	697,3	662,7	-34,6
1999	318,2	282,1	-36,1	44,4	48,2	3,8	130,9	135,3	4,3	318,3	322,0	3,7	719,2	694,9	-24,3
2000	320,3	285,0	-35,3	47,4	51,9	4,5	140,5	143,3	2,8	330,2	337,0	6,8	744,3	723,0	-21,2
2001	330,3	294,6	-35,7	51,7	56,2	4,5	144,6	146,6	2,0	346,6	352,6	6,0	772,1	748,8	-23,3
2002	350,0	293,5	-56,4	55,0	64,1	9,1	154,8	156,8	2,0	366,9	363,2	-3,7	815,1	766,1	-49,0
2003	355,6	293,6	-62,0	57,9	62,7	4,8	164,2	164,8	0,5	385,5	376,5	-9,0	849,6	783,9	-65,7
2004	376,6	323,9	-52,8	56,1	65,5	9,5	178,4	176,1	-2,4	404,1	389,6	-14,6	883,1	822,9	-60,2
2005	387,9	335,6	-52,2	61,0	68,1	7,1	188,2	184,9	-3,3	423,0	420,2	-2,8	921,5	870,3	-51,1
2006	379,4	331,7	-47,4	62,6	73,1	10,5	198,4	195,3	-3,2	436,1	432,8	3,3	952,5	909,1	-43,4
2007	377,3	338,1	-39,2	69,6	67,0	-2,6	212,2	205,0	-7,2	459,7	458,1	-1,6	991,0	940,4	-50,6

Source : Comptes nationaux - base 2000. Insee

1 Les Organismes divers d'administration centrale regroupent des organismes de statut juridique varié - souvent des Établissements publics à caractère administratif (EPA), auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Le commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Fonds de réserve des retraites (FRR), l'Office national des anciens combattants (Onac), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), etc. font notamment partie des Odac ainsi que Charbonnages de France depuis 2001

2 Les Administrations publiques locales comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale

3 Les Administrations de sécurité sociale comprennent les régimes d'assurance sociale (caisses de sécurité sociale, Unedic, fonds spéciaux tels que le FSV et le Forec) et des organismes dépendant des assurances sociales (Odass, essentiellement les hôpitaux publics ainsi que les hôpitaux privés participant au service public hospitalier)

4 Administrations publiques. La somme Etat + Odac + Apul + Adm SS est consolidée pour faire le « total APU ». Cependant la consolidation de certaines opérations (telles que les intérêts, les transferts en capital et les transferts courants) est particulièrement fragile sur la période 1980-1993

A.2.2 Le budget de l'État : Loix de finances initiales (LFI) et exécution budgétaire

en Md€

Année	Exécution budgétaire (hors FMI)									
	LFI		Solde général (hors budgets annexes)	Solde du budget général	Dépenses du budget général ¹	Recettes du budget général ²	dont			Fonds de concours
Année	Solde général (hors budgets annexes)	Recettes fiscales nettes ²					Prélèvements sur Recettes	Recettes non fiscales		
1980	-4,8	-4,4	-5,3	87,0	81,7	83,0	-8,8	4,4	3,1	1,8
1981	-4,4	-11,9	-11,4	105,2	93,8	94,3	-9,9	5,9	3,5	1,5
1982	-14,1	-14,7	-13,0	123,8	110,2	110,2	-11,9	7,9	4,0	-0,6
1983	-17,5	-19,4	-20,6	138,8	118,2	120,0	-15,0	8,8	4,4	-0,6
1984	-19,0	-22,4	-22,4	150,3	127,8	129,2	-16,3	10,2	5,4	-1,4
1985	-21,1	-23,3	-23,3	160,0	136,7	138,9	-18,2	10,2	5,8	-0,7
1986	-21,9	-21,1	-22,7	169,1	146,4	148,7	-20,4	11,0	7,0	0,8
1987	-19,8	-18,2	-17,3	170,9	154,4	159,4	-23,1	11,6	7,4	-4,1
1988	-17,8	-17,8	-16,0	176,2	160,2	168,2	-26,7	13,3	6,2	0,9
1989	-15,3	-15,3	-13,4	185,4	172,1	177,8	-28,7	16,3	5,7	-2,9
1990	-14,1	-14,1	-15,1	195,8	180,7	183,7	-28,3	19,2	7,1	0,0
1991	-12,6	-19,9	-16,8	203,6	186,8	186,8	-32,5	24,1	8,4	-3,1
1992	-14,1	-34,8	-31,5	217,3	185,8	185,8	-33,7	25,0	8,7	-2,2
1993	-25,3	-48,5	-45,2	229,1	184,0	184,0	-35,3	26,4	8,8	-3,3
1994	-45,9	-45,6	-42,0	236,6	194,6	190,9	-36,6	30,9	9,1	-3,4
1995	-41,9	-49,2	-46,3	243,3	196,9	198,4	-35,8	25,0	9,3	-2,9
1996	-43,9	-45,0	-45,2	250,2	205,0	207,3	-37,0	24,2	10,6	0,2
1997	-43,4	-40,8	-41,0	252,2	211,2	216,0	-38,5	23,9	9,8	0,2
1998	-39,3	-37,7	-38,5	251,6	213,2	221,4	-38,8	24,0	9,9	0,7
1999	-36,1	-31,4	-32,8	260,7	227,8	238,7	-40,8	23,1	6,9	1,4
2000	-32,8	-29,2	-29,3	259,3	230,0	240,0	-43,5	27,4	6,0	0,2
2001	-28,4	-32,1	-31,6	266,0	234,4	244,8	-46,2	31,2	4,6	-0,4
2002	-30,4	-49,3	-50,0	277,5	227,5	240,2	-49,6	32,8	4,1	0,7
2003	-44,6	-56,9	-56,7	278,3	221,6	239,8	-52,9	30,2	4,5	-2,3
2004	-55,0	-43,9	-45,4	288,4	243,0	265,7	-61,2	33,8	4,8	1,5
2005	-45,2	-43,5	-45,2	294,3	249,1	271,6	-64,4	36,1	5,8	1,7
2006	-47,0	-39,0	-42,5	272,9	230,4	267,9	-65,8	24,8	3,6	3,5
2007*	-42,0	-38,4	-38,2	270,6	232,5	266,7	-66,8	28,7	3,8	-0,2

Source : ministère de l'économie et des finances, direction du budget

* Pour l'exercice 2007 hors produit de cession des titres EDF. Y compris ce produit, le solde d'exécution est de -34,7

1 Hors remboursements et dégrèvements

2 Nettes des remboursements et dégrèvements

3 Hors opérations d'ordre relatives à la dette

A.2.3 Le budget de la défense

A.2.3.1 La répartition du budget de la défense par nature de dépense et par armée, direction et service en LFI

en M€ courants

Année	Dépenses hors équipement (Titre III au sens de l'ordonnance de 1959)				Dépenses d'équipement (Titres V et VI au sens de l'ordonnance de 1959)				Total hors pensions		
	Air	Terre	Marine	Services communs	Total	Air	Terre	Marine		Services communs	Total
1980	1 142	2 136	864	1 503	5 644	1 685	1 581	1 456	1 877	6 599	12 243
1981	1 410	2 450	1 016	1 865	6 741	1 973	1 874	1 786	2 100	7 733	14 474
1982	1 632	2 854	1 200	2 289	7 975	2 325	2 153	2 146	2 454	9 078	17 053
1983	1 785	3 138	1 328	2 310	8 561	2 578	2 321	2 312	2 632	9 843	18 404
1984	1 826	3 308	1 386	2 374	8 894	2 773	2 542	2 573	2 842	10 730	19 624
1985	1 880	3 422	1 438	2 536	9 276	2 939	2 694	2 781	3 091	11 506	20 781
1986	1 925	3 558	1 497	2 787	9 767	3 157	2 904	3 006	3 086	12 153	21 920
1987	1 861	3 613	1 479	2 826	9 779	3 585	3 267	3 372	3 506	13 730	23 509
1988	1 833	3 661	1 478	2 771	9 743	3 647	3 273	3 597	3 965	14 481	24 224
1989	1 859	3 740	1 515	2 777	9 891	3 954	3 533	3 911	4 079	15 477	25 368
1990	1 930	3 883	1 575	2 786	10 174	4 097	3 653	4 145	4 210	16 105	26 279
1991	2 008	4 061	1 658	3 032	10 759	4 131	3 562	4 203	4 241	16 137	26 896
1992	2 048	4 122	1 704	2 998	10 871	4 107	3 633	4 185	4 150	16 075	26 945
1993	2 099	4 209	1 787	3 124	11 219	4 171	3 717	4 107	3 981	15 976	27 195
1994	2 141	4 309	1 818	3 521	11 790	3 769	3 195	3 848	3 925	14 738	26 527
1995	2 150	4 418	1 867	3 461	11 897	3 687	3 118	3 731	4 089	14 625	26 522
1996	2 192	4 489	1 884	3 425	11 991	3 439	3 018	3 478	3 784	13 719	25 709
1997	2 185	4 479	1 868	3 805	12 337	3 441	3 000	3 549	3 529	13 519	25 856
1998	2 260	4 630	1 888	3 714	12 492	3 057	2 679	3 088	3 480	12 304	24 796
1999	2 276	4 658	1 885	3 705	12 523	3 181	2 841	3 288	3 671	12 982	25 505
2000	2 306	4 690	1 904	3 751	12 652	2 956	2 739	3 127	3 646	12 468	25 120
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503	25 179
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002	24 985
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276	26 814
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453	28 064
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739	28 438
2006	2 588	5 570	2 233	4 125	14 516	3 654	3 099	3 917	4 433	15 103	29 619
2007	2 629	5 497	2 248	4 562	14 936	3 975	3 102	3 856	4 444	15 378	30 313
2008	2 597	5 568	2 246	4 713	15 124	3 730	3 301	3 961	4 559	15 551	30 675
2009*	2 558	5 560	2 154	4 969	15 241	4 184	3 489	4 258	5 178	17 109	32 350

Source : ministère de la défense

* PLF

A.2.3.2 Le budget de la défense par armée, direction et service

Année	en M€ courants				
	Air	Terre	Marine	Services communs	Total hors pensions
1980	2 827	3 716	2 319	3 380	12 243
1981	3 383	4 323	2 802	3 965	14 474
1982	3 956	5 007	3 347	4 743	17 053
1983	4 362	5 459	3 640	4 942	18 404
1984	4 599	5 850	3 959	5 216	19 624
1985	4 819	6 116	4 219	5 627	20 781
1986	5 083	6 462	4 503	5 872	21 920
1987	5 446	6 880	4 850	6 333	23 509
1988	5 480	6 934	5 074	6 736	24 224
1989	5 813	7 273	5 425	6 856	25 368
1990	6 027	7 536	5 719	6 996	26 279
1991	6 139	7 623	5 860	7 273	26 896
1992	6 155	7 755	5 889	7 147	26 945
1993	6 270	7 927	5 893	7 105	27 195
1994	5 910	7 504	5 666	7 446	26 527
1995	5 837	7 537	5 598	7 550	26 522
1996	5 631	7 507	5 362	7 210	25 709
1997	5 627	7 479	5 417	7 334	25 856
1998	5 317	7 309	4 976	7 194	24 796
1999	5 457	7 499	5 173	7 376	25 505
2000	5 262	7 429	5 031	7 397	25 120
2001	5 262	7 394	5 099	7 424	25 179
2002	5 059	7 248	4 978	7 699	24 985
2003	5 567	7 644	5 430	8 172	26 814
2004	6 070	7 955	5 834	8 205	28 064
2005	6 105	7 988	5 774	8 572	28 438
2006	6 242	8 670	6 150	8 558	29 619
2007	6 604	8 599	6 104	9 006	30 313
2008	6 327	8 869	6 207	9 272	30 675
2009*	6 743	9 049	6 412	10 147	32 350

Source : ministère de la défense

* PLF

A.2.3.3 Le budget de la défense par catégorie de dépenses en LFI

en M€ courants

Année	Dépenses hors équipement					Dépenses d'équipement*					Total hors pensions
	Alimentation	Carburant	Fonctionnement résiduel	Rémunérations et charges sociales	Total	Espace	Nucléaire	Forces classiques		Total	
								Total	dont fabrications		
1980	258	327	1 052	4 007	5 644	nc	nc	nc	nc	6 599	12 243
1981	290	563	1 205	4 684	6 741	nc	nc	nc	nc	7 733	14 474
1982	323	704	1 442	5 506	7 975	nc	nc	nc	nc	9 078	17 053
1983	361	702	1 569	5 928	8 561	nc	nc	nc	nc	9 843	18 404
1984	377	636	1 643	6 238	8 894	7 416	3 184	0	3 315	10 730	19 624
1985	392	637	1 643	6 604	9 276	7 940	3 341	0	3 565	11 506	20 781
1986	405	631	1 754	6 977	9 767	8 301	3 445	0	3 852	12 153	21 920
1987	416	523	1 780	7 059	9 779	9 377	3 933	116	4 238	13 730	23 509
1988	420	446	1 785	7 092	9 743	9 617	3 923	208	4 657	14 481	24 224
1989	425	419	1 806	7 241	9 891	10 369	4 171	301	4 806	15 477	25 368
1990	430	435	1 825	7 484	10 174	10 754	4 101	459	4 892	16 105	26 279
1991	446	408	1 907	7 998	10 759	10 931	4 288	470	4 736	16 137	26 896
1992	446	414	1 939	8 072	10 871	10 965	4 184	552	4 558	16 075	26 945
1993	441	389	1 958	8 432	11 219	11 355	4 496	589	4 032	15 976	27 195
1994	450	393	2 193	8 753	11 790	10 883	4 387	550	3 305	14 738	26 527
1995	454	339	2 166	8 937	11 897	10 844	4 452	619	3 163	14 625	26 522
1996	459	324	2 154	9 053	11 991	10 130	4 098	623	2 965	13 719	25 709
1997	422	309	2 127	9 480	12 337	10 097	4 057	503	2 919	13 519	25 856
1998	387	323	1 981	9 801	12 492	9 294	3 811	474	2 535	12 304	24 796
1999	337	279	1 833	10 074	12 523	10 049	3 953	399	2 534	12 982	25 505
2000	308	281	1 856	10 206	12 652	9 701	3 500	350	2 417	12 468	25 120
2001	252	360	1 824	10 240	12 676	9 713	3 699	416	2 373	12 503	25 179
2002	240	378	1 894	10 470	12 983	8 902	3 267	448	2 652	12 002	24 985
2003	252	361	2 012	10 913	13 538	9 878	3 824	435	2 963	13 276	26 814
2004	234	331	2 105	10 941	13 611	10 940	4 656	402	3 111	14 453	28 064
2005	242	347	2 110	11 001	13 699	11 126	4 750	465	3 148	14 739	28 438
2006	240	318	2 332	11 625	14 516	11 291	4 761	489	3 323	15 103	29 619
2007	242	383	2 579	11 732	14 936	11 638	4 795	469	3 271	15 378	30 313
2008	248	353	2 683	11 839	15 124	11 783	4 749	393	3 375	15 551	30 675
2009**	249	457	2 718	11 818	15 241	12 919	5 229	390	3 801	17 109	32 350

Source : ministère de la défense

* La ventilation forces classiques/espace/nucléaire n'est connue qu'à partir de 1984 pour les forces classiques et le nucléaire, l'espace n'étant isolé qu'à partir de 1987

** PLF

A.2.4 Les comparaisons internationales

Année	PIB en monnaie nationale à prix courants									
	France M€	Allemagne M€	Royaume-Uni M€	Espagne M€	Italie M€	États-Unis M\$	Pays-Bas M€	Belgique M€	Canada M\$ canadien	
1988	889 853	1 071 658	469 760	241 359	562 950	4 853 962	207 686	139 135	600 840	
1989	955 901	1 137 338	514 241	270 567	615 596	5 260 900	220 061	150 511	645 147	
1990	1 009 345	1 240 394	554 486	301 379	676 899	5 743 825	234 400	162 479	668 181	
1991	1 049 480	1 502 177	582 946	344 572	744 033	5 986 225	256 346	171 269	683 239	
1992	1 086 356	1 613 228	608 165	369 009	783 773	6 318 950	267 483	180 312	698 544	
1993	1 101 677	1 654 234	639 356	381 735	807 362	6 642 375	274 731	184 194	724 960	
1994	1 142 214	1 735 500	681 327	406 010	853 910	7 054 250	290 236	195 300	770 873	
1995	1 183 060	1 801 300	718 383	437 788	923 571	7 397 575	302 233	202 269	810 426	
1996	1 212 223	1 833 700	762 610	464 251	982 259	7 816 800	315 059	206 241	836 864	
1997	1 268 483	1 918 090	810 601	503 875	1 048 766	8 304 325	348 016	221 184	882 733	
1998	1 323 654	1 965 380	865 710	539 493	1 091 362	8 747 000	362 464	229 572	914 973	
1999	1 367 966	2 012 000	928 730	579 942	1 127 091	9 268 600	386 193	238 248	982 441	
2000	1 441 372	2 062 500	976 533	630 263	1 191 058	9 756 800	417 960	251 741	1 076 577	
2001	1 497 185	2 113 160	1 021 828	680 678	1 248 648	10 067 600	447 731	258 883	1 108 048	
2002	1 548 555	2 143 180	1 075 564	729 206	1 295 226	10 409 100	465 214	267 652	1 152 905	
2003	1 594 814	2 163 800	1 139 746	782 929	1 335 354	10 899 200	476 945	274 726	1 213 175	
2004	1 660 189	2 210 900	1 200 595	841 042	1 391 530	11 621 500	491 184	289 626	1 290 829	
2005	1 726 068	2 243 200	1 252 505	908 792	1 428 375	12 354 100	513 407	302 112	1 375 080	
2006	1 807 462	2 321 500	1 321 860	982 303	1 479 981	13 106 100	539 929	318 223	1 446 307	
2007	1 892 241	2 422 900	1 401 042	1 050 595	1 535 540	13 730 900	567 066	334 917	1 531 899	
2008	1 958 472	2 513 199	1 460 075	1 097 805	1 585 140	14 289 650	588 671	348 887	1 600 022	

Source : Mémorandum Otan de décembre 2008

Des écarts avec les données nationales publiées par ailleurs peuvent être constatés du fait du décalage des publications

Leuro n'existant pas avant le 1^{er} janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries divisées par les taux de conversion de leuro

Pour mémoire, taux de conversion

France	6,5957	Italie	1 936,27
Allemagne	1,95583	Pays-Bas	2,20371
Espagne	166,386	Belgique	40,3399

A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense

Chiffre d'affaires de l'industrie de défense

Année	en Md€ courants																		
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	11,9	12,6	13,1	13,2	12,8	11,8	12,0	11,3	10,4	9,4	9,4	9,5	9,3	9,5	9,4	10,3	10,4	10,8	10,2
Export	5,8	5,7	5,9	4,3	4,4	3,1	2,6	2,9	4,5	6,6	6,3	3,8	2,7	3,2	4,4	4,3	7,1	3,8	4,0
Total	17,7	18,3	19,0	17,5	17,2	14,9	14,5	14,2	14,9	16,0	15,7	13,3	12,0	12,7	13,8	14,6	17,5	14,6	14,2
CA Export / CA Total (en %)	32,8	31,1	31,1	24,8	25,5	21,0	17,6	20,4	30,1	41,3	39,9	28,4	22,8	24,4	31,2	28,2	40,1	26,2	39,2

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction des systèmes de forces et des stratégies industrielle, technologique et de coopération

Part du chiffre d'affaires de l'industrie de défense dans le PIB total

Année																			
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB *	911,2	980,5	1 033,0	1 070,0	1 107,8	1 114,7	1 154,7	1 194,6	1 227,3	1 267,4	1 323,7	1 368,0	1 441,4	1 497,2	1 548,6	1 594,8	1 660,2	1 726,1	1 807,5
CA France / PIB (en %)	1,31	1,29	1,27	1,23	1,16	1,06	1,03	0,95	0,85	0,74	0,71	0,69	0,64	0,63	0,61	0,64	0,63	0,63	0,56
CA Export / PIB (en %)	0,64	0,58	0,57	0,41	0,40	0,28	0,22	0,24	0,37	0,52	0,47	0,28	0,19	0,21	0,29	0,27	0,43	0,22	0,22
CA total / PIB (en %)	1,94	1,87	1,84	1,67	1,58	1,36	1,27	1,19	1,21	1,26	1,19	0,97	0,83	0,85	0,89	0,92	1,06	0,85	0,79

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction des systèmes de forces et des stratégies industrielle, technologique et de coopération
* Source Insee, comptes nationaux (base 2000)

A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région géographique

Répartition des prises de commandes françaises par région géographique

en M€ constants 2007

Zone géographique ¹	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total 1998-2007
Afrique du Nord	13,8	203,7	60,5	49,9	78,1	57,8	25,5	77,8	422,5	511,3	1 500,9
Afrique subsaharienne	45,3	237,2	57,8	73,7	39,3	28,5	16,1	255,3	50,8	46,6	850,5
Amérique du Nord	85,6	129,1	147,0	97,4	86,0	118,7	126,8	301,6	299,0	420,4	1 811,6
Amérique centrale et Caraïbes	1,6	102,5	107,2	53,7	22,3	56,6	29,2	10,3	8,0	5,0	396,4
Amérique du Sud	347,5	97,6	73,5	346,5	31,9	15,1	31,0	139,2	66,1	234,0	1 382,5
Asie centrale	27,9	67,6	30,1	5,9	23,3	2,6	2,4	1,1	2,0	4,2	167,2
Asie du Nord-Est	79,4	452,0	232,3	121,1	166,6	504,7	153,5	264,3	549,7	182,1	2 705,6
Asie du Sud-Est	120,1	140,2	1 487,2	277,7	939,0	590,5	209,6	135,8	510,1	125,8	4 535,9
Asie du Sud	226,2	233,7	584,2	247,5	423,5	484,8	263,9	1 531,9	420,9	274,4	4 690,9
Proche et Moyen-Orient	6 135,3	395,5	612,7	1 138,7	584,8	568,0	1 355,5	436,5	1 714,8	2 479,8	15 421,6
Union européenne	947,1	2 485,0	4 058,9	1 585,8	1 084,8	1 430,4	958,6	569,5	807,0	1 081,2	15 008,4
Autres pays européens	626,2	370,6	205,8	168,4	249,3	535,6	110,7	139,3	191,0	89,0	2 685,8
Océanie	14,4	15,6	11,5	67,1	230,6	70,2	169,8	311,8	723,7	16,8	1 631,5
Divers*	99,7	516,2	262,6	275,8	149,1	63,4	98,2	67,6	72,7	189,8	1 795,1
Total	8 769,9	5 446,6	7 931,2	4 509,2	4 108,4	4 526,9	3 550,5	4 241,9	5 838,2	5 660,4	54 583,3

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007)

1 Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du Coarm et incluent tous les États membres ou associés à l'ONU

* Organisations internationales, États non membres de l'ONU

Répartition des prises de livraisons françaises par région géographique

en M€ constants 2007

Zone géographique ¹	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total 1998-2007
Afrique du Nord	29,7	22,8	30,9	201,8	19,2	30,1	25,1	26,1	67,0	79,7	532,4
Afrique subsaharienne	47,7	80,3	46,0	75,6	29,7	51,6	147,1	97,4	16,0	38,7	630,2
Amérique du Nord	117,1	114,9	99,5	109,7	97,9	93,9	175,2	134,2	199,8	107,5	1 249,7
Amérique centrale et Caraïbes	1,3	62,7	101,5	48,8	26,3	27,9	15,5	31,0	6,1	1,5	322,7
Amérique du Sud	192,0	191,7	86,9	83,0	70,9	281,4	105,5	76,7	53,6	55,7	1 470,9
Asie centrale	0,0*	10,2	42,7	47,1	14,6	11,6	2,1	0,6	2,0	4,3	135,2
Asie du Nord-Est	308,8	236,0	70,1	95,5	66,0	85,9	217,5	171,3	362,1	195,7	1 808,8
Asie du Sud-Est	85,3	177,7	125,0	131,2	177,5	302,0	714,2	323,8	306,6	496,0	2 839,3
Asie du Sud	313,7	632,2	380,8	188,9	379,5	187,5	492,5	326,5	312,5	295,5	3 509,7
Proche et Moyen-Orient	2 484,1	1 447,8	765,7	1 157,8	2 647,5	2 345,6	4 202,0	1 319,2	1 374,2	1 152,7	18 896,6
Union européenne	786,3	1 146,7	868,7	773,9	714,4	903,8	1 106,1	1 110,9	1 104,3	1 464,6	9 979,8
Autres pays européens	132,4	206,6	269,5	449,0	328,6	137,1	72,5	94,9	147,3	136,0	1 973,8
Océanie	23,2	29,0	15,0	10,3	8,5	7,1	54,6	115,1	86,6	489,8	839,3
Divers**	2 633,9	125,7	204,2	159,6	266,0	144,7	149,8	105,6	56,2	22,0	3 867,7
Total	7 155,8	4 484,4	3 106,7	3 532,1	4 846,8	4 610,2	7 479,8	3 933,4	4 094,4	4 812,9	48 056,6

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2007)

¹ Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du Coarm et incluent tous les États membres ou associés à l'ONU

* 0,0 signifie un montant < 50 000 €

** Organisations internationales, États non membres de l'ONU